© Editeur officiel du Québec, 2006

Gazette officielle du Québec

Partie 2

N° 25
21 juin 2006

Lois et règlements

138e année

Sommaire

Table des matières
Lois 2006
Entrée en vigueur de lois
Règlements et autres actes
Projets de règlement
Conseil du trésor
Décrets administratifs
Arrêtés ministériels
Avis
Index

Dépôt légal – 1er trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2006

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

Table des matières

Page

Lois 2006

5 Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal 2491
13 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche et d'autres dispositions législatives 2499
Liste des projets de loi sanctionnés (8 juin 2006) 2489

Entrée en vigueur de lois

555-2006 Bâtiment, Loi sur le... — Entrée en vigueur de certaines dispositions 2517

Règlements et autres actes

499-2006 Calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2006-2007 2519

Projets de règlement

Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2007 2525
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2007 2550
Accidents du travail, Loi sur les... — Table des indemnités payables pour l'année 2007 2551
Aide aux personnes et aux familles 2577

Conseil du trésor

203812 Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, Loi sur le... — Modifications aux annexes I et II.1 — Régime de retraite du personnel d'encadrement, Loi sur le... — Modification à l'annexe II 2613

Décrets administratifs

425-2006 Nomination de membres de l'Ordre national du Québec 2617
450-2006 Nomination de madame Jocelyne Dagenais comme sous-ministre du ministère des Services gouvernementaux 2618
451-2006 Engagement à contrat de madame Louise Montreuil comme sous-ministre adjointe au ministère de la Santé et des Services sociaux 2618
452-2006 Approbation d'un Protocole de coopération entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Québec 2620
453-2006 Nomination de monsieur Guy Lafortune comme membre du conseil d'administration et directeur général par intérim de l'École nationale des pompiers du Québec 2620
454-2006 Nomination de coroners à temps partiel 2621
455-2006 Approbation de l'entente de coopération en matière de sécurité civile entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario 2621
456-2006 Liquidation de La Vigilance, société de secours mutuels 2622

460-2006 Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relativement à l'échange de renseignements statistiques de l'état civil 2623
461-2006 Entérinement de l'Entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et le ministère de la Science et de la Technologie de la République populaire de Chine, signée à Beijing, le 22 septembre 2005 2624
462-2006 Acquisition, par expropriation, de certains immeubles requis pour la modernisation d'une installation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal 2624
463-2006 Réalisation des projets de modernisation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, du Centre universitaire de santé McGill et du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine . . . 2627
464-2006 Octroi d'une subvention à l'Institut de recherches cliniques de Montréal pour pourvoir au paiement en capital et intérêts d'un emprunt de 11 305 420 $ auprès de Financement-Québec 2629
465-2006 Détermination de places dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral pour les étudiants de l'extérieur du Québec pour 2006-2007 2629
466-2006 Entente de coopération en matière de santé entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario 2630
467-2006 Nomination de monsieur Richard Marleau comme juge à la Cour du Québec 2631
468-2006 Nomination de monsieur Jean-Pierre Archambault comme juge à la Cour du Québec 2631
469-2006 Exercice de fonctions judiciaires par madame Micheline Corbeil-Laramée et messieurs Jean Alarie, Jules Barrière, Paul J. Bélanger, Denis Charette, Bernard Dagenais, Henri-Rosaire Desbiens, Gérald-E. Desmarais, Michel Desmarais, Jean Dionne, Marc Dufour, Gérard Girouard, Pierre Laberge, Bertrand Laforest, Yvon Mercier, Jean-Claude Paquin, Claude Pinard, Louis Rémillard, Yvon Roberge, Hugues St-Germain, Michel St-Hilaire, Bernard Tellier, Clermont Vermette, juges retraités de la Cour du Québec 2631
473-2006 Délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de Groupe Alcan Métal Primaire, division d'Alcan inc., pour le projet de construction d'une usine de traitement de la brasque usée sur le territoire de la Ville de Saguenay 2632
474-2006 Requête de la Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud relativement à l'approbation des plans et devis du projet de modification de structure d'un ouvrage de retenue situé sur la rivière Morigeau, dans la Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, dans la municipalité régionale de comté de Montmagny 2634
475-2006 Requête de la Société Hydro-Québec relativement à l'approbation des plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique de la Chute-Allard situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque 2635
476-2006 Requête de la Société Hydro-Québec relativement à l'approbation des plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique des Rapides-des-Cœurs situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque 2637
477-2006 Approbation de l'Entente Ontario-Québec pour la promotion du développement durable du territoire public et des ressources naturelles 2640
478-2006 Approbation de l'Entente de collaboration en matière de protection des forêts entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario 2641
479-2006 Approbation de l'Entente de coopération en matière de transport entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario 2642
480-2006 Nomination de quatre membres du comité de réexamen constitué en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux 2643
481-2006 Autorisation à Éco-Quartier Sainte-Marie de conclure une entente avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Écoaction 2644
482-2006 Entente de coopération en matière de culture entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario 2644
483-2006 Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario en matière d'affaires francophones 2645
484-2006 Plan d'action annuel 2006-2007 d'Emploi-Québec en matière de main-d'œuvre et d'emploi 2645
485-2006 Financement de la Société du Palais des congrès de Montréal pour l'exercice financier 2006-2007 2646
486-2006 Financement de la Société du Centre des congrès de Québec pour l'exercice financier 2006-2007 2647

487-2006 Approbation d'une entente de coopération en matière de tourisme entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario 2647
488-2006 Prévisions budgétaires 2006-2007 de la Commission des relations du travail et détermination des sommes à verser au fonds qui pourvoit à son financement 2648
489-2006 Renouvellement du mandat de trois commissaires de la Commission des lésions professionnelles 2649
490-2006 Approbation de l'Entente entre l'Ontario et le Québec sur la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industire de la construction (2006) 2650

Arrêtés ministériels

Élargissement du territoire d'application du Programme général d'aide financière lors de sinistres qui a été mis en œuvre relativement aux inondations survenues le 20 mai 2006, dans des municipalités du Québec 2653
Mise en œuvre du Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice de la propriétaire de la résidence principale sise au 3513, rue de Jean-Talon, dans la Ville de Mascouche 2653

Avis

Nombre de circonscriptions électorales que la Commission scolaire des îles est autorisée à établir 2655
Réserve naturelle de l'Estuaire-de-la-Rivière-York — Reconnaissance 2655
Réserve naturelle de L'Île-Longue — Reconnaissance 2655
Réserve naturelle du Mont-Foster — Reconnaissance 2656
Réserve naturelle William-R.-J.-Oliver — Reconnaissance 2656

PROVINCE DE QUÉBEC

37e LÉGISLATURE

2e SESSION

QUÉBEC, LE 8 JUIN 2006

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, le 8 juin 2006

Aujourd'hui, à quinze heures trois minutes, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants :

n° 5 Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal

n° 13 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche et d'autres dispositions législatives

La sanction royale est apposée sur ces projets de loi par l'honorable Administrateur du Québec.

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi no 5
(2006, chapitre 7)

Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal

Présenté le 28 mars 2006
Principe adopté le 6 avril 2006
Adopté le 2 juin 2006
Sanctionné le 8 juin 2006

Éditeur officiel du Québec
2006

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur l'assurance parentale afin d'ajuster les cotisations d'un employeur au régime d'assurance parentale à l'égard du salaire gagné par un employé à l'extérieur du Québec.

Le projet de loi modifie la Loi sur le ministère du Revenu afin de permettre au ministre de suspendre, révoquer ou refuser de délivrer ou de renouveler un permis lorsque l'intérêt public l'exige, de transmettre, après autorisation judiciaire, une demande péremptoire à un contribuable à l'égard de documents qui concernent des personnes non désignées nommément et d'imposer une pénalité de 50 % des montants omis à une personne qui, volontairement ou par négligence flagrante, omet de payer ou de verser un droit dont elle est redevable et qui relativement à ce droit ne produit pas sa déclaration ou son rapport. Il modifie également cette loi afin de faciliter la preuve de l'envoi de certaines ordonnances.

Le projet de loi modifie la Loi sur la taxe de vente du Québec afin notamment d'augmenter les amendes en matière de marquage des contenants de bière.

De plus, le projet de loi modifie la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin d'en retirer un article qui n'a plus d'application.

Enfin, le projet de loi modifie la Loi concernant la taxe sur les carburants afin d'apporter certains changements en matière d'utilisation et de vente de mazout coloré.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET :

– Loi sur l'assurance parentale (L.R.Q., chapitre A-29.011) ;

– Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) ;

– Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) ;

– Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) ;

– Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1).

Projet de loi no 5

LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES D'ORDRE FISCAL

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

LOI SUR L'ASSURANCE PARENTALE

1. 1. L'article 55 de la Loi sur l'assurance parentale (L.R.Q., chapitre A-29.011), remplacé par l'article 34 du chapitre 13 des lois de 2005, est modifié, d'une part, par le remplacement des mots « à l'égard d'une personne » par « à l'égard d'un employé, d'une personne visée à l'article 51 ou d'un travailleur autonome » et, d'autre part, du mot « exonérée » par le mot « exonéré ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1er janvier 2006.

2. 1. L'article 59 de cette loi, remplacé par l'article 35 du chapitre 13 des lois de 2005, est modifié par l'addition des alinéas suivants :

« Toutefois, aux fins de calculer conformément au premier alinéa la cotisation d'un employeur à l'égard d'un de ses employés qui, relativement à son emploi, se présente également au travail à un établissement de l'employeur hors du Québec ou, s'il n'est pas requis de se présenter à un établissement de son employeur, dont une partie du salaire est versée d'un tel établissement hors du Québec, le montant visé au paragraphe 2° du premier alinéa est réduit, sous réserve du troisième alinéa, de l'ensemble des montants dont chacun représente le quotient obtenu en divisant le montant que l'employeur a payé pour l'année à l'égard de cet employé, en vertu soit de la loi d'une autre province qui crée un régime similaire à celui instauré par la présente loi, soit de la Loi sur l'assurance-emploi, au titre d'une cotisation qui est attribuable à des prestations analogues à celles que prévoit la présente loi, par le taux visé au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 6.

De plus, un montant payé par un employeur à l'égard d'un employé, en vertu soit de la loi d'une autre province qui crée un régime similaire à celui instauré par la présente loi, soit de la Loi sur l'assurance-emploi, au titre d'une cotisation qui est attribuable à des prestations analogues à celles que prévoit la présente loi, n'est pris en compte dans le calcul de l'ensemble visé au deuxième alinéa que si le ministre est autorisé, conformément à l'article 74, à faire des paiements de redressement visés à l'article 74.2 au gouvernement de cette autre province ou au gouvernement du Canada, selon le cas. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1er janvier 2006.

3. 1. L'article 74.2 de cette loi, édicté par l'article 43 du chapitre 13 des lois de 2005, est modifié :

1° par le remplacement de la partie du paragraphe 2° qui précède le sous-paragraphe *a* par ce qui suit :

« 2° l'excédent, sur le montant visé au deuxième alinéa, du montant que cet employeur aurait payé pour l'année à l'égard de cet employé, au titre d'une cotisation qui est attribuable à des prestations analogues à celles que prévoit la présente loi, si, relativement à la totalité du salaire admissible de l'employé pour l'année, à l'égard de l'emploi qu'il occupe auprès de l'employeur, ce dernier avait été assujetti, selon le cas : » ;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Le montant auquel le paragraphe 2° du premier alinéa fait référence correspond au montant que l'employeur a payé pour l'année à l'égard de l'employé, en vertu soit de la loi de l'autre province visée au sous-paragraphe *a* de ce paragraphe 2°, soit de la Loi sur l'assurance-emploi, au titre d'une cotisation qui est attribuable à des prestations analogues à celles que prévoit la présente loi. ».

2. Le paragraphe 1 a effet depuis le 1er janvier 2006.

LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC

4. L'article 13 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2) est abrogé.

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

5. La Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifiée par l'insertion, après l'article 17.4, du suivant :

« **17.4.1.** Le ministre peut, lorsque l'intérêt public l'exige, notamment pour préserver l'intégralité de recettes fiscales, suspendre, révoquer ou refuser de délivrer ou de renouveler un permis dont une personne doit être titulaire en vertu d'une loi fiscale. ».

6. L'article 39 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, des suivants :

« Le ministre peut également demander *ex parte* à un juge de la Cour du Québec, exerçant en son bureau, l'autorisation de transmettre à une personne une telle demande péremptoire, aux conditions que le juge estime raisonnables dans les circonstances, concernant une ou plusieurs personnes non désignées nommément.

Le juge peut accorder l'autorisation s'il est convaincu que la production du renseignement ou du document est requise pour vérifier si cette ou ces personnes ont respecté une obligation ou un devoir prévu par une loi fiscale et que cette ou ces personnes sont identifiables. ».

7. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 39, du suivant :

« **39.0.1.** L'autorisation accordée en application du quatrième alinéa de l'article 39 doit être jointe à la demande péremptoire.

Dans les 15 jours de la réception de cette demande péremptoire, la personne peut, par requête, demander à un juge de la Cour du Québec de réviser l'autorisation.

Un avis doit être donné au ministre au plus tard cinq jours avant la date de la présentation de la requête.

Le tribunal peut proroger le délai prévu au deuxième alinéa si cette personne démontre qu'elle était dans l'impossibilité en fait d'agir et que la requête a été présentée dès que les circonstances le permettaient.

Lors de cette révision, le juge peut confirmer, annuler ou modifier l'autorisation et rendre toute ordonnance qu'il juge appropriée. Ce jugement est sans appel. ».

8. L'article 39.2 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

« L'ordonnance est envoyée à cette personne par courrier recommandé ou par signification à personne, sauf si elle est rendue séance tenante, en sa présence. ».

9. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59.3, du suivant :

« **59.3.1.** Quiconque, volontairement ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, omet de payer, de déduire, de retenir, de percevoir, de remettre ou de verser un droit établi en vertu d'une loi fiscale et qui, relativement à ce droit, omet de faire une déclaration ou un rapport en la manière et à l'époque prescrites par une loi fiscale, par un règlement édicté en vertu d'une telle loi ou par une ordonnance du ministre, encourt une pénalité de 50 % du montant des droits qu'il a ainsi omis de payer, de déduire, de retenir, de percevoir, de remettre ou de verser.

Toutefois, cette pénalité ne s'applique que si la personne n'a pas fourni la déclaration ou le rapport malgré qu'elle en soit tenue par l'article 39. ».

10. L'article 59.6 de cette loi, remplacé par l'article 316 du chapitre 1 des lois de 2005, est modifié par l'insertion, après la première phrase, de la suivante : « En outre, nul n'encourt, à l'égard d'une même omission, à la fois

la pénalité prévue par l'article 59, 59.2 ou l'article 1045 de la Loi sur les impôts et celle prévue par l'article 59.3.1.».

11. L'article 61.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

« Un préavis de la demande d'ordonnance doit être signifié par le poursuivant à la personne que l'ordonnance pourrait obliger, sauf si cette personne est présente devant le juge. Ce préavis peut être donné au constat d'infraction et indiquer que la demande d'ordonnance sera présentée lors du jugement.

L'ordonnance est envoyée à cette personne par courrier recommandé ou par signification à personne, sauf si elle est rendue séance tenante, en sa présence.».

12. L'article 64 de cette loi, modifié par l'article 317 du chapitre 1 des lois de 2005, est de nouveau modifié par l'insertion, après « 59.3, », de « 59.3.1, ».

13. L'article 79 de cette loi est modifié par l'insertion, après le mot « poste », de « d'une ordonnance, » et, après le mot « conforme », de « de l'ordonnance, ».

LOI SUR LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

14. L'article 485.1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., chapitre T-0.1) est remplacé par le suivant :

« **485.1.** Toute personne qui contrevient à une disposition réglementaire adoptée en vertu du paragraphe 22° du premier alinéa de l'article 677, dont la violation constitue une infraction en vertu d'une disposition réglementaire adoptée en vertu du paragraphe 60° de cet alinéa, est passible d'une amende d'au moins 500 $ et d'au plus 2 000 $ et, en cas de récidive dans les cinq ans, d'une amende d'au moins 2 000 $ et d'au plus 5 000 $ et, pour une récidive additionnelle dans ce délai, d'une amende d'au moins 5 000 $ et d'au plus 10 000 $.».

15. L'article 497 de cette loi, modifié par l'article 366 du chapitre 1 des lois de 2005, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, l'obligation prévue au premier alinéa ne s'applique pas :

1° à la vente d'une boisson alcoolique dont la délivrance s'effectue hors du Québec ;

2° à la vente d'une boisson alcoolique dont la délivrance s'effectue au Québec, si elle est emportée ou expédiée hors du Québec, dans les circonstances décrites aux paragraphes 2° à 4° de l'article 179, aux fins de revente et que l'agent-percepteur en conserve une preuve satisfaisante pour le ministre.».

LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES CARBURANTS

16. L'article 10 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) est modifié par l'addition, après le paragraphe *b*, du suivant :

« *c*) sur le mazout coloré, lorsque ce mazout, acheté au Québec par une personne qui exploite une entreprise, a été exporté et utilisé hors du Québec pour alimenter un moteur de locomotive sur rail. ».

17. L'article 21 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **21.** La vente de mazout coloré est prohibée dans un poste d'essence ou une station-service. ».

18. L'article 21.1 de cette loi est modifié par l'insertion, après les mots « poste d'essence », des mots « ou une station-service ».

19. L'article 43.1 de cette loi est modifié :

1° dans le premier alinéa :

a) par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **43.1.** Commet une infraction et est passible, en outre de toute pénalité prévue par ailleurs, d'une amende d'au moins 500 $ et d'au plus 2 000 $ et, en cas de récidive dans les cinq ans, d'une amende d'au moins 2 000 $ et d'au plus 10 000 $ et, pour une récidive additionnelle dans ce délai, d'une amende d'au moins 10 000 $ et d'au plus 25 000 $, toute personne qui : » ;

b) par l'addition, à la fin du paragraphe *c*, des mots « ou une station-service » ;

c) par l'insertion, dans le paragraphe *d* et après les mots « poste d'essence », des mots « ou une station-service » ;

2° dans le deuxième alinéa, par le remplacement de « 5 000 $ à 10 000 $ » par « 10 000 $ à 25 000 $ ».

20. L'article 45.4 de cette loi est modifié par l'insertion, après les mots « poste d'essence », des mots « ou de la station-service ».

21. L'article 50.0.4 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **50.0.4.** Un transporteur a droit au remboursement de la taxe qu'il a payée à l'égard du carburant qu'il a acquis au Québec et utilisé hors du Québec pour propulser un véhicule motorisé prescrit, pourvu qu'il soit titulaire du permis prévu à l'article 50.0.6 en vigueur au moment de l'acquisition de ce carburant. ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALE

22. Le pouvoir du ministre prévu au nouvel article 17.4.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est applicable à toute demande de permis faite avant l'entrée en vigueur de cet article ainsi qu'à tout permis délivré avant cette date.

23. La présente loi entre en vigueur le 8 juin 2006.

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi no 13
(2006, chapitre 8)

Loi modifiant la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche et d'autres dispositions législatives

Présenté le 11 avril 2006
Principe adopté le 17 mai 2006
Adopté le 1er juin 2006
Sanctionné le 8 juin 2006

Éditeur officiel du Québec
2006

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche afin de remplacer les désignations du ministre et du ministère qui y apparaissent par celles de ministre et de ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

De plus, le projet de loi attribue au ministre des Affaires municipales et des Régions les fonctions en matière de développement régional qui étaient auparavant exercées par le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche. Il modifie en conséquence la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche et la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions.

Enfin, le projet de loi contient des dispositions modificatives de concordance.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET :

– Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) ;

– Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., chapitre M-15.001) ;

– Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., chapitre M-22.1) ;

– Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (L.R.Q., chapitre M-30.01) ;

– Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1) ;

– Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2) ;

– Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13).

Projet de loi no 13

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL ET DE LA RECHERCHE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. Le titre de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (L.R.Q., chapitre M-30.01) est remplacé par le suivant :

« Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ».

2. L'article 1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **1.** Le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation est dirigé par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation nommé en vertu de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18). ».

3. L'article 2 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « et régional » par « , l'innovation et l'exportation » ;

2° par le remplacement, dans les trois dernières lignes, de « , de développement durable et de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État » par les mots « et de développement durable ».

4. L'article 3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, de « , de promouvoir la recherche, la science, la technologie et l'innovation et de favoriser le développement local et régional » par « et de promouvoir la recherche, la science, la technologie et l'innovation ».

5. L'article 5 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 6°, des mots « local et régional » par le mot « économique » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 7°, des mots « local et régional » par le mot « économique » ;

3° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 8°, des mots « et régionales » ;

4° par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 8°, des mots « local et régional » par le mot « économique ».

6. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **9.** Le ministre dépose à l'Assemblée nationale le rapport annuel de gestion du ministère dans les quatre mois de la fin de l'année financière ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux. ».

7. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « et régional et de la Recherche » par « , de l'Innovation et de l'Exportation ».

8. L'article 61 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 4°.

9. La section VI du chapitre V de cette loi, comprenant les articles 84 à 88, est abrogée.

10. L'intitulé du chapitre VI de cette loi, ainsi que celui de la section I de ce chapitre, sont remplacés par ce qui suit :

« **CHAPITRE VI**

« INSTANCES LOCALES ».

11. La section II du chapitre VI de cette loi, comprenant les articles 97 à 108, devient la section IV.3, comprenant les articles 21.5 à 21.17, de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., chapitre M-22.1), sous réserve des modifications suivantes :

1° y effectuer les concordances de numéros nécessaires ;

2° à l'article 107, les mots « conjointement par le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche et par le ministre des Affaires municipales et des Régions » sont remplacés par les mots « par le ministre ».

12. La section III du chapitre VI de cette loi est abrogée.

13. Le chapitre VII de cette loi, comprenant les articles 111 à 122, et le chapitre VIII de celle-ci, comprenant les articles 123 à 128, deviennent, respectivement, la section IV.4, comprenant les articles 21.18 à 21.29, et la

section IV.5, comprenant les articles 21.30 à 21.35, de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions, sous réserve d'y effectuer les concordances de numéros nécessaires.

14. L'article 178 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes, de « les chapitres VI, VII et VIII » par « le chapitre VI ».

15. L'annexe de cette loi devient l'annexe B de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions, sous réserve d'y remplacer la référence à l'article 100 par une référence à l'article 21.8.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

16. L'article 79.20 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans les trois premières lignes du paragraphe 3° du deuxième alinéa, de « 99 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche » par « 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (chapitre M-22.1) » ;

2° par le remplacement, dans les deux premières lignes du paragraphe 4° du deuxième alinéa, de « 98 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche » par « 21.6 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET INSTITUANT LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

17. L'article 38 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., chapitre M-15.001) est modifié :

1° par le remplacement, dans les trois dernières lignes du paragraphe 6°, de « 97 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (chapitre M-30.01) » par « 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (chapitre M-22.1) » ;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 7°, de « 97 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche » par « 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

18. L'article 17.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., chapitre M-22.1) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, des mots « l'annexe » par « l'annexe A ».

19. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 17.5, de la sous-section suivante :

« §2.1. — *Régions*

« **17.5.1.** Le ministre a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État.

« **17.5.2.** Le ministre élabore et propose au gouvernement des politiques en vue de favoriser le développement local et régional.

Il coordonne la mise en œuvre de ces politiques et en assure le suivi, le cas échéant en collaboration avec les ministères et les organismes concernés.

« **17.5.3.** Les fonctions et pouvoirs du ministre consistent plus particulièrement à :

1° accroître l'efficacité des initiatives visant le développement local et régional en favorisant l'harmonisation, la simplification ainsi que l'accessibilité des services de soutien à ce développement ;

2° assurer la cohérence et l'harmonisation des actions gouvernementales en matière de développement local et régional et, à cette fin, être associé à l'élaboration des mesures et des décisions ministérielles concernant ce développement et donner son avis lorsqu'il le juge opportun ;

3° élaborer, coordonner et mettre en œuvre, en collaboration avec tout autre ministère concerné, des stratégies de développement régional et des programmes d'aide concernant notamment les municipalités ou territoires présentant des problématiques particulières ;

4° être responsable, en concertation avec les instances locales et régionales reconnues, des sommes qu'il peut leur confier et administrer en outre les autres sommes qui lui sont confiées afin d'assurer l'exécution de tout projet de développement local et régional ;

5° apporter, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, un soutien financier ou technique à la réalisation d'actions visant le développement local et régional ;

6° favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement. ».

20. L'article 17.8 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante : « Ce rapport tient compte du rapport d'activités

des conférences régionales des élus qui lui est transmis en vertu de l'article 21.13.».

21. Cette loi est modifiée par l'insertion, après la section IV.1, de ce qui suit :

«**SECTION IV.2**

«TABLE QUÉBEC-RÉGIONS

«**21.3.** La Table Québec-régions conseille le ministre sur toute question qu'il lui soumet.

«**21.4.** Le ministre détermine la composition de la Table Québec-régions.

«**SECTION IV.3**

«CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS

«**21.5.** Est instituée pour chaque région administrative du Québec une «conférence régionale des élus».

Toutefois, pour la région administrative de la Montérégie, sont instituées trois conférences régionales des élus dont une pour l'agglomération de Longueuil prévue à l'article 6 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001), une pour les territoires des municipalités régionales de comté de Beauharnois-Salaberry, du Haut-Saint-Laurent, des Jardins-de-Napierville, de Roussillon et de Vaudreuil-Soulanges et une pour les territoires des municipalités régionales de comté d'Acton, de Brome-Missisquoi, de La Haute-Yamaska, de La-Vallée-du-Richelieu, de Lajemmerais, du Bas-Richelieu, du Haut-Richelieu, des Maskoutains et de Rouville.

Pour la région administrative du Nord-du-Québec, une conférence régionale des élus est instituée pour le territoire de la Municipalité de Baie-James et celui des villes de Chapais, de Chibougamau, de Lebel-sur-Quévillon et de Matagami alors que l'Administration régionale Kativik et l'Administration régionale Crie sont réputées agir à titre de conférence régionale des élus pour leur communauté respective.

Une conférence régionale des élus est une personne morale.

«**21.6.** La conférence régionale des élus est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional.

Le ministre conclut avec la conférence régionale des élus une entente déterminant les conditions que celle-ci s'engage à respecter, ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties.

«**21.7.** Chaque conférence régionale des élus a principalement pour mandat d'évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional, dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement, de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région.

La conférence régionale des élus établit un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de la région et en tenant compte en priorité de la participation à la vie démocratique de la région des jeunes et, selon les principes de l'égalité et de la parité, des femmes.

Ce plan quinquennal de développement doit aussi tenir compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi déterminés par le conseil régional des partenaires du marché du travail de son territoire et, le cas échéant, du schéma métropolitain d'aménagement et de développement ainsi que du plan des grands enjeux du développement économique adoptés par la communauté métropolitaine de son territoire.

La conférence régionale des élus peut conclure également, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice des pouvoirs et des responsabilités découlant de l'entente visée à l'article 21.6. Toute entente spécifique conclue avec une municipalité ou un mandataire de celle-ci peut déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (chapitre I-15).

La conférence régionale des élus exécute tout autre mandat que lui confie le ministre.

«**21.8.** Le conseil d'administration d'une conférence régionale des élus est composé des membres suivants œuvrant sur son territoire :

1° les préfets des municipalités régionales de comté ;

2° les maires des municipalités locales de 5 000 habitants et plus ;

3° les maires des municipalités locales énumérées à l'annexe B.

Dans le cas de la région administrative de la Capitale-Nationale, le conseil d'administration de la conférence régionale des élus est composé, outre les personnes prévues au premier alinéa, des présidents d'arrondissement et de deux membres du comité exécutif de la Ville de Québec désignés par celui-ci.

Dans le cas de la région administrative de la Côte-Nord, le conseil d'administration de la conférence régionale des élus est composé, outre les personnes prévues au premier alinéa, de deux maires désignés par et parmi ceux des municipalités locales situées dans cette région administrative et dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté ; aux fins de cette désignation, l'administrateur de la Municipalité de

Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent est assimilé à un maire. La désignation de ces maires se fait lors d'une réunion convoquée et tenue par le secrétaire-trésorier de la municipalité ayant la population la plus élevée parmi ces municipalités locales à l'exception de la Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent. Cette réunion peut se tenir selon les modalités prévues à l'article 164.1 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1), compte tenu des adaptations nécessaires. Les maires peuvent au début de la réunion établir la procédure à suivre en cas d'égalité des voix. Le secrétaire-trésorier dresse le procès-verbal de la réunion.

Les villes de Gatineau, La Tuque, Lévis, Mirabel, Rouyn-Noranda, Saguenay, Shawinigan, Sherbrooke et Trois-Rivières désignent, parmi les membres de leur conseil, un membre supplémentaire au conseil d'administration de la conférence régionale des élus opérant sur leur territoire.

Lorsque le préfet d'une municipalité régionale de comté est également maire d'une municipalité locale visée au premier alinéa, le conseil de la municipalité régionale de comté désigne, parmi ses membres, un membre supplémentaire au conseil d'administration de la conférence. Il en est de même lorsqu'une municipalité régionale de comté ne comprend pas dans son territoire l'une de ces municipalités locales.

Le conseil d'administration est composé :

1° dans le cas de la conférence régionale des élus de la région administrative de Laval, de tous les membres du conseil de la Ville de Laval ;

2° dans le cas de la conférence régionale des élus instituée pour l'agglomération de Longueuil :

a) du maire de la Ville de Longueuil et de 13 autres personnes que le conseil de la ville désigne parmi ses membres ;

b) du maire de la Ville de Brossard et de trois autres personnes que le conseil de la ville désigne parmi ses membres ;

c) du maire de la Ville de Boucherville et de deux autres personnes que le conseil de la ville désigne parmi ses membres ;

d) du maire de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville et d'une autre personne que le conseil de la ville désigne parmi ses membres ;

e) du maire de la Ville de Saint-Lambert et d'une autre personne que le conseil de la ville désigne parmi ses membres ;

3° dans le cas de la conférence régionale des élus de la région administrative de Montréal :

a) de tous les membres du conseil de la Ville de Montréal ;

b) des maires des autres municipalités locales dont le territoire est compris dans la région administrative, à l'exception du maire de la Ville de L'Île-Dorval.

Le conseil d'administration de la conférence régionale des élus de la région administrative du Nord-du-Québec est composé des membres du conseil de la Municipalité de Baie-James mentionnés à l'article 36 de la Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie James (chapitre D-8.2).

Lorsqu'une conférence régionale des élus comprend sur son territoire au moins une communauté autochtone représentée par un conseil de bande, le conseil d'administration de la conférence inclut alors un représentant pour la nation autochtone à laquelle appartient une telle communauté.

À la demande d'une conférence régionale des élus, le gouvernement peut, par décret, permettre la désignation à son conseil d'administration d'un ou de plusieurs représentants additionnels d'une municipalité locale choisis par et parmi les membres du conseil de celle-ci.

À la demande d'une conférence régionale des élus, le gouvernement peut, par décret, modifier l'annexe B, notamment pour y ajouter une ou plusieurs municipalités locales en milieu rural.

«**21.9.** Une conférence régionale des élus nomme à son conseil d'administration des membres additionnels dont le nombre ne peut excéder le tiers de l'ensemble de ses membres, autres que ceux prévus au huitième alinéa de l'article 21.8. Ces membres additionnels sont choisis après consultation des organismes que la conférence considère représentatifs des divers milieux présents dans la collectivité à desservir, notamment ceux issus des milieux de l'économie, de l'éducation, de la culture et de la science. La conférence détermine la durée du mandat de ces membres.

Chacune des conférences régionales des élus pour la région administrative de Laval, l'agglomération de Longueuil et la région administrative de Montréal peut, au lieu de nommer des membres additionnels conformément au premier alinéa, instituer, avec les groupes socio-économiques de son territoire, un mécanisme de concertation établi sur une base sectorielle, thématique ou territoriale. L'entente prévue à l'article 21.6 précise les modalités d'application de ce mécanisme de concertation.

Le député de l'Assemblée nationale de toute circonscription sur le territoire de laquelle la conférence régionale des élus a compétence a le droit de participer, sans droit de vote, aux délibérations du conseil d'administration de la conférence.

«**21.10.** Dans le cas de la création d'un comité exécutif, les membres qui le composent doivent être choisis par et parmi les membres du conseil d'administration d'une conférence régionale des élus et ceux qui ont été nommés en vertu de l'article 21.9 ne peuvent représenter plus du tiers des membres de ce comité.

«**21.11.** Les assemblées du conseil d'administration d'une conférence régionale des élus sont publiques.

«**21.12.** Une conférence régionale des élus administre les sommes qui lui sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente.

«**21.13.** Une conférence régionale des élus doit annuellement, à la date et selon les modalités que le ministre détermine, lui produire un rapport de ses activités ainsi que ses états financiers pour l'exercice financier précédent.

Le rapport d'activités contient tout autre renseignement que le ministre peut requérir. Les états financiers sont accompagnés du rapport du vérificateur.

«**21.14.** Le ministre dépose le rapport d'activités d'une conférence régionale des élus à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

«**21.15.** La Communauté métropolitaine de Montréal et la Communauté métropolitaine de Québec établissent respectivement avec les conférences régionales des élus opérant sur leur territoire un mécanisme afin d'harmoniser l'exercice de leurs pouvoirs et de leurs responsabilités.

«**21.16.** Le mécanisme d'harmonisation prévu à l'article 21.15 est agréé par le ministre.

«**21.17.** L'Administration régionale Kativik et l'Administration régionale Crie agissant à titre de conférence régionale des élus et la conférence régionale des élus instituée pour le territoire de la Municipalité de Baie-James et celui des villes de Chapais, de Chibougamau, de Lebel-sur-Quévillon et de Matagami établissent un mécanisme afin d'harmoniser l'exercice de leurs pouvoirs et de leurs responsabilités.

«**SECTION IV.4**

«FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

«**21.18.** Est institué le Fonds de développement régional.

Ce fonds est affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues entre une conférence régionale des élus, un ministère ou organisme du gouvernement et, le cas échéant, tout autre partenaire.

Ce fonds peut aussi être affecté au financement de toute autre activité exercée par une conférence régionale des élus.

«**21.19.** Le gouvernement détermine la date du début des activités de ce fonds, ses actifs et ses passifs ainsi que la nature des activités financées et les coûts qui peuvent y être imputés.

Les modalités de gestion du fonds sont déterminées par le Conseil du trésor.

«**21.20.** Le fonds est constitué des sommes suivantes :

1° les sommes versées par le ministre sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement ;

2° les sommes versées par le ministre des Finances à titre d'avances prises sur le fonds consolidé du revenu ;

3° les sommes versées par le ministre des Finances à titre d'emprunts faits sur le Fonds de financement institué en vertu de la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01) ;

4° les dons, legs et autres contributions versés pour aider à la réalisation des objets du fonds.

«**21.21.** La gestion des sommes constituant le fonds est confiée au ministre des Finances. Celles-ci sont versées à son crédit et déposées auprès d'une institution financière qu'il détermine.

La comptabilité du fonds et l'enregistrement des engagements financiers qui lui sont imputables sont tenus par le ministre des Affaires municipales et des Régions. Celui-ci s'assure, de plus, que les engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes.

«**21.22.** Le ministre des Finances peut avancer au fonds, sur autorisation du gouvernement et aux conditions que celui-ci détermine, des sommes prélevées sur le fonds consolidé du revenu.

Il peut, inversement, avancer à court terme au fonds consolidé du revenu, aux conditions qu'il détermine, toute partie des sommes constituant ce fonds qui n'est pas requise pour son fonctionnement.

Toute avance versée à un fonds est remboursable sur celui-ci.

«**21.23.** Le ministre des Affaires municipales et des Régions peut, à titre de gestionnaire du fonds, emprunter auprès du ministre des Finances des sommes prises sur le Fonds de financement institué en vertu de la Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01).

«**21.24.** Les sommes nécessaires au paiement de la rémunération et des dépenses afférentes aux avantages sociaux et aux autres conditions de travail des personnes qui, conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), sont affectées aux activités reliées au fonds, sont prises sur celui-ci.

«**21.25.** Les surplus accumulés par le fonds sont versés au fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

«**21.26.** Les articles 20, 21, 26 à 28, les chapitres IV et VI et les articles 89 et 90 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) s'appliquent au fonds, compte tenu des adaptations nécessaires.

«**21.27.** L'année financière du fonds se termine le 31 mars.

«**21.28.** Malgré toute disposition contraire, le ministre des Finances doit, en cas d'insuffisance du fonds consolidé du revenu, payer sur le fonds les sommes requises pour l'exécution d'un jugement ayant acquis force de chose jugée contre l'État.

«**21.29.** Le ministre présente au gouvernement, au plus tard le 23 mars 2009, un rapport d'évaluation du fonds, dans lequel il se prononce sur l'opportunité de le maintenir.

Le ministre dépose son rapport devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa présentation ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

«**SECTION IV.5**

«ENTENTE DE MISE EN APPLICATION DE CERTAINES POLITIQUES

«**21.30.** Le ministre peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure avec toute municipalité régionale de comté ou avec toute municipalité locale, dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une municipalité régionale de comté, toute entente nécessaire à la mise en application de toute politique du gouvernement en matière de développement local et régional sur le territoire de cette municipalité. L'autorisation du gouvernement peut émaner du contenu de la politique.

«**21.31.** Une entente visée à l'article 21.30 identifie notamment toute responsabilité déléguée à la municipalité régionale de comté ou, selon le cas, à la municipalité locale et fixe les conditions d'exécution de cette délégation.

«**21.32.** La municipalité régionale de comté ou, selon le cas, la municipalité locale partie à une entente visée à l'article 21.30 a les pouvoirs nécessaires pour remplir les engagements et assumer les responsabilités que prévoit l'entente et qui s'inscrivent dans la mise en application de la politique.

Une telle municipalité peut notamment intenter tout recours et exercer tout pouvoir requis pour régler tout litige ou toute mésentente découlant de l'exécution d'une entente.

« **21.33.** La Loi sur l'interdiction de subventions municipales (chapitre I-15) ne s'applique pas à l'égard de l'aide fournie conformément à une entente visée à l'article 21.30.

« **21.34.** Le troisième alinéa de l'article 188 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ne s'applique pas à l'égard de la décision par laquelle le conseil de la municipalité régionale de comté conclut une entente visée à l'article 21.30.

« **21.35.** Le conseil d'une municipalité régionale de comté peut, par règlement, dans le cadre d'application d'une entente visée à l'article 21.30, prescrire, à l'égard d'une municipalité locale dont le territoire n'est pas visé par l'entente ou dont une partie seulement du territoire est visée par l'entente, les critères permettant de déterminer le nombre de voix ainsi que le chiffre de la population attribués, aux fins de la prise des décisions par la municipalité régionale de comté relativement à l'application de l'entente, à tout représentant de cette municipalité locale. Le règlement peut également établir les critères permettant de déterminer la proportion dans laquelle cette municipalité locale contribue au paiement des dépenses de la municipalité régionale de comté relatives à l'entente. ».

22. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 35, des suivants :

« **36.** Les ententes conclues entre une conférence régionale des élus et le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche en vertu de l'article 98 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (chapitre M-30.01) sont réputées être des ententes conclues en vertu des dispositions de la présente loi.

« **37.** Dans le cas où une entente n'a pas été conclue en vertu de l'article 98 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche :

1° l'agrément donné en vertu de l'article 16 de la Loi sur le ministère des Régions prend fin au moment où une entente est conclue en vertu de l'article 21.6 de la présente loi ;

2° le premier alinéa de l'article 175 de cette loi s'applique jusqu'à ce qu'une entente soit conclue en vertu de l'article 21.6 de la présente loi.

Lorsque, dans ce cas, une entente est conclue en vertu de l'article 21.6 de la présente loi, le deuxième alinéa de l'article 175 et les articles 176 et 177 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche s'appliquent.

« **38.** Le gouvernement peut déterminer dans quelle mesure et sur quel territoire un ministre exerce les responsabilités prévues par les sections IV.2, IV.3, IV.4 et IV.5 de la présente loi. ».

23. L'annexe de cette loi devient l'annexe A.

24. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'annexe, de la suivante :

« ANNEXE B
(article 21.8)

Ville de Beaupré
Ville de Berthierville
Ville de Cabano
Ville de Carleton-Saint-Omer
Ville de Dégelis
Ville de Disraeli
Ville d'East Angus
Ville de Fermont
Ville de Forestville
Municipalité de Havre-Saint-Pierre
Ville de Huntingdon
Ville de La Pocatière
Municipalité de Lac-Etchemin
Ville de Malartic
Ville de Maniwaki
Village de Napierville
Ville de New Richmond
Municipalité d'Ormstown
Ville de Richmond
Ville de Rivière-Rouge
Ville de Saint-Césaire
Ville de Saint-Gabriel
Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli
Ville de Saint-Joseph-de-Beauce
Ville de Saint-Pascal
Ville de Saint-Tite
Ville de Senneterre
Ville de Témiscaming
Ville de Trois-Pistoles
Ville de Valcourt
Ville de Ville-Marie
Ville de Warwick
Ville de Waterloo ».

LOI SUR LA PROTECTION DU TERRITOIRE ET DES ACTIVITÉS AGRICOLES

25. L'article 47 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., chapitre P-41.1) est modifié par le remplacement, à la fin du premier alinéa, de « 97 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (chapitre M-30.01) » par « 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (chapitre M-22.1) ».

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

26. L'article 343.1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du troisième alinéa, de « 97 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (chapitre M-30.01) » par « 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (chapitre M-22.1) ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

27. L'article 30 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13) est modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, des mots « des Finances » par « du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ».

28. L'article 34.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « des Finances » par « du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ».

29. L'article 37 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « des Finances » par « du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Toutefois, dans le cas d'un règlement prévu au paragraphe 10° du premier alinéa et visant les sections I, II et VI, le règlement est pris sur la recommandation du ministre des Finances. ».

30. L'article 61 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de « et à l'exception des autres dispositions des sections III et IV dont l'application relève du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

31. Dans toute autre disposition législative, les mots « et régional et de la Recherche » sont remplacés, partout où ils se trouvent et compte tenu des adaptations nécessaires, par « , de l'Innovation et de l'Exportation ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent, notamment eu égard à l'application de l'article 178 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (L.R.Q., chapitre M-30.01), dans tout document autre qu'une loi :

1° une référence au ministre, au sous-ministre ou au ministère du Développement économique et régional ou du Développement économique et régional et de la Recherche est, selon la matière visée, une référence au ministre, au sous-ministre ou au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ou des Affaires municipales et des Régions ;

2° un renvoi à la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche ou à l'une de ses dispositions est un renvoi à la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, à la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions, ou à la disposition correspondante de cette loi.

32. La présente loi entre en vigueur le 8 juin 2006.

Entrée en vigueur de lois

Gouvernement du Québec

Décret 555-2006, 14 juin 2006

Loi sur le bâtiment (1985, c. 34)
— Entrée en vigueur de certaines dispositions

CONCERNANT l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi sur le bâtiment à l'égard des bains publics

ATTENDU QUE la Loi sur le bâtiment (1985, c. 34) a été sanctionnée le 20 juin 1985;

ATTENDU QUE l'article 301 de cette loi, remplacé par l'article 132 du chapitre 74 des lois de 1991, énonce notamment que les dispositions de cette loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, sauf certaines dispositions qui y sont énumérées dont l'article 215 de la loi en ce qui concerne les dispositions des règlements adoptés en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, qui entreront en vigueur le 1er février 1992;

ATTENDU QUE, en vertu des décrets numéros 940-95 du 5 juillet 1995, 3-97 du 7 janvier 1997, 952-2000 du 26 juillet 2000, 960-2002 du 21 août 2002, 874-2003 du 20 août 2003, 893-2004 du 22 septembre 2004 et 23-2005 du 19 janvier 2005, certaines dispositions de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1) sont déjà entrées en vigueur dont l'article 282 qui est entré en vigueur le 7 novembre 2000 en ce qui concerne les bâtiments et les équipements destinés à l'usage du public auxquels s'applique le chapitre I du Code de construction approuvé par le décret numéro 953-2000 du 26 juillet 2000, le 21 octobre 2004 en ce qui concerne les remontées mécaniques et en ce qui concerne les ascenseurs et autres appareils élévateurs auxquels s'applique le chapitre IV du Code de construction approuvé par le décret numéro 895-2004 du 22 septembre 2004, et le 1er janvier 2006 en ce qui concerne les ascenseurs et autres appareils élévateurs auxquels s'applique le chapitre IV du Code de sécurité approuvé par le décret numéro 896-2004 du 22 septembre 2004;

ATTENDU QUE l'article 282 de cette loi a été remplacé par l'article 116 de la Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives (1991, c. 74);

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 952-2000 du 26 juillet 2000, l'article 116 de cette loi est entré en vigueur le 7 novembre 2000 en ce qui concerne les bâtiments et les équipements destinés à l'usage du public auxquels s'applique le chapitre I du Code de construction approuvé par le décret numéro 953-2000 du 26 juillet 2000;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 21 juin 2006 l'entrée en vigueur du premier alinéa de l'article 215 de la Loi sur le bâtiment en ce qui concerne les dispositions du Règlement sur la sécurité dans les bains publics (R.R.Q., 1981, c. S-3, r.3);

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 21 juin 2006 l'entrée en vigueur des articles 282 de la Loi sur le bâtiment et 116 de la Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives (1991, c. 74) en ce qui concerne les bains publics;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail:

QUE soit fixée au 21 juin 2006 l'entrée en vigueur du premier alinéa de l'article 215 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1) en ce qui concerne les dispositions du Règlement sur la sécurité dans les bains publics (R.R.Q., 1981, c. S-3, r.3);

QUE soit fixée au 21 juin 2006 l'entrée en vigueur des articles 282 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1) et 116 de la Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives (1991, c. 74) en ce qui concerne les bains publics.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46454

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 499-2006, 7 juin 2006

Loi sur l'instruction publique
(L.R.Q., c. I-13.3)

Taxe scolaire
— Calcul du produit maximal pour l'année scolaire 2006-2007

CONCERNANT le Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2006-2007

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 1°, 2° et 3° du premier alinéa de l'article 455.1 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3) le gouvernement doit, par règlement, déterminer les règles relatives à l'établissement du nombre admissible d'élèves pour le calcul du produit maximal de la taxe scolaire que peuvent imposer la commission scolaire et le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal ainsi que les taux de majoration des montants par élève et du montant de base visés à l'article 308 de cette loi ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) un projet de règlement peut être édicté sans avoir fait l'objet de la publication préalable prévue à l'article 8 de cette loi, lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que la nature fiscale des normes qui y sont établies, modifiées ou abrogées le justifie ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 18 de cette loi un règlement peut entrer en vigueur dès la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que la nature fiscale des normes qui y sont établies, modifiées ou abrogées le justifie ;

ATTENDU QUE, de l'avis du gouvernement, la nature fiscale des normes établies par ce règlement justifie l'absence de la publication préalable et une telle entrée en vigueur ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

QUE le Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2006-2007, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2006-2007

Loi sur l'instruction publique
(L.R.Q., c. I-13.3, a. 455.1, 1er al., par. 1°, 2° et 3°)

1. Pour le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2006-2007 prévu à l'article 308 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), le nombre admissible d'élèves est établi en effectuant les opérations suivantes :

1° déterminer le nombre des élèves de l'éducation préscolaire 4 ans qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 1,00 le nombre de ces élèves légalement inscrits à un minimum de 144 demi-journées le 30 septembre 2005 dans les écoles qui relèvent de la commission scolaire ;

2° déterminer le nombre des élèves de l'éducation préscolaire 5 ans qui peuvent être pris en considération en multipliant par 1,80 le nombre de ces élèves légalement inscrits à un minimum de 180 jours le 30 septembre 2005 dans les écoles qui relèvent de la commission scolaire, à l'exception des élèves visés aux paragraphes 7° et 8° ;

3° déterminer le nombre des élèves de l'ordre d'enseignement primaire qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 1,55 le nombre de ces élèves à temps complet, légalement inscrits le 30 septembre 2005 dans les écoles qui relèvent de la commission scolaire, à l'exception des élèves visés aux paragraphes 7° et 9° ;

4° déterminer le nombre des élèves de l'ordre d'enseignement secondaire qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 2,40 le nombre de ces élèves à temps complet, légalement inscrits le 30 septembre 2005 dans les écoles qui relèvent de la commission scolaire, à l'exception des élèves visés aux paragraphes 7° et 10° ;

5° déterminer le nombre des élèves admis à un programme d'études menant au diplôme d'études professionnelles, à une attestation de spécialisation professionnelle ou à une attestation de formation professionnelle qui peuvent être pris en considération, conformément au paragraphe 1° de l'article 4, en effectuant les opérations suivantes :

a) multiplier par 3,40 le nombre des élèves à temps complet admis à un programme d'études menant au diplôme d'études professionnelles, à l'exception des élèves visés au sous-paragraphe *b*, ou à une attestation de spécialisation professionnelle, légalement inscrits au cours de l'année scolaire 2004-2005 dans les centres de formation professionnelle qui relèvent de la commission scolaire, et qui sont reconnus par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport aux fins de l'application des règles budgétaires pour l'année scolaire 2004-2005 ;

b) multiplier par 3,40 le nombre des élèves à temps complet admis à un programme d'études menant à une attestation de formation professionnelle ou admis, après la 3e secondaire, à un programme d'études menant à un diplôme d'études professionnelles, légalement inscrits au 30 septembre 2004 dans les centres de formation professionnelle qui relèvent de la commission scolaire, et qui sont reconnus par le ministre aux fins de l'application des règles budgétaires pour l'année scolaire 2004-2005 ;

c) multiplier par 3,40 le nombre des élèves correspondant à l'écart entre le nombre de nouvelles places reliées à la capacité d'accueil d'un établissement d'enseignement allouées par le ministre pour un ou plusieurs programmes d'études professionnelles et le nombre des élèves à temps complet admis à ce ou à ces programmes d'études au cours de l'année scolaire 2004-2005 dans les centres de formation professionnelle qui relèvent de la commission scolaire, et qui sont reconnus par le ministre aux fins de l'application des règles budgétaires pour l'année scolaire 2004-2005 ;

d) additionner les produits obtenus en application des sous-paragraphes *a*, *b* et *c* ;

6° déterminer le nombre des élèves admis aux services éducatifs pour les adultes qui peuvent être pris en considération conformément à l'annexe du présent règlement, en multipliant par 2,40 le nombre des élèves à temps complet ;

7° déterminer le nombre des élèves handicapés de l'éducation préscolaire 5 ans, de l'ordre d'enseignement primaire et de l'ordre d'enseignement secondaire qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 6,40 le nombre de ces élèves à temps complet, légalement inscrits le 30 septembre 2005 dans les écoles qui relèvent de la commission scolaire et reconnus par le ministre aux fins de l'application des règles budgétaires pour l'année scolaire 2005-2006 ;

8° déterminer le nombre des élèves de l'éducation préscolaire 5 ans inscrits en accueil ou en soutien à l'apprentissage du français qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 2,25 le nombre de ces élèves à temps complet inscrits en accueil ou en soutien à l'apprentissage du français, légalement inscrits le 30 septembre 2005 dans les écoles qui relèvent de la commission scolaire ;

9° déterminer le nombre des élèves de l'ordre d'enseignement primaire inscrits en accueil ou en soutien à l'apprentissage du français qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 2,40 le nombre de ces élèves à temps complet inscrits en accueil ou en soutien à l'apprentissage du français, légalement inscrits le 30 septembre 2005 dans les écoles qui relèvent de la commission scolaire ;

10° déterminer le nombre des élèves de l'ordre d'enseignement secondaire inscrits en accueil ou en soutien à l'apprentissage du français qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 3,40 le nombre de ces élèves à temps complet inscrits en accueil ou en soutien à l'apprentissage du français, légalement inscrits le 30 septembre 2005 dans les écoles qui relèvent de la commission scolaire ;

11° déterminer le nombre des élèves de l'éducation préscolaire et de l'ordre d'enseignement primaire inscrits dans des services de garde en milieu scolaire qui peuvent être pris en considération, conformément au paragraphe 3° de l'article 4, en multipliant par 0,05 le nombre de ces élèves ;

12° déterminer le nombre des élèves inscrits aux services de transport scolaire de la commission scolaire qui peuvent être pris en considération, conformément au paragraphe 4° de l'article 4, en effectuant les opérations suivantes :

a) multiplier par 0,75 le nombre des élèves inscrits le 30 septembre 2005 à un service de transport effectué par des véhicules servant exclusivement au transport de ces élèves ;

b) multiplier par 0,40 le nombre des élèves inscrits le 30 septembre 2005 à un service de transport effectué par des véhicules accomplissant des parcours déterminés de transport en commun et qui ne sont pas exclusivement réservés au transport de ces élèves ;

c) additionner les produits obtenus en application des sous-paragraphes *a* et *b* ;

13° additionner les nombres obtenus en application des paragraphes 1° à 12°.

2. Le nombre admissible d'élèves établi en application de l'article 1 est ajusté en y additionnant le nombre des élèves qui peuvent être pris en considération aux fins de la décroissance des clientèles scolaires.

Le nombre des élèves qui peuvent être pris en considération aux fins de la décroissance des clientèles scolaires est établi en effectuant les opérations suivantes :

1° déterminer le nombre des élèves qui peuvent être pris en considération aux fins de la décroissance du nombre total des élèves en effectuant les opérations suivantes :

a) multiplier par 0,99 le total des nombres obtenus en application des paragraphes 2° à 4° et 7° à 10° de l'article 1 du Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2005-2006 édicté par le décret numéro 574-2005 du 15 juin 2005, auquel est ajouté, le cas échéant, le nombre obtenu en application du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 2 de ce règlement ;

b) soustraire du produit obtenu en application du sous-paragraphe *a*, la somme des nombres obtenus en application des paragraphes 2° à 4° et 7° à 10° de l'article 1, tels qu'ils se lisent avant l'application, le cas échéant, de l'article 3 ;

2° déterminer le nombre des élèves qui peuvent être pris en considération aux fins de la décroissance du nombre des élèves de l'éducation préscolaire 5 ans et de l'ordre d'enseignement primaire en effectuant les opérations suivantes :

a) déterminer le nombre des élèves de l'éducation préscolaire 5 ans et de l'ordre d'enseignement primaire qui peuvent être pris en considération en application du paragraphe 7° de l'article 1 du Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2005-2006 ;

b) multiplier par 0,99 le total des nombres obtenus en application du sous-paragraphe *a* et des paragraphes 2°, 3°, 8° et 9° de l'article 1 du Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2005-2006 auquel est ajouté, le cas échéant, le nombre obtenu en application du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 2 de ce règlement ;

c) déterminer le nombre des élèves de l'éducation préscolaire 5 ans et de l'ordre d'enseignement primaire qui peuvent être pris en considération en application du paragraphe 7° de l'article 1 ;

d) soustraire du produit obtenu en application du sous-paragraphe *b*, le total des nombres obtenus en application du sous-paragraphe *c* et des paragraphes 2°, 3°, 8° et 9° de l'article 1, tels qu'ils se lisent avant l'application, le cas échéant, de l'article 3 ;

3° déterminer le nombre des élèves qui peuvent être pris en considération aux fins de la décroissance du nombre des élèves de l'ordre d'enseignement secondaire en effectuant les opérations suivantes :

a) déterminer le nombre des élèves de l'ordre d'enseignement secondaire qui peuvent être pris en considération en application du paragraphe 7° de l'article 1 du Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2005-2006 ;

b) multiplier par 0,99 le total des nombres obtenus en application du sous-paragraphe *a* et des paragraphes 4° et 10° de l'article 1 du Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2005-2006 auquel est ajouté, le cas échéant, le nombre obtenu en application du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 2 de ce règlement ;

c) déterminer le nombre des élèves de l'ordre d'enseignement secondaire qui peuvent être pris en considération en application du paragraphe 7° de l'article 1 ;

d) soustraire du produit obtenu en application du sous-paragraphe *b*, le total des nombres obtenus en application du sous-paragraphe *c* et des paragraphes 4° et 10° de l'article 1, tels qu'ils se lisent avant l'application, le cas échéant, de l'article 3 ;

4° soustraire de la somme des nombres obtenus en application des paragraphes 2° et 3°, le nombre obtenu en application du paragraphe 1° et multiplier par 0,37 le nombre qui en résulte ;

5° additionner les nombres obtenus en application des paragraphes 1° et 4°.

Dans les opérations prévues au présent article, lorsqu'un nombre est inférieur à zéro, ce nombre est réputé être égal à zéro.

3. Lorsque la somme obtenue par l'addition des nombres d'élèves à temps complet visés aux paragraphes 2° à 4° et 7° à 10° de l'article 1 excède de 200 ou de 2 % la somme obtenue par l'addition des nombres d'élèves à temps complet visés aux paragraphes 2° à 4° et 7° à 10° de l'article 1 du Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2005-2006 et est inférieure d'au moins 200 ou 2 % à la somme obtenue par l'addition des nombres d'élèves à temps complet des catégories visées aux paragraphes 2° à 4° et 7° à 10° de l'article 1 établis selon les prévisions démographiques réalisées par le ministre pour l'année scolaire 2006-2007, les paragraphes 2° à 4° de l'article 1 doivent se lire de la façon suivante :

« 2° déterminer le nombre des élèves de l'éducation préscolaire 5 ans qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 1,80 le nombre de ces élèves à temps complet établi selon les prévisions démographiques réalisées par le ministre pour l'année scolaire 2006-2007, à l'exception des élèves visés aux paragraphes 7° et 8° ;

3° déterminer le nombre des élèves de l'ordre d'enseignement primaire qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 1,55 le nombre de ces élèves à temps complet établi selon les prévisions démographiques réalisées par le ministre pour l'année scolaire 2006-2007, à l'exception des élèves visés aux paragraphes 7° et 9° ;

4° déterminer le nombre des élèves de l'ordre d'enseignement secondaire qui peuvent être pris en considération, en multipliant par 2,40 le nombre de ces élèves à temps complet établi selon les prévisions démographiques réalisées par le ministre pour l'année scolaire 2006-2007, à l'exception des élèves visés aux paragraphes 7° et 10° ; ».

4. Pour l'application de l'article 1 :

1° les élèves qui peuvent être pris en considération par une commission scolaire aux fins du paragraphe 5° de l'article 1 sont les élèves qui ont été admis pour l'année scolaire 2004-2005, dans un centre de formation professionnelle qui relève de la commission scolaire, pour y recevoir des services éducatifs en formation professionnelle, dans des spécialités professionnelles autorisées conformément à l'article 467 de la Loi sur l'instruction publique ;

2° le nombre des élèves à temps complet est obtenu par l'addition du nombre des élèves inscrits à temps complet qui participent au nombre minimum d'heures d'activités prévues au régime pédagogique qui leur est applicable, et du nombre des élèves inscrits à temps partiel converti en nombre d'élèves à temps complet en effectuant les opérations suivantes :

a) déterminer, pour chaque élève inscrit à temps partiel, la proportion de fréquentation à temps complet en effectuant l'équation suivante :

$$\frac{\text{le nombre d'heures d'activités de l'élève par année}}{\text{le nombre minimum d'heures d'activités par année scolaire prévu au régime pédagogique qui lui est applicable}}$$

b) additionner, pour chacune des catégories d'élèves visée aux paragraphes 1° à 10° de l'article 1, les proportions obtenues en application du sous-paragraphe *a* ;

3° les élèves qui peuvent être pris en considération par une commission scolaire aux fins du paragraphe 11° de l'article 1 sont :

a) les élèves de l'éducation préscolaire 4 ans inscrits le 30 septembre 2005 dans les services de garde de la commission scolaire à un minimum de 2 périodes par jour, au moins trois jours par semaine ;

b) les élèves de l'éducation préscolaire 5 ans et de l'ordre d'enseignement primaire, inscrits le 30 septembre 2005 dans les services de garde de la commission scolaire à un minimum de 2 périodes par jour, au moins trois jours par semaine ;

4° les élèves qui peuvent être pris en considération par une commission scolaire aux fins du paragraphe 12° de l'article 1 sont les élèves pour lesquels la commission scolaire organise le transport pour l'entrée et la sortie quotidienne des classes.

5. Pour le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2006-2007, le montant par élève est de 711,17 $ ou, si le nombre admissible d'élèves est inférieur à 1 000, de 924,50 $, et le montant de base est de 213 346 $, soit ceux fixés pour l'année scolaire 2005-2006 majorés de 3,15 %.

6. Le Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2005-2006 édicté par le décret numéro 574-2005 du 15 juin 2005 est abrogé.

7. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

ANNEXE

NOMBRE D'ÉLÈVES ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN ADULTES EN FORMATON GÉNÉRALE

Code	Commission scolaire	Effectif scolaire
711000	Monts-et-Marées, CS des	545,23
712000	Phares, CS des	435,28
713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	330,25
714000	Kamouraska–Rivière-du-Loup, CS de	306,93
721000	Pays-des-Bleuets, CS du	500,88
722000	Lac-Saint-Jean, CS du	595,62
723000	Rives-du-Saguenay, CS des	1 019,36
724000	De La Jonquière, CS	486,03
731000	Charlevoix, CS de	124,93

Code	Commission scolaire	Effectif scolaire
732000	Capitale, CS de la	2 074,01
733000	Découvreurs, CS des	612,51
734000	Premières-Seigneuries, CS des	1 087,67
735000	Portneuf, CS de	213,16
741000	Chemin-du-Roy, CS du	688,57
742000	Énergie, CS de l'	465,69
751000	Hauts-Cantons, CS des	218,95
752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	1 025,96
753000	Sommets, CS des	266,11
761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	2 471,06
762000	Montréal, CS de	6 963,75
763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	2 945,48
771000	Draveurs, CS des	1 032,79
772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	872,60
773000	Cœur-des-Vallées, CS au	357,64
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	364,42
781000	Lac-Témiscamingue, CS du	158,80
782000	Rouyn-Noranda, CS de	431,66
783000	Harricana, CS	188,65
784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	407,74
785000	Lac-Abitibi, CS du	165,78
791000	Estuaire, CS de l'	307,46
792000	Fer, CS du	261,00
793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	48,59
801000	Baie-James, CS de la	114,67
811000	Îles, CS des	70,48
812000	Chic-Chocs, CS des	310,38
813000	René-Lévesque, CS	429,18
821000	Côte-du-Sud, CS de la	308,55
822000	Appalaches, CS des	323,66
823000	Beauce-Etchemin, CS de la	573,76
824000	Navigateurs, CS des	620,24
831000	Laval, CS de	1 472,84
841000	Affluents, CS des	977,53
842000	Samares, CS des	711,59
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	740,32
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	700,88
853000	Laurentides, CS des	259,45
854000	Pierre-Neveu, CS	288,68
861000	Sorel-Tracy, CS de	400,42
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	449,55
863000	Hautes-Rivières, CS des	477,57
864000	Marie-Victorin, CS	1 402,03
865000	Patriotes, CS des	639,84
866000	Val-des-Cerfs, CS du	520,69
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	483,69
868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	435,01
869000	Trois-Lacs, CS des	258,96
871000	Riveraine, CS de la	177,41
872000	Bois-Francs, CS des	392,45
873000	Chênes, CS des	365,78
881000	Central Québec, CS	69,22
882000	Eastern Shores, CS	91,63
883000	Eastern Townships, CS	182,64
884000	Riverside, CS	139,93
885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	281,61
886000	Western Québec, CS	281,52
887000	English-Montréal, CS	3 134,31
888000	Lester-B.-Pearson, CS	1 083,61
889000	New Frontiers, CS	116,89

46433

Projets de règlement

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2007

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2007 », dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des indemnités de remplacement du revenu en fonction des changements survenus à l'impôt sur le revenu payable en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) et de la Loi concernant les impôts sur le revenu (Statuts révisés du Canada (1985), chapitre I, 5e supplément), à la cotisation ouvrière payable en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi (Lois du Canada, 1996, chapitre 23), à la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) et à la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (L.R.Q., c. A-29.011).

À ce jour, l'étude du dossier révèle les impacts suivants sur les citoyens et les entreprises concernés directement par ces modifications :

— Comme tout autre travailleur recevant un salaire en 2007, le travailleur recevant une indemnité de remplacement du revenu verra son revenu net ajusté en fonction des changements survenus aux Lois de l'impôt, à l'assurance-emploi, à la Régie des rentes et à l'assurance parentale ;

— La tarification servant à établir la cotisation des employeurs est ajustée de manière à refléter ces changements au revenu net des travailleurs qui surviendront en 2007.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur René Peterson, 524, rue Bourdages, à Québec ; téléphone 418 266-4949 ; télécopieur 418 266-4950.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux finances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,
GÉRARD BIBEAU

Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2007

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 63)

1. Aux fins de l'établissement de l'indemnité de remplacement du revenu à compter de la quinzième journée, le revenu brut du travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable de 59 000 $ pour l'année 2007.

2. Aux fins du calcul du revenu net retenu, les situations familiales sont déterminées de la façon suivante :

1° Célibataire :

a) Travailleur sans personne majeure à charge ;
b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge ;
c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge ;
d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge ;
e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus.

2° Famille monoparentale :

a) Travailleur sans personne majeure à charge ;
b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge ;
c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge ;
d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge ;
e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus.

3° Travailleur avec conjoint à charge :

a) Travailleur avec conjoint ;
b) Travailleur avec conjoint et 1 personne majeure à charge ;
c) Travailleur avec conjoint et 2 personnes majeures à charge ;
d) Travailleur avec conjoint et 3 personnes majeures à charge ;
e) Travailleur avec conjoint et 4 personnes majeures à charge et plus.

4° Travailleur avec conjoint non à charge :

a) Travailleur sans personne majeure à charge ;
b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge ;
c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge ;
d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge ;
e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus.

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
100	88,25	88,25	88,25	88,25	88,25
200	176,50	176,50	176,50	176,50	176,50
300	264,75	264,75	264,75	264,75	264,75
400	352,99	352,99	352,99	352,99	352,99
500	441,24	441,24	441,24	441,24	441,24
600	529,49	529,49	529,49	529,49	529,49
700	617,74	617,74	617,74	617,74	617,74
800	705,99	705,99	705,99	705,99	705,99
900	794,24	794,24	794,24	794,24	794,24
1 000	882,49	882,49	882,49	882,49	882,49
1 100	970,73	970,73	970,73	970,73	970,73
1 200	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98
1 300	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23
1 400	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48
1 500	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73
1 600	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98
1 700	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23
1 800	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47
1 900	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72
2 000	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97
2 100	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22
2 200	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47
2 300	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72
2 400	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97
2 500	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22
2 600	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46
2 700	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71
2 800	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96
2 900	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21
3 000	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46
3 100	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71
3 200	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96
3 300	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20
3 400	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45
3 500	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70
3 600	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49
3 700	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29
3 800	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08
3 900	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88
4 000	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67
4 100	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46
4 200	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26
4 300	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05
4 400	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84
4 500	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64
4 600	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43
4 700	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22
4 800	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02
4 900	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81
5 000	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61
5 100	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40
5 200	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19
5 300	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99
5 400	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78
5 500	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57
5 600	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37
5 700	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16
5 800	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95
5 900	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75
6 000	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54
6 100	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33
6 200	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13
6 300	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92
6 400	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72
6 500	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51
6 600	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30
6 700	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10
6 800	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89
6 900	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68
7 000	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48
7 100	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27
7 200	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06
7 300	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Célibataire Nombre de personnes majeures à charge						Célibataire Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +		0	1	2	3	4 et +
7 400	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	12 300	10 266,03	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54
7 500	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	12 400	10 338,98	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33
7 600	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	12 500	10 411,92	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13
7 700	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	12 600	10 484,87	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92
7 800	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	12 700	10 557,82	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71
7 900	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	12 800	10 630,77	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51
8 000	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	12 900	10 703,72	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30
8 100	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	13 000	10 776,67	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09
8 200	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	13 100	10 849,62	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89
8 300	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	13 200	10 922,56	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68
8 400	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	13 300	10 995,51	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47
8 500	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	13 400	11 068,46	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27
8 600	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	13 500	11 141,41	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06
8 700	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	13 600	11 214,36	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85
8 800	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	13 700	11 287,31	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65
8 900	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	13 800	11 360,26	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44
9 000	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	13 900	11 433,20	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24
9 100	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	14 000	11 506,15	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03
9 200	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	14 100	11 579,10	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82
9 300	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	14 200	11 652,05	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62
9 400	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	14 300	11 725,00	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41
9 500	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	14 400	11 797,95	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20
9 600	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	14 500	11 870,90	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00
9 700	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	14 600	11 939,49	12 389,79	12 389,79	12 389,79	12 389,79
9 800	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	14 700	11 998,90	12 473,58	12 473,58	12 473,58	12 473,58
9 900	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	14 800	12 058,31	12 557,38	12 557,38	12 557,38	12 557,38
10 000	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	14 900	12 117,73	12 641,17	12 641,17	12 641,17	12 641,17
10 100	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	15 000	12 177,14	12 724,97	12 724,97	12 724,97	12 724,97
10 200	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	15 100	12 236,55	12 808,76	12 808,76	12 808,76	12 808,76
10 300	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	15 200	12 295,96	12 892,55	12 892,55	12 892,55	12 892,55
10 400	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	15 300	12 355,38	12 976,35	12 976,35	12 976,35	12 976,35
10 500	8 952,95	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25	15 400	12 414,79	13 060,14	13 060,14	13 060,14	13 060,14
10 600	9 025,90	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05	15 500	12 474,20	13 143,93	13 143,93	13 143,93	13 143,93
10 700	9 098,85	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84	15 600	12 533,62	13 227,73	13 227,73	13 227,73	13 227,73
10 800	9 171,80	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63	15 700	12 593,03	13 311,52	13 311,52	13 311,52	13 311,52
10 900	9 244,75	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43	15 800	12 652,44	13 395,31	13 395,31	13 395,31	13 395,31
11 000	9 317,69	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22	15 900	12 711,85	13 479,11	13 479,11	13 479,11	13 479,11
11 100	9 390,64	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01	16 000	12 771,27	13 562,90	13 562,90	13 562,90	13 562,90
11 200	9 463,59	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81	16 100	12 830,68	13 646,69	13 646,69	13 646,69	13 646,69
11 300	9 536,54	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60	16 200	12 890,09	13 730,49	13 730,49	13 730,49	13 730,49
11 400	9 609,49	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40	16 300	12 949,50	13 814,28	13 814,28	13 814,28	13 814,28
11 500	9 682,44	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19	16 400	13 008,92	13 898,08	13 898,08	13 898,08	13 898,08
11 600	9 755,39	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98	16 500	13 068,33	13 981,87	13 981,87	13 981,87	13 981,87
11 700	9 828,34	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78	16 600	13 127,74	14 065,66	14 065,66	14 065,66	14 065,66
11 800	9 901,28	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57	16 700	13 186,87	14 149,46	14 149,46	14 149,46	14 149,46
11 900	9 974,23	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36	16 800	13 245,41	14 233,25	14 233,25	14 233,25	14 233,25
12 000	10 047,18	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16	16 900	13 303,96	14 317,04	14 317,04	14 317,04	14 317,04
12 100	10 120,13	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95	17 000	13 362,51	14 400,84	14 400,84	14 400,84	14 400,84
12 200	10 193,08	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74	17 100	13 421,06	14 484,63	14 484,63	14 484,63	14 484,63

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
17 200	13 479,61	14 568,42	14 568,42	14 568,42	14 568,42
17 300	13 538,16	14 652,22	14 652,22	14 652,22	14 652,22
17 400	13 596,71	14 736,01	14 736,01	14 736,01	14 736,01
17 500	13 655,25	14 819,81	14 819,81	14 819,81	14 819,81
17 600	13 713,80	14 903,60	14 903,60	14 903,60	14 903,60
17 700	13 772,35	14 987,39	14 987,39	14 987,39	14 987,39
17 800	13 830,90	15 071,19	15 071,19	15 071,19	15 071,19
17 900	13 889,45	15 154,98	15 154,98	15 154,98	15 154,98
18 000	13 948,00	15 238,77	15 238,77	15 238,77	15 238,77
18 100	14 006,55	15 322,57	15 322,57	15 322,57	15 322,57
18 200	14 065,10	15 406,36	15 406,36	15 406,36	15 406,36
18 300	14 123,64	15 490,15	15 490,15	15 490,15	15 490,15
18 400	14 182,19	15 573,95	15 573,95	15 573,95	15 573,95
18 500	14 240,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74
18 600	14 299,29	15 741,53	15 741,53	15 741,53	15 741,53
18 700	14 357,84	15 818,72	15 818,72	15 818,72	15 818,72
18 800	14 416,39	15 891,67	15 891,67	15 891,67	15 891,67
18 900	14 474,94	15 964,62	15 964,62	15 964,62	15 964,62
19 000	14 533,48	16 037,57	16 037,57	16 037,57	16 037,57
19 100	14 592,03	16 110,52	16 110,52	16 110,52	16 110,52
19 200	14 650,58	16 183,47	16 183,47	16 183,47	16 183,47
19 300	14 709,13	16 256,42	16 256,42	16 256,42	16 256,42
19 400	14 767,68	16 329,36	16 329,36	16 329,36	16 329,36
19 500	14 826,23	16 402,31	16 402,31	16 402,31	16 402,31
19 600	14 884,78	16 475,26	16 475,26	16 475,26	16 475,26
19 700	14 943,32	16 548,21	16 548,21	16 548,21	16 548,21
19 800	15 001,87	16 621,16	16 621,16	16 621,16	16 621,16
19 900	15 060,42	16 694,11	16 694,11	16 694,11	16 694,11
20 000	15 118,97	16 767,06	16 767,06	16 767,06	16 767,06
20 100	15 177,52	16 840,00	16 840,00	16 840,00	16 840,00
20 200	15 236,07	16 912,95	16 912,95	16 912,95	16 912,95
20 300	15 294,62	16 972,40	16 985,90	16 985,90	16 985,90
20 400	15 353,16	17 030,95	17 058,85	17 058,85	17 058,85
20 500	15 411,71	17 089,50	17 131,80	17 131,80	17 131,80
20 600	15 470,26	17 148,05	17 204,75	17 204,75	17 204,75
20 700	15 528,81	17 206,60	17 277,70	17 277,70	17 277,70
20 800	15 587,36	17 265,14	17 350,64	17 350,64	17 350,64
20 900	15 645,91	17 323,69	17 423,59	17 423,59	17 423,59
21 000	15 704,46	17 382,24	17 496,54	17 496,54	17 496,54
21 100	15 763,00	17 440,79	17 569,49	17 569,49	17 569,49
21 200	15 821,55	17 499,34	17 642,44	17 642,44	17 642,44
21 300	15 880,10	17 557,89	17 715,39	17 715,39	17 715,39
21 400	15 938,65	17 616,44	17 788,34	17 788,34	17 788,34
21 500	15 997,20	17 674,99	17 861,29	17 861,29	17 861,29
21 600	16 055,75	17 733,53	17 934,23	17 934,23	17 934,23
21 700	16 114,30	17 792,08	18 007,18	18 007,18	18 007,18
21 800	16 172,85	17 850,63	18 080,13	18 080,13	18 080,13
21 900	16 231,39	17 909,18	18 153,08	18 153,08	18 153,08
22 000	16 289,94	17 967,73	18 226,03	18 226,03	18 226,03

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
22 100	16 348,49	18 026,28	18 298,98	18 298,98	18 298,98
22 200	16 407,04	18 084,83	18 371,93	18 371,93	18 371,93
22 300	16 465,59	18 143,37	18 444,87	18 444,87	18 444,87
22 400	16 524,14	18 201,92	18 517,82	18 517,82	18 517,82
22 500	16 582,69	18 260,47	18 590,77	18 590,77	18 590,77
22 600	16 641,23	18 319,02	18 663,72	18 663,72	18 663,72
22 700	16 699,78	18 377,57	18 736,67	18 736,67	18 736,67
22 800	16 758,33	18 436,12	18 809,62	18 809,62	18 809,62
22 900	16 816,88	18 494,67	18 882,57	18 882,57	18 882,57
23 000	16 875,43	18 553,21	18 955,51	18 955,51	18 955,51
23 100	16 933,98	18 611,76	19 028,46	19 028,46	19 028,46
23 200	16 992,53	18 670,31	19 101,41	19 101,41	19 101,41
23 300	17 051,07	18 728,86	19 174,36	19 174,36	19 174,36
23 400	17 109,62	18 787,41	19 247,31	19 247,31	19 247,31
23 500	17 168,17	18 845,96	19 320,26	19 320,26	19 320,26
23 600	17 226,72	18 904,51	19 392,31	19 393,21	19 393,21
23 700	17 285,27	18 963,05	19 450,85	19 466,15	19 466,15
23 800	17 343,82	19 021,60	19 509,40	19 539,10	19 539,10
23 900	17 402,37	19 080,15	19 567,95	19 612,05	19 612,05
24 000	17 460,91	19 138,70	19 626,50	19 685,00	19 685,00
24 100	17 519,46	19 197,25	19 685,05	19 757,95	19 757,95
24 200	17 578,01	19 255,80	19 743,60	19 830,90	19 830,90
24 300	17 636,56	19 314,35	19 802,15	19 903,85	19 903,85
24 400	17 695,11	19 372,89	19 860,69	19 976,79	19 976,79
24 500	17 753,66	19 431,44	19 919,24	20 049,74	20 049,74
24 600	17 812,21	19 489,99	19 977,79	20 122,69	20 122,69
24 700	17 870,75	19 548,54	20 036,34	20 195,64	20 195,64
24 800	17 929,30	19 607,09	20 094,89	20 268,59	20 268,59
24 900	17 987,85	19 665,64	20 153,44	20 341,54	20 341,54
25 000	18 046,40	19 724,19	20 211,99	20 414,49	20 414,49
25 100	18 104,95	19 782,74	20 270,54	20 487,44	20 487,44
25 200	18 163,50	19 841,28	20 329,08	20 560,38	20 560,38
25 300	18 222,05	19 899,83	20 387,63	20 633,33	20 633,33
25 400	18 280,60	19 958,38	20 446,18	20 706,28	20 706,28
25 500	18 339,14	20 016,93	20 504,73	20 779,23	20 779,23
25 600	18 397,69	20 075,48	20 563,28	20 852,18	20 852,18
25 700	18 456,24	20 134,03	20 621,83	20 925,13	20 925,13
25 800	18 514,79	20 192,58	20 680,38	20 998,08	20 998,08
25 900	18 573,34	20 251,12	20 738,92	21 071,02	21 071,02
26 000	18 631,89	20 309,67	20 797,47	21 143,97	21 143,97
26 100	18 690,44	20 368,22	20 856,02	21 216,92	21 216,92
26 200	18 748,98	20 426,77	20 914,57	21 289,87	21 289,87
26 300	18 807,53	20 485,32	20 973,12	21 362,82	21 362,82
26 400	18 866,08	20 543,87	21 031,67	21 435,77	21 435,77
26 500	18 924,63	20 602,42	21 090,22	21 508,72	21 508,72
26 600	18 983,18	20 660,96	21 148,76	21 581,66	21 581,66
26 700	19 041,73	20 719,51	21 207,31	21 654,61	21 654,61
26 800	19 100,28	20 778,06	21 265,86	21 727,56	21 727,56
26 900	19 158,82	20 836,61	21 324,41	21 800,51	21 800,51

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Célibataire Nombre de personnes majeures à charge						Célibataire Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +		0	1	2	3	4 et +
27 000	19 217,37	20 895,16	21 382,96	21 870,76	21 873,46	31 900	21 989,87	23 667,65	24 155,45	24 643,25	25 131,05
27 100	19 275,92	20 953,71	21 441,51	21 929,31	21 946,41	32 000	22 042,11	23 719,90	24 207,70	24 695,50	25 183,30
27 200	19 334,47	21 012,26	21 500,06	21 987,86	22 019,36	32 100	22 094,36	23 772,15	24 259,95	24 747,75	25 235,55
27 300	19 393,02	21 070,80	21 558,60	22 046,40	22 092,30	32 200	22 146,61	23 824,40	24 312,20	24 800,00	25 287,80
27 400	19 451,57	21 129,35	21 617,15	22 104,95	22 165,25	32 300	22 198,86	23 876,65	24 364,45	24 852,25	25 340,05
27 500	19 510,12	21 187,90	21 675,70	22 163,50	22 238,20	32 400	22 251,11	23 928,89	24 416,69	24 904,49	25 392,29
27 600	19 568,66	21 246,45	21 734,25	22 222,05	22 311,15	32 500	22 303,36	23 981,14	24 468,94	24 956,74	25 444,54
27 700	19 627,21	21 305,00	21 792,80	22 280,60	22 384,10	32 600	22 355,61	24 033,39	24 521,19	25 008,99	25 496,79
27 800	19 685,76	21 363,55	21 851,35	22 339,15	22 457,05	32 700	22 407,85	24 085,64	24 573,44	25 061,24	25 549,04
27 900	19 744,31	21 422,10	21 909,90	22 397,70	22 530,00	32 800	22 460,10	24 137,89	24 625,69	25 113,49	25 601,29
28 000	19 802,86	21 480,64	21 968,44	22 456,24	22 602,94	32 900	22 512,35	24 190,14	24 677,94	25 165,74	25 653,54
28 100	19 861,41	21 539,19	22 026,99	22 514,79	22 675,89	33 000	22 564,60	24 242,39	24 730,19	25 217,99	25 705,79
28 200	19 919,96	21 597,74	22 085,54	22 573,34	22 748,84	33 100	22 616,85	24 294,63	24 782,43	25 270,23	25 758,03
28 300	19 978,51	21 656,29	22 144,09	22 631,89	22 821,79	33 200	22 669,10	24 346,88	24 834,68	25 322,48	25 810,28
28 400	20 037,05	21 714,84	22 202,64	22 690,44	22 894,74	33 300	22 721,35	24 399,13	24 886,93	25 374,73	25 862,53
28 500	20 095,60	21 773,39	22 261,19	22 748,99	22 967,69	33 400	22 773,59	24 451,38	24 939,18	25 426,98	25 914,78
28 600	20 154,15	21 831,94	22 319,74	22 807,54	23 040,64	33 500	22 825,84	24 503,63	24 991,43	25 479,23	25 967,03
28 700	20 212,70	21 890,49	22 378,29	22 866,09	23 113,59	33 600	22 878,09	24 555,88	25 043,68	25 531,48	26 019,28
28 800	20 271,25	21 949,03	22 436,83	22 924,63	23 186,53	33 700	22 930,34	24 608,13	25 095,93	25 583,73	26 071,53
28 900	20 329,80	22 007,58	22 495,38	22 983,18	23 259,48	33 800	22 982,59	24 660,37	25 148,17	25 635,97	26 123,77
29 000	20 388,35	22 066,13	22 553,93	23 041,73	23 332,43	33 900	23 034,84	24 712,62	25 200,42	25 688,22	26 176,02
29 100	20 446,89	22 124,68	22 612,48	23 100,28	23 405,38	34 000	23 087,09	24 764,87	25 252,67	25 740,47	26 228,27
29 200	20 505,44	22 183,23	22 671,03	23 158,83	23 478,33	34 100	23 139,33	24 817,12	25 304,92	25 792,72	26 280,52
29 300	20 563,99	22 241,78	22 729,58	23 217,38	23 551,28	34 200	23 191,58	24 869,37	25 357,17	25 844,97	26 332,77
29 400	20 622,54	22 300,33	22 788,13	23 275,93	23 624,23	34 300	23 243,83	24 921,62	25 409,42	25 897,22	26 385,02
29 500	20 681,09	22 358,87	22 846,67	23 334,47	23 697,17	34 400	23 296,08	24 973,87	25 461,67	25 949,47	26 437,27
29 600	20 739,64	22 417,42	22 905,22	23 393,02	23 770,12	34 500	23 348,33	25 026,11	25 513,91	26 001,71	26 489,51
29 700	20 798,19	22 475,97	22 963,77	23 451,57	23 843,07	34 600	23 400,58	25 078,36	25 566,16	26 053,96	26 541,76
29 800	20 856,73	22 534,52	23 022,32	23 510,12	23 916,02	34 700	23 452,83	25 130,61	25 618,41	26 106,21	26 594,01
29 900	20 915,28	22 593,07	23 080,87	23 568,67	23 988,97	34 800	23 505,07	25 182,86	25 670,66	26 158,46	26 646,26
30 000	20 973,83	22 651,62	23 139,42	23 627,22	24 061,92	34 900	23 557,32	25 235,11	25 722,91	26 210,71	26 698,51
30 100	21 032,38	22 710,17	23 197,97	23 685,77	24 134,87	35 000	23 609,57	25 287,36	25 775,16	26 262,96	26 750,76
30 200	21 090,93	22 768,71	23 256,51	23 744,31	24 207,81	35 100	23 661,82	25 339,61	25 827,41	26 315,21	26 803,01
30 300	21 149,48	22 827,26	23 315,06	23 802,86	24 280,76	35 200	23 714,07	25 391,86	25 879,66	26 367,46	26 855,26
30 400	21 206,14	22 883,92	23 371,72	23 859,52	24 347,32	35 300	23 766,32	25 444,10	25 931,90	26 419,70	26 907,50
30 500	21 258,38	22 936,17	23 423,97	23 911,77	24 399,57	35 400	23 818,57	25 496,35	25 984,15	26 471,95	26 959,75
30 600	21 310,63	22 988,42	23 476,22	23 964,02	24 451,82	35 500	23 870,82	25 548,60	26 036,40	26 524,20	27 012,00
30 700	21 362,88	23 040,67	23 528,47	24 016,27	24 504,07	35 600	23 923,06	25 600,85	26 088,65	26 576,45	27 064,25
30 800	21 415,13	23 092,92	23 580,72	24 068,52	24 556,32	35 700	23 975,31	25 653,10	26 140,90	26 628,70	27 116,50
30 900	21 467,38	23 145,16	23 632,96	24 120,76	24 608,56	35 800	24 027,56	25 705,35	26 193,15	26 680,95	27 168,75
31 000	21 519,63	23 197,41	23 685,21	24 173,01	24 660,81	35 900	24 079,81	25 757,60	26 245,40	26 733,20	27 221,00
31 100	21 571,88	23 249,66	23 737,46	24 225,26	24 713,06	36 000	24 132,06	25 809,84	26 297,64	26 785,44	27 273,24
31 200	21 624,12	23 301,91	23 789,71	24 277,51	24 765,31	36 100	24 184,31	25 862,09	26 349,89	26 837,69	27 325,49
31 300	21 676,37	23 354,16	23 841,96	24 329,76	24 817,56	36 200	24 236,56	25 914,34	26 402,14	26 889,94	27 377,74
31 400	21 728,62	23 406,41	23 894,21	24 382,01	24 869,81	36 300	24 288,80	25 966,59	26 454,39	26 942,19	27 429,99
31 500	21 780,87	23 458,66	23 946,46	24 434,26	24 922,06	36 400	24 341,05	26 018,84	26 506,64	26 994,44	27 482,24
31 600	21 833,12	23 510,90	23 998,70	24 486,50	24 974,30	36 500	24 393,30	26 071,09	26 558,89	27 046,69	27 534,49
31 700	21 885,37	23 563,15	24 050,95	24 538,75	25 026,55	36 600	24 445,55	26 123,34	26 611,14	27 098,94	27 586,74
31 800	21 937,62	23 615,40	24 103,20	24 591,00	25 078,80	36 700	24 497,80	26 175,58	26 663,38	27 151,18	27 638,98

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
36 800	24 550,05	26 227,83	26 715,63	27 203,43	27 691,23
36 900	24 602,30	26 280,08	26 767,88	27 255,68	27 743,48
37 000	24 654,54	26 332,33	26 820,13	27 307,93	27 795,73
37 100	24 706,79	26 384,58	26 872,38	27 360,18	27 847,98
37 200	24 759,04	26 436,83	26 924,63	27 412,43	27 900,23
37 300	24 807,14	26 484,92	26 972,72	27 460,52	27 948,32
37 400	24 854,50	26 532,29	27 020,09	27 507,89	27 995,69
37 500	24 901,87	26 579,65	27 067,45	27 555,25	28 043,05
37 600	24 949,23	26 627,02	27 114,82	27 602,62	28 090,42
37 700	24 996,59	26 674,38	27 162,18	27 649,98	28 137,78
37 800	25 043,96	26 721,74	27 209,54	27 697,34	28 185,14
37 900	25 091,32	26 769,11	27 256,91	27 744,71	28 232,51
38 000	25 138,69	26 816,47	27 304,27	27 792,07	28 279,87
38 100	25 186,05	26 863,83	27 351,63	27 839,43	28 327,23
38 200	25 233,41	26 911,20	27 399,00	27 886,80	28 374,60
38 300	25 282,49	26 960,27	27 448,07	27 935,87	28 423,67
38 400	25 332,55	27 010,34	27 498,14	27 985,94	28 473,74
38 500	25 382,61	27 060,40	27 548,20	28 036,00	28 523,80
38 600	25 432,68	27 110,46	27 598,26	28 086,06	28 573,86
38 700	25 482,74	27 160,53	27 648,33	28 136,13	28 623,93
38 800	25 532,81	27 210,59	27 698,39	28 186,19	28 673,99
38 900	25 582,87	27 260,66	27 748,46	28 236,26	28 724,06
39 000	25 632,93	27 310,72	27 798,52	28 286,32	28 774,12
39 100	25 683,00	27 360,78	27 848,58	28 336,38	28 824,18
39 200	25 733,06	27 410,85	27 898,65	28 386,45	28 874,25
39 300	25 783,13	27 460,91	27 948,71	28 436,51	28 924,31
39 400	25 833,19	27 510,98	27 998,78	28 486,58	28 974,38
39 500	25 883,25	27 561,04	28 048,84	28 536,64	29 024,44
39 600	25 933,32	27 611,10	28 098,90	28 586,70	29 074,50
39 700	25 983,38	27 661,17	28 148,97	28 636,77	29 124,57
39 800	26 033,44	27 711,23	28 199,03	28 686,83	29 174,63
39 900	26 083,51	27 761,29	28 249,09	28 736,89	29 224,69
40 000	26 133,57	27 811,36	28 299,16	28 786,96	29 274,76
40 100	26 184,84	27 862,62	28 350,42	28 838,22	29 326,02
40 200	26 236,10	27 913,88	28 401,68	28 889,48	29 377,28
40 300	26 287,36	27 965,15	28 452,95	28 940,75	29 428,55
40 400	26 338,62	28 016,41	28 504,21	28 992,01	29 479,81
40 500	26 389,89	28 067,67	28 555,47	29 043,27	29 531,07
40 600	26 441,15	28 118,93	28 606,73	29 094,53	29 582,33
40 700	26 492,41	28 170,20	28 658,00	29 145,80	29 633,60
40 800	26 543,67	28 221,46	28 709,26	29 197,06	29 684,86
40 900	26 594,94	28 272,72	28 760,52	29 248,32	29 736,12
41 000	26 646,20	28 323,98	28 811,78	29 299,58	29 787,38
41 100	26 697,46	28 375,25	28 863,05	29 350,85	29 838,65
41 200	26 748,72	28 426,51	28 914,31	29 402,11	29 889,91
41 300	26 799,99	28 477,77	28 965,57	29 453,37	29 941,17
41 400	26 851,25	28 529,04	29 016,84	29 504,64	29 992,44
41 500	26 902,51	28 580,30	29 068,10	29 555,90	30 043,70
41 600	26 953,77	28 631,56	29 119,36	29 607,16	30 094,96

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
41 700	27 005,04	28 682,82	29 170,62	29 658,42	30 146,22
41 800	27 056,30	28 734,09	29 221,89	29 709,69	30 197,49
41 900	27 107,56	28 785,35	29 273,15	29 760,95	30 248,75
42 000	27 158,83	28 836,61	29 324,41	29 812,21	30 300,01
42 100	27 210,09	28 887,87	29 375,67	29 863,47	30 351,27
42 200	27 261,35	28 939,14	29 426,94	29 914,74	30 402,54
42 300	27 312,61	28 990,40	29 478,20	29 966,00	30 453,80
42 400	27 363,88	29 041,66	29 529,46	30 017,26	30 505,06
42 500	27 415,14	29 092,92	29 580,72	30 068,52	30 556,32
42 600	27 466,40	29 144,19	29 631,99	30 119,79	30 607,59
42 700	27 517,66	29 195,45	29 683,25	30 171,05	30 658,85
42 800	27 568,93	29 246,71	29 734,51	30 222,31	30 710,11
42 900	27 620,19	29 297,97	29 785,77	30 273,57	30 761,37
43 000	27 671,45	29 349,24	29 837,04	30 324,84	30 812,64
43 100	27 722,71	29 400,50	29 888,30	30 376,10	30 863,90
43 200	27 773,98	29 451,76	29 939,56	30 427,36	30 915,16
43 300	27 825,24	29 503,03	29 990,83	30 478,63	30 966,43
43 400	27 876,50	29 554,29	30 042,09	30 529,89	31 017,69
43 500	27 927,77	29 605,55	30 093,35	30 581,15	31 068,95
43 600	27 979,03	29 656,81	30 144,61	30 632,41	31 120,21
43 700	28 030,29	29 708,08	30 195,88	30 683,68	31 171,48
43 800	28 085,43	29 763,22	30 251,02	30 738,82	31 226,62
43 900	28 140,57	29 818,36	30 306,16	30 793,96	31 281,76
44 000	28 195,71	29 873,50	30 361,30	30 849,10	31 336,90
44 100	28 250,85	29 928,64	30 416,44	30 904,24	31 392,04
44 200	28 306,00	29 983,78	30 471,58	30 959,38	31 447,18
44 300	28 361,14	30 038,92	30 526,72	31 014,52	31 502,32
44 400	28 416,28	30 094,06	30 581,86	31 069,66	31 557,46
44 500	28 471,42	30 149,20	30 637,00	31 124,80	31 612,60
44 600	28 526,56	30 204,35	30 692,15	31 179,95	31 667,75
44 700	28 581,70	30 259,49	30 747,29	31 235,09	31 722,89
44 800	28 636,84	30 314,63	30 802,43	31 290,23	31 778,03
44 900	28 691,98	30 369,77	30 857,57	31 345,37	31 833,17
45 000	28 747,12	30 424,91	30 912,71	31 400,51	31 888,31
45 100	28 802,27	30 480,05	30 967,85	31 455,65	31 943,45
45 200	28 857,41	30 535,19	31 022,99	31 510,79	31 998,59
45 300	28 912,55	30 590,33	31 078,13	31 565,93	32 053,73
45 400	28 967,69	30 645,47	31 133,27	31 621,07	32 108,87
45 500	29 022,83	30 700,62	31 188,42	31 676,22	32 164,02
45 600	29 077,97	30 755,76	31 243,56	31 731,36	32 219,16
45 700	29 133,11	30 810,90	31 298,70	31 786,50	32 274,30
45 800	29 188,25	30 866,04	31 353,84	31 841,64	32 329,44
45 900	29 243,39	30 921,18	31 408,98	31 896,78	32 384,58
46 000	29 298,53	30 976,32	31 464,12	31 951,92	32 439,72
46 100	29 353,68	31 031,46	31 519,26	32 007,06	32 494,86
46 200	29 408,82	31 086,60	31 574,40	32 062,20	32 550,00
46 300	29 463,96	31 141,74	31 629,54	32 117,34	32 605,14
46 400	29 519,10	31 196,88	31 684,68	32 172,48	32 660,28
46 500	29 574,24	31 252,03	31 739,83	32 227,63	32 715,43

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Célibataire Nombre de personnes majeures à charge						Célibataire Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +		0	1	2	3	4 et +
46 600	29 629,38	31 307,17	31 794,97	32 282,77	32 770,57	51 500	32 331,29	34 009,08	34 496,88	34 984,68	35 472,48
46 700	29 684,52	31 362,31	31 850,11	32 337,91	32 825,71	51 600	32 386,43	34 064,22	34 552,02	35 039,82	35 527,62
46 800	29 739,66	31 417,45	31 905,25	32 393,05	32 880,85	51 700	32 441,57	34 119,36	34 607,16	35 094,96	35 582,76
46 900	29 794,80	31 472,59	31 960,39	32 448,19	32 935,99	51 800	32 496,72	34 174,50	34 662,30	35 150,10	35 637,90
47 000	29 849,95	31 527,73	32 015,53	32 503,33	32 991,13	51 900	32 551,86	34 229,64	34 717,44	35 205,24	35 693,04
47 100	29 905,09	31 582,87	32 070,67	32 558,47	33 046,27	52 000	32 607,00	34 284,78	34 772,58	35 260,38	35 748,18
47 200	29 960,23	31 638,01	32 125,81	32 613,61	33 101,41	52 100	32 662,14	34 339,92	34 827,72	35 315,52	35 803,32
47 300	30 015,37	31 693,15	32 180,95	32 668,75	33 156,55	52 200	32 717,28	34 395,07	34 882,87	35 370,67	35 858,47
47 400	30 070,51	31 748,30	32 236,10	32 723,90	33 211,70	52 300	32 772,42	34 450,21	34 938,01	35 425,81	35 913,61
47 500	30 125,65	31 803,44	32 291,24	32 779,04	33 266,84	52 400	32 827,56	34 505,35	34 993,15	35 480,95	35 968,75
47 600	30 180,79	31 858,58	32 346,38	32 834,18	33 321,98	52 500	32 882,70	34 560,49	35 048,29	35 536,09	36 023,89
47 700	30 235,93	31 913,72	32 401,52	32 889,32	33 377,12	52 600	32 937,84	34 615,63	35 103,43	35 591,23	36 079,03
47 800	30 291,07	31 968,86	32 456,66	32 944,46	33 432,26	52 700	32 992,99	34 670,77	35 158,57	35 646,37	36 134,17
47 900	30 346,21	32 024,00	32 511,80	32 999,60	33 487,40	52 800	33 048,13	34 725,91	35 213,71	35 701,51	36 189,31
48 000	30 401,36	32 079,14	32 566,94	33 054,74	33 542,54	52 900	33 103,27	34 781,05	35 268,85	35 756,65	36 244,45
48 100	30 456,50	32 134,28	32 622,08	33 109,88	33 597,68	53 000	33 158,41	34 836,19	35 323,99	35 811,79	36 299,59
48 200	30 511,64	32 189,42	32 677,22	33 165,02	33 652,82	53 100	33 213,55	34 891,34	35 379,14	35 866,94	36 354,74
48 300	30 566,78	32 244,56	32 732,36	33 220,16	33 707,96	53 200	33 268,69	34 946,48	35 434,28	35 922,08	36 409,88
48 400	30 621,92	32 299,71	32 787,51	33 275,31	33 763,11	53 300	33 323,83	35 001,62	35 489,42	35 977,22	36 465,02
48 500	30 677,06	32 354,85	32 842,65	33 330,45	33 818,25	53 400	33 378,97	35 056,76	35 544,56	36 032,36	36 520,16
48 600	30 732,20	32 409,99	32 897,79	33 385,59	33 873,39	53 500	33 434,11	35 111,90	35 599,70	36 087,50	36 575,30
48 700	30 787,34	32 465,13	32 952,93	33 440,73	33 928,53	53 600	33 489,26	35 167,04	35 654,84	36 142,64	36 630,44
48 800	30 842,48	32 520,27	33 008,07	33 495,87	33 983,67	53 700	33 544,40	35 222,18	35 709,98	36 197,78	36 685,58
48 900	30 897,63	32 575,41	33 063,21	33 551,01	34 038,81	53 800	33 599,54	35 277,32	35 765,12	36 252,92	36 740,72
49 000	30 952,77	32 630,55	33 118,35	33 606,15	34 093,95	53 900	33 654,68	35 332,46	35 820,26	36 308,06	36 795,86
49 100	31 007,91	32 685,69	33 173,49	33 661,29	34 149,09	54 000	33 709,82	35 387,60	35 875,40	36 363,20	36 851,00
49 200	31 063,05	32 740,83	33 228,63	33 716,43	34 204,23	54 100	33 764,96	35 442,75	35 930,55	36 418,35	36 906,15
49 300	31 118,19	32 795,98	33 283,78	33 771,58	34 259,38	54 200	33 820,10	35 497,89	35 985,69	36 473,49	36 961,29
49 400	31 173,33	32 851,12	33 338,92	33 826,72	34 314,52	54 300	33 875,24	35 553,03	36 040,83	36 528,63	37 016,43
49 500	31 228,47	32 906,26	33 394,06	33 881,86	34 369,66	54 400	33 930,38	35 608,17	36 095,97	36 583,77	37 071,57
49 600	31 283,61	32 961,40	33 449,20	33 937,00	34 424,80	54 500	33 985,52	35 663,31	36 151,11	36 638,91	37 126,71
49 700	31 338,75	33 016,54	33 504,34	33 992,14	34 479,94	54 600	34 040,67	35 718,45	36 206,25	36 694,05	37 181,85
49 800	31 393,89	33 071,68	33 559,48	34 047,28	34 535,08	54 700	34 095,81	35 773,59	36 261,39	36 749,19	37 236,99
49 900	31 449,04	33 126,82	33 614,62	34 102,42	34 590,22	54 800	34 150,95	35 828,73	36 316,53	36 804,33	37 292,13
50 000	31 504,18	33 181,96	33 669,76	34 157,56	34 645,36	54 900	34 206,09	35 883,87	36 371,67	36 859,47	37 347,27
50 100	31 559,32	33 237,10	33 724,90	34 212,70	34 700,50	55 000	34 261,23	35 939,02	36 426,82	36 914,62	37 402,42
50 200	31 614,46	33 292,24	33 780,04	34 267,84	34 755,64	55 100	34 316,37	35 994,16	36 481,96	36 969,76	37 457,56
50 300	31 669,60	33 347,39	33 835,19	34 322,99	34 810,79	55 200	34 371,51	36 049,30	36 537,10	37 024,90	37 512,70
50 400	31 724,74	33 402,53	33 890,33	34 378,13	34 865,93	55 300	34 426,65	36 104,44	36 592,24	37 080,04	37 567,84
50 500	31 779,88	33 457,67	33 945,47	34 433,27	34 921,07	55 400	34 481,79	36 159,58	36 647,38	37 135,18	37 622,98
50 600	31 835,02	33 512,81	34 000,61	34 488,41	34 976,21	55 500	34 536,94	36 214,72	36 702,52	37 190,32	37 678,12
50 700	31 890,16	33 567,95	34 055,75	34 543,55	35 031,35	55 600	34 592,08	36 269,86	36 757,66	37 245,46	37 733,26
50 800	31 945,31	33 623,09	34 110,89	34 598,69	35 086,49	55 700	34 647,22	36 325,00	36 812,80	37 300,60	37 788,40
50 900	32 000,45	33 678,23	34 166,03	34 653,83	35 141,63	55 800	34 702,36	36 380,14	36 867,94	37 355,74	37 843,54
51 000	32 055,59	33 733,37	34 221,17	34 708,97	35 196,77	55 900	34 757,50	36 435,29	36 923,09	37 410,89	37 898,69
51 100	32 110,73	33 788,51	34 276,31	34 764,11	35 251,91	56 000	34 812,64	36 490,43	36 978,23	37 466,03	37 953,83
51 200	32 165,87	33 843,66	34 331,46	34 819,26	35 307,06	56 100	34 867,78	36 545,57	37 033,37	37 521,17	38 008,97
51 300	32 221,01	33 898,80	34 386,60	34 874,40	35 362,20	56 200	34 922,92	36 600,71	37 088,51	37 576,31	38 064,11
51 400	32 276,15	33 953,94	34 441,74	34 929,54	35 417,34	56 300	34 978,06	36 655,85	37 143,65	37 631,45	38 119,25

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
56 400	35 033,20	36 710,99	37 198,79	37 686,59	38 174,39
56 500	35 088,35	36 766,13	37 253,93	37 741,73	38 229,53
56 600	35 143,49	36 821,27	37 309,07	37 796,87	38 284,67
56 700	35 198,63	36 876,41	37 364,21	37 852,01	38 339,81
56 800	35 253,77	36 931,55	37 419,35	37 907,15	38 394,95
56 900	35 308,91	36 986,70	37 474,50	37 962,30	38 450,10
57 000	35 364,05	37 041,84	37 529,64	38 017,44	38 505,24
57 100	35 419,19	37 096,98	37 584,78	38 072,58	38 560,38
57 200	35 474,33	37 152,12	37 639,92	38 127,72	38 615,52
57 300	35 529,47	37 207,26	37 695,06	38 182,86	38 670,66
57 400	35 584,62	37 262,40	37 750,20	38 238,00	38 725,80
57 500	35 639,76	37 317,54	37 805,34	38 293,14	38 780,94
57 600	35 694,90	37 372,68	37 860,48	38 348,28	38 836,08
57 700	35 750,04	37 427,82	37 915,62	38 403,42	38 891,22
57 800	35 805,18	37 482,97	37 970,77	38 458,57	38 946,37
57 900	35 860,32	37 538,11	38 025,91	38 513,71	39 001,51
58 000	35 915,46	37 593,25	38 081,05	38 568,85	39 056,65
58 100	35 970,60	37 648,39	38 136,19	38 623,99	39 111,79
58 200	36 025,74	37 703,53	38 191,33	38 679,13	39 166,93
58 300	36 080,88	37 758,67	38 246,47	38 734,27	39 222,07
58 400	36 136,03	37 813,81	38 301,61	38 789,41	39 277,21
58 500	36 191,17	37 868,95	38 356,75	38 844,55	39 332,35
58 600	36 246,31	37 924,09	38 411,89	38 899,69	39 387,49
58 700	36 301,45	37 979,23	38 467,03	38 954,83	39 442,63
58 800	36 356,59	38 034,38	38 522,18	39 009,98	39 497,78
58 900	36 411,73	38 089,52	38 577,32	39 065,12	39 552,92
59 000	36 466,87	38 144,66	38 632,46	39 120,26	39 608,06

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
100	88,25	88,25	88,25	88,25	88,25
200	176,50	176,50	176,50	176,50	176,50
300	264,75	264,75	264,75	264,75	264,75
400	352,99	352,99	352,99	352,99	352,99
500	441,24	441,24	441,24	441,24	441,24
600	529,49	529,49	529,49	529,49	529,49
700	617,74	617,74	617,74	617,74	617,74
800	705,99	705,99	705,99	705,99	705,99
900	794,24	794,24	794,24	794,24	794,24
1 000	882,49	882,49	882,49	882,49	882,49
1 100	970,73	970,73	970,73	970,73	970,73
1 200	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98
1 300	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23
1 400	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
1 500	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73
1 600	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98
1 700	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23
1 800	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47
1 900	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72
2 000	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97
2 100	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22
2 200	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47
2 300	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72
2 400	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97
2 500	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22
2 600	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46
2 700	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71
2 800	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96
2 900	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21
3 000	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46
3 100	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71
3 200	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96
3 300	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20
3 400	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45
3 500	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70
3 600	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49
3 700	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29
3 800	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08
3 900	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88
4 000	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67
4 100	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46
4 200	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26
4 300	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05
4 400	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84
4 500	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64
4 600	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43
4 700	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22
4 800	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02
4 900	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81
5 000	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61
5 100	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40
5 200	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19
5 300	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99
5 400	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78
5 500	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57
5 600	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37
5 700	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16
5 800	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95
5 900	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75
6 000	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54
6 100	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33
6 200	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13
6 300	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge						Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +		0	1	2	3	4 et +
6 400	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	11 300	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60
6 500	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	11 400	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40
6 600	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	11 500	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19
6 700	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	11 600	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98
6 800	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	11 700	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78
6 900	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	11 800	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57
7 000	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	11 900	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36
7 100	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	12 000	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16
7 200	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	12 100	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95
7 300	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	12 200	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74
7 400	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	12 300	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54
7 500	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	12 400	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33
7 600	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	12 500	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13
7 700	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	12 600	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92
7 800	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	12 700	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71
7 900	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	12 800	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51
8 000	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	12 900	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30
8 100	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	13 000	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09
8 200	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	13 100	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89
8 300	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	13 200	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68
8 400	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	13 300	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47
8 500	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	13 400	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27
8 600	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	13 500	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06
8 700	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	13 600	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85
8 800	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	13 700	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65
8 900	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	13 800	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44
9 000	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	13 900	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24
9 100	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	14 000	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03
9 200	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	14 100	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82
9 300	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	14 200	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62
9 400	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	14 300	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41
9 500	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	14 400	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20
9 600	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	14 500	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00
9 700	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	14 600	12 385,43	12 389,79	12 389,79	12 389,79	12 389,79
9 800	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	14 700	12 455,69	12 473,58	12 473,58	12 473,58	12 473,58
9 900	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	14 800	12 525,95	12 557,38	12 557,38	12 557,38	12 557,38
10 000	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	14 900	12 596,21	12 641,17	12 641,17	12 641,17	12 641,17
10 100	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	15 000	12 666,47	12 724,97	12 724,97	12 724,97	12 724,97
10 200	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	15 100	12 736,72	12 808,76	12 808,76	12 808,76	12 808,76
10 300	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	15 200	12 806,98	12 892,55	12 892,55	12 892,55	12 892,55
10 400	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	15 300	12 877,24	12 976,35	12 976,35	12 976,35	12 976,35
10 500	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25	15 400	12 947,50	13 060,14	13 060,14	13 060,14	13 060,14
10 600	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05	15 500	13 017,75	13 143,93	13 143,93	13 143,93	13 143,93
10 700	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84	15 600	13 088,01	13 227,73	13 227,73	13 227,73	13 227,73
10 800	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63	15 700	13 158,27	13 311,52	13 311,52	13 311,52	13 311,52
10 900	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43	15 800	13 228,53	13 395,31	13 395,31	13 395,31	13 395,31
11 000	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22	15 900	13 298,78	13 479,11	13 479,11	13 479,11	13 479,11
11 100	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01	16 000	13 369,04	13 562,90	13 562,90	13 562,90	13 562,90
11 200	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81	16 100	13 439,30	13 646,69	13 646,69	13 646,69	13 646,69

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
16 200	13 509,56	13 730,49	13 730,49	13 730,49	13 730,49
16 300	13 579,81	13 814,28	13 814,28	13 814,28	13 814,28
16 400	13 650,07	13 898,08	13 898,08	13 898,08	13 898,08
16 500	13 720,33	13 981,87	13 981,87	13 981,87	13 981,87
16 600	13 790,59	14 065,66	14 065,66	14 065,66	14 065,66
16 700	13 860,56	14 149,46	14 149,46	14 149,46	14 149,46
16 800	13 929,95	14 233,25	14 233,25	14 233,25	14 233,25
16 900	13 999,34	14 317,04	14 317,04	14 317,04	14 317,04
17 000	14 068,74	14 400,84	14 400,84	14 400,84	14 400,84
17 100	14 138,13	14 484,63	14 484,63	14 484,63	14 484,63
17 200	14 207,52	14 568,42	14 568,42	14 568,42	14 568,42
17 300	14 276,92	14 652,22	14 652,22	14 652,22	14 652,22
17 400	14 346,31	14 736,01	14 736,01	14 736,01	14 736,01
17 500	14 415,71	14 819,81	14 819,81	14 819,81	14 819,81
17 600	14 485,10	14 903,60	14 903,60	14 903,60	14 903,60
17 700	14 554,49	14 987,39	14 987,39	14 987,39	14 987,39
17 800	14 623,89	15 071,19	15 071,19	15 071,19	15 071,19
17 900	14 693,28	15 154,98	15 154,98	15 154,98	15 154,98
18 000	14 762,67	15 238,77	15 238,77	15 238,77	15 238,77
18 100	14 832,07	15 322,57	15 322,57	15 322,57	15 322,57
18 200	14 901,46	15 406,36	15 406,36	15 406,36	15 406,36
18 300	14 970,85	15 490,15	15 490,15	15 490,15	15 490,15
18 400	15 040,25	15 573,95	15 573,95	15 573,95	15 573,95
18 500	15 109,64	15 657,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74
18 600	15 179,03	15 741,53	15 741,53	15 741,53	15 741,53
18 700	15 241,82	15 818,72	15 818,72	15 818,72	15 818,72
18 800	15 300,37	15 891,67	15 891,67	15 891,67	15 891,67
18 900	15 358,92	15 964,62	15 964,62	15 964,62	15 964,62
19 000	15 417,47	16 037,57	16 037,57	16 037,57	16 037,57
19 100	15 476,02	16 110,52	16 110,52	16 110,52	16 110,52
19 200	15 534,57	16 183,47	16 183,47	16 183,47	16 183,47
19 300	15 593,12	16 256,42	16 256,42	16 256,42	16 256,42
19 400	15 651,66	16 329,36	16 329,36	16 329,36	16 329,36
19 500	15 710,21	16 402,31	16 402,31	16 402,31	16 402,31
19 600	15 768,76	16 475,26	16 475,26	16 475,26	16 475,26
19 700	15 827,31	16 548,21	16 548,21	16 548,21	16 548,21
19 800	15 885,86	16 621,16	16 621,16	16 621,16	16 621,16
19 900	15 944,41	16 694,11	16 694,11	16 694,11	16 694,11
20 000	16 002,96	16 767,06	16 767,06	16 767,06	16 767,06
20 100	16 061,50	16 840,00	16 840,00	16 840,00	16 840,00
20 200	16 120,05	16 912,95	16 912,95	16 912,95	16 912,95
20 300	16 178,60	16 972,40	16 985,90	16 985,90	16 985,90
20 400	16 237,15	17 030,95	17 058,85	17 058,85	17 058,85
20 500	16 295,70	17 089,50	17 131,80	17 131,80	17 131,80
20 600	16 354,25	17 148,05	17 204,75	17 204,75	17 204,75
20 700	16 412,80	17 206,60	17 277,70	17 277,70	17 277,70
20 800	16 471,34	17 265,14	17 350,64	17 350,64	17 350,64
20 900	16 529,89	17 323,69	17 423,59	17 423,59	17 423,59
21 000	16 588,44	17 382,24	17 496,54	17 496,54	17 496,54

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
21 100	16 646,99	17 440,79	17 569,49	17 569,49	17 569,49
21 200	16 705,54	17 499,34	17 642,44	17 642,44	17 642,44
21 300	16 764,09	17 557,89	17 715,39	17 715,39	17 715,39
21 400	16 822,64	17 616,44	17 788,34	17 788,34	17 788,34
21 500	16 881,19	17 674,99	17 861,29	17 861,29	17 861,29
21 600	16 939,73	17 733,53	17 934,23	17 934,23	17 934,23
21 700	16 998,28	17 792,08	18 007,18	18 007,18	18 007,18
21 800	17 056,83	17 850,63	18 080,13	18 080,13	18 080,13
21 900	17 115,38	17 909,18	18 153,08	18 153,08	18 153,08
22 000	17 173,93	17 967,73	18 226,03	18 226,03	18 226,03
22 100	17 232,48	18 026,28	18 298,98	18 298,98	18 298,98
22 200	17 291,03	18 084,83	18 371,93	18 371,93	18 371,93
22 300	17 349,57	18 143,37	18 444,87	18 444,87	18 444,87
22 400	17 408,12	18 201,92	18 517,82	18 517,82	18 517,82
22 500	17 466,67	18 260,47	18 590,77	18 590,77	18 590,77
22 600	17 525,22	18 319,02	18 663,72	18 663,72	18 663,72
22 700	17 583,77	18 377,57	18 736,67	18 736,67	18 736,67
22 800	17 642,32	18 436,12	18 809,62	18 809,62	18 809,62
22 900	17 700,87	18 494,67	18 882,57	18 882,57	18 882,57
23 000	17 759,41	18 553,21	18 955,51	18 955,51	18 955,51
23 100	17 817,96	18 611,76	19 028,46	19 028,46	19 028,46
23 200	17 876,51	18 670,31	19 101,41	19 101,41	19 101,41
23 300	17 935,06	18 728,86	19 174,36	19 174,36	19 174,36
23 400	17 993,61	18 787,41	19 247,31	19 247,31	19 247,31
23 500	18 052,16	18 845,96	19 320,26	19 320,26	19 320,26
23 600	18 110,71	18 904,51	19 392,31	19 393,21	19 393,21
23 700	18 169,25	18 963,05	19 450,85	19 466,15	19 466,15
23 800	18 227,80	19 021,60	19 509,40	19 539,10	19 539,10
23 900	18 286,35	19 080,15	19 567,95	19 612,05	19 612,05
24 000	18 344,90	19 138,70	19 626,50	19 685,00	19 685,00
24 100	18 403,45	19 197,25	19 685,05	19 757,95	19 757,95
24 200	18 462,00	19 255,80	19 743,60	19 830,90	19 830,90
24 300	18 520,55	19 314,35	19 802,15	19 903,85	19 903,85
24 400	18 579,09	19 372,89	19 860,69	19 976,79	19 976,79
24 500	18 637,64	19 431,44	19 919,24	20 049,74	20 049,74
24 600	18 696,19	19 489,99	19 977,79	20 122,69	20 122,69
24 700	18 754,74	19 548,54	20 036,34	20 195,64	20 195,64
24 800	18 813,29	19 607,09	20 094,89	20 268,59	20 268,59
24 900	18 871,84	19 665,64	20 153,44	20 341,54	20 341,54
25 000	18 930,39	19 724,19	20 211,99	20 414,49	20 414,49
25 100	18 988,94	19 782,74	20 270,54	20 487,44	20 487,44
25 200	19 047,48	19 841,28	20 329,08	20 560,38	20 560,38
25 300	19 106,03	19 899,83	20 387,63	20 633,33	20 633,33
25 400	19 164,58	19 958,38	20 446,18	20 706,28	20 706,28
25 500	19 223,13	20 016,93	20 504,73	20 779,23	20 779,23
25 600	19 281,68	20 075,48	20 563,28	20 852,18	20 852,18
25 700	19 340,23	20 134,03	20 621,83	20 925,13	20 925,13
25 800	19 398,78	20 192,58	20 680,38	20 998,08	20 998,08
25 900	19 457,32	20 251,12	20 738,92	21 071,02	21 071,02

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
26 000	19 515,87	20 309,67	20 797,47	21 143,97	21 143,97
26 100	19 574,42	20 368,22	20 856,02	21 216,92	21 216,92
26 200	19 632,97	20 426,77	20 914,57	21 289,87	21 289,87
26 300	19 691,52	20 485,32	20 973,12	21 362,82	21 362,82
26 400	19 750,07	20 543,87	21 031,67	21 435,77	21 435,77
26 500	19 808,62	20 602,42	21 090,22	21 508,72	21 508,72
26 600	19 867,16	20 660,96	21 148,76	21 581,66	21 581,66
26 700	19 925,71	20 719,51	21 207,31	21 654,61	21 654,61
26 800	19 984,26	20 778,06	21 265,86	21 727,56	21 727,56
26 900	20 042,81	20 836,61	21 324,41	21 800,51	21 800,51
27 000	20 101,36	20 895,16	21 382,96	21 870,76	21 873,46
27 100	20 159,91	20 953,71	21 441,51	21 929,31	21 946,41
27 200	20 218,46	21 012,26	21 500,06	21 987,86	22 019,36
27 300	20 277,00	21 070,80	21 558,60	22 046,40	22 092,30
27 400	20 335,55	21 129,35	21 617,15	22 104,95	22 165,25
27 500	20 394,10	21 187,90	21 675,70	22 163,50	22 238,20
27 600	20 452,65	21 246,45	21 734,25	22 222,05	22 311,15
27 700	20 511,20	21 305,00	21 792,80	22 280,60	22 384,10
27 800	20 569,75	21 363,55	21 851,35	22 339,15	22 457,05
27 900	20 628,30	21 422,10	21 909,90	22 397,70	22 530,00
28 000	20 686,84	21 480,64	21 968,44	22 456,24	22 602,94
28 100	20 745,39	21 539,19	22 026,99	22 514,79	22 675,89
28 200	20 803,94	21 597,74	22 085,54	22 573,34	22 748,84
28 300	20 862,49	21 656,29	22 144,09	22 631,89	22 821,79
28 400	20 921,04	21 714,84	22 202,64	22 690,44	22 894,74
28 500	20 979,59	21 773,39	22 261,19	22 748,99	22 967,69
28 600	21 038,14	21 831,94	22 319,74	22 807,54	23 040,64
28 700	21 096,69	21 890,49	22 378,29	22 866,09	23 113,59
28 800	21 155,23	21 949,03	22 436,83	22 924,63	23 186,53
28 900	21 213,78	22 007,58	22 495,38	22 983,18	23 259,48
29 000	21 272,33	22 066,13	22 553,93	23 041,73	23 332,43
29 100	21 330,88	22 124,68	22 612,48	23 100,28	23 405,38
29 200	21 389,43	22 183,23	22 671,03	23 158,83	23 478,33
29 300	21 447,98	22 241,78	22 729,58	23 217,38	23 551,28
29 400	21 506,53	22 300,33	22 788,13	23 275,93	23 624,23
29 500	21 565,07	22 358,87	22 846,67	23 334,47	23 697,17
29 600	21 623,62	22 417,42	22 905,22	23 393,02	23 770,12
29 700	21 682,17	22 475,97	22 963,77	23 451,57	23 843,07
29 800	21 740,72	22 534,52	23 022,32	23 510,12	23 916,02
29 900	21 799,27	22 593,07	23 080,87	23 568,67	23 988,97
30 000	21 857,82	22 651,62	23 139,42	23 627,22	24 061,92
30 100	21 916,37	22 710,17	23 197,97	23 685,77	24 134,87
30 200	21 974,91	22 768,71	23 256,51	23 744,31	24 207,81
30 300	22 033,46	22 827,26	23 315,06	23 802,86	24 280,76
30 400	22 090,12	22 883,92	23 371,72	23 859,52	24 347,32
30 500	22 142,37	22 936,17	23 423,97	23 911,77	24 399,57
30 600	22 194,62	22 988,42	23 476,22	23 964,02	24 451,82
30 700	22 246,87	23 040,67	23 528,47	24 016,27	24 504,07
30 800	22 299,12	23 092,92	23 580,72	24 068,52	24 556,32

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
30 900	22 351,36	23 145,16	23 632,96	24 120,76	24 608,56
31 000	22 403,61	23 197,41	23 685,21	24 173,01	24 660,81
31 100	22 455,86	23 249,66	23 737,46	24 225,26	24 713,06
31 200	22 508,11	23 301,91	23 789,71	24 277,51	24 765,31
31 300	22 560,36	23 354,16	23 841,96	24 329,76	24 817,56
31 400	22 612,61	23 406,41	23 894,21	24 382,01	24 869,81
31 500	22 664,86	23 458,66	23 946,46	24 434,26	24 922,06
31 600	22 717,10	23 510,90	23 998,70	24 486,50	24 974,30
31 700	22 769,35	23 563,15	24 050,95	24 538,75	25 026,55
31 800	22 821,60	23 615,40	24 103,20	24 591,00	25 078,80
31 900	22 873,85	23 667,65	24 155,45	24 643,25	25 131,05
32 000	22 926,10	23 719,90	24 207,70	24 695,50	25 183,30
32 100	22 978,35	23 772,15	24 259,95	24 747,75	25 235,55
32 200	23 030,60	23 824,40	24 312,20	24 800,00	25 287,80
32 300	23 082,85	23 876,65	24 364,45	24 852,25	25 340,05
32 400	23 135,09	23 928,89	24 416,69	24 904,49	25 392,29
32 500	23 187,34	23 981,14	24 468,94	24 956,74	25 444,54
32 600	23 239,59	24 033,39	24 521,19	25 008,99	25 496,79
32 700	23 291,84	24 085,64	24 573,44	25 061,24	25 549,04
32 800	23 344,09	24 137,89	24 625,69	25 113,49	25 601,29
32 900	23 396,34	24 190,14	24 677,94	25 165,74	25 653,54
33 000	23 448,59	24 242,39	24 730,19	25 217,99	25 705,79
33 100	23 500,83	24 294,63	24 782,43	25 270,23	25 758,03
33 200	23 553,08	24 346,88	24 834,68	25 322,48	25 810,28
33 300	23 605,33	24 399,13	24 886,93	25 374,73	25 862,53
33 400	23 657,58	24 451,38	24 939,18	25 426,98	25 914,78
33 500	23 709,83	24 503,63	24 991,43	25 479,23	25 967,03
33 600	23 762,08	24 555,88	25 043,68	25 531,48	26 019,28
33 700	23 814,33	24 608,13	25 095,93	25 583,73	26 071,53
33 800	23 866,57	24 660,37	25 148,17	25 635,97	26 123,77
33 900	23 918,82	24 712,62	25 200,42	25 688,22	26 176,02
34 000	23 971,07	24 764,87	25 252,67	25 740,47	26 228,27
34 100	24 023,32	24 817,12	25 304,92	25 792,72	26 280,52
34 200	24 075,57	24 869,37	25 357,17	25 844,97	26 332,77
34 300	24 127,82	24 921,62	25 409,42	25 897,22	26 385,02
34 400	24 180,07	24 973,87	25 461,67	25 949,47	26 437,27
34 500	24 232,31	25 026,11	25 513,91	26 001,71	26 489,51
34 600	24 284,56	25 078,36	25 566,16	26 053,96	26 541,76
34 700	24 336,81	25 130,61	25 618,41	26 106,21	26 594,01
34 800	24 389,06	25 182,86	25 670,66	26 158,46	26 646,26
34 900	24 441,31	25 235,11	25 722,91	26 210,71	26 698,51
35 000	24 493,56	25 287,36	25 775,16	26 262,96	26 750,76
35 100	24 545,81	25 339,61	25 827,41	26 315,21	26 803,01
35 200	24 598,06	25 391,86	25 879,66	26 367,46	26 855,26
35 300	24 650,30	25 444,10	25 931,90	26 419,70	26 907,50
35 400	24 702,55	25 496,35	25 984,15	26 471,95	26 959,75
35 500	24 754,80	25 548,60	26 036,40	26 524,20	27 012,00
35 600	24 807,05	25 600,85	26 088,65	26 576,45	27 064,25
35 700	24 859,30	25 653,10	26 140,90	26 628,70	27 116,50

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
35 800	24 911,55	25 705,35	26 193,15	26 680,95	27 168,75
35 900	24 963,80	25 757,60	26 245,40	26 733,20	27 221,00
36 000	25 016,04	25 809,84	26 297,64	26 785,44	27 273,24
36 100	25 068,29	25 862,09	26 349,89	26 837,69	27 325,49
36 200	25 120,54	25 914,34	26 402,14	26 889,94	27 377,74
36 300	25 172,79	25 966,59	26 454,39	26 942,19	27 429,99
36 400	25 225,04	26 018,84	26 506,64	26 994,44	27 482,24
36 500	25 277,29	26 071,09	26 558,89	27 046,69	27 534,49
36 600	25 329,54	26 123,34	26 611,14	27 098,94	27 586,74
36 700	25 381,78	26 175,58	26 663,38	27 151,18	27 638,98
36 800	25 434,03	26 227,83	26 715,63	27 203,43	27 691,23
36 900	25 486,28	26 280,08	26 767,88	27 255,68	27 743,48
37 000	25 538,53	26 332,33	26 820,13	27 307,93	27 795,73
37 100	25 590,78	26 384,58	26 872,38	27 360,18	27 847,98
37 200	25 643,03	26 436,83	26 924,63	27 412,43	27 900,23
37 300	25 691,12	26 484,92	26 972,72	27 460,52	27 948,32
37 400	25 738,49	26 532,29	27 020,09	27 507,89	27 995,69
37 500	25 785,85	26 579,65	27 067,45	27 555,25	28 043,05
37 600	25 833,22	26 627,02	27 114,82	27 602,62	28 090,42
37 700	25 880,58	26 674,38	27 162,18	27 649,98	28 137,78
37 800	25 927,94	26 721,74	27 209,54	27 697,34	28 185,14
37 900	25 975,31	26 769,11	27 256,91	27 744,71	28 232,51
38 000	26 022,67	26 816,47	27 304,27	27 792,07	28 279,87
38 100	26 070,03	26 863,83	27 351,63	27 839,43	28 327,23
38 200	26 117,40	26 911,20	27 399,00	27 886,80	28 374,60
38 300	26 166,47	26 960,27	27 448,07	27 935,87	28 423,67
38 400	26 216,54	27 010,34	27 498,14	27 985,94	28 473,74
38 500	26 266,60	27 060,40	27 548,20	28 036,00	28 523,80
38 600	26 316,66	27 110,46	27 598,26	28 086,06	28 573,86
38 700	26 366,73	27 160,53	27 648,33	28 136,13	28 623,93
38 800	26 416,79	27 210,59	27 698,39	28 186,19	28 673,99
38 900	26 466,86	27 260,66	27 748,46	28 236,26	28 724,06
39 000	26 516,92	27 310,72	27 798,52	28 286,32	28 774,12
39 100	26 566,98	27 360,78	27 848,58	28 336,38	28 824,18
39 200	26 617,05	27 410,85	27 898,65	28 386,45	28 874,25
39 300	26 667,11	27 460,91	27 948,71	28 436,51	28 924,31
39 400	26 717,18	27 510,98	27 998,78	28 486,58	28 974,38
39 500	26 767,24	27 561,04	28 048,84	28 536,64	29 024,44
39 600	26 817,30	27 611,10	28 098,90	28 586,70	29 074,50
39 700	26 867,37	27 661,17	28 148,97	28 636,77	29 124,57
39 800	26 917,43	27 711,23	28 199,03	28 686,83	29 174,63
39 900	26 967,49	27 761,29	28 249,09	28 736,89	29 224,69
40 000	27 017,56	27 811,36	28 299,16	28 786,96	29 274,76
40 100	27 068,82	27 862,62	28 350,42	28 838,22	29 326,02
40 200	27 120,08	27 913,88	28 401,68	28 889,48	29 377,28
40 300	27 171,35	27 965,15	28 452,95	28 940,75	29 428,55
40 400	27 222,61	28 016,41	28 504,21	28 992,01	29 479,81
40 500	27 273,87	28 067,67	28 555,47	29 043,27	29 531,07
40 600	27 325,13	28 118,93	28 606,73	29 094,53	29 582,33

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
40 700	27 376,40	28 170,20	28 658,00	29 145,80	29 633,60
40 800	27 427,66	28 221,46	28 709,26	29 197,06	29 684,86
40 900	27 478,92	28 272,72	28 760,52	29 248,32	29 736,12
41 000	27 530,18	28 323,98	28 811,78	29 299,58	29 787,38
41 100	27 581,45	28 375,25	28 863,05	29 350,85	29 838,65
41 200	27 632,71	28 426,51	28 914,31	29 402,11	29 889,91
41 300	27 683,97	28 477,77	28 965,57	29 453,37	29 941,17
41 400	27 735,24	28 529,04	29 016,84	29 504,64	29 992,44
41 500	27 786,50	28 580,30	29 068,10	29 555,90	30 043,70
41 600	27 837,76	28 631,56	29 119,36	29 607,16	30 094,96
41 700	27 889,02	28 682,82	29 170,62	29 658,42	30 146,22
41 800	27 940,29	28 734,09	29 221,89	29 709,69	30 197,49
41 900	27 991,55	28 785,35	29 273,15	29 760,95	30 248,75
42 000	28 042,81	28 836,61	29 324,41	29 812,21	30 300,01
42 100	28 094,07	28 887,87	29 375,67	29 863,47	30 351,27
42 200	28 145,34	28 939,14	29 426,94	29 914,74	30 402,54
42 300	28 196,60	28 990,40	29 478,20	29 966,00	30 453,80
42 400	28 247,86	29 041,66	29 529,46	30 017,26	30 505,06
42 500	28 299,12	29 092,92	29 580,72	30 068,52	30 556,32
42 600	28 350,39	29 144,19	29 631,99	30 119,79	30 607,59
42 700	28 401,65	29 195,45	29 683,25	30 171,05	30 658,85
42 800	28 452,91	29 246,71	29 734,51	30 222,31	30 710,11
42 900	28 504,17	29 297,97	29 785,77	30 273,57	30 761,37
43 000	28 555,44	29 349,24	29 837,04	30 324,84	30 812,64
43 100	28 606,70	29 400,50	29 888,30	30 376,10	30 863,90
43 200	28 657,96	29 451,76	29 939,56	30 427,36	30 915,16
43 300	28 709,23	29 503,03	29 990,83	30 478,63	30 966,43
43 400	28 760,49	29 554,29	30 042,09	30 529,89	31 017,69
43 500	28 811,75	29 605,55	30 093,35	30 581,15	31 068,95
43 600	28 863,01	29 656,81	30 144,61	30 632,41	31 120,21
43 700	28 914,28	29 708,08	30 195,88	30 683,68	31 171,48
43 800	28 969,42	29 763,22	30 251,02	30 738,82	31 226,62
43 900	29 024,56	29 818,36	30 306,16	30 793,96	31 281,76
44 000	29 079,70	29 873,50	30 361,30	30 849,10	31 336,90
44 100	29 134,84	29 928,64	30 416,44	30 904,24	31 392,04
44 200	29 189,98	29 983,78	30 471,58	30 959,38	31 447,18
44 300	29 245,12	30 038,92	30 526,72	31 014,52	31 502,32
44 400	29 300,26	30 094,06	30 581,86	31 069,66	31 557,46
44 500	29 355,40	30 149,20	30 637,00	31 124,80	31 612,60
44 600	29 410,55	30 204,35	30 692,15	31 179,95	31 667,75
44 700	29 465,69	30 259,49	30 747,29	31 235,09	31 722,89
44 800	29 520,83	30 314,63	30 802,43	31 290,23	31 778,03
44 900	29 575,97	30 369,77	30 857,57	31 345,37	31 833,17
45 000	29 631,11	30 424,91	30 912,71	31 400,51	31 888,31
45 100	29 686,25	30 480,05	30 967,85	31 455,65	31 943,45
45 200	29 741,39	30 535,19	31 022,99	31 510,79	31 998,59
45 300	29 796,53	30 590,33	31 078,13	31 565,93	32 053,73
45 400	29 851,67	30 645,47	31 133,27	31 621,07	32 108,87
45 500	29 906,82	30 700,62	31 188,42	31 676,22	32 164,02

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge						Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +		0	1	2	3	4 et +
45 600	29 961,96	30 755,76	31 243,56	31 731,36	32 219,16	50 500	32 663,87	33 457,67	33 945,47	34 433,27	34 921,07
45 700	30 017,10	30 810,90	31 298,70	31 786,50	32 274,30	50 600	32 719,01	33 512,81	34 000,61	34 488,41	34 976,21
45 800	30 072,24	30 866,04	31 353,84	31 841,64	32 329,44	50 700	32 774,15	33 567,95	34 055,75	34 543,55	35 031,35
45 900	30 127,38	30 921,18	31 408,98	31 896,78	32 384,58	50 800	32 829,29	33 623,09	34 110,89	34 598,69	35 086,49
46 000	30 182,52	30 976,32	31 464,12	31 951,92	32 439,72	50 900	32 884,43	33 678,23	34 166,03	34 653,83	35 141,63
46 100	30 237,66	31 031,46	31 519,26	32 007,06	32 494,86	51 000	32 939,57	33 733,37	34 221,17	34 708,97	35 196,77
46 200	30 292,80	31 086,60	31 574,40	32 062,20	32 550,00	51 100	32 994,71	33 788,51	34 276,31	34 764,11	35 251,91
46 300	30 347,94	31 141,74	31 629,54	32 117,34	32 605,14	51 200	33 049,86	33 843,66	34 331,46	34 819,26	35 307,06
46 400	30 403,08	31 196,88	31 684,68	32 172,48	32 660,28	51 300	33 105,00	33 898,80	34 386,60	34 874,40	35 362,20
46 500	30 458,23	31 252,03	31 739,83	32 227,63	32 715,43	51 400	33 160,14	33 953,94	34 441,74	34 929,54	35 417,34
46 600	30 513,37	31 307,17	31 794,97	32 282,77	32 770,57	51 500	33 215,28	34 009,08	34 496,88	34 984,68	35 472,48
46 700	30 568,51	31 362,31	31 850,11	32 337,91	32 825,71	51 600	33 270,42	34 064,22	34 552,02	35 039,82	35 527,62
46 800	30 623,65	31 417,45	31 905,25	32 393,05	32 880,85	51 700	33 325,56	34 119,36	34 607,16	35 094,96	35 582,76
46 900	30 678,79	31 472,59	31 960,39	32 448,19	32 935,99	51 800	33 380,70	34 174,50	34 662,30	35 150,10	35 637,90
47 000	30 733,93	31 527,73	32 015,53	32 503,33	32 991,13	51 900	33 435,84	34 229,64	34 717,44	35 205,24	35 693,04
47 100	30 789,07	31 582,87	32 070,67	32 558,47	33 046,27	52 000	33 490,98	34 284,78	34 772,58	35 260,38	35 748,18
47 200	30 844,21	31 638,01	32 125,81	32 613,61	33 101,41	52 100	33 546,12	34 339,92	34 827,72	35 315,52	35 803,32
47 300	30 899,35	31 693,15	32 180,95	32 668,75	33 156,55	52 200	33 601,27	34 395,07	34 882,87	35 370,67	35 858,47
47 400	30 954,50	31 748,30	32 236,10	32 723,90	33 211,70	52 300	33 656,41	34 450,21	34 938,01	35 425,81	35 913,61
47 500	31 009,64	31 803,44	32 291,24	32 779,04	33 266,84	52 400	33 711,55	34 505,35	34 993,15	35 480,95	35 968,75
47 600	31 064,78	31 858,58	32 346,38	32 834,18	33 321,98	52 500	33 766,69	34 560,49	35 048,29	35 536,09	36 023,89
47 700	31 119,92	31 913,72	32 401,52	32 889,32	33 377,12	52 600	33 821,83	34 615,63	35 103,43	35 591,23	36 079,03
47 800	31 175,06	31 968,86	32 456,66	32 944,46	33 432,26	52 700	33 876,97	34 670,77	35 158,57	35 646,37	36 134,17
47 900	31 230,20	32 024,00	32 511,80	32 999,60	33 487,40	52 800	33 932,11	34 725,91	35 213,71	35 701,51	36 189,31
48 000	31 285,34	32 079,14	32 566,94	33 054,74	33 542,54	52 900	33 987,25	34 781,05	35 268,85	35 756,65	36 244,45
48 100	31 340,48	32 134,28	32 622,08	33 109,88	33 597,68	53 000	34 042,39	34 836,19	35 323,99	35 811,79	36 299,59
48 200	31 395,62	32 189,42	32 677,22	33 165,02	33 652,82	53 100	34 097,54	34 891,34	35 379,14	35 866,94	36 354,74
48 300	31 450,76	32 244,56	32 732,36	33 220,16	33 707,96	53 200	34 152,68	34 946,48	35 434,28	35 922,08	36 409,88
48 400	31 505,91	32 299,71	32 787,51	33 275,31	33 763,11	53 300	34 207,82	35 001,62	35 489,42	35 977,22	36 465,02
48 500	31 561,05	32 354,85	32 842,65	33 330,45	33 818,25	53 400	34 262,96	35 056,76	35 544,56	36 032,36	36 520,16
48 600	31 616,19	32 409,99	32 897,79	33 385,59	33 873,39	53 500	34 318,10	35 111,90	35 599,70	36 087,50	36 575,30
48 700	31 671,33	32 465,13	32 952,93	33 440,73	33 928,53	53 600	34 373,24	35 167,04	35 654,84	36 142,64	36 630,44
48 800	31 726,47	32 520,27	33 008,07	33 495,87	33 983,67	53 700	34 428,38	35 222,18	35 709,98	36 197,78	36 685,58
48 900	31 781,61	32 575,41	33 063,21	33 551,01	34 038,81	53 800	34 483,52	35 277,32	35 765,12	36 252,92	36 740,72
49 000	31 836,75	32 630,55	33 118,35	33 606,15	34 093,95	53 900	34 538,66	35 332,46	35 820,26	36 308,06	36 795,86
49 100	31 891,89	32 685,69	33 173,49	33 661,29	34 149,09	54 000	34 593,80	35 387,60	35 875,40	36 363,20	36 851,00
49 200	31 947,03	32 740,83	33 228,63	33 716,43	34 204,23	54 100	34 648,95	35 442,75	35 930,55	36 418,35	36 906,15
49 300	32 002,18	32 795,98	33 283,78	33 771,58	34 259,38	54 200	34 704,09	35 497,89	35 985,69	36 473,49	36 961,29
49 400	32 057,32	32 851,12	33 338,92	33 826,72	34 314,52	54 300	34 759,23	35 553,03	36 040,83	36 528,63	37 016,43
49 500	32 112,46	32 906,26	33 394,06	33 881,86	34 369,66	54 400	34 814,37	35 608,17	36 095,97	36 583,77	37 071,57
49 600	32 167,60	32 961,40	33 449,20	33 937,00	34 424,80	54 500	34 869,51	35 663,31	36 151,11	36 638,91	37 126,71
49 700	32 222,74	33 016,54	33 504,34	33 992,14	34 479,94	54 600	34 924,65	35 718,45	36 206,25	36 694,05	37 181,85
49 800	32 277,88	33 071,68	33 559,48	34 047,28	34 535,08	54 700	34 979,79	35 773,59	36 261,39	36 749,19	37 236,99
49 900	32 333,02	33 126,82	33 614,62	34 102,42	34 590,22	54 800	35 034,93	35 828,73	36 316,53	36 804,33	37 292,13
50 000	32 388,16	33 181,96	33 669,76	34 157,56	34 645,36	54 900	35 090,07	35 883,87	36 371,67	36 859,47	37 347,27
50 100	32 443,30	33 237,10	33 724,90	34 212,70	34 700,50	55 000	35 145,22	35 939,02	36 426,82	36 914,62	37 402,42
50 200	32 498,44	33 292,24	33 780,04	34 267,84	34 755,64	55 100	35 200,36	35 994,16	36 481,96	36 969,76	37 457,56
50 300	32 553,59	33 347,39	33 835,19	34 322,99	34 810,79	55 200	35 255,50	36 049,30	36 537,10	37 024,90	37 512,70
50 400	32 608,73	33 402,53	33 890,33	34 378,13	34 865,93	55 300	35 310,64	36 104,44	36 592,24	37 080,04	37 567,84

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
55 400	35 365,78	36 159,58	36 647,38	37 135,18	37 622,98
55 500	35 420,92	36 214,72	36 702,52	37 190,32	37 678,12
55 600	35 476,06	36 269,86	36 757,66	37 245,46	37 733,26
55 700	35 531,20	36 325,00	36 812,80	37 300,60	37 788,40
55 800	35 586,34	36 380,14	36 867,94	37 355,74	37 843,54
55 900	35 641,49	36 435,29	36 923,09	37 410,89	37 898,69
56 000	35 696,63	36 490,43	36 978,23	37 466,03	37 953,83
56 100	35 751,77	36 545,57	37 033,37	37 521,17	38 008,97
56 200	35 806,91	36 600,71	37 088,51	37 576,31	38 064,11
56 300	35 862,05	36 655,85	37 143,65	37 631,45	38 119,25
56 400	35 917,19	36 710,99	37 198,79	37 686,59	38 174,39
56 500	35 972,33	36 766,13	37 253,93	37 741,73	38 229,53
56 600	36 027,47	36 821,27	37 309,07	37 796,87	38 284,67
56 700	36 082,61	36 876,41	37 364,21	37 852,01	38 339,81
56 800	36 137,75	36 931,55	37 419,35	37 907,15	38 394,95
56 900	36 192,90	36 986,70	37 474,50	37 962,30	38 450,10
57 000	36 248,04	37 041,84	37 529,64	38 017,44	38 505,24
57 100	36 303,18	37 096,98	37 584,78	38 072,58	38 560,38
57 200	36 358,32	37 152,12	37 639,92	38 127,72	38 615,52
57 300	36 413,46	37 207,26	37 695,06	38 182,86	38 670,66
57 400	36 468,60	37 262,40	37 750,20	38 238,00	38 725,80
57 500	36 523,74	37 317,54	37 805,34	38 293,14	38 780,94
57 600	36 578,88	37 372,68	37 860,48	38 348,28	38 836,08
57 700	36 634,02	37 427,82	37 915,62	38 403,42	38 891,22
57 800	36 689,17	37 482,97	37 970,77	38 458,57	38 946,37
57 900	36 744,31	37 538,11	38 025,91	38 513,71	39 001,51
58 000	36 799,45	37 593,25	38 081,05	38 568,85	39 056,65
58 100	36 854,59	37 648,39	38 136,19	38 623,99	39 111,79
58 200	36 909,73	37 703,53	38 191,33	38 679,13	39 166,93
58 300	36 964,87	37 758,67	38 246,47	38 734,27	39 222,07
58 400	37 020,01	37 813,81	38 301,61	38 789,41	39 277,21
58 500	37 075,15	37 868,95	38 356,75	38 844,55	39 332,35
58 600	37 130,29	37 924,09	38 411,89	38 899,69	39 387,49
58 700	37 185,43	37 979,23	38 467,03	38 954,83	39 442,63
58 800	37 240,58	38 034,38	38 522,18	39 009,98	39 497,78
58 900	37 295,72	38 089,52	38 577,32	39 065,12	39 552,92
59 000	37 350,86	38 144,66	38 632,46	39 120,26	39 608,06

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
100	88,25	88,25	88,25	88,25	88,25
200	176,50	176,50	176,50	176,50	176,50
300	264,75	264,75	264,75	264,75	264,75

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
400	352,99	352,99	352,99	352,99	352,99
500	441,24	441,24	441,24	441,24	441,24
600	529,49	529,49	529,49	529,49	529,49
700	617,74	617,74	617,74	617,74	617,74
800	705,99	705,99	705,99	705,99	705,99
900	794,24	794,24	794,24	794,24	794,24
1 000	882,49	882,49	882,49	882,49	882,49
1 100	970,73	970,73	970,73	970,73	970,73
1 200	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98
1 300	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23
1 400	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48
1 500	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73
1 600	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98
1 700	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23
1 800	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47
1 900	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72
2 000	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97
2 100	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22
2 200	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47
2 300	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72
2 400	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97
2 500	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22
2 600	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46
2 700	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71
2 800	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96
2 900	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21
3 000	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46
3 100	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71
3 200	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96
3 300	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20
3 400	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45
3 500	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70
3 600	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49
3 700	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29
3 800	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08
3 900	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88
4 000	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67
4 100	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46
4 200	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26
4 300	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05
4 400	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84
4 500	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64
4 600	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43
4 700	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22
4 800	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02
4 900	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81
5 000	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61
5 100	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
5 200	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19
5 300	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99
5 400	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78
5 500	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57
5 600	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37
5 700	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16
5 800	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95
5 900	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75
6 000	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54
6 100	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33
6 200	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13
6 300	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92
6 400	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72
6 500	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51
6 600	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30
6 700	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10
6 800	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89
6 900	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68
7 000	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48
7 100	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27
7 200	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06
7 300	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86
7 400	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65
7 500	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45
7 600	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24
7 700	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03
7 800	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83
7 900	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62
8 000	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41
8 100	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21
8 200	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00
8 300	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79
8 400	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59
8 500	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38
8 600	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17
8 700	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97
8 800	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76
8 900	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56
9 000	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35
9 100	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14
9 200	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94
9 300	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73
9 400	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52
9 500	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32
9 600	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11
9 700	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90
9 800	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70
9 900	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
10 000	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29
10 100	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08
10 200	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87
10 300	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67
10 400	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46
10 500	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25
10 600	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05
10 700	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84
10 800	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63
10 900	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43
11 000	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22
11 100	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01
11 200	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81
11 300	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60
11 400	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40
11 500	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19
11 600	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98
11 700	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78
11 800	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57
11 900	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36
12 000	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16
12 100	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95
12 200	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74
12 300	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54
12 400	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33
12 500	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13
12 600	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92
12 700	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71
12 800	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51
12 900	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30
13 000	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09
13 100	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89
13 200	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68
13 300	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47
13 400	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27
13 500	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06
13 600	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85
13 700	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65
13 800	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44
13 900	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24
14 000	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03
14 100	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82
14 200	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62
14 300	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41
14 400	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20
14 500	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00
14 600	12 389,79	12 389,79	12 389,79	12 389,79	12 389,79
14 700	12 473,58	12 473,58	12 473,58	12 473,58	12 473,58

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
14 800	12 557,38	12 557,38	12 557,38	12 557,38	12 557,38
14 900	12 641,17	12 641,17	12 641,17	12 641,17	12 641,17
15 000	12 724,97	12 724,97	12 724,97	12 724,97	12 724,97
15 100	12 808,76	12 808,76	12 808,76	12 808,76	12 808,76
15 200	12 892,55	12 892,55	12 892,55	12 892,55	12 892,55
15 300	12 976,35	12 976,35	12 976,35	12 976,35	12 976,35
15 400	13 060,14	13 060,14	13 060,14	13 060,14	13 060,14
15 500	13 143,93	13 143,93	13 143,93	13 143,93	13 143,93
15 600	13 227,73	13 227,73	13 227,73	13 227,73	13 227,73
15 700	13 311,52	13 311,52	13 311,52	13 311,52	13 311,52
15 800	13 395,31	13 395,31	13 395,31	13 395,31	13 395,31
15 900	13 479,11	13 479,11	13 479,11	13 479,11	13 479,11
16 000	13 562,90	13 562,90	13 562,90	13 562,90	13 562,90
16 100	13 646,69	13 646,69	13 646,69	13 646,69	13 646,69
16 200	13 730,49	13 730,49	13 730,49	13 730,49	13 730,49
16 300	13 814,28	13 814,28	13 814,28	13 814,28	13 814,28
16 400	13 898,08	13 898,08	13 898,08	13 898,08	13 898,08
16 500	13 981,87	13 981,87	13 981,87	13 981,87	13 981,87
16 600	14 065,66	14 065,66	14 065,66	14 065,66	14 065,66
16 700	14 149,46	14 149,46	14 149,46	14 149,46	14 149,46
16 800	14 233,25	14 233,25	14 233,25	14 233,25	14 233,25
16 900	14 317,04	14 317,04	14 317,04	14 317,04	14 317,04
17 000	14 400,84	14 400,84	14 400,84	14 400,84	14 400,84
17 100	14 484,63	14 484,63	14 484,63	14 484,63	14 484,63
17 200	14 568,42	14 568,42	14 568,42	14 568,42	14 568,42
17 300	14 652,22	14 652,22	14 652,22	14 652,22	14 652,22
17 400	14 736,01	14 736,01	14 736,01	14 736,01	14 736,01
17 500	14 819,81	14 819,81	14 819,81	14 819,81	14 819,81
17 600	14 903,60	14 903,60	14 903,60	14 903,60	14 903,60
17 700	14 987,39	14 987,39	14 987,39	14 987,39	14 987,39
17 800	15 071,19	15 071,19	15 071,19	15 071,19	15 071,19
17 900	15 154,98	15 154,98	15 154,98	15 154,98	15 154,98
18 000	15 238,77	15 238,77	15 238,77	15 238,77	15 238,77
18 100	15 322,57	15 322,57	15 322,57	15 322,57	15 322,57
18 200	15 406,36	15 406,36	15 406,36	15 406,36	15 406,36
18 300	15 490,15	15 490,15	15 490,15	15 490,15	15 490,15
18 400	15 573,95	15 573,95	15 573,95	15 573,95	15 573,95
18 500	15 657,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74
18 600	15 741,53	15 741,53	15 741,53	15 741,53	15 741,53
18 700	15 818,72	15 818,72	15 818,72	15 818,72	15 818,72
18 800	15 891,67	15 891,67	15 891,67	15 891,67	15 891,67
18 900	15 964,62	15 964,62	15 964,62	15 964,62	15 964,62
19 000	16 037,57	16 037,57	16 037,57	16 037,57	16 037,57
19 100	16 110,52	16 110,52	16 110,52	16 110,52	16 110,52
19 200	16 183,47	16 183,47	16 183,47	16 183,47	16 183,47
19 300	16 256,42	16 256,42	16 256,42	16 256,42	16 256,42
19 400	16 329,36	16 329,36	16 329,36	16 329,36	16 329,36
19 500	16 402,31	16 402,31	16 402,31	16 402,31	16 402,31

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
19 600	16 475,26	16 475,26	16 475,26	16 475,26	16 475,26
19 700	16 548,21	16 548,21	16 548,21	16 548,21	16 548,21
19 800	16 621,16	16 621,16	16 621,16	16 621,16	16 621,16
19 900	16 694,11	16 694,11	16 694,11	16 694,11	16 694,11
20 000	16 767,06	16 767,06	16 767,06	16 767,06	16 767,06
20 100	16 840,00	16 840,00	16 840,00	16 840,00	16 840,00
20 200	16 912,95	16 912,95	16 912,95	16 912,95	16 912,95
20 300	16 985,90	16 985,90	16 985,90	16 985,90	16 985,90
20 400	17 058,85	17 058,85	17 058,85	17 058,85	17 058,85
20 500	17 131,80	17 131,80	17 131,80	17 131,80	17 131,80
20 600	17 204,75	17 204,75	17 204,75	17 204,75	17 204,75
20 700	17 277,70	17 277,70	17 277,70	17 277,70	17 277,70
20 800	17 350,64	17 350,64	17 350,64	17 350,64	17 350,64
20 900	17 423,59	17 423,59	17 423,59	17 423,59	17 423,59
21 000	17 496,54	17 496,54	17 496,54	17 496,54	17 496,54
21 100	17 569,49	17 569,49	17 569,49	17 569,49	17 569,49
21 200	17 642,44	17 642,44	17 642,44	17 642,44	17 642,44
21 300	17 715,39	17 715,39	17 715,39	17 715,39	17 715,39
21 400	17 788,34	17 788,34	17 788,34	17 788,34	17 788,34
21 500	17 861,29	17 861,29	17 861,29	17 861,29	17 861,29
21 600	17 934,23	17 934,23	17 934,23	17 934,23	17 934,23
21 700	18 007,18	18 007,18	18 007,18	18 007,18	18 007,18
21 800	18 080,13	18 080,13	18 080,13	18 080,13	18 080,13
21 900	18 153,08	18 153,08	18 153,08	18 153,08	18 153,08
22 000	18 226,03	18 226,03	18 226,03	18 226,03	18 226,03
22 100	18 298,98	18 298,98	18 298,98	18 298,98	18 298,98
22 200	18 371,93	18 371,93	18 371,93	18 371,93	18 371,93
22 300	18 444,87	18 444,87	18 444,87	18 444,87	18 444,87
22 400	18 517,82	18 517,82	18 517,82	18 517,82	18 517,82
22 500	18 590,77	18 590,77	18 590,77	18 590,77	18 590,77
22 600	18 663,72	18 663,72	18 663,72	18 663,72	18 663,72
22 700	18 736,67	18 736,67	18 736,67	18 736,67	18 736,67
22 800	18 809,62	18 809,62	18 809,62	18 809,62	18 809,62
22 900	18 882,57	18 882,57	18 882,57	18 882,57	18 882,57
23 000	18 955,51	18 955,51	18 955,51	18 955,51	18 955,51
23 100	19 028,46	19 028,46	19 028,46	19 028,46	19 028,46
23 200	19 101,41	19 101,41	19 101,41	19 101,41	19 101,41
23 300	19 174,36	19 174,36	19 174,36	19 174,36	19 174,36
23 400	19 247,31	19 247,31	19 247,31	19 247,31	19 247,31
23 500	19 320,26	19 320,26	19 320,26	19 320,26	19 320,26
23 600	19 393,21	19 393,21	19 393,21	19 393,21	19 393,21
23 700	19 466,15	19 466,15	19 466,15	19 466,15	19 466,15
23 800	19 539,10	19 539,10	19 539,10	19 539,10	19 539,10
23 900	19 612,05	19 612,05	19 612,05	19 612,05	19 612,05
24 000	19 685,00	19 685,00	19 685,00	19 685,00	19 685,00
24 100	19 757,95	19 757,95	19 757,95	19 757,95	19 757,95
24 200	19 830,90	19 830,90	19 830,90	19 830,90	19 830,90
24 300	19 903,85	19 903,85	19 903,85	19 903,85	19 903,85

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
24 400	19 976,79	19 976,79	19 976,79	19 976,79	19 976,79
24 500	20 049,74	20 049,74	20 049,74	20 049,74	20 049,74
24 600	20 122,69	20 122,69	20 122,69	20 122,69	20 122,69
24 700	20 195,64	20 195,64	20 195,64	20 195,64	20 195,64
24 800	20 268,59	20 268,59	20 268,59	20 268,59	20 268,59
24 900	20 341,54	20 341,54	20 341,54	20 341,54	20 341,54
25 000	20 414,49	20 414,49	20 414,49	20 414,49	20 414,49
25 100	20 487,44	20 487,44	20 487,44	20 487,44	20 487,44
25 200	20 560,38	20 560,38	20 560,38	20 560,38	20 560,38
25 300	20 633,33	20 633,33	20 633,33	20 633,33	20 633,33
25 400	20 706,28	20 706,28	20 706,28	20 706,28	20 706,28
25 500	20 770,23	20 779,23	20 779,23	20 779,23	20 779,23
25 600	20 828,78	20 852,18	20 852,18	20 852,18	20 852,18
25 700	20 887,33	20 925,13	20 925,13	20 925,13	20 925,13
25 800	20 945,88	20 998,08	20 998,08	20 998,08	20 998,08
25 900	21 004,42	21 071,02	21 071,02	21 071,02	21 071,02
26 000	21 062,97	21 143,97	21 143,97	21 143,97	21 143,97
26 100	21 121,52	21 216,92	21 216,92	21 216,92	21 216,92
26 200	21 180,07	21 289,87	21 289,87	21 289,87	21 289,87
26 300	21 238,62	21 362,82	21 362,82	21 362,82	21 362,82
26 400	21 297,17	21 435,77	21 435,77	21 435,77	21 435,77
26 500	21 355,72	21 508,72	21 508,72	21 508,72	21 508,72
26 600	21 414,26	21 581,66	21 581,66	21 581,66	21 581,66
26 700	21 472,81	21 654,61	21 654,61	21 654,61	21 654,61
26 800	21 531,36	21 727,56	21 727,56	21 727,56	21 727,56
26 900	21 589,91	21 800,51	21 800,51	21 800,51	21 800,51
27 000	21 648,46	21 873,46	21 873,46	21 873,46	21 873,46
27 100	21 707,01	21 946,41	21 946,41	21 946,41	21 946,41
27 200	21 765,56	22 019,36	22 019,36	22 019,36	22 019,36
27 300	21 824,10	22 092,30	22 092,30	22 092,30	22 092,30
27 400	21 882,65	22 165,25	22 165,25	22 165,25	22 165,25
27 500	21 941,20	22 238,20	22 238,20	22 238,20	22 238,20
27 600	21 999,75	22 311,15	22 311,15	22 311,15	22 311,15
27 700	22 058,30	22 384,10	22 384,10	22 384,10	22 384,10
27 800	22 116,85	22 457,05	22 457,05	22 457,05	22 457,05
27 900	22 175,40	22 530,00	22 530,00	22 530,00	22 530,00
28 000	22 233,94	22 602,94	22 602,94	22 602,94	22 602,94
28 100	22 292,49	22 675,89	22 675,89	22 675,89	22 675,89
28 200	22 351,04	22 748,84	22 748,84	22 748,84	22 748,84
28 300	22 409,59	22 821,79	22 821,79	22 821,79	22 821,79
28 400	22 468,14	22 894,74	22 894,74	22 894,74	22 894,74
28 500	22 526,69	22 967,69	22 967,69	22 967,69	22 967,69
28 600	22 585,24	23 040,64	23 040,64	23 040,64	23 040,64
28 700	22 643,79	23 113,59	23 113,59	23 113,59	23 113,59
28 800	22 702,33	23 186,53	23 186,53	23 186,53	23 186,53
28 900	22 760,88	23 259,48	23 259,48	23 259,48	23 259,48
29 000	22 819,43	23 332,43	23 332,43	23 332,43	23 332,43
29 100	22 877,98	23 405,38	23 405,38	23 405,38	23 405,38

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
29 200	22 936,53	23 465,73	23 478,33	23 478,33	23 478,33
29 300	22 995,08	23 524,28	23 551,28	23 551,28	23 551,28
29 400	23 053,63	23 582,83	23 624,23	23 624,23	23 624,23
29 500	23 112,17	23 641,37	23 697,17	23 697,17	23 697,17
29 600	23 170,72	23 699,92	23 770,12	23 770,12	23 770,12
29 700	23 229,27	23 758,47	23 843,07	23 843,07	23 843,07
29 800	23 287,82	23 817,02	23 916,02	23 916,02	23 916,02
29 900	23 346,37	23 875,57	23 988,97	23 988,97	23 988,97
30 000	23 404,92	23 934,12	24 061,92	24 061,92	24 061,92
30 100	23 463,47	23 992,67	24 134,87	24 134,87	24 134,87
30 200	23 522,01	24 051,21	24 207,81	24 207,81	24 207,81
30 300	23 580,56	24 109,76	24 280,76	24 280,76	24 280,76
30 400	23 638,03	24 167,23	24 353,71	24 353,71	24 353,71
30 500	23 692,98	24 222,18	24 426,66	24 426,66	24 426,66
30 600	23 747,93	24 277,13	24 499,61	24 499,61	24 499,61
30 700	23 802,88	24 332,08	24 572,56	24 572,56	24 572,56
30 800	23 857,83	24 387,03	24 645,51	24 645,51	24 645,51
30 900	23 912,77	24 441,97	24 718,45	24 718,45	24 718,45
31 000	23 967,72	24 496,92	24 791,40	24 791,40	24 791,40
31 100	24 022,67	24 551,87	24 864,35	24 864,35	24 864,35
31 200	24 077,62	24 606,82	24 937,30	24 937,30	24 937,30
31 300	24 132,57	24 661,77	25 010,25	25 010,25	25 010,25
31 400	24 187,52	24 716,72	25 083,20	25 083,20	25 083,20
31 500	24 242,47	24 771,67	25 156,15	25 156,15	25 156,15
31 600	24 297,41	24 826,61	25 229,09	25 229,09	25 229,09
31 700	24 352,36	24 881,56	25 302,04	25 302,04	25 302,04
31 800	24 407,31	24 936,51	25 374,99	25 374,99	25 374,99
31 900	24 462,26	24 991,46	25 447,94	25 447,94	25 447,94
32 000	24 517,21	25 046,41	25 520,89	25 520,89	25 520,89
32 100	24 572,16	25 101,36	25 589,16	25 593,84	25 593,84
32 200	24 627,11	25 156,31	25 644,11	25 666,79	25 666,79
32 300	24 682,06	25 211,26	25 699,06	25 739,74	25 739,74
32 400	24 737,00	25 266,20	25 754,00	25 812,68	25 812,68
32 500	24 791,95	25 321,15	25 808,95	25 885,63	25 885,63
32 600	24 846,90	25 376,10	25 863,90	25 958,58	25 958,58
32 700	24 901,85	25 431,05	25 918,85	26 031,53	26 031,53
32 800	24 956,80	25 486,00	25 973,80	26 104,48	26 104,48
32 900	25 011,75	25 540,95	26 028,75	26 177,43	26 177,43
33 000	25 066,70	25 595,90	26 083,70	26 250,38	26 250,38
33 100	25 121,64	25 650,84	26 138,64	26 323,32	26 323,32
33 200	25 176,59	25 705,79	26 193,59	26 396,27	26 396,27
33 300	25 231,54	25 760,74	26 248,54	26 469,22	26 469,22
33 400	25 286,49	25 815,69	26 303,49	26 542,17	26 542,17
33 500	25 341,44	25 870,64	26 358,44	26 615,12	26 615,12
33 600	25 396,39	25 925,59	26 413,39	26 688,07	26 688,07
33 700	25 451,34	25 980,54	26 468,34	26 761,02	26 761,02
33 800	25 506,28	26 035,48	26 523,28	26 833,96	26 833,96
33 900	25 561,23	26 090,43	26 578,23	26 906,91	26 906,91

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
34 000	25 616,18	26 145,38	26 633,18	26 979,86	26 979,86
34 100	25 671,13	26 200,33	26 688,13	27 052,81	27 052,81
34 200	25 726,08	26 255,28	26 743,08	27 125,76	27 125,76
34 300	25 781,03	26 310,23	26 798,03	27 198,71	27 198,71
34 400	25 835,98	26 365,18	26 852,98	27 271,66	27 271,66
34 500	25 890,92	26 420,12	26 907,92	27 344,60	27 344,60
34 600	25 945,87	26 475,07	26 962,87	27 417,55	27 417,55
34 700	26 000,82	26 530,02	27 017,82	27 490,50	27 490,50
34 800	26 055,77	26 584,97	27 072,77	27 560,57	27 563,45
34 900	26 110,72	26 639,92	27 127,72	27 615,52	27 636,40
35 000	26 165,67	26 694,87	27 182,67	27 670,47	27 709,35
35 100	26 220,62	26 749,82	27 237,62	27 725,42	27 782,30
35 200	26 275,57	26 804,77	27 292,57	27 780,37	27 855,25
35 300	26 330,51	26 859,71	27 347,51	27 835,31	27 928,19
35 400	26 385,46	26 914,66	27 402,46	27 890,26	28 001,14
35 500	26 440,41	26 969,61	27 457,41	27 945,21	28 074,09
35 600	26 495,36	27 024,56	27 512,36	28 000,16	28 147,04
35 700	26 550,31	27 079,51	27 567,31	28 055,11	28 219,99
35 800	26 605,26	27 134,46	27 622,26	28 110,06	28 292,94
35 900	26 660,21	27 189,41	27 677,21	28 165,01	28 365,89
36 000	26 715,15	27 244,35	27 732,15	28 219,95	28 438,83
36 100	26 770,10	27 299,30	27 787,10	28 274,90	28 511,78
36 200	26 825,05	27 354,25	27 842,05	28 329,85	28 584,73
36 300	26 880,00	27 409,20	27 897,00	28 384,80	28 657,68
36 400	26 934,95	27 464,15	27 951,95	28 439,75	28 730,63
36 500	26 989,90	27 519,10	28 006,90	28 494,70	28 803,58
36 600	27 044,85	27 574,05	28 061,85	28 549,65	28 876,53
36 700	27 099,79	27 628,99	28 116,79	28 604,59	28 949,47
36 800	27 154,74	27 683,94	28 171,74	28 659,54	29 022,42
36 900	27 209,69	27 738,89	28 226,69	28 714,49	29 095,37
37 000	27 264,64	27 793,84	28 281,64	28 769,44	29 168,32
37 100	27 319,59	27 848,79	28 336,59	28 824,39	29 241,27
37 200	27 374,54	27 903,74	28 391,54	28 879,34	29 314,22
37 300	27 425,33	27 954,53	28 442,33	28 930,13	29 383,01
37 400	27 475,40	28 004,60	28 492,40	28 980,20	29 451,08
37 500	27 525,46	28 054,66	28 542,46	29 030,26	29 518,06
37 600	27 575,53	28 104,73	28 592,53	29 080,33	29 568,13
37 700	27 625,59	28 154,79	28 642,59	29 130,39	29 618,19
37 800	27 675,65	28 204,85	28 692,65	29 180,45	29 668,25
37 900	27 725,72	28 254,92	28 742,72	29 230,52	29 718,32
38 000	27 775,78	28 304,98	28 792,78	29 280,58	29 768,38
38 100	27 825,84	28 355,04	28 842,84	29 330,64	29 818,44
38 200	27 875,91	28 405,11	28 892,91	29 380,71	29 868,51
38 300	27 925,97	28 455,17	28 942,97	29 430,77	29 918,57
38 400	27 976,04	28 505,24	28 993,04	29 480,84	29 968,64
38 500	28 026,10	28 555,30	29 043,10	29 530,90	30 018,70
38 600	28 076,16	28 605,36	29 093,16	29 580,96	30 068,76
38 700	28 126,23	28 655,43	29 143,23	29 631,03	30 118,83

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
38 800	28 176,29	28 705,49	29 193,29	29 681,09	30 168,89
38 900	28 226,36	28 755,56	29 243,36	29 731,16	30 218,96
39 000	28 276,42	28 805,62	29 293,42	29 781,22	30 269,02
39 100	28 326,48	28 855,68	29 343,48	29 831,28	30 319,08
39 200	28 376,55	28 905,75	29 393,55	29 881,35	30 369,15
39 300	28 426,61	28 955,81	29 443,61	29 931,41	30 419,21
39 400	28 476,68	29 005,88	29 493,68	29 981,48	30 469,28
39 500	28 526,74	29 055,94	29 543,74	30 031,54	30 519,34
39 600	28 576,80	29 106,00	29 593,80	30 081,60	30 569,40
39 700	28 626,87	29 156,07	29 643,87	30 131,67	30 619,47
39 800	28 676,93	29 206,13	29 693,93	30 181,73	30 669,53
39 900	28 726,99	29 256,19	29 743,99	30 231,79	30 719,59
40 000	28 777,06	29 306,26	29 794,06	30 281,86	30 769,66
40 100	28 828,32	29 357,52	29 845,32	30 333,12	30 820,92
40 200	28 879,58	29 408,78	29 896,58	30 384,38	30 872,18
40 300	28 930,85	29 460,05	29 947,85	30 435,65	30 923,45
40 400	28 982,11	29 511,31	29 999,11	30 486,91	30 974,71
40 500	29 033,37	29 562,57	30 050,37	30 538,17	31 025,97
40 600	29 084,63	29 613,83	30 101,63	30 589,43	31 077,23
40 700	29 135,90	29 665,10	30 152,90	30 640,70	31 128,50
40 800	29 187,16	29 716,36	30 204,16	30 691,96	31 179,76
40 900	29 238,42	29 767,62	30 255,42	30 743,22	31 231,02
41 000	29 289,68	29 818,88	30 306,68	30 794,48	31 282,28
41 100	29 340,95	29 870,15	30 357,95	30 845,75	31 333,55
41 200	29 392,21	29 921,41	30 409,21	30 897,01	31 384,81
41 300	29 443,47	29 972,67	30 460,47	30 948,27	31 436,07
41 400	29 494,74	30 023,94	30 511,74	30 999,54	31 487,34
41 500	29 546,00	30 075,20	30 563,00	31 050,80	31 538,60
41 600	29 597,26	30 126,46	30 614,26	31 102,06	31 589,86
41 700	29 648,52	30 177,72	30 665,52	31 153,32	31 641,12
41 800	29 699,79	30 228,99	30 716,79	31 204,59	31 692,39
41 900	29 751,05	30 280,25	30 768,05	31 255,85	31 743,65
42 000	29 802,31	30 331,51	30 819,31	31 307,11	31 794,91
42 100	29 853,57	30 382,77	30 870,57	31 358,37	31 846,17
42 200	29 904,84	30 434,04	30 921,84	31 409,64	31 897,44
42 300	29 956,10	30 485,30	30 973,10	31 460,90	31 948,70
42 400	30 007,36	30 536,56	31 024,36	31 512,16	31 999,96
42 500	30 058,62	30 587,82	31 075,62	31 563,42	32 051,22
42 600	30 109,89	30 639,09	31 126,89	31 614,69	32 102,49
42 700	30 161,15	30 690,35	31 178,15	31 665,95	32 153,75
42 800	30 212,41	30 741,61	31 229,41	31 717,21	32 205,01
42 900	30 263,67	30 792,87	31 280,67	31 768,47	32 256,27
43 000	30 314,94	30 844,14	31 331,94	31 819,74	32 307,54
43 100	30 366,20	30 895,40	31 383,20	31 871,00	32 358,80
43 200	30 417,46	30 946,66	31 434,46	31 922,26	32 410,06
43 300	30 468,73	30 997,93	31 485,73	31 973,53	32 461,33
43 400	30 519,99	31 049,19	31 536,99	32 024,79	32 512,59
43 500	30 571,25	31 100,45	31 588,25	32 076,05	32 563,85

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
43 600	30 622,51	31 151,71	31 639,51	32 127,31	32 615,11
43 700	30 673,78	31 202,98	31 690,78	32 178,58	32 666,38
43 800	30 728,92	31 258,12	31 745,92	32 233,72	32 721,52
43 900	30 784,06	31 313,26	31 801,06	32 288,86	32 776,66
44 000	30 839,20	31 368,40	31 856,20	32 344,00	32 831,80
44 100	30 894,34	31 423,54	31 911,34	32 399,14	32 886,94
44 200	30 949,48	31 478,68	31 966,48	32 454,28	32 942,08
44 300	31 004,62	31 533,82	32 021,62	32 509,42	32 997,22
44 400	31 059,76	31 588,96	32 076,76	32 564,56	33 052,36
44 500	31 114,90	31 644,10	32 131,90	32 619,70	33 107,50
44 600	31 170,05	31 699,25	32 187,05	32 674,85	33 162,65
44 700	31 225,19	31 754,39	32 242,19	32 729,99	33 217,79
44 800	31 280,33	31 809,53	32 297,33	32 785,13	33 272,93
44 900	31 335,47	31 864,67	32 352,47	32 840,27	33 328,07
45 000	31 390,61	31 919,81	32 407,61	32 895,41	33 383,21
45 100	31 445,75	31 974,95	32 462,75	32 950,55	33 438,35
45 200	31 500,89	32 030,09	32 517,89	33 005,69	33 493,49
45 300	31 556,03	32 085,23	32 573,03	33 060,83	33 548,63
45 400	31 611,17	32 140,37	32 628,17	33 115,97	33 603,77
45 500	31 666,32	32 195,52	32 683,32	33 171,12	33 658,92
45 600	31 721,46	32 250,66	32 738,46	33 226,26	33 714,06
45 700	31 776,60	32 305,80	32 793,60	33 281,40	33 769,20
45 800	31 831,74	32 360,94	32 848,74	33 336,54	33 824,34
45 900	31 886,88	32 416,08	32 903,88	33 391,68	33 879,48
46 000	31 942,02	32 471,22	32 959,02	33 446,82	33 934,62
46 100	31 997,16	32 526,36	33 014,16	33 501,96	33 989,76
46 200	32 052,30	32 581,50	33 069,30	33 557,10	34 044,90
46 300	32 107,44	32 636,64	33 124,44	33 612,24	34 100,04
46 400	32 162,58	32 691,78	33 179,58	33 667,38	34 155,18
46 500	32 217,73	32 746,93	33 234,73	33 722,53	34 210,33
46 600	32 272,87	32 802,07	33 289,87	33 777,67	34 265,47
46 700	32 328,01	32 857,21	33 345,01	33 832,81	34 320,61
46 800	32 383,15	32 912,35	33 400,15	33 887,95	34 375,75
46 900	32 438,29	32 967,49	33 455,29	33 943,09	34 430,89
47 000	32 493,43	33 022,63	33 510,43	33 998,23	34 486,03
47 100	32 548,57	33 077,77	33 565,57	34 053,37	34 541,17
47 200	32 603,71	33 132,91	33 620,71	34 108,51	34 596,31
47 300	32 658,85	33 188,05	33 675,85	34 163,65	34 651,45
47 400	32 714,00	33 243,20	33 731,00	34 218,80	34 706,60
47 500	32 769,14	33 298,34	33 786,14	34 273,94	34 761,74
47 600	32 824,28	33 353,48	33 841,28	34 329,08	34 816,88
47 700	32 879,42	33 408,62	33 896,42	34 384,22	34 872,02
47 800	32 934,56	33 463,76	33 951,56	34 439,36	34 927,16
47 900	32 989,70	33 518,90	34 006,70	34 494,50	34 982,30
48 000	33 044,84	33 574,04	34 061,84	34 549,64	35 037,44
48 100	33 099,98	33 629,18	34 116,98	34 604,78	35 092,58
48 200	33 155,12	33 684,32	34 172,12	34 659,92	35 147,72
48 300	33 210,26	33 739,46	34 227,26	34 715,06	35 202,86

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
48 400	33 265,41	33 794,61	34 282,41	34 770,21	35 258,01
48 500	33 320,55	33 849,75	34 337,55	34 825,35	35 313,15
48 600	33 375,69	33 904,89	34 392,69	34 880,49	35 368,29
48 700	33 430,83	33 960,03	34 447,83	34 935,63	35 423,43
48 800	33 485,97	34 015,17	34 502,97	34 990,77	35 478,57
48 900	33 541,11	34 070,31	34 558,11	35 045,91	35 533,71
49 000	33 596,25	34 125,45	34 613,25	35 101,05	35 588,85
49 100	33 651,39	34 180,59	34 668,39	35 156,19	35 643,99
49 200	33 706,53	34 235,73	34 723,53	35 211,33	35 699,13
49 300	33 761,68	34 290,88	34 778,68	35 266,48	35 754,28
49 400	33 816,82	34 346,02	34 833,82	35 321,62	35 809,42
49 500	33 871,96	34 401,16	34 888,96	35 376,76	35 864,56
49 600	33 927,10	34 456,30	34 944,10	35 431,90	35 919,70
49 700	33 982,24	34 511,44	34 999,24	35 487,04	35 974,84
49 800	34 037,38	34 566,58	35 054,38	35 542,18	36 029,98
49 900	34 092,52	34 621,72	35 109,52	35 597,32	36 085,12
50 000	34 147,66	34 676,86	35 164,66	35 652,46	36 140,26
50 100	34 202,80	34 732,00	35 219,80	35 707,60	36 195,40
50 200	34 257,94	34 787,14	35 274,94	35 762,74	36 250,54
50 300	34 313,09	34 842,29	35 330,09	35 817,89	36 305,69
50 400	34 368,23	34 897,43	35 385,23	35 873,03	36 360,83
50 500	34 423,37	34 952,57	35 440,37	35 928,17	36 415,97
50 600	34 478,51	35 007,71	35 495,51	35 983,31	36 471,11
50 700	34 533,65	35 062,85	35 550,65	36 038,45	36 526,25
50 800	34 588,79	35 117,99	35 605,79	36 093,59	36 581,39
50 900	34 643,93	35 173,13	35 660,93	36 148,73	36 636,53
51 000	34 699,07	35 228,27	35 716,07	36 203,87	36 691,67
51 100	34 754,21	35 283,41	35 771,21	36 259,01	36 746,81
51 200	34 809,36	35 338,56	35 826,36	36 314,16	36 801,96
51 300	34 864,50	35 393,70	35 881,50	36 369,30	36 857,10
51 400	34 919,64	35 448,84	35 936,64	36 424,44	36 912,24
51 500	34 974,78	35 503,98	35 991,78	36 479,58	36 967,38
51 600	35 029,92	35 559,12	36 046,92	36 534,72	37 022,52
51 700	35 085,06	35 614,26	36 102,06	36 589,86	37 077,66
51 800	35 140,20	35 669,40	36 157,20	36 645,00	37 132,80
51 900	35 195,34	35 724,54	36 212,34	36 700,14	37 187,94
52 000	35 250,48	35 779,68	36 267,48	36 755,28	37 243,08
52 100	35 305,62	35 834,82	36 322,62	36 810,42	37 298,22
52 200	35 360,77	35 889,97	36 377,77	36 865,57	37 353,37
52 300	35 415,91	35 945,11	36 432,91	36 920,71	37 408,51
52 400	35 471,05	36 000,25	36 488,05	36 975,85	37 463,65
52 500	35 526,19	36 055,39	36 543,19	37 030,99	37 518,79
52 600	35 581,33	36 110,53	36 598,33	37 086,13	37 573,93
52 700	35 636,47	36 165,67	36 653,47	37 141,27	37 629,07
52 800	35 691,61	36 220,81	36 708,61	37 196,41	37 684,21
52 900	35 746,75	36 275,95	36 763,75	37 251,55	37 739,35
53 000	35 801,89	36 331,09	36 818,89	37 306,69	37 794,49
53 100	35 857,04	36 386,24	36 874,04	37 361,84	37 849,64

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
53 200	35 912,18	36 441,38	36 929,18	37 416,98	37 904,78
53 300	35 967,32	36 496,52	36 984,32	37 472,12	37 959,92
53 400	36 022,46	36 551,66	37 039,46	37 527,26	38 015,06
53 500	36 077,60	36 606,80	37 094,60	37 582,40	38 070,20
53 600	36 132,74	36 661,94	37 149,74	37 637,54	38 125,34
53 700	36 187,88	36 717,08	37 204,88	37 692,68	38 180,48
53 800	36 243,02	36 772,22	37 260,02	37 747,82	38 235,62
53 900	36 298,16	36 827,36	37 315,16	37 802,96	38 290,76
54 000	36 353,30	36 882,50	37 370,30	37 858,10	38 345,90
54 100	36 408,45	36 937,65	37 425,45	37 913,25	38 401,05
54 200	36 463,59	36 992,79	37 480,59	37 968,39	38 456,19
54 300	36 518,73	37 047,93	37 535,73	38 023,53	38 511,33
54 400	36 573,87	37 103,07	37 590,87	38 078,67	38 566,47
54 500	36 629,01	37 158,21	37 646,01	38 133,81	38 621,61
54 600	36 684,15	37 213,35	37 701,15	38 188,95	38 676,75
54 700	36 739,29	37 268,49	37 756,29	38 244,09	38 731,89
54 800	36 794,43	37 323,63	37 811,43	38 299,23	38 787,03
54 900	36 849,57	37 378,77	37 866,57	38 354,37	38 842,17
55 000	36 904,72	37 433,92	37 921,72	38 409,52	38 897,32
55 100	36 959,86	37 489,06	37 976,86	38 464,66	38 952,46
55 200	37 015,00	37 544,20	38 032,00	38 519,80	39 007,60
55 300	37 070,14	37 599,34	38 087,14	38 574,94	39 062,74
55 400	37 125,28	37 654,48	38 142,28	38 630,08	39 117,88
55 500	37 180,42	37 709,62	38 197,42	38 685,22	39 173,02
55 600	37 235,56	37 764,76	38 252,56	38 740,36	39 228,16
55 700	37 290,70	37 819,90	38 307,70	38 795,50	39 283,30
55 800	37 345,84	37 875,04	38 362,84	38 850,64	39 338,44
55 900	37 400,99	37 930,19	38 417,99	38 905,79	39 393,59
56 000	37 456,13	37 985,33	38 473,13	38 960,93	39 448,73
56 100	37 511,27	38 040,47	38 528,27	39 016,07	39 503,87
56 200	37 566,41	38 095,61	38 583,41	39 071,21	39 559,01
56 300	37 621,55	38 150,75	38 638,55	39 126,35	39 614,15
56 400	37 676,69	38 205,89	38 693,69	39 181,49	39 669,29
56 500	37 731,83	38 261,03	38 748,83	39 236,63	39 724,43
56 600	37 786,97	38 316,17	38 803,97	39 291,77	39 779,57
56 700	37 842,11	38 371,31	38 859,11	39 346,91	39 834,71
56 800	37 897,25	38 426,45	38 914,25	39 402,05	39 889,85
56 900	37 952,40	38 481,60	38 969,40	39 457,20	39 945,00
57 000	38 007,54	38 536,74	39 024,54	39 512,34	40 000,14
57 100	38 062,68	38 591,88	39 079,68	39 567,48	40 055,28
57 200	38 117,82	38 647,02	39 134,82	39 622,62	40 110,42
57 300	38 172,96	38 702,16	39 189,96	39 677,76	40 165,56
57 400	38 228,10	38 757,30	39 245,10	39 732,90	40 220,70
57 500	38 283,24	38 812,44	39 300,24	39 788,04	40 275,84
57 600	38 338,38	38 867,58	39 355,38	39 843,18	40 330,98
57 700	38 393,52	38 922,72	39 410,52	39 898,32	40 386,12
57 800	38 448,67	38 977,87	39 465,67	39 953,47	40 441,27
57 900	38 503,81	39 033,01	39 520,81	40 008,61	40 496,41

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
58 000	38 558,95	39 088,15	39 575,95	40 063,75	40 551,55
58 100	38 614,09	39 143,29	39 631,09	40 118,89	40 606,69
58 200	38 669,23	39 198,43	39 686,23	40 174,03	40 661,83
58 300	38 724,37	39 253,57	39 741,37	40 229,17	40 716,97
58 400	38 779,51	39 308,71	39 796,51	40 284,31	40 772,11
58 500	38 834,65	39 363,85	39 851,65	40 339,45	40 827,25
58 600	38 889,79	39 418,99	39 906,79	40 394,59	40 882,39
58 700	38 944,93	39 474,13	39 961,93	40 449,73	40 937,53
58 800	39 000,08	39 529,28	40 017,08	40 504,88	40 992,68
58 900	39 055,22	39 584,42	40 072,22	40 560,02	41 047,82
59 000	39 110,36	39 639,56	40 127,36	40 615,16	41 102,96

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
100	88,25	88,25	88,25	88,25	88,25
200	176,50	176,50	176,50	176,50	176,50
300	264,75	264,75	264,75	264,75	264,75
400	352,99	352,99	352,99	352,99	352,99
500	441,24	441,24	441,24	441,24	441,24
600	529,49	529,49	529,49	529,49	529,49
700	617,74	617,74	617,74	617,74	617,74
800	705,99	705,99	705,99	705,99	705,99
900	794,24	794,24	794,24	794,24	794,24
1 000	882,49	882,49	882,49	882,49	882,49
1 100	970,73	970,73	970,73	970,73	970,73
1 200	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98
1 300	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23
1 400	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48
1 500	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73
1 600	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98
1 700	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23
1 800	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47
1 900	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72
2 000	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97
2 100	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22
2 200	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47
2 300	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72
2 400	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97
2 500	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22
2 600	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46
2 700	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71
2 800	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96
2 900	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
3 000	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46
3 100	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71
3 200	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96
3 300	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20
3 400	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45
3 500	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70
3 600	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49
3 700	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29
3 800	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08
3 900	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88
4 000	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67
4 100	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46
4 200	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26
4 300	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05
4 400	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84
4 500	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64
4 600	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43
4 700	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22
4 800	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02
4 900	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81
5 000	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61
5 100	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40
5 200	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19
5 300	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99
5 400	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78
5 500	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57
5 600	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37
5 700	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16
5 800	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95
5 900	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75
6 000	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54
6 100	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33
6 200	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13
6 300	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92
6 400	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72
6 500	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51
6 600	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30
6 700	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10
6 800	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89
6 900	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68
7 000	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48
7 100	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27
7 200	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06
7 300	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86
7 400	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65
7 500	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45
7 600	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24
7 700	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03
7 800	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
7 900	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62
8 000	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41
8 100	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21
8 200	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00
8 300	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79
8 400	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59
8 500	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38
8 600	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17
8 700	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97
8 800	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76
8 900	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56
9 000	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35
9 100	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14
9 200	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94
9 300	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73
9 400	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52
9 500	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32
9 600	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11
9 700	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90
9 800	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70
9 900	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49
10 000	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29
10 100	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08
10 200	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87
10 300	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67
10 400	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46
10 500	8 952,95	8 952,95	8 952,95	8 952,95	8 952,95
10 600	9 025,90	9 025,90	9 025,90	9 025,90	9 025,90
10 700	9 098,85	9 098,85	9 098,85	9 098,85	9 098,85
10 800	9 171,80	9 171,80	9 171,80	9 171,80	9 171,80
10 900	9 244,75	9 244,75	9 244,75	9 244,75	9 244,75
11 000	9 317,69	9 317,69	9 317,69	9 317,69	9 317,69
11 100	9 390,64	9 390,64	9 390,64	9 390,64	9 390,64
11 200	9 463,59	9 463,59	9 463,59	9 463,59	9 463,59
11 300	9 536,54	9 536,54	9 536,54	9 536,54	9 536,54
11 400	9 609,49	9 609,49	9 609,49	9 609,49	9 609,49
11 500	9 682,44	9 682,44	9 682,44	9 682,44	9 682,44
11 600	9 755,39	9 755,39	9 755,39	9 755,39	9 755,39
11 700	9 828,34	9 828,34	9 828,34	9 828,34	9 828,34
11 800	9 901,28	9 901,28	9 901,28	9 901,28	9 901,28
11 900	9 974,23	9 974,23	9 974,23	9 974,23	9 974,23
12 000	10 047,18	10 047,18	10 047,18	10 047,18	10 047,18
12 100	10 120,13	10 120,13	10 120,13	10 120,13	10 120,13
12 200	10 193,08	10 193,08	10 193,08	10 193,08	10 193,08
12 300	10 266,03	10 266,03	10 266,03	10 266,03	10 266,03
12 400	10 338,98	10 338,98	10 338,98	10 338,98	10 338,98
12 500	10 411,92	10 411,92	10 411,92	10 411,92	10 411,92
12 600	10 484,87	10 484,87	10 484,87	10 484,87	10 484,87
12 700	10 557,82	10 557,82	10 557,82	10 557,82	10 557,82

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
12 800	10 630,77	10 630,77	10 630,77	10 630,77	10 630,77
12 900	10 703,72	10 703,72	10 703,72	10 703,72	10 703,72
13 000	10 776,49	10 776,67	10 776,67	10 776,67	10 776,67
13 100	10 835,90	10 849,62	10 849,62	10 849,62	10 849,62
13 200	10 895,31	10 922,56	10 922,56	10 922,56	10 922,56
13 300	10 954,73	10 995,51	10 995,51	10 995,51	10 995,51
13 400	11 014,14	11 068,46	11 068,46	11 068,46	11 068,46
13 500	11 073,55	11 141,41	11 141,41	11 141,41	11 141,41
13 600	11 132,96	11 214,36	11 214,36	11 214,36	11 214,36
13 700	11 192,38	11 287,31	11 287,31	11 287,31	11 287,31
13 800	11 251,79	11 360,26	11 360,26	11 360,26	11 360,26
13 900	11 311,20	11 433,20	11 433,20	11 433,20	11 433,20
14 000	11 370,61	11 506,15	11 506,15	11 506,15	11 506,15
14 100	11 430,03	11 579,10	11 579,10	11 579,10	11 579,10
14 200	11 489,44	11 652,05	11 652,05	11 652,05	11 652,05
14 300	11 548,85	11 725,00	11 725,00	11 725,00	11 725,00
14 400	11 608,26	11 797,95	11 797,95	11 797,95	11 797,95
14 500	11 667,68	11 870,90	11 870,90	11 870,90	11 870,90
14 600	11 727,09	11 943,85	11 943,85	11 943,85	11 943,85
14 700	11 786,50	12 016,79	12 016,79	12 016,79	12 016,79
14 800	11 845,91	12 089,74	12 089,74	12 089,74	12 089,74
14 900	11 905,33	12 162,69	12 162,69	12 162,69	12 162,69
15 000	11 964,74	12 235,64	12 235,64	12 235,64	12 235,64
15 100	12 024,15	12 308,59	12 308,59	12 308,59	12 308,59
15 200	12 083,56	12 381,54	12 381,54	12 381,54	12 381,54
15 300	12 142,98	12 454,49	12 454,49	12 454,49	12 454,49
15 400	12 202,39	12 527,43	12 527,43	12 527,43	12 527,43
15 500	12 261,80	12 600,38	12 600,38	12 600,38	12 600,38
15 600	12 321,22	12 673,33	12 673,33	12 673,33	12 673,33
15 700	12 380,63	12 746,28	12 746,28	12 746,28	12 746,28
15 800	12 440,04	12 819,23	12 819,23	12 819,23	12 819,23
15 900	12 499,45	12 892,18	12 892,18	12 892,18	12 892,18
16 000	12 558,87	12 965,13	12 965,13	12 965,13	12 965,13
16 100	12 618,28	13 038,07	13 038,07	13 038,07	13 038,07
16 200	12 677,69	13 111,02	13 111,02	13 111,02	13 111,02
16 300	12 737,10	13 183,97	13 183,97	13 183,97	13 183,97
16 400	12 796,52	13 256,92	13 256,92	13 256,92	13 256,92
16 500	12 855,93	13 329,87	13 329,87	13 329,87	13 329,87
16 600	12 915,34	13 402,82	13 402,82	13 402,82	13 402,82
16 700	12 974,47	13 475,77	13 475,77	13 475,77	13 475,77
16 800	13 033,01	13 548,71	13 548,71	13 548,71	13 548,71
16 900	13 091,56	13 620,76	13 621,66	13 621,66	13 621,66
17 000	13 150,11	13 679,31	13 694,61	13 694,61	13 694,61
17 100	13 208,66	13 737,86	13 767,56	13 767,56	13 767,56
17 200	13 267,21	13 796,41	13 840,51	13 840,51	13 840,51
17 300	13 325,76	13 854,96	13 913,46	13 913,46	13 913,46
17 400	13 384,31	13 913,51	13 986,41	13 986,41	13 986,41
17 500	13 442,85	13 972,05	14 059,35	14 059,35	14 059,35
17 600	13 501,40	14 030,60	14 132,30	14 132,30	14 132,30

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
17 700	13 559,95	14 089,15	14 205,25	14 205,25	14 205,25
17 800	13 618,50	14 147,70	14 278,20	14 278,20	14 278,20
17 900	13 677,05	14 206,25	14 351,15	14 351,15	14 351,15
18 000	13 735,60	14 264,80	14 424,10	14 424,10	14 424,10
18 100	13 794,15	14 323,35	14 497,05	14 497,05	14 497,05
18 200	13 852,70	14 381,90	14 570,00	14 570,00	14 570,00
18 300	13 911,24	14 440,44	14 642,94	14 642,94	14 642,94
18 400	13 969,79	14 498,99	14 715,89	14 715,89	14 715,89
18 500	14 028,34	14 557,54	14 788,84	14 788,84	14 788,84
18 600	14 086,89	14 616,09	14 861,79	14 861,79	14 861,79
18 700	14 145,44	14 674,64	14 934,74	14 934,74	14 934,74
18 800	14 203,99	14 733,19	15 007,69	15 007,69	15 007,69
18 900	14 262,54	14 791,74	15 080,64	15 080,64	15 080,64
19 000	14 321,08	14 850,28	15 153,58	15 153,58	15 153,58
19 100	14 379,63	14 908,83	15 226,53	15 226,53	15 226,53
19 200	14 438,18	14 967,38	15 299,48	15 299,48	15 299,48
19 300	14 496,73	15 025,93	15 372,43	15 372,43	15 372,43
19 400	14 555,28	15 084,48	15 445,38	15 445,38	15 445,38
19 500	14 613,83	15 143,03	15 518,33	15 518,33	15 518,33
19 600	14 672,38	15 201,58	15 591,28	15 591,28	15 591,28
19 700	14 730,92	15 260,12	15 664,22	15 664,22	15 664,22
19 800	14 789,47	15 318,67	15 737,17	15 737,17	15 737,17
19 900	14 848,02	15 377,22	15 810,12	15 810,12	15 810,12
20 000	14 906,57	15 435,77	15 883,07	15 883,07	15 883,07
20 100	14 965,12	15 494,32	15 956,02	15 956,02	15 956,02
20 200	15 023,67	15 552,87	16 028,97	16 028,97	16 028,97
20 300	15 082,22	15 611,42	16 099,22	16 101,92	16 101,92
20 400	15 140,76	15 669,96	16 157,76	16 174,86	16 174,86
20 500	15 199,31	15 728,51	16 216,31	16 247,81	16 247,81
20 600	15 257,86	15 787,06	16 274,86	16 320,76	16 320,76
20 700	15 316,41	15 845,61	16 333,41	16 393,71	16 393,71
20 800	15 374,96	15 904,16	16 391,96	16 466,66	16 466,66
20 900	15 433,51	15 962,71	16 450,51	16 539,61	16 539,61
21 000	15 492,06	16 021,26	16 509,06	16 612,56	16 612,56
21 100	15 550,60	16 079,80	16 567,60	16 685,50	16 685,50
21 200	15 609,15	16 138,35	16 626,15	16 758,45	16 758,45
21 300	15 667,70	16 196,90	16 684,70	16 831,40	16 831,40
21 400	15 726,25	16 255,45	16 743,25	16 904,35	16 904,35
21 500	15 784,80	16 314,00	16 801,80	16 977,30	16 977,30
21 600	15 843,35	16 372,55	16 860,35	17 050,25	17 050,25
21 700	15 901,90	16 431,10	16 918,90	17 123,20	17 123,20
21 800	15 960,45	16 489,65	16 977,45	17 196,15	17 196,15
21 900	16 018,99	16 548,19	17 035,99	17 269,09	17 269,09
22 000	16 077,54	16 606,74	17 094,54	17 342,04	17 342,04
22 100	16 136,09	16 665,29	17 153,09	17 414,99	17 414,99
22 200	16 194,64	16 723,84	17 211,64	17 487,94	17 487,94
22 300	16 253,19	16 782,39	17 270,19	17 560,89	17 560,89
22 400	16 311,74	16 840,94	17 328,74	17 633,84	17 633,84
22 500	16 370,29	16 899,49	17 387,29	17 706,79	17 706,79

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
22 600	16 428,83	16 958,03	17 445,83	17 779,73	17 779,73
22 700	16 487,38	17 016,58	17 504,38	17 852,68	17 852,68
22 800	16 545,93	17 075,13	17 562,93	17 925,63	17 925,63
22 900	16 604,48	17 133,68	17 621,48	17 998,58	17 998,58
23 000	16 663,03	17 192,23	17 680,03	18 071,53	18 071,53
23 100	16 721,58	17 250,78	17 738,58	18 144,48	18 144,48
23 200	16 780,13	17 309,33	17 797,13	18 217,43	18 217,43
23 300	16 838,67	17 367,87	17 855,67	18 290,37	18 290,37
23 400	16 897,22	17 426,42	17 914,22	18 363,32	18 363,32
23 500	16 955,77	17 484,97	17 972,77	18 436,27	18 436,27
23 600	17 014,32	17 543,52	18 031,32	18 509,22	18 509,22
23 700	17 072,87	17 602,07	18 089,87	18 577,67	18 582,17
23 800	17 131,42	17 660,62	18 148,42	18 636,22	18 655,12
23 900	17 189,97	17 719,17	18 206,97	18 694,77	18 728,07
24 000	17 248,51	17 777,71	18 265,51	18 753,31	18 801,01
24 100	17 307,06	17 836,26	18 324,06	18 811,86	18 873,96
24 200	17 365,61	17 894,81	18 382,61	18 870,41	18 946,91
24 300	17 424,16	17 953,36	18 441,16	18 928,96	19 019,86
24 400	17 482,71	18 011,91	18 499,71	18 987,51	19 092,81
24 500	17 541,26	18 070,46	18 558,26	19 046,06	19 165,76
24 600	17 599,81	18 129,01	18 616,81	19 104,61	19 238,71
24 700	17 658,35	18 187,55	18 675,35	19 163,15	19 311,65
24 800	17 716,90	18 246,10	18 733,90	19 221,70	19 384,60
24 900	17 775,45	18 304,65	18 792,45	19 280,25	19 457,55
25 000	17 834,00	18 363,20	18 851,00	19 338,80	19 530,50
25 100	17 892,55	18 421,75	18 909,55	19 397,35	19 603,45
25 200	17 951,10	18 480,30	18 968,10	19 455,90	19 676,40
25 300	18 009,65	18 538,85	19 026,65	19 514,45	19 749,35
25 400	18 068,20	18 597,40	19 085,20	19 573,00	19 822,30
25 500	18 126,74	18 655,94	19 143,74	19 631,54	19 895,24
25 600	18 185,29	18 714,49	19 202,29	19 690,09	19 968,19
25 700	18 243,84	18 773,04	19 260,84	19 748,64	20 041,14
25 800	18 302,39	18 831,59	19 319,39	19 807,19	20 114,09
25 900	18 360,94	18 890,14	19 377,94	19 865,74	20 187,04
26 000	18 419,49	18 948,69	19 436,49	19 924,29	20 259,99
26 100	18 478,04	19 007,24	19 495,04	19 982,84	20 332,94
26 200	18 536,58	19 065,78	19 553,58	20 041,38	20 405,88
26 300	18 595,13	19 124,33	19 612,13	20 099,93	20 478,83
26 400	18 653,68	19 182,88	19 670,68	20 158,48	20 551,78
26 500	18 712,23	19 241,43	19 729,23	20 217,03	20 624,73
26 600	18 770,78	19 299,98	19 787,78	20 275,58	20 697,68
26 700	18 829,33	19 358,53	19 846,33	20 334,13	20 770,63
26 800	18 887,88	19 417,08	19 904,88	20 392,68	20 843,58
26 900	18 946,42	19 475,62	19 963,42	20 451,22	20 916,52
27 000	19 004,97	19 534,17	20 021,97	20 509,77	20 989,47
27 100	19 063,52	19 592,72	20 080,52	20 568,32	21 056,12
27 200	19 122,07	19 651,27	20 139,07	20 626,87	21 114,67
27 300	19 180,62	19 709,82	20 197,62	20 685,42	21 173,22
27 400	19 239,17	19 768,37	20 256,17	20 743,97	21 231,77

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
27 500	19 297,72	19 826,92	20 314,72	20 802,52	21 290,32
27 600	19 356,26	19 885,46	20 373,26	20 861,06	21 348,86
27 700	19 414,81	19 944,01	20 431,81	20 919,61	21 407,41
27 800	19 473,36	20 002,56	20 490,36	20 978,16	21 465,96
27 900	19 531,91	20 061,11	20 548,91	21 036,71	21 524,51
28 000	19 590,46	20 119,66	20 607,46	21 095,26	21 583,06
28 100	19 649,01	20 178,21	20 666,01	21 153,81	21 641,61
28 200	19 707,56	20 236,76	20 724,56	21 212,36	21 700,16
28 300	19 766,11	20 295,31	20 783,11	21 270,91	21 758,71
28 400	19 824,65	20 353,85	20 841,65	21 329,45	21 817,25
28 500	19 883,20	20 412,40	20 900,20	21 388,00	21 875,80
28 600	19 941,75	20 470,95	20 958,75	21 446,55	21 934,35
28 700	20 000,30	20 529,50	21 017,30	21 505,10	21 992,90
28 800	20 058,85	20 588,05	21 075,85	21 563,65	22 051,45
28 900	20 117,40	20 646,60	21 134,40	21 622,20	22 110,00
29 000	20 175,95	20 705,15	21 192,95	21 680,75	22 168,55
29 100	20 234,49	20 763,69	21 251,49	21 739,29	22 227,09
29 200	20 293,04	20 822,24	21 310,04	21 797,84	22 285,64
29 300	20 351,59	20 880,79	21 368,59	21 856,39	22 344,19
29 400	20 410,14	20 939,34	21 427,14	21 914,94	22 402,74
29 500	20 468,69	20 997,89	21 485,69	21 973,49	22 461,29
29 600	20 527,24	21 056,44	21 544,24	22 032,04	22 519,84
29 700	20 585,79	21 114,99	21 602,79	22 090,59	22 578,39
29 800	20 644,33	21 173,53	21 661,33	22 149,13	22 636,93
29 900	20 702,88	21 232,08	21 719,88	22 207,68	22 695,48
30 000	20 761,43	21 290,63	21 778,43	22 266,23	22 754,03
30 100	20 819,98	21 349,18	21 836,98	22 324,78	22 812,58
30 200	20 878,53	21 407,73	21 895,53	22 383,33	22 871,13
30 300	20 937,08	21 466,28	21 954,08	22 441,88	22 929,68
30 400	20 994,55	21 523,75	22 011,55	22 499,35	22 987,15
30 500	21 049,49	21 578,69	22 066,49	22 554,29	23 042,09
30 600	21 104,44	21 633,64	22 121,44	22 609,24	23 097,04
30 700	21 159,39	21 688,59	22 176,39	22 664,19	23 151,99
30 800	21 214,34	21 743,54	22 231,34	22 719,14	23 206,94
30 900	21 269,29	21 798,49	22 286,29	22 774,09	23 261,89
31 000	21 324,24	21 853,44	22 341,24	22 829,04	23 316,84
31 100	21 379,19	21 908,39	22 396,19	22 883,99	23 371,79
31 200	21 434,13	21 963,33	22 451,13	22 938,93	23 426,73
31 300	21 489,08	22 018,28	22 506,08	22 993,88	23 481,68
31 400	21 544,03	22 073,23	22 561,03	23 048,83	23 536,63
31 500	21 598,98	22 128,18	22 615,98	23 103,78	23 591,58
31 600	21 653,93	22 183,13	22 670,93	23 158,73	23 646,53
31 700	21 708,88	22 238,08	22 725,88	23 213,68	23 701,48
31 800	21 763,83	22 293,03	22 780,83	23 268,63	23 756,43
31 900	21 818,78	22 347,98	22 835,78	23 323,58	23 811,38
32 000	21 873,72	22 402,92	22 890,72	23 378,52	23 866,32
32 100	21 928,67	22 457,87	22 945,67	23 433,47	23 921,27
32 200	21 983,62	22 512,82	23 000,62	23 488,42	23 976,22
32 300	22 038,57	22 567,77	23 055,57	23 543,37	24 031,17

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
32 400	22 093,52	22 622,72	23 110,52	23 598,32	24 086,12
32 500	22 148,47	22 677,67	23 165,47	23 653,27	24 141,07
32 600	22 203,42	22 732,62	23 220,42	23 708,22	24 196,02
32 700	22 258,36	22 787,56	23 275,36	23 763,16	24 250,96
32 800	22 313,31	22 842,51	23 330,31	23 818,11	24 305,91
32 900	22 368,26	22 897,46	23 385,26	23 873,06	24 360,86
33 000	22 423,21	22 952,41	23 440,21	23 928,01	24 415,81
33 100	22 478,16	23 007,36	23 495,16	23 982,96	24 470,76
33 200	22 533,11	23 062,31	23 550,11	24 037,91	24 525,71
33 300	22 588,06	23 117,26	23 605,06	24 092,86	24 580,66
33 400	22 643,00	23 172,20	23 660,00	24 147,80	24 635,60
33 500	22 697,95	23 227,15	23 714,95	24 202,75	24 690,55
33 600	22 752,90	23 282,10	23 769,90	24 257,70	24 745,50
33 700	22 807,85	23 337,05	23 824,85	24 312,65	24 800,45
33 800	22 862,80	23 392,00	23 879,80	24 367,60	24 855,40
33 900	22 917,75	23 446,95	23 934,75	24 422,55	24 910,35
34 000	22 972,70	23 501,90	23 989,70	24 477,50	24 965,30
34 100	23 027,64	23 556,84	24 044,64	24 532,44	25 020,24
34 200	23 082,59	23 611,79	24 099,59	24 587,39	25 075,19
34 300	23 137,54	23 666,74	24 154,54	24 642,34	25 130,14
34 400	23 192,49	23 721,69	24 209,49	24 697,29	25 185,09
34 500	23 247,44	23 776,64	24 264,44	24 752,24	25 240,04
34 600	23 302,39	23 831,59	24 319,39	24 807,19	25 294,99
34 700	23 357,34	23 886,54	24 374,34	24 862,14	25 349,94
34 800	23 412,28	23 941,48	24 429,28	24 917,08	25 404,88
34 900	23 467,23	23 996,43	24 484,23	24 972,03	25 459,83
35 000	23 522,18	24 051,38	24 539,18	25 026,98	25 514,78
35 100	23 577,13	24 106,33	24 594,13	25 081,93	25 569,73
35 200	23 632,08	24 161,28	24 649,08	25 136,88	25 624,68
35 300	23 687,03	24 216,23	24 704,03	25 191,83	25 679,63
35 400	23 741,98	24 271,18	24 758,98	25 246,78	25 734,58
35 500	23 796,93	24 326,13	24 813,93	25 301,73	25 789,53
35 600	23 851,87	24 381,07	24 868,87	25 356,67	25 844,47
35 700	23 906,82	24 436,02	24 923,82	25 411,62	25 899,42
35 800	23 961,77	24 490,97	24 978,77	25 466,57	25 954,37
35 900	24 016,72	24 545,92	25 033,72	25 521,52	26 009,32
36 000	24 071,67	24 600,87	25 088,67	25 576,47	26 064,27
36 100	24 126,62	24 655,82	25 143,62	25 631,42	26 119,22
36 200	24 181,57	24 710,77	25 198,57	25 686,37	26 174,17
36 300	24 236,51	24 765,71	25 253,51	25 741,31	26 229,11
36 400	24 291,46	24 820,66	25 308,46	25 796,26	26 284,06
36 500	24 346,41	24 875,61	25 363,41	25 851,21	26 339,01
36 600	24 401,36	24 930,56	25 418,36	25 906,16	26 393,96
36 700	24 456,31	24 985,51	25 473,31	25 961,11	26 448,91
36 800	24 511,26	25 040,46	25 528,26	26 016,06	26 503,86
36 900	24 566,21	25 095,41	25 583,21	26 071,01	26 558,81
37 000	24 621,15	25 150,35	25 638,15	26 125,95	26 613,75
37 100	24 676,10	25 205,30	25 693,10	26 180,90	26 668,70
37 200	24 731,05	25 260,25	25 748,05	26 235,85	26 723,65

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
37 300	24 781,85	25 311,05	25 798,85	26 286,65	26 774,45
37 400	24 831,91	25 361,11	25 848,91	26 336,71	26 824,51
37 500	24 881,98	25 411,18	25 898,98	26 386,78	26 874,58
37 600	24 932,04	25 461,24	25 949,04	26 436,84	26 924,64
37 700	24 982,10	25 511,30	25 999,10	26 486,90	26 974,70
37 800	25 032,17	25 561,37	26 049,17	26 536,97	27 024,77
37 900	25 082,23	25 611,43	26 099,23	26 587,03	27 074,83
38 000	25 132,30	25 661,50	26 149,30	26 637,10	27 124,90
38 100	25 182,36	25 711,56	26 199,36	26 687,16	27 174,96
38 200	25 232,42	25 761,62	26 249,42	26 737,22	27 225,02
38 300	25 282,49	25 811,69	26 299,49	26 787,29	27 275,09
38 400	25 332,55	25 861,75	26 349,55	26 837,35	27 325,15
38 500	25 382,61	25 911,81	26 399,61	26 887,41	27 375,21
38 600	25 432,68	25 961,88	26 449,68	26 937,48	27 425,28
38 700	25 482,74	26 011,94	26 499,74	26 987,54	27 475,34
38 800	25 532,81	26 062,01	26 549,81	27 037,61	27 525,41
38 900	25 582,87	26 112,07	26 599,87	27 087,67	27 575,47
39 000	25 632,93	26 162,13	26 649,93	27 137,73	27 625,53
39 100	25 683,00	26 212,20	26 700,00	27 187,80	27 675,60
39 200	25 733,06	26 262,26	26 750,06	27 237,86	27 725,66
39 300	25 783,13	26 312,33	26 800,13	27 287,93	27 775,73
39 400	25 833,19	26 362,39	26 850,19	27 337,99	27 825,79
39 500	25 883,25	26 412,45	26 900,25	27 388,05	27 875,85
39 600	25 933,32	26 462,52	26 950,32	27 438,12	27 925,92
39 700	25 983,38	26 512,58	27 000,38	27 488,18	27 975,98
39 800	26 033,44	26 562,64	27 050,44	27 538,24	28 026,04
39 900	26 083,51	26 612,71	27 100,51	27 588,31	28 076,11
40 000	26 133,57	26 662,77	27 150,57	27 638,37	28 126,17
40 100	26 184,84	26 714,04	27 201,84	27 689,64	28 177,44
40 200	26 236,10	26 765,30	27 253,10	27 740,90	28 228,70
40 300	26 287,36	26 816,56	27 304,36	27 792,16	28 279,96
40 400	26 338,62	26 867,82	27 355,62	27 843,42	28 331,22
40 500	26 389,89	26 919,09	27 406,89	27 894,69	28 382,49
40 600	26 441,15	26 970,35	27 458,15	27 945,95	28 433,75
40 700	26 492,41	27 021,61	27 509,41	27 997,21	28 485,01
40 800	26 543,67	27 072,87	27 560,67	28 048,47	28 536,27
40 900	26 594,94	27 124,14	27 611,94	28 099,74	28 587,54
41 000	26 646,20	27 175,40	27 663,20	28 151,00	28 638,80
41 100	26 697,46	27 226,66	27 714,46	28 202,26	28 690,06
41 200	26 748,72	27 277,92	27 765,72	28 253,52	28 741,32
41 300	26 799,99	27 329,19	27 816,99	28 304,79	28 792,59
41 400	26 851,25	27 380,45	27 868,25	28 356,05	28 843,85
41 500	26 902,51	27 431,71	27 919,51	28 407,31	28 895,11
41 600	26 953,77	27 482,97	27 970,77	28 458,57	28 946,37
41 700	27 005,04	27 534,24	28 022,04	28 509,84	28 997,64
41 800	27 056,30	27 585,50	28 073,30	28 561,10	29 048,90
41 900	27 107,56	27 636,76	28 124,56	28 612,36	29 100,16
42 000	27 158,83	27 688,03	28 175,83	28 663,63	29 151,43
42 100	27 210,09	27 739,29	28 227,09	28 714,89	29 202,69

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
42 200	27 261,35	27 790,55	28 278,35	28 766,15	29 253,95
42 300	27 312,61	27 841,81	28 329,61	28 817,41	29 305,21
42 400	27 363,88	27 893,08	28 380,88	28 868,68	29 356,48
42 500	27 415,14	27 944,34	28 432,14	28 919,94	29 407,74
42 600	27 466,40	27 995,60	28 483,40	28 971,20	29 459,00
42 700	27 517,66	28 046,86	28 534,66	29 022,46	29 510,26
42 800	27 568,93	28 098,13	28 585,93	29 073,73	29 561,53
42 900	27 620,19	28 149,39	28 637,19	29 124,99	29 612,79
43 000	27 671,45	28 200,65	28 688,45	29 176,25	29 664,05
43 100	27 722,71	28 251,91	28 739,71	29 227,51	29 715,31
43 200	27 773,98	28 303,18	28 790,98	29 278,78	29 766,58
43 300	27 825,24	28 354,44	28 842,24	29 330,04	29 817,84
43 400	27 876,50	28 405,70	28 893,50	29 381,30	29 869,10
43 500	27 927,77	28 456,97	28 944,77	29 432,57	29 920,37
43 600	27 979,03	28 508,23	28 996,03	29 483,83	29 971,63
43 700	28 030,29	28 559,49	29 047,29	29 535,09	30 022,89
43 800	28 085,43	28 614,63	29 102,43	29 590,23	30 078,03
43 900	28 140,57	28 669,77	29 157,57	29 645,37	30 133,17
44 000	28 195,71	28 724,91	29 212,71	29 700,51	30 188,31
44 100	28 250,85	28 780,05	29 267,85	29 755,65	30 243,45
44 200	28 306,00	28 835,20	29 323,00	29 810,80	30 298,60
44 300	28 361,14	28 890,34	29 378,14	29 865,94	30 353,74
44 400	28 416,28	28 945,48	29 433,28	29 921,08	30 408,88
44 500	28 471,42	29 000,62	29 488,42	29 976,22	30 464,02
44 600	28 526,56	29 055,76	29 543,56	30 031,36	30 519,16
44 700	28 581,70	29 110,90	29 598,70	30 086,50	30 574,30
44 800	28 636,84	29 166,04	29 653,84	30 141,64	30 629,44
44 900	28 691,98	29 221,18	29 708,98	30 196,78	30 684,58
45 000	28 747,12	29 276,32	29 764,12	30 251,92	30 739,72
45 100	28 802,27	29 331,47	29 819,27	30 307,07	30 794,87
45 200	28 857,41	29 386,61	29 874,41	30 362,21	30 850,01
45 300	28 912,55	29 441,75	29 929,55	30 417,35	30 905,15
45 400	28 967,69	29 496,89	29 984,69	30 472,49	30 960,29
45 500	29 022,83	29 552,03	30 039,83	30 527,63	31 015,43
45 600	29 077,97	29 607,17	30 094,97	30 582,77	31 070,57
45 700	29 133,11	29 662,31	30 150,11	30 637,91	31 125,71
45 800	29 188,25	29 717,45	30 205,25	30 693,05	31 180,85
45 900	29 243,39	29 772,59	30 260,39	30 748,19	31 235,99
46 000	29 298,53	29 827,73	30 315,53	30 803,33	31 291,13
46 100	29 353,68	29 882,88	30 370,68	30 858,48	31 346,28
46 200	29 408,82	29 938,02	30 425,82	30 913,62	31 401,42
46 300	29 463,96	29 993,16	30 480,96	30 968,76	31 456,56
46 400	29 519,10	30 048,30	30 536,10	31 023,90	31 511,70
46 500	29 574,24	30 103,44	30 591,24	31 079,04	31 566,84
46 600	29 629,38	30 158,58	30 646,38	31 134,18	31 621,98
46 700	29 684,52	30 213,72	30 701,52	31 189,32	31 677,12
46 800	29 739,66	30 268,86	30 756,66	31 244,46	31 732,26
46 900	29 794,80	30 324,00	30 811,80	31 299,60	31 787,40
47 000	29 849,95	30 379,15	30 866,95	31 354,75	31 842,55

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
47 100	29 905,09	30 434,29	30 922,09	31 409,89	31 897,69
47 200	29 960,23	30 489,43	30 977,23	31 465,03	31 952,83
47 300	30 015,37	30 544,57	31 032,37	31 520,17	32 007,97
47 400	30 070,51	30 599,71	31 087,51	31 575,31	32 063,11
47 500	30 125,65	30 654,85	31 142,65	31 630,45	32 118,25
47 600	30 180,79	30 709,99	31 197,79	31 685,59	32 173,39
47 700	30 235,93	30 765,13	31 252,93	31 740,73	32 228,53
47 800	30 291,07	30 820,27	31 308,07	31 795,87	32 283,67
47 900	30 346,21	30 875,41	31 363,21	31 851,01	32 338,81
48 000	30 401,36	30 930,56	31 418,36	31 906,16	32 393,96
48 100	30 456,50	30 985,70	31 473,50	31 961,30	32 449,10
48 200	30 511,64	31 040,84	31 528,64	32 016,44	32 504,24
48 300	30 566,78	31 095,98	31 583,78	32 071,58	32 559,38
48 400	30 621,92	31 151,12	31 638,92	32 126,72	32 614,52
48 500	30 677,06	31 206,26	31 694,06	32 181,86	32 669,66
48 600	30 732,20	31 261,40	31 749,20	32 237,00	32 724,80
48 700	30 787,34	31 316,54	31 804,34	32 292,14	32 779,94
48 800	30 842,48	31 371,68	31 859,48	32 347,28	32 835,08
48 900	30 897,63	31 426,83	31 914,63	32 402,43	32 890,23
49 000	30 952,77	31 481,97	31 969,77	32 457,57	32 945,37
49 100	31 007,91	31 537,11	32 024,91	32 512,71	33 000,51
49 200	31 063,05	31 592,25	32 080,05	32 567,85	33 055,65
49 300	31 118,19	31 647,39	32 135,19	32 622,99	33 110,79
49 400	31 173,33	31 702,53	32 190,33	32 678,13	33 165,93
49 500	31 228,47	31 757,67	32 245,47	32 733,27	33 221,07
49 600	31 283,61	31 812,81	32 300,61	32 788,41	33 276,21
49 700	31 338,75	31 867,95	32 355,75	32 843,55	33 331,35
49 800	31 393,89	31 923,09	32 410,89	32 898,69	33 386,49
49 900	31 449,04	31 978,24	32 466,04	32 953,84	33 441,64
50 000	31 504,18	32 033,38	32 521,18	33 008,98	33 496,78
50 100	31 559,32	32 088,52	32 576,32	33 064,12	33 551,92
50 200	31 614,46	32 143,66	32 631,46	33 119,26	33 607,06
50 300	31 669,60	32 198,80	32 686,60	33 174,40	33 662,20
50 400	31 724,74	32 253,94	32 741,74	33 229,54	33 717,34
50 500	31 779,88	32 309,08	32 796,88	33 284,68	33 772,48
50 600	31 835,02	32 364,22	32 852,02	33 339,82	33 827,62
50 700	31 890,16	32 419,36	32 907,16	33 394,96	33 882,76
50 800	31 945,31	32 474,51	32 962,31	33 450,11	33 937,91
50 900	32 000,45	32 529,65	33 017,45	33 505,25	33 993,05
51 000	32 055,59	32 584,79	33 072,59	33 560,39	34 048,19
51 100	32 110,73	32 639,93	33 127,73	33 615,53	34 103,33
51 200	32 165,87	32 695,07	33 182,87	33 670,67	34 158,47
51 300	32 221,01	32 750,21	33 238,01	33 725,81	34 213,61
51 400	32 276,15	32 805,35	33 293,15	33 780,95	34 268,75
51 500	32 331,29	32 860,49	33 348,29	33 836,09	34 323,89
51 600	32 386,43	32 915,63	33 403,43	33 891,23	34 379,03
51 700	32 441,57	32 970,77	33 458,57	33 946,37	34 434,17
51 800	32 496,72	33 025,92	33 513,72	34 001,52	34 489,32
51 900	32 551,86	33 081,06	33 568,86	34 056,66	34 544,46

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
52 000	32 607,00	33 136,20	33 624,00	34 111,80	34 599,60
52 100	32 662,14	33 191,34	33 679,14	34 166,94	34 654,74
52 200	32 717,28	33 246,48	33 734,28	34 222,08	34 709,88
52 300	32 772,42	33 301,62	33 789,42	34 277,22	34 765,02
52 400	32 827,56	33 356,76	33 844,56	34 332,36	34 820,16
52 500	32 882,70	33 411,90	33 899,70	34 387,50	34 875,30
52 600	32 937,84	33 467,04	33 954,84	34 442,64	34 930,44
52 700	32 992,99	33 522,19	34 009,99	34 497,79	34 985,59
52 800	33 048,13	33 577,33	34 065,13	34 552,93	35 040,73
52 900	33 103,27	33 632,47	34 120,27	34 608,07	35 095,87
53 000	33 158,41	33 687,61	34 175,41	34 663,21	35 151,01
53 100	33 213,55	33 742,75	34 230,55	34 718,35	35 206,15
53 200	33 268,69	33 797,89	34 285,69	34 773,49	35 261,29
53 300	33 323,83	33 853,03	34 340,83	34 828,63	35 316,43
53 400	33 378,97	33 908,17	34 395,97	34 883,77	35 371,57
53 500	33 434,11	33 963,31	34 451,11	34 938,91	35 426,71
53 600	33 489,26	34 018,46	34 506,26	34 994,06	35 481,86
53 700	33 544,40	34 073,60	34 561,40	35 049,20	35 537,00
53 800	33 599,54	34 128,74	34 616,54	35 104,34	35 592,14
53 900	33 654,68	34 183,88	34 671,68	35 159,48	35 647,28
54 000	33 709,82	34 239,02	34 726,82	35 214,62	35 702,42
54 100	33 764,96	34 294,16	34 781,96	35 269,76	35 757,56
54 200	33 820,10	34 349,30	34 837,10	35 324,90	35 812,70
54 300	33 875,24	34 404,44	34 892,24	35 380,04	35 867,84
54 400	33 930,38	34 459,58	34 947,38	35 435,18	35 922,98
54 500	33 985,52	34 514,72	35 002,52	35 490,32	35 978,12
54 600	34 040,67	34 569,87	35 057,67	35 545,47	36 033,27
54 700	34 095,81	34 625,01	35 112,81	35 600,61	36 088,41
54 800	34 150,95	34 680,15	35 167,95	35 655,75	36 143,55
54 900	34 206,09	34 735,29	35 223,09	35 710,89	36 198,69
55 000	34 261,23	34 790,43	35 278,23	35 766,03	36 253,83
55 100	34 316,37	34 845,57	35 333,37	35 821,17	36 308,97
55 200	34 371,51	34 900,71	35 388,51	35 876,31	36 364,11
55 300	34 426,65	34 955,85	35 443,65	35 931,45	36 419,25
55 400	34 481,79	35 010,99	35 498,79	35 986,59	36 474,39
55 500	34 536,94	35 066,14	35 553,94	36 041,74	36 529,54
55 600	34 592,08	35 121,28	35 609,08	36 096,88	36 584,68
55 700	34 647,22	35 176,42	35 664,22	36 152,02	36 639,82
55 800	34 702,36	35 231,56	35 719,36	36 207,16	36 694,96
55 900	34 757,50	35 286,70	35 774,50	36 262,30	36 750,10
56 000	34 812,64	35 341,84	35 829,64	36 317,44	36 805,24
56 100	34 867,78	35 396,98	35 884,78	36 372,58	36 860,38
56 200	34 922,92	35 452,12	35 939,92	36 427,72	36 915,52
56 300	34 978,06	35 507,26	35 995,06	36 482,86	36 970,66
56 400	35 033,20	35 562,40	36 050,20	36 538,00	37 025,80
56 500	35 088,35	35 617,55	36 105,35	36 593,15	37 080,95
56 600	35 143,49	35 672,69	36 160,49	36 648,29	37 136,09
56 700	35 198,63	35 727,83	36 215,63	36 703,43	37 191,23
56 800	35 253,77	35 782,97	36 270,77	36 758,57	37 246,37
56 900	35 308,91	35 838,11	36 325,91	36 813,71	37 301,51
57 000	35 364,05	35 893,25	36 381,05	36 868,85	37 356,65
57 100	35 419,19	35 948,39	36 436,19	36 923,99	37 411,79
57 200	35 474,33	36 003,53	36 491,33	36 979,13	37 466,93
57 300	35 529,47	36 058,67	36 546,47	37 034,27	37 522,07
57 400	35 584,62	36 113,82	36 601,62	37 089,42	37 577,22
57 500	35 639,76	36 168,96	36 656,76	37 144,56	37 632,36
57 600	35 694,90	36 224,10	36 711,90	37 199,70	37 687,50
57 700	35 750,04	36 279,24	36 767,04	37 254,84	37 742,64
57 800	35 805,18	36 334,38	36 822,18	37 309,98	37 797,78
57 900	35 860,32	36 389,52	36 877,32	37 365,12	37 852,92
58 000	35 915,46	36 444,66	36 932,46	37 420,26	37 908,06
58 100	35 970,60	36 499,80	36 987,60	37 475,40	37 963,20
58 200	36 025,74	36 554,94	37 042,74	37 530,54	38 018,34
58 300	36 080,88	36 610,08	37 097,88	37 585,68	38 073,48
58 400	36 136,03	36 665,23	37 153,03	37 640,83	38 128,63
58 500	36 191,17	36 720,37	37 208,17	37 695,97	38 183,77
58 600	36 246,31	36 775,51	37 263,31	37 751,11	38 238,91
58 700	36 301,45	36 830,65	37 318,45	37 806,25	38 294,05
58 800	36 356,59	36 885,79	37 373,59	37 861,39	38 349,19
58 900	36 411,73	36 940,93	37 428,73	37 916,53	38 404,33
59 000	36 466,87	36 996,07	37 483,87	37 971,67	38 459,47

46452

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2007

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2007 », dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2007.

À ce jour, l'étude de ce dossier ne révèle aucun impact significatif sur les citoyens et les entreprises directement concernés par ces modifications.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur René Peterson, 524, rue Bourdages, Québec ; téléphone 418 266-4949 ; télécopieur 418 266-4950.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux finances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,
GÉRARD BIBEAU

Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2007

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 50)

1. La table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2007 est la suivante :

Tranche		Limite inférieure		Limite supérieure
1.	de	16 163 $	à moins de	17 000 $
2.	"	17 000 $	"	19 000 $
3.	"	19 000 $	"	22 000 $
4.	"	22 000 $	"	25 000 $
5.	"	25 000 $	"	28 000 $
6.	"	28 000 $	"	31 000 $
7.	"	31 000 $	"	34 000 $
8.	"	34 000 $	"	37 000 $
9.	"	37 000 $	"	40 000 $
10.	"	40 000 $	"	43 000 $
11.	"	43 000 $	"	46 000 $
12.	"	46 000 $	"	49 000 $
13.	"	49 000 $	"	52 000 $
14.	"	52 000 $	"	55 000 $
15.	"	55 000 $	"	58 000 $
16.	"	58 000 $	"	59 000 $
17.		59 000 $	et plus	

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

46453

Avis

Loi sur les accidents du travail
(L.R.Q., c. A-3)

Table des indemnités payables pour l'année 2007

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement sur la table des indemnités payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2007 », dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail et soumis pour approbation au gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des indemnités payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail en fonction des changements survenus à l'impôt sur le revenu payable en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) et de la Loi concernant les impôts sur le revenu (S.R.C. (1985), chapitre I, 5e supplément), à la cotisation ouvrière payable en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi (L.C., 1996, c. 23), à la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) et à la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur l'assurance parentale (L.R.Q., c. A-29.011).

À ce jour, l'étude du dossier révèle l'impact suivant sur les citoyens concernés directement par ces modifications :

— Comme toute autre personne recevant un salaire en 2007, la personne recevant une indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail verra son revenu net ajusté en fonction des changements survenus aux Lois de l'impôt, à l'assurance-emploi, au régime des rentes et à l'assurance parentale.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur René Peterson, 524, rue Bourdages, Québec ; téléphone 418 266-4949 ; télécopieur 418 266-4950.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux finances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,
GÉRARD BIBEAU

Règlement sur la table des indemnités payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2007

Loi sur les accidents du travail
(L.R.Q., c. A-3, a. 124, par. *d*)

1. Aux fins du calcul du revenu net retenu d'un travailleur, les situations familiales sont déterminées de la façon suivante :

1° Célibataire :

a) Travailleur sans personne majeure à charge ;
b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge ;
c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge ;
d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge ;
e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus.

2° Famille monoparentale :

a) Travailleur sans personne majeure à charge ;
b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge ;
c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge ;
d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge ;
e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus.

3° Travailleur avec conjoint à charge :

a) Travailleur avec conjoint ;
b) Travailleur avec conjoint et 1 personne majeure à charge ;
c) Travailleur avec conjoint et 2 personnes majeures à charge ;
d) Travailleur avec conjoint et 3 personnes majeures à charge ;
e) Travailleur avec conjoint et 4 personnes majeures à charge et plus.

4° Travailleur avec conjoint non à charge :

a) Travailleur sans personne majeure à charge ;
b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge ;
c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge ;
d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge ;
e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus.

2. Aux fins de l'établissement d'une indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3), le revenu brut du travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable de 59 000 $ pour l'année 2007.

3. Pour l'année 2007, l'annexe A prévoit les tranches de revenu brut considérées pour le calcul du revenu net retenu d'un travailleur et, pour chaque situation familiale, les montants représentant l'indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail.

4. Lorsque le revenu brut d'un travailleur se situe entre deux tranches de revenus, son indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail est déterminée en fonction de la tranche supérieure.

5. Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2007.

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
100	88,25	88,25	88,25	88,25	88,25
200	176,50	176,50	176,50	176,50	176,50
300	264,75	264,75	264,75	264,75	264,75
400	352,99	352,99	352,99	352,99	352,99
500	441,24	441,24	441,24	441,24	441,24
600	529,49	529,49	529,49	529,49	529,49

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)					Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire Nombre de personnes majeures à charge						Célibataire Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +		0	1	2	3	4 et +
700	617,74	617,74	617,74	617,74	617,74	5 500	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57
800	705,99	705,99	705,99	705,99	705,99	5 600	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37
900	794,24	794,24	794,24	794,24	794,24	5 700	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16
1 000	882,49	882,49	882,49	882,49	882,49	5 800	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95
1 100	970,73	970,73	970,73	970,73	970,73	5 900	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75
1 200	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98	6 000	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54
1 300	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23	6 100	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33
1 400	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48	6 200	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13
1 500	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73	6 300	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92
1 600	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98	6 400	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72
1 700	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23	6 500	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51
1 800	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47	6 600	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30
1 900	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72	6 700	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10
2 000	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97	6 800	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89
2 100	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22	6 900	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68
2 200	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47	7 000	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48
2 300	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72	7 100	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27
2 400	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97	7 200	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06
2 500	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22	7 300	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86
2 600	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46	7 400	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65
2 700	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71	7 500	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45
2 800	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96	7 600	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24
2 900	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21	7 700	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03
3 000	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46	7 800	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83
3 100	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71	7 900	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62
3 200	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96	8 000	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41
3 300	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20	8 100	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21
3 400	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	8 200	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00
3 500	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	8 300	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79
3 600	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	8 400	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59
3 700	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	8 500	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38
3 800	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	8 600	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17
3 900	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	8 700	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97
4 000	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	8 800	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76
4 100	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	8 900	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56
4 200	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	9 000	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35
4 300	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	9 100	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14
4 400	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	9 200	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94
4 500	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	9 300	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73
4 600	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	9 400	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52
4 700	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	9 500	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32
4 800	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	9 600	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11
4 900	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	9 700	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90
5 000	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	9 800	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70
5 100	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	9 900	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49
5 200	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	10 000	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29
5 300	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	10 100	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08
5 400	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	10 200	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
10 300	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67
10 400	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46
10 500	8 952,95	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25
10 600	9 025,90	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05
10 700	9 098,85	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84
10 800	9 171,80	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63
10 900	9 244,75	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43
11 000	9 317,69	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22
11 100	9 390,64	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01
11 200	9 463,59	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81
11 300	9 536,54	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60
11 400	9 609,49	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40
11 500	9 682,44	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19
11 600	9 755,39	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98
11 700	9 828,34	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78
11 800	9 901,28	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57
11 900	9 974,23	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36
12 000	10 047,18	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16
12 100	10 120,13	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95
12 200	10 193,08	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74
12 300	10 266,03	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54
12 400	10 338,98	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33
12 500	10 411,92	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13
12 600	10 484,87	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92
12 700	10 557,82	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71
12 800	10 630,77	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51
12 900	10 703,72	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30
13 000	10 776,67	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09
13 100	10 849,62	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89
13 200	10 922,56	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68
13 300	10 995,51	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47
13 400	11 068,46	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27
13 500	11 141,41	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06
13 600	11 214,36	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85
13 700	11 287,31	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65
13 800	11 360,26	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44
13 900	11 433,20	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24
14 000	11 506,15	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03
14 100	11 579,10	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82
14 200	11 652,05	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62
14 300	11 725,00	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41
14 400	11 797,95	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20
14 500	11 870,90	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00
14 600	11 939,49	12 389,79	12 389,79	12 389,79	12 389,79
14 700	11 998,90	12 473,58	12 473,58	12 473,58	12 473,58
14 800	12 058,31	12 557,38	12 557,38	12 557,38	12 557,38
14 900	12 117,73	12 641,17	12 641,17	12 641,17	12 641,17
15 000	12 177,14	12 724,97	12 724,97	12 724,97	12 724,97

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
15 100	12 236,55	12 808,76	12 808,76	12 808,76	12 808,76
15 200	12 295,96	12 892,55	12 892,55	12 892,55	12 892,55
15 300	12 355,38	12 976,35	12 976,35	12 976,35	12 976,35
15 400	12 414,79	13 060,14	13 060,14	13 060,14	13 060,14
15 500	12 474,20	13 143,93	13 143,93	13 143,93	13 143,93
15 600	12 533,62	13 227,73	13 227,73	13 227,73	13 227,73
15 700	12 593,03	13 311,52	13 311,52	13 311,52	13 311,52
15 800	12 652,44	13 395,31	13 395,31	13 395,31	13 395,31
15 900	12 711,85	13 479,11	13 479,11	13 479,11	13 479,11
16 000	12 771,27	13 562,90	13 562,90	13 562,90	13 562,90
16 100	12 830,68	13 646,69	13 646,69	13 646,69	13 646,69
16 200	12 890,09	13 730,49	13 730,49	13 730,49	13 730,49
16 300	12 949,50	13 814,28	13 814,28	13 814,28	13 814,28
16 400	13 008,92	13 898,08	13 898,08	13 898,08	13 898,08
16 500	13 068,33	13 981,87	13 981,87	13 981,87	13 981,87
16 600	13 127,74	14 065,66	14 065,66	14 065,66	14 065,66
16 700	13 186,87	14 149,46	14 149,46	14 149,46	14 149,46
16 800	13 245,41	14 233,25	14 233,25	14 233,25	14 233,25
16 900	13 303,96	14 317,04	14 317,04	14 317,04	14 317,04
17 000	13 362,51	14 400,84	14 400,84	14 400,84	14 400,84
17 100	13 421,06	14 484,63	14 484,63	14 484,63	14 484,63
17 200	13 479,61	14 568,42	14 568,42	14 568,42	14 568,42
17 300	13 538,16	14 652,22	14 652,22	14 652,22	14 652,22
17 400	13 596,71	14 736,01	14 736,01	14 736,01	14 736,01
17 500	13 655,25	14 819,81	14 819,81	14 819,81	14 819,81
17 600	13 713,80	14 903,60	14 903,60	14 903,60	14 903,60
17 700	13 772,35	14 987,39	14 987,39	14 987,39	14 987,39
17 800	13 830,90	15 071,19	15 071,19	15 071,19	15 071,19
17 900	13 889,45	15 154,98	15 154,98	15 154,98	15 154,98
18 000	13 948,00	15 238,77	15 238,77	15 238,77	15 238,77
18 100	14 006,55	15 322,57	15 322,57	15 322,57	15 322,57
18 200	14 065,10	15 406,36	15 406,36	15 406,36	15 406,36
18 300	14 123,64	15 490,15	15 490,15	15 490,15	15 490,15
18 400	14 182,19	15 573,95	15 573,95	15 573,95	15 573,95
18 500	14 240,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74
18 600	14 299,29	15 741,53	15 741,53	15 741,53	15 741,53
18 700	14 357,84	15 818,72	15 818,72	15 818,72	15 818,72
18 800	14 416,39	15 891,67	15 891,67	15 891,67	15 891,67
18 900	14 474,94	15 964,62	15 964,62	15 964,62	15 964,62
19 000	14 533,48	16 037,57	16 037,57	16 037,57	16 037,57
19 100	14 592,03	16 110,52	16 110,52	16 110,52	16 110,52
19 200	14 650,58	16 183,47	16 183,47	16 183,47	16 183,47
19 300	14 709,13	16 256,42	16 256,42	16 256,42	16 256,42
19 400	14 767,68	16 329,36	16 329,36	16 329,36	16 329,36
19 500	14 826,23	16 402,31	16 402,31	16 402,31	16 402,31
19 600	14 884,78	16 475,26	16 475,26	16 475,26	16 475,26
19 700	14 943,32	16 548,21	16 548,21	16 548,21	16 548,21
19 800	15 001,87	16 621,16	16 621,16	16 621,16	16 621,16

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
19 900	15 060,42	16 694,11	16 694,11	16 694,11	16 694,11
20 000	15 118,97	16 767,06	16 767,06	16 767,06	16 767,06
20 100	15 177,52	16 840,00	16 840,00	16 840,00	16 840,00
20 200	15 236,07	16 912,95	16 912,95	16 912,95	16 912,95
20 300	15 294,62	16 972,40	16 985,90	16 985,90	16 985,90
20 400	15 353,16	17 030,95	17 058,85	17 058,85	17 058,85
20 500	15 411,71	17 089,50	17 131,80	17 131,80	17 131,80
20 600	15 470,26	17 148,05	17 204,75	17 204,75	17 204,75
20 700	15 528,81	17 206,60	17 277,70	17 277,70	17 277,70
20 800	15 587,36	17 265,14	17 350,64	17 350,64	17 350,64
20 900	15 645,91	17 323,69	17 423,59	17 423,59	17 423,59
21 000	15 704,46	17 382,24	17 496,54	17 496,54	17 496,54
21 100	15 763,00	17 440,79	17 569,49	17 569,49	17 569,49
21 200	15 821,55	17 499,34	17 642,44	17 642,44	17 642,44
21 300	15 880,10	17 557,89	17 715,39	17 715,39	17 715,39
21 400	15 938,65	17 616,44	17 788,34	17 788,34	17 788,34
21 500	15 997,20	17 674,99	17 861,29	17 861,29	17 861,29
21 600	16 055,75	17 733,53	17 934,23	17 934,23	17 934,23
21 700	16 114,30	17 792,08	18 007,18	18 007,18	18 007,18
21 800	16 172,85	17 850,63	18 080,13	18 080,13	18 080,13
21 900	16 231,39	17 909,18	18 153,08	18 153,08	18 153,08
22 000	16 289,94	17 967,73	18 226,03	18 226,03	18 226,03
22 100	16 348,49	18 026,28	18 298,98	18 298,98	18 298,98
22 200	16 407,04	18 084,83	18 371,93	18 371,93	18 371,93
22 300	16 465,59	18 143,37	18 444,87	18 444,87	18 444,87
22 400	16 524,14	18 201,92	18 517,82	18 517,82	18 517,82
22 500	16 582,69	18 260,47	18 590,77	18 590,77	18 590,77
22 600	16 641,23	18 319,02	18 663,72	18 663,72	18 663,72
22 700	16 699,78	18 377,57	18 736,67	18 736,67	18 736,67
22 800	16 758,33	18 436,12	18 809,62	18 809,62	18 809,62
22 900	16 816,88	18 494,67	18 882,57	18 882,57	18 882,57
23 000	16 875,43	18 553,21	18 955,51	18 955,51	18 955,51
23 100	16 933,98	18 611,76	19 028,46	19 028,46	19 028,46
23 200	16 992,53	18 670,31	19 101,41	19 101,41	19 101,41
23 300	17 051,07	18 728,86	19 174,36	19 174,36	19 174,36
23 400	17 109,62	18 787,41	19 247,31	19 247,31	19 247,31
23 500	17 168,17	18 845,96	19 320,26	19 320,26	19 320,26
23 600	17 226,72	18 904,51	19 392,31	19 393,21	19 393,21
23 700	17 285,27	18 963,05	19 450,85	19 466,15	19 466,15
23 800	17 343,82	19 021,60	19 509,40	19 539,10	19 539,10
23 900	17 402,37	19 080,15	19 567,95	19 612,05	19 612,05
24 000	17 460,91	19 138,70	19 626,50	19 685,00	19 685,00
24 100	17 519,46	19 197,25	19 685,05	19 757,95	19 757,95
24 200	17 578,01	19 255,80	19 743,60	19 830,90	19 830,90
24 300	17 636,56	19 314,35	19 802,15	19 903,85	19 903,85
24 400	17 695,11	19 372,89	19 860,69	19 976,79	19 976,79
24 500	17 753,66	19 431,44	19 919,24	20 049,74	20 049,74
24 600	17 812,21	19 489,99	19 977,79	20 122,69	20 122,69

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
24 700	17 870,75	19 548,54	20 036,34	20 195,64	20 195,64
24 800	17 929,30	19 607,09	20 094,89	20 268,59	20 268,59
24 900	17 987,85	19 665,64	20 153,44	20 341,54	20 341,54
25 000	18 046,40	19 724,19	20 211,99	20 414,49	20 414,49
25 100	18 104,95	19 782,74	20 270,54	20 487,44	20 487,44
25 200	18 163,50	19 841,28	20 329,08	20 560,38	20 560,38
25 300	18 222,05	19 899,83	20 387,63	20 633,33	20 633,33
25 400	18 280,60	19 958,38	20 446,18	20 706,28	20 706,28
25 500	18 339,14	20 016,93	20 504,73	20 779,23	20 779,23
25 600	18 397,69	20 075,48	20 563,28	20 852,18	20 852,18
25 700	18 456,24	20 134,03	20 621,83	20 925,13	20 925,13
25 800	18 514,79	20 192,58	20 680,38	20 998,08	20 998,08
25 900	18 573,34	20 251,12	20 738,92	21 071,02	21 071,02
26 000	18 631,89	20 309,67	20 797,47	21 143,97	21 143,97
26 100	18 690,44	20 368,22	20 856,02	21 216,92	21 216,92
26 200	18 748,98	20 426,77	20 914,57	21 289,87	21 289,87
26 300	18 807,53	20 485,32	20 973,12	21 362,82	21 362,82
26 400	18 866,08	20 543,87	21 031,67	21 435,77	21 435,77
26 500	18 924,63	20 602,42	21 090,22	21 508,72	21 508,72
26 600	18 983,18	20 660,96	21 148,76	21 581,66	21 581,66
26 700	19 041,73	20 719,51	21 207,31	21 654,61	21 654,61
26 800	19 100,28	20 778,06	21 265,86	21 727,56	21 727,56
26 900	19 158,82	20 836,61	21 324,41	21 800,51	21 800,51
27 000	19 217,37	20 895,16	21 382,96	21 870,76	21 873,46
27 100	19 275,92	20 953,71	21 441,51	21 929,31	21 946,41
27 200	19 334,47	21 012,26	21 500,06	21 987,86	22 019,36
27 300	19 393,02	21 070,80	21 558,60	22 046,40	22 092,30
27 400	19 451,57	21 129,35	21 617,15	22 104,95	22 165,25
27 500	19 510,12	21 187,90	21 675,70	22 163,50	22 238,20
27 600	19 568,66	21 246,45	21 734,25	22 222,05	22 311,15
27 700	19 627,21	21 305,00	21 792,80	22 280,60	22 384,10
27 800	19 685,76	21 363,55	21 851,35	22 339,15	22 457,05
27 900	19 744,31	21 422,10	21 909,90	22 397,70	22 530,00
28 000	19 802,86	21 480,64	21 968,44	22 456,24	22 602,94
28 100	19 861,41	21 539,19	22 026,99	22 514,79	22 675,89
28 200	19 919,96	21 597,74	22 085,54	22 573,34	22 748,84
28 300	19 978,51	21 656,29	22 144,09	22 631,89	22 821,79
28 400	20 037,05	21 714,84	22 202,64	22 690,44	22 894,74
28 500	20 095,60	21 773,39	22 261,19	22 748,99	22 967,69
28 600	20 154,15	21 831,94	22 319,74	22 807,54	23 040,64
28 700	20 212,70	21 890,49	22 378,29	22 866,09	23 113,59
28 800	20 271,25	21 949,03	22 436,83	22 924,63	23 186,53
28 900	20 329,80	22 007,58	22 495,38	22 983,18	23 259,48
29 000	20 388,35	22 066,13	22 553,93	23 041,73	23 332,43
29 100	20 446,89	22 124,68	22 612,48	23 100,28	23 405,38
29 200	20 505,44	22 183,23	22 671,03	23 158,83	23 478,33
29 300	20 563,99	22 241,78	22 729,58	23 217,38	23 551,28
29 400	20 622,54	22 300,33	22 788,13	23 275,93	23 624,23

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
29 500	20 681,09	22 358,87	22 846,67	23 334,47	23 697,17
29 600	20 739,64	22 417,42	22 905,22	23 393,02	23 770,12
29 700	20 798,19	22 475,97	22 963,77	23 451,57	23 843,07
29 800	20 856,73	22 534,52	23 022,32	23 510,12	23 916,02
29 900	20 915,28	22 593,07	23 080,87	23 568,67	23 988,97
30 000	20 973,83	22 651,62	23 139,42	23 627,22	24 061,92
30 100	21 032,38	22 710,17	23 197,97	23 685,77	24 134,87
30 200	21 090,93	22 768,71	23 256,51	23 744,31	24 207,81
30 300	21 149,48	22 827,26	23 315,06	23 802,86	24 280,76
30 400	21 206,14	22 883,92	23 371,72	23 859,52	24 347,32
30 500	21 258,38	22 936,17	23 423,97	23 911,77	24 399,57
30 600	21 310,63	22 988,42	23 476,22	23 964,02	24 451,82
30 700	21 362,88	23 040,67	23 528,47	24 016,27	24 504,07
30 800	21 415,13	23 092,92	23 580,72	24 068,52	24 556,32
30 900	21 467,38	23 145,16	23 632,96	24 120,76	24 608,56
31 000	21 519,63	23 197,41	23 685,21	24 173,01	24 660,81
31 100	21 571,88	23 249,66	23 737,46	24 225,26	24 713,06
31 200	21 624,12	23 301,91	23 789,71	24 277,51	24 765,31
31 300	21 676,37	23 354,16	23 841,96	24 329,76	24 817,56
31 400	21 728,62	23 406,41	23 894,21	24 382,01	24 869,81
31 500	21 780,87	23 458,66	23 946,46	24 434,26	24 922,06
31 600	21 833,12	23 510,90	23 998,70	24 486,50	24 974,30
31 700	21 885,37	23 563,15	24 050,95	24 538,75	25 026,55
31 800	21 937,62	23 615,40	24 103,20	24 591,00	25 078,80
31 900	21 989,87	23 667,65	24 155,45	24 643,25	25 131,05
32 000	22 042,11	23 719,90	24 207,70	24 695,50	25 183,30
32 100	22 094,36	23 772,15	24 259,95	24 747,75	25 235,55
32 200	22 146,61	23 824,40	24 312,20	24 800,00	25 287,80
32 300	22 198,86	23 876,65	24 364,45	24 852,25	25 340,05
32 400	22 251,11	23 928,89	24 416,69	24 904,49	25 392,29
32 500	22 303,36	23 981,14	24 468,94	24 956,74	25 444,54
32 600	22 355,61	24 033,39	24 521,19	25 008,99	25 496,79
32 700	22 407,85	24 085,64	24 573,44	25 061,24	25 549,04
32 800	22 460,10	24 137,89	24 625,69	25 113,49	25 601,29
32 900	22 512,35	24 190,14	24 677,94	25 165,74	25 653,54
33 000	22 564,60	24 242,39	24 730,19	25 217,99	25 705,79
33 100	22 616,85	24 294,63	24 782,43	25 270,23	25 758,03
33 200	22 669,10	24 346,88	24 834,68	25 322,48	25 810,28
33 300	22 721,35	24 399,13	24 886,93	25 374,73	25 862,53
33 400	22 773,59	24 451,38	24 939,18	25 426,98	25 914,78
33 500	22 825,84	24 503,63	24 991,43	25 479,23	25 967,03
33 600	22 878,09	24 555,88	25 043,68	25 531,48	26 019,28
33 700	22 930,34	24 608,13	25 095,93	25 583,73	26 071,53
33 800	22 982,59	24 660,37	25 148,17	25 635,97	26 123,77
33 900	23 034,84	24 712,62	25 200,42	25 688,22	26 176,02
34 000	23 087,09	24 764,87	25 252,67	25 740,47	26 228,27
34 100	23 139,33	24 817,12	25 304,92	25 792,72	26 280,52
34 200	23 191,58	24 869,37	25 357,17	25 844,97	26 332,77

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
34 300	23 243,83	24 921,62	25 409,42	25 897,22	26 385,02
34 400	23 296,08	24 973,87	25 461,67	25 949,47	26 437,27
34 500	23 348,33	25 026,11	25 513,91	26 001,71	26 489,51
34 600	23 400,58	25 078,36	25 566,16	26 053,96	26 541,76
34 700	23 452,83	25 130,61	25 618,41	26 106,21	26 594,01
34 800	23 505,07	25 182,86	25 670,66	26 158,46	26 646,26
34 900	23 557,32	25 235,11	25 722,91	26 210,71	26 698,51
35 000	23 609,57	25 287,36	25 775,16	26 262,96	26 750,76
35 100	23 661,82	25 339,61	25 827,41	26 315,21	26 803,01
35 200	23 714,07	25 391,86	25 879,66	26 367,46	26 855,26
35 300	23 766,32	25 444,10	25 931,90	26 419,70	26 907,50
35 400	23 818,57	25 496,35	25 984,15	26 471,95	26 959,75
35 500	23 870,82	25 548,60	26 036,40	26 524,20	27 012,00
35 600	23 923,06	25 600,85	26 088,65	26 576,45	27 064,25
35 700	23 975,31	25 653,10	26 140,90	26 628,70	27 116,50
35 800	24 027,56	25 705,35	26 193,15	26 680,95	27 168,75
35 900	24 079,81	25 757,60	26 245,40	26 733,20	27 221,00
36 000	24 132,06	25 809,84	26 297,64	26 785,44	27 273,24
36 100	24 184,31	25 862,09	26 349,89	26 837,69	27 325,49
36 200	24 236,56	25 914,34	26 402,14	26 889,94	27 377,74
36 300	24 288,80	25 966,59	26 454,39	26 942,19	27 429,99
36 400	24 341,05	26 018,84	26 506,64	26 994,44	27 482,24
36 500	24 393,30	26 071,09	26 558,89	27 046,69	27 534,49
36 600	24 445,55	26 123,34	26 611,14	27 098,94	27 586,74
36 700	24 497,80	26 175,58	26 663,38	27 151,18	27 638,98
36 800	24 550,05	26 227,83	26 715,63	27 203,43	27 691,23
36 900	24 602,30	26 280,08	26 767,88	27 255,68	27 743,48
37 000	24 654,54	26 332,33	26 820,13	27 307,93	27 795,73
37 100	24 706,79	26 384,58	26 872,38	27 360,18	27 847,98
37 200	24 759,04	26 436,83	26 924,63	27 412,43	27 900,23
37 300	24 807,14	26 484,92	26 972,72	27 460,52	27 948,32
37 400	24 854,50	26 532,29	27 020,09	27 507,89	27 995,69
37 500	24 901,87	26 579,65	27 067,45	27 555,25	28 043,05
37 600	24 949,23	26 627,02	27 114,82	27 602,62	28 090,42
37 700	24 996,59	26 674,38	27 162,18	27 649,98	28 137,78
37 800	25 043,96	26 721,74	27 209,54	27 697,34	28 185,14
37 900	25 091,32	26 769,11	27 256,91	27 744,71	28 232,51
38 000	25 138,69	26 816,47	27 304,27	27 792,07	28 279,87
38 100	25 186,05	26 863,83	27 351,63	27 839,43	28 327,23
38 200	25 233,41	26 911,20	27 399,00	27 886,80	28 374,60
38 300	25 282,49	26 960,27	27 448,07	27 935,87	28 423,67
38 400	25 332,55	27 010,34	27 498,14	27 985,94	28 473,74
38 500	25 382,61	27 060,40	27 548,20	28 036,00	28 523,80
38 600	25 432,68	27 110,46	27 598,26	28 086,06	28 573,86
38 700	25 482,74	27 160,53	27 648,33	28 136,13	28 623,93
38 800	25 532,81	27 210,59	27 698,39	28 186,19	28 673,99
38 900	25 582,87	27 260,66	27 748,46	28 236,26	28 724,06
39 000	25 632,93	27 310,72	27 798,52	28 286,32	28 774,12

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
39 100	25 683,00	27 360,78	27 848,58	28 336,38	28 824,18
39 200	25 733,06	27 410,85	27 898,65	28 386,45	28 874,25
39 300	25 783,13	27 460,91	27 948,71	28 436,51	28 924,31
39 400	25 833,19	27 510,98	27 998,78	28 486,58	28 974,38
39 500	25 883,25	27 561,04	28 048,84	28 536,64	29 024,44
39 600	25 933,32	27 611,10	28 098,90	28 586,70	29 074,50
39 700	25 983,38	27 661,17	28 148,97	28 636,77	29 124,57
39 800	26 033,44	27 711,23	28 199,03	28 686,83	29 174,63
39 900	26 083,51	27 761,29	28 249,09	28 736,89	29 224,69
40 000	26 133,57	27 811,36	28 299,16	28 786,96	29 274,76
40 100	26 184,84	27 862,62	28 350,42	28 838,22	29 326,02
40 200	26 236,10	27 913,88	28 401,68	28 889,48	29 377,28
40 300	26 287,36	27 965,15	28 452,95	28 940,75	29 428,55
40 400	26 338,62	28 016,41	28 504,21	28 992,01	29 479,81
40 500	26 389,89	28 067,67	28 555,47	29 043,27	29 531,07
40 600	26 441,15	28 118,93	28 606,73	29 094,53	29 582,33
40 700	26 492,41	28 170,20	28 658,00	29 145,80	29 633,60
40 800	26 543,67	28 221,46	28 709,26	29 197,06	29 684,86
40 900	26 594,94	28 272,72	28 760,52	29 248,32	29 736,12
41 000	26 646,20	28 323,98	28 811,78	29 299,58	29 787,38
41 100	26 697,46	28 375,25	28 863,05	29 350,85	29 838,65
41 200	26 748,72	28 426,51	28 914,31	29 402,11	29 889,91
41 300	26 799,99	28 477,77	28 965,57	29 453,37	29 941,17
41 400	26 851,25	28 529,04	29 016,84	29 504,64	29 992,44
41 500	26 902,51	28 580,30	29 068,10	29 555,90	30 043,70
41 600	26 953,77	28 631,56	29 119,36	29 607,16	30 094,96
41 700	27 005,04	28 682,82	29 170,62	29 658,42	30 146,22
41 800	27 056,30	28 734,09	29 221,89	29 709,69	30 197,49
41 900	27 107,56	28 785,35	29 273,15	29 760,95	30 248,75
42 000	27 158,83	28 836,61	29 324,41	29 812,21	30 300,01
42 100	27 210,09	28 887,87	29 375,67	29 863,47	30 351,27
42 200	27 261,35	28 939,14	29 426,94	29 914,74	30 402,54
42 300	27 312,61	28 990,40	29 478,20	29 966,00	30 453,80
42 400	27 363,88	29 041,66	29 529,46	30 017,26	30 505,06
42 500	27 415,14	29 092,92	29 580,72	30 068,52	30 556,32
42 600	27 466,40	29 144,19	29 631,99	30 119,79	30 607,59
42 700	27 517,66	29 195,45	29 683,25	30 171,05	30 658,85
42 800	27 568,93	29 246,71	29 734,51	30 222,31	30 710,11
42 900	27 620,19	29 297,97	29 785,77	30 273,57	30 761,37
43 000	27 671,45	29 349,24	29 837,04	30 324,84	30 812,64
43 100	27 722,71	29 400,50	29 888,30	30 376,10	30 863,90
43 200	27 773,98	29 451,76	29 939,56	30 427,36	30 915,16
43 300	27 825,24	29 503,03	29 990,83	30 478,63	30 966,43
43 400	27 876,50	29 554,29	30 042,09	30 529,89	31 017,69
43 500	27 927,77	29 605,55	30 093,35	30 581,15	31 068,95
43 600	27 979,03	29 656,81	30 144,61	30 632,41	31 120,21
43 700	28 030,29	29 708,08	30 195,88	30 683,68	31 171,48
43 800	28 085,43	29 763,22	30 251,02	30 738,82	31 226,62

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
43 900	28 140,57	29 818,36	30 306,16	30 793,96	31 281,76
44 000	28 195,71	29 873,50	30 361,30	30 849,10	31 336,90
44 100	28 250,85	29 928,64	30 416,44	30 904,24	31 392,04
44 200	28 306,00	29 983,78	30 471,58	30 959,38	31 447,18
44 300	28 361,14	30 038,92	30 526,72	31 014,52	31 502,32
44 400	28 416,28	30 094,06	30 581,86	31 069,66	31 557,46
44 500	28 471,42	30 149,20	30 637,00	31 124,80	31 612,60
44 600	28 526,56	30 204,35	30 692,15	31 179,95	31 667,75
44 700	28 581,70	30 259,49	30 747,29	31 235,09	31 722,89
44 800	28 636,84	30 314,63	30 802,43	31 290,23	31 778,03
44 900	28 691,98	30 369,77	30 857,57	31 345,37	31 833,17
45 000	28 747,12	30 424,91	30 912,71	31 400,51	31 888,31
45 100	28 802,27	30 480,05	30 967,85	31 455,65	31 943,45
45 200	28 857,41	30 535,19	31 022,99	31 510,79	31 998,59
45 300	28 912,55	30 590,33	31 078,13	31 565,93	32 053,73
45 400	28 967,69	30 645,47	31 133,27	31 621,07	32 108,87
45 500	29 022,83	30 700,62	31 188,42	31 676,22	32 164,02
45 600	29 077,97	30 755,76	31 243,56	31 731,36	32 219,16
45 700	29 133,11	30 810,90	31 298,70	31 786,50	32 274,30
45 800	29 188,25	30 866,04	31 353,84	31 841,64	32 329,44
45 900	29 243,39	30 921,18	31 408,98	31 896,78	32 384,58
46 000	29 298,53	30 976,32	31 464,12	31 951,92	32 439,72
46 100	29 353,68	31 031,46	31 519,26	32 007,06	32 494,86
46 200	29 408,82	31 086,60	31 574,40	32 062,20	32 550,00
46 300	29 463,96	31 141,74	31 629,54	32 117,34	32 605,14
46 400	29 519,10	31 196,88	31 684,68	32 172,48	32 660,28
46 500	29 574,24	31 252,03	31 739,83	32 227,63	32 715,43
46 600	29 629,38	31 307,17	31 794,97	32 282,77	32 770,57
46 700	29 684,52	31 362,31	31 850,11	32 337,91	32 825,71
46 800	29 739,66	31 417,45	31 905,25	32 393,05	32 880,85
46 900	29 794,80	31 472,59	31 960,39	32 448,19	32 935,99
47 000	29 849,95	31 527,73	32 015,53	32 503,33	32 991,13
47 100	29 905,09	31 582,87	32 070,67	32 558,47	33 046,27
47 200	29 960,23	31 638,01	32 125,81	32 613,61	33 101,41
47 300	30 015,37	31 693,15	32 180,95	32 668,75	33 156,55
47 400	30 070,51	31 748,30	32 236,10	32 723,90	33 211,70
47 500	30 125,65	31 803,44	32 291,24	32 779,04	33 266,84
47 600	30 180,79	31 858,58	32 346,38	32 834,18	33 321,98
47 700	30 235,93	31 913,72	32 401,52	32 889,32	33 377,12
47 800	30 291,07	31 968,86	32 456,66	32 944,46	33 432,26
47 900	30 346,21	32 024,00	32 511,80	32 999,60	33 487,40
48 000	30 401,36	32 079,14	32 566,94	33 054,74	33 542,54
48 100	30 456,50	32 134,28	32 622,08	33 109,88	33 597,68
48 200	30 511,64	32 189,42	32 677,22	33 165,02	33 652,82
48 300	30 566,78	32 244,56	32 732,36	33 220,16	33 707,96
48 400	30 621,92	32 299,71	32 787,51	33 275,31	33 763,11
48 500	30 677,06	32 354,85	32 842,65	33 330,45	33 818,25
48 600	30 732,20	32 409,99	32 897,79	33 385,59	33 873,39

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
48 700	30 787,34	32 465,13	32 952,93	33 440,73	33 928,53
48 800	30 842,48	32 520,27	33 008,07	33 495,87	33 983,67
48 900	30 897,63	32 575,41	33 063,21	33 551,01	34 038,81
49 000	30 952,77	32 630,55	33 118,35	33 606,15	34 093,95
49 100	31 007,91	32 685,69	33 173,49	33 661,29	34 149,09
49 200	31 063,05	32 740,83	33 228,63	33 716,43	34 204,23
49 300	31 118,19	32 795,98	33 283,78	33 771,58	34 259,38
49 400	31 173,33	32 851,12	33 338,92	33 826,72	34 314,52
49 500	31 228,47	32 906,26	33 394,06	33 881,86	34 369,66
49 600	31 283,61	32 961,40	33 449,20	33 937,00	34 424,80
49 700	31 338,75	33 016,54	33 504,34	33 992,14	34 479,94
49 800	31 393,89	33 071,68	33 559,48	34 047,28	34 535,08
49 900	31 449,04	33 126,82	33 614,62	34 102,42	34 590,22
50 000	31 504,18	33 181,96	33 669,76	34 157,56	34 645,36
50 100	31 559,32	33 237,10	33 724,90	34 212,70	34 700,50
50 200	31 614,46	33 292,24	33 780,04	34 267,84	34 755,64
50 300	31 669,60	33 347,39	33 835,19	34 322,99	34 810,79
50 400	31 724,74	33 402,53	33 890,33	34 378,13	34 865,93
50 500	31 779,88	33 457,67	33 945,47	34 433,27	34 921,07
50 600	31 835,02	33 512,81	34 000,61	34 488,41	34 976,21
50 700	31 890,16	33 567,95	34 055,75	34 543,55	35 031,35
50 800	31 945,31	33 623,09	34 110,89	34 598,69	35 086,49
50 900	32 000,45	33 678,23	34 166,03	34 653,83	35 141,63
51 000	32 055,59	33 733,37	34 221,17	34 708,97	35 196,77
51 100	32 110,73	33 788,51	34 276,31	34 764,11	35 251,91
51 200	32 165,87	33 843,66	34 331,46	34 819,26	35 307,06
51 300	32 221,01	33 898,80	34 386,60	34 874,40	35 362,20
51 400	32 276,15	33 953,94	34 441,74	34 929,54	35 417,34
51 500	32 331,29	34 009,08	34 496,88	34 984,68	35 472,48
51 600	32 386,43	34 064,22	34 552,02	35 039,82	35 527,62
51 700	32 441,57	34 119,36	34 607,16	35 094,96	35 582,76
51 800	32 496,72	34 174,50	34 662,30	35 150,10	35 637,90
51 900	32 551,86	34 229,64	34 717,44	35 205,24	35 693,04
52 000	32 607,00	34 284,78	34 772,58	35 260,38	35 748,18
52 100	32 662,14	34 339,92	34 827,72	35 315,52	35 803,32
52 200	32 717,28	34 395,07	34 882,87	35 370,67	35 858,47
52 300	32 772,42	34 450,21	34 938,01	35 425,81	35 913,61
52 400	32 827,56	34 505,35	34 993,15	35 480,95	35 968,75
52 500	32 882,70	34 560,49	35 048,29	35 536,09	36 023,89
52 600	32 937,84	34 615,63	35 103,43	35 591,23	36 079,03
52 700	32 992,99	34 670,77	35 158,57	35 646,37	36 134,17
52 800	33 048,13	34 725,91	35 213,71	35 701,51	36 189,31
52 900	33 103,27	34 781,05	35 268,85	35 756,65	36 244,45
53 000	33 158,41	34 836,19	35 323,99	35 811,79	36 299,59
53 100	33 213,55	34 891,34	35 379,14	35 866,94	36 354,74
53 200	33 268,69	34 946,48	35 434,28	35 922,08	36 409,88
53 300	33 323,83	35 001,62	35 489,42	35 977,22	36 465,02
53 400	33 378,97	35 056,76	35 544,56	36 032,36	36 520,16

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
53 500	33 434,11	35 111,90	35 599,70	36 087,50	36 575,30
53 600	33 489,26	35 167,04	35 654,84	36 142,64	36 630,44
53 700	33 544,40	35 222,18	35 709,98	36 197,78	36 685,58
53 800	33 599,54	35 277,32	35 765,12	36 252,92	36 740,72
53 900	33 654,68	35 332,46	35 820,26	36 308,06	36 795,86
54 000	33 709,82	35 387,60	35 875,40	36 363,20	36 851,00
54 100	33 764,96	35 442,75	35 930,55	36 418,35	36 906,15
54 200	33 820,10	35 497,89	35 985,69	36 473,49	36 961,29
54 300	33 875,24	35 553,03	36 040,83	36 528,63	37 016,43
54 400	33 930,38	35 608,17	36 095,97	36 583,77	37 071,57
54 500	33 985,52	35 663,31	36 151,11	36 638,91	37 126,71
54 600	34 040,67	35 718,45	36 206,25	36 694,05	37 181,85
54 700	34 095,81	35 773,59	36 261,39	36 749,19	37 236,99
54 800	34 150,95	35 828,73	36 316,53	36 804,33	37 292,13
54 900	34 206,09	35 883,87	36 371,67	36 859,47	37 347,27
55 000	34 261,23	35 939,02	36 426,82	36 914,62	37 402,42
55 100	34 316,37	35 994,16	36 481,96	36 969,76	37 457,56
55 200	34 371,51	36 049,30	36 537,10	37 024,90	37 512,70
55 300	34 426,65	36 104,44	36 592,24	37 080,04	37 567,84
55 400	34 481,79	36 159,58	36 647,38	37 135,18	37 622,98
55 500	34 536,94	36 214,72	36 702,52	37 190,32	37 678,12
55 600	34 592,08	36 269,86	36 757,66	37 245,46	37 733,26
55 700	34 647,22	36 325,00	36 812,80	37 300,60	37 788,40
55 800	34 702,36	36 380,14	36 867,94	37 355,74	37 843,54
55 900	34 757,50	36 435,29	36 923,09	37 410,89	37 898,69
56 000	34 812,64	36 490,43	36 978,23	37 466,03	37 953,83
56 100	34 867,78	36 545,57	37 033,37	37 521,17	38 008,97
56 200	34 922,92	36 600,71	37 088,51	37 576,31	38 064,11
56 300	34 978,06	36 655,85	37 143,65	37 631,45	38 119,25
56 400	35 033,20	36 710,99	37 198,79	37 686,59	38 174,39
56 500	35 088,35	36 766,13	37 253,93	37 741,73	38 229,53
56 600	35 143,49	36 821,27	37 309,07	37 796,87	38 284,67
56 700	35 198,63	36 876,41	37 364,21	37 852,01	38 339,81
56 800	35 253,77	36 931,55	37 419,35	37 907,15	38 394,95
56 900	35 308,91	36 986,70	37 474,50	37 962,30	38 450,10
57 000	35 364,05	37 041,84	37 529,64	38 017,44	38 505,24
57 100	35 419,19	37 096,98	37 584,78	38 072,58	38 560,38
57 200	35 474,33	37 152,12	37 639,92	38 127,72	38 615,52
57 300	35 529,47	37 207,26	37 695,06	38 182,86	38 670,66
57 400	35 584,62	37 262,40	37 750,20	38 238,00	38 725,80
57 500	35 639,76	37 317,54	37 805,34	38 293,14	38 780,94
57 600	35 694,90	37 372,68	37 860,48	38 348,28	38 836,08
57 700	35 750,04	37 427,82	37 915,62	38 403,42	38 891,22
57 800	35 805,18	37 482,97	37 970,77	38 458,57	38 946,37
57 900	35 860,32	37 538,11	38 025,91	38 513,71	39 001,51
58 000	35 915,46	37 593,25	38 081,05	38 568,85	39 056,65
58 100	35 970,60	37 648,39	38 136,19	38 623,99	39 111,79
58 200	36 025,74	37 703,53	38 191,33	38 679,13	39 166,93

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Célibataire				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
58 300	36 080,88	37 758,67	38 246,47	38 734,27	39 222,07
58 400	36 136,03	37 813,81	38 301,61	38 789,41	39 277,21
58 500	36 191,17	37 868,95	38 356,75	38 844,55	39 332,35
58 600	36 246,31	37 924,09	38 411,89	38 899,69	39 387,49
58 700	36 301,45	37 979,23	38 467,03	38 954,83	39 442,63
58 800	36 356,59	38 034,38	38 522,18	39 009,98	39 497,78
58 900	36 411,73	38 089,52	38 577,32	39 065,12	39 552,92
59 000	36 466,87	38 144,66	38 632,46	39 120,26	39 608,06

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
100	88,25	88,25	88,25	88,25	88,25
200	176,50	176,50	176,50	176,50	176,50
300	264,75	264,75	264,75	264,75	264,75
400	352,99	352,99	352,99	352,99	352,99
500	441,24	441,24	441,24	441,24	441,24
600	529,49	529,49	529,49	529,49	529,49
700	617,74	617,74	617,74	617,74	617,74
800	705,99	705,99	705,99	705,99	705,99
900	794,24	794,24	794,24	794,24	794,24
1 000	882,49	882,49	882,49	882,49	882,49
1 100	970,73	970,73	970,73	970,73	970,73
1 200	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98
1 300	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23
1 400	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48
1 500	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73
1 600	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98
1 700	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23
1 800	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47
1 900	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72
2 000	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97
2 100	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22
2 200	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47
2 300	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72
2 400	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97
2 500	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22
2 600	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46
2 700	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71
2 800	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96
2 900	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21
3 000	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46
3 100	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
3 200	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96
3 300	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20
3 400	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45
3 500	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70
3 600	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49
3 700	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29
3 800	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08
3 900	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88
4 000	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67
4 100	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46
4 200	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26
4 300	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05
4 400	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84
4 500	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64
4 600	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43
4 700	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22
4 800	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02
4 900	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81
5 000	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61
5 100	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40
5 200	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19
5 300	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99
5 400	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78
5 500	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57
5 600	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37
5 700	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16
5 800	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95
5 900	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75
6 000	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54
6 100	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33
6 200	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13
6 300	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92
6 400	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72
6 500	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51
6 600	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30
6 700	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10
6 800	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89
6 900	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68
7 000	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48
7 100	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27
7 200	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06
7 300	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86
7 400	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65
7 500	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45
7 600	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24
7 700	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03
7 800	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83
7 900	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)					Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge						Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +		0	1	2	3	4 et +
8 000	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	12 800	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51
8 100	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	12 900	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30
8 200	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	13 000	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09
8 300	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	13 100	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89
8 400	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	13 200	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68
8 500	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	13 300	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47
8 600	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	13 400	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27
8 700	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	13 500	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06
8 800	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	13 600	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85
8 900	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	13 700	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65
9 000	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	13 800	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44
9 100	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	13 900	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24
9 200	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	14 000	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03
9 300	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	14 100	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82
9 400	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	14 200	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62
9 500	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	14 300	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41
9 600	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	14 400	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20
9 700	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	14 500	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00
9 800	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	14 600	12 385,43	12 389,79	12 389,79	12 389,79	12 389,79
9 900	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	14 700	12 455,69	12 473,58	12 473,58	12 473,58	12 473,58
10 000	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	14 800	12 525,95	12 557,38	12 557,38	12 557,38	12 557,38
10 100	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	14 900	12 596,21	12 641,17	12 641,17	12 641,17	12 641,17
10 200	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	15 000	12 666,47	12 724,97	12 724,97	12 724,97	12 724,97
10 300	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	15 100	12 736,72	12 808,76	12 808,76	12 808,76	12 808,76
10 400	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	15 200	12 806,98	12 892,55	12 892,55	12 892,55	12 892,55
10 500	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25	15 300	12 877,24	12 976,35	12 976,35	12 976,35	12 976,35
10 600	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05	15 400	12 947,50	13 060,14	13 060,14	13 060,14	13 060,14
10 700	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84	15 500	13 017,75	13 143,93	13 143,93	13 143,93	13 143,93
10 800	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63	15 600	13 088,01	13 227,73	13 227,73	13 227,73	13 227,73
10 900	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43	15 700	13 158,27	13 311,52	13 311,52	13 311,52	13 311,52
11 000	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22	15 800	13 228,53	13 395,31	13 395,31	13 395,31	13 395,31
11 100	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01	15 900	13 298,78	13 479,11	13 479,11	13 479,11	13 479,11
11 200	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81	16 000	13 369,04	13 562,90	13 562,90	13 562,90	13 562,90
11 300	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60	16 100	13 439,30	13 646,69	13 646,69	13 646,69	13 646,69
11 400	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40	16 200	13 509,56	13 730,49	13 730,49	13 730,49	13 730,49
11 500	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19	16 300	13 579,81	13 814,28	13 814,28	13 814,28	13 814,28
11 600	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98	16 400	13 650,07	13 898,08	13 898,08	13 898,08	13 898,08
11 700	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78	16 500	13 720,33	13 981,87	13 981,87	13 981,87	13 981,87
11 800	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57	16 600	13 790,59	14 065,66	14 065,66	14 065,66	14 065,66
11 900	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36	16 700	13 860,56	14 149,46	14 149,46	14 149,46	14 149,46
12 000	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16	16 800	13 929,95	14 233,25	14 233,25	14 233,25	14 233,25
12 100	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95	16 900	13 999,34	14 317,04	14 317,04	14 317,04	14 317,04
12 200	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74	17 000	14 068,74	14 400,84	14 400,84	14 400,84	14 400,84
12 300	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54	17 100	14 138,13	14 484,63	14 484,63	14 484,63	14 484,63
12 400	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33	17 200	14 207,52	14 568,42	14 568,42	14 568,42	14 568,42
12 500	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13	17 300	14 276,92	14 652,22	14 652,22	14 652,22	14 652,22
12 600	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92	17 400	14 346,31	14 736,01	14 736,01	14 736,01	14 736,01
12 700	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71	17 500	14 415,71	14 819,81	14 819,81	14 819,81	14 819,81

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
17 600	14 485,10	14 903,60	14 903,60	14 903,60	14 903,60
17 700	14 554,49	14 987,39	14 987,39	14 987,39	14 987,39
17 800	14 623,89	15 071,19	15 071,19	15 071,19	15 071,19
17 900	14 693,28	15 154,98	15 154,98	15 154,98	15 154,98
18 000	14 762,67	15 238,77	15 238,77	15 238,77	15 238,77
18 100	14 832,07	15 322,57	15 322,57	15 322,57	15 322,57
18 200	14 901,46	15 406,36	15 406,36	15 406,36	15 406,36
18 300	14 970,85	15 490,15	15 490,15	15 490,15	15 490,15
18 400	15 040,25	15 573,95	15 573,95	15 573,95	15 573,95
18 500	15 109,64	15 657,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74
18 600	15 179,03	15 741,53	15 741,53	15 741,53	15 741,53
18 700	15 241,82	15 818,72	15 818,72	15 818,72	15 818,72
18 800	15 300,37	15 891,67	15 891,67	15 891,67	15 891,67
18 900	15 358,92	15 964,62	15 964,62	15 964,62	15 964,62
19 000	15 417,47	16 037,57	16 037,57	16 037,57	16 037,57
19 100	15 476,02	16 110,52	16 110,52	16 110,52	16 110,52
19 200	15 534,57	16 183,47	16 183,47	16 183,47	16 183,47
19 300	15 593,12	16 256,42	16 256,42	16 256,42	16 256,42
19 400	15 651,66	16 329,36	16 329,36	16 329,36	16 329,36
19 500	15 710,21	16 402,31	16 402,31	16 402,31	16 402,31
19 600	15 768,76	16 475,26	16 475,26	16 475,26	16 475,26
19 700	15 827,31	16 548,21	16 548,21	16 548,21	16 548,21
19 800	15 885,86	16 621,16	16 621,16	16 621,16	16 621,16
19 900	15 944,41	16 694,11	16 694,11	16 694,11	16 694,11
20 000	16 002,96	16 767,06	16 767,06	16 767,06	16 767,06
20 100	16 061,50	16 840,00	16 840,00	16 840,00	16 840,00
20 200	16 120,05	16 912,95	16 912,95	16 912,95	16 912,95
20 300	16 178,60	16 972,40	16 985,90	16 985,90	16 985,90
20 400	16 237,15	17 030,95	17 058,85	17 058,85	17 058,85
20 500	16 295,70	17 089,50	17 131,80	17 131,80	17 131,80
20 600	16 354,25	17 148,05	17 204,75	17 204,75	17 204,75
20 700	16 412,80	17 206,60	17 277,70	17 277,70	17 277,70
20 800	16 471,34	17 265,14	17 350,64	17 350,64	17 350,64
20 900	16 529,89	17 323,69	17 423,59	17 423,59	17 423,59
21 000	16 588,44	17 382,24	17 496,54	17 496,54	17 496,54
21 100	16 646,99	17 440,79	17 569,49	17 569,49	17 569,49
21 200	16 705,54	17 499,34	17 642,44	17 642,44	17 642,44
21 300	16 764,09	17 557,89	17 715,39	17 715,39	17 715,39
21 400	16 822,64	17 616,44	17 788,34	17 788,34	17 788,34
21 500	16 881,19	17 674,99	17 861,29	17 861,29	17 861,29
21 600	16 939,73	17 733,53	17 934,23	17 934,23	17 934,23
21 700	16 998,28	17 792,08	18 007,18	18 007,18	18 007,18
21 800	17 056,83	17 850,63	18 080,13	18 080,13	18 080,13
21 900	17 115,38	17 909,18	18 153,08	18 153,08	18 153,08
22 000	17 173,93	17 967,73	18 226,03	18 226,03	18 226,03
22 100	17 232,48	18 026,28	18 298,98	18 298,98	18 298,98
22 200	17 291,03	18 084,83	18 371,93	18 371,93	18 371,93
22 300	17 349,57	18 143,37	18 444,87	18 444,87	18 444,87

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
22 400	17 408,12	18 201,92	18 517,82	18 517,82	18 517,82
22 500	17 466,67	18 260,47	18 590,77	18 590,77	18 590,77
22 600	17 525,22	18 319,02	18 663,72	18 663,72	18 663,72
22 700	17 583,77	18 377,57	18 736,67	18 736,67	18 736,67
22 800	17 642,32	18 436,12	18 809,62	18 809,62	18 809,62
22 900	17 700,87	18 494,67	18 882,57	18 882,57	18 882,57
23 000	17 759,41	18 553,21	18 955,51	18 955,51	18 955,51
23 100	17 817,96	18 611,76	19 028,46	19 028,46	19 028,46
23 200	17 876,51	18 670,31	19 101,41	19 101,41	19 101,41
23 300	17 935,06	18 728,86	19 174,36	19 174,36	19 174,36
23 400	17 993,61	18 787,41	19 247,31	19 247,31	19 247,31
23 500	18 052,16	18 845,96	19 320,26	19 320,26	19 320,26
23 600	18 110,71	18 904,51	19 392,31	19 393,21	19 393,21
23 700	18 169,25	18 963,05	19 450,85	19 466,15	19 466,15
23 800	18 227,80	19 021,60	19 509,40	19 539,10	19 539,10
23 900	18 286,35	19 080,15	19 567,95	19 612,05	19 612,05
24 000	18 344,90	19 138,70	19 626,50	19 685,00	19 685,00
24 100	18 403,45	19 197,25	19 685,05	19 757,95	19 757,95
24 200	18 462,00	19 255,80	19 743,60	19 830,90	19 830,90
24 300	18 520,55	19 314,35	19 802,15	19 903,85	19 903,85
24 400	18 579,09	19 372,89	19 860,69	19 976,79	19 976,79
24 500	18 637,64	19 431,44	19 919,24	20 049,74	20 049,74
24 600	18 696,19	19 489,99	19 977,79	20 122,69	20 122,69
24 700	18 754,74	19 548,54	20 036,34	20 195,64	20 195,64
24 800	18 813,29	19 607,09	20 094,89	20 268,59	20 268,59
24 900	18 871,84	19 665,64	20 153,44	20 341,54	20 341,54
25 000	18 930,39	19 724,19	20 211,99	20 414,49	20 414,49
25 100	18 988,94	19 782,74	20 270,54	20 487,44	20 487,44
25 200	19 047,48	19 841,28	20 329,08	20 560,38	20 560,38
25 300	19 106,03	19 899,83	20 387,63	20 633,33	20 633,33
25 400	19 164,58	19 958,38	20 446,18	20 706,28	20 706,28
25 500	19 223,13	20 016,93	20 504,73	20 779,23	20 779,23
25 600	19 281,68	20 075,48	20 563,28	20 852,18	20 852,18
25 700	19 340,23	20 134,03	20 621,83	20 925,13	20 925,13
25 800	19 398,78	20 192,58	20 680,38	20 998,08	20 998,08
25 900	19 457,32	20 251,12	20 738,92	21 071,02	21 071,02
26 000	19 515,87	20 309,67	20 797,47	21 143,97	21 143,97
26 100	19 574,42	20 368,22	20 856,02	21 216,92	21 216,92
26 200	19 632,97	20 426,77	20 914,57	21 289,87	21 289,87
26 300	19 691,52	20 485,32	20 973,12	21 362,82	21 362,82
26 400	19 750,07	20 543,87	21 031,67	21 435,77	21 435,77
26 500	19 808,62	20 602,42	21 090,22	21 508,72	21 508,72
26 600	19 867,16	20 660,96	21 148,76	21 581,66	21 581,66
26 700	19 925,71	20 719,51	21 207,31	21 654,61	21 654,61
26 800	19 984,26	20 778,06	21 265,86	21 727,56	21 727,56
26 900	20 042,81	20 836,61	21 324,41	21 800,51	21 800,51
27 000	20 101,36	20 895,16	21 382,96	21 870,76	21 873,46
27 100	20 159,91	20 953,71	21 441,51	21 929,31	21 946,41

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
27 200	20 218,46	21 012,26	21 500,06	21 987,86	22 019,36
27 300	20 277,00	21 070,80	21 558,60	22 046,40	22 092,30
27 400	20 335,55	21 129,35	21 617,15	22 104,95	22 165,25
27 500	20 394,10	21 187,90	21 675,70	22 163,50	22 238,20
27 600	20 452,65	21 246,45	21 734,25	22 222,05	22 311,15
27 700	20 511,20	21 305,00	21 792,80	22 280,60	22 384,10
27 800	20 569,75	21 363,55	21 851,35	22 339,15	22 457,05
27 900	20 628,30	21 422,10	21 909,90	22 397,70	22 530,00
28 000	20 686,84	21 480,64	21 968,44	22 456,24	22 602,94
28 100	20 745,39	21 539,19	22 026,99	22 514,79	22 675,89
28 200	20 803,94	21 597,74	22 085,54	22 573,34	22 748,84
28 300	20 862,49	21 656,29	22 144,09	22 631,89	22 821,79
28 400	20 921,04	21 714,84	22 202,64	22 690,44	22 894,74
28 500	20 979,59	21 773,39	22 261,19	22 748,99	22 967,69
28 600	21 038,14	21 831,94	22 319,74	22 807,54	23 040,64
28 700	21 096,69	21 890,49	22 378,29	22 866,09	23 113,59
28 800	21 155,23	21 949,03	22 436,83	22 924,63	23 186,53
28 900	21 213,78	22 007,58	22 495,38	22 983,18	23 259,48
29 000	21 272,33	22 066,13	22 553,93	23 041,73	23 332,43
29 100	21 330,88	22 124,68	22 612,48	23 100,28	23 405,38
29 200	21 389,43	22 183,23	22 671,03	23 158,83	23 478,33
29 300	21 447,98	22 241,78	22 729,58	23 217,38	23 551,28
29 400	21 506,53	22 300,33	22 788,13	23 275,93	23 624,23
29 500	21 565,07	22 358,87	22 846,67	23 334,47	23 697,17
29 600	21 623,62	22 417,42	22 905,22	23 393,02	23 770,12
29 700	21 682,17	22 475,97	22 963,77	23 451,57	23 843,07
29 800	21 740,72	22 534,52	23 022,32	23 510,12	23 916,02
29 900	21 799,27	22 593,07	23 080,87	23 568,67	23 988,97
30 000	21 857,82	22 651,62	23 139,42	23 627,22	24 061,92
30 100	21 916,37	22 710,17	23 197,97	23 685,77	24 134,87
30 200	21 974,91	22 768,71	23 256,51	23 744,31	24 207,81
30 300	22 033,46	22 827,26	23 315,06	23 802,86	24 280,76
30 400	22 090,12	22 883,92	23 371,72	23 859,52	24 347,32
30 500	22 142,37	22 936,17	23 423,97	23 911,77	24 399,57
30 600	22 194,62	22 988,42	23 476,22	23 964,02	24 451,82
30 700	22 246,87	23 040,67	23 528,47	24 016,27	24 504,07
30 800	22 299,12	23 092,92	23 580,72	24 068,52	24 556,32
30 900	22 351,36	23 145,16	23 632,96	24 120,76	24 608,56
31 000	22 403,61	23 197,41	23 685,21	24 173,01	24 660,81
31 100	22 455,86	23 249,66	23 737,46	24 225,26	24 713,06
31 200	22 508,11	23 301,91	23 789,71	24 277,51	24 765,31
31 300	22 560,36	23 354,16	23 841,96	24 329,76	24 817,56
31 400	22 612,61	23 406,41	23 894,21	24 382,01	24 869,81
31 500	22 664,86	23 458,66	23 946,46	24 434,26	24 922,06
31 600	22 717,10	23 510,90	23 998,70	24 486,50	24 974,30
31 700	22 769,35	23 563,15	24 050,95	24 538,75	25 026,55
31 800	22 821,60	23 615,40	24 103,20	24 591,00	25 078,80
31 900	22 873,85	23 667,65	24 155,45	24 643,25	25 131,05

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
32 000	22 926,10	23 719,90	24 207,70	24 695,50	25 183,30
32 100	22 978,35	23 772,15	24 259,95	24 747,75	25 235,55
32 200	23 030,60	23 824,40	24 312,20	24 800,00	25 287,80
32 300	23 082,85	23 876,65	24 364,45	24 852,25	25 340,05
32 400	23 135,09	23 928,89	24 416,69	24 904,49	25 392,29
32 500	23 187,34	23 981,14	24 468,94	24 956,74	25 444,54
32 600	23 239,59	24 033,39	24 521,19	25 008,99	25 496,79
32 700	23 291,84	24 085,64	24 573,44	25 061,24	25 549,04
32 800	23 344,09	24 137,89	24 625,69	25 113,49	25 601,29
32 900	23 396,34	24 190,14	24 677,94	25 165,74	25 653,54
33 000	23 448,59	24 242,39	24 730,19	25 217,99	25 705,79
33 100	23 500,83	24 294,63	24 782,43	25 270,23	25 758,03
33 200	23 553,08	24 346,88	24 834,68	25 322,48	25 810,28
33 300	23 605,33	24 399,13	24 886,93	25 374,73	25 862,53
33 400	23 657,58	24 451,38	24 939,18	25 426,98	25 914,78
33 500	23 709,83	24 503,63	24 991,43	25 479,23	25 967,03
33 600	23 762,08	24 555,88	25 043,68	25 531,48	26 019,28
33 700	23 814,33	24 608,13	25 095,93	25 583,73	26 071,53
33 800	23 866,57	24 660,37	25 148,17	25 635,97	26 123,77
33 900	23 918,82	24 712,62	25 200,42	25 688,22	26 176,02
34 000	23 971,07	24 764,87	25 252,67	25 740,47	26 228,27
34 100	24 023,32	24 817,12	25 304,92	25 792,72	26 280,52
34 200	24 075,57	24 869,37	25 357,17	25 844,97	26 332,77
34 300	24 127,82	24 921,62	25 409,42	25 897,22	26 385,02
34 400	24 180,07	24 973,87	25 461,67	25 949,47	26 437,27
34 500	24 232,31	25 026,11	25 513,91	26 001,71	26 489,51
34 600	24 284,56	25 078,36	25 566,16	26 053,96	26 541,76
34 700	24 336,81	25 130,61	25 618,41	26 106,21	26 594,01
34 800	24 389,06	25 182,86	25 670,66	26 158,46	26 646,26
34 900	24 441,31	25 235,11	25 722,91	26 210,71	26 698,51
35 000	24 493,56	25 287,36	25 775,16	26 262,96	26 750,76
35 100	24 545,81	25 339,61	25 827,41	26 315,21	26 803,01
35 200	24 598,06	25 391,86	25 879,66	26 367,46	26 855,26
35 300	24 650,30	25 444,10	25 931,90	26 419,70	26 907,50
35 400	24 702,55	25 496,35	25 984,15	26 471,95	26 959,75
35 500	24 754,80	25 548,60	26 036,40	26 524,20	27 012,00
35 600	24 807,05	25 600,85	26 088,65	26 576,45	27 064,25
35 700	24 859,30	25 653,10	26 140,90	26 628,70	27 116,50
35 800	24 911,55	25 705,35	26 193,15	26 680,95	27 168,75
35 900	24 963,80	25 757,60	26 245,40	26 733,20	27 221,00
36 000	25 016,04	25 809,84	26 297,64	26 785,44	27 273,24
36 100	25 068,29	25 862,09	26 349,89	26 837,69	27 325,49
36 200	25 120,54	25 914,34	26 402,14	26 889,94	27 377,74
36 300	25 172,79	25 966,59	26 454,39	26 942,19	27 429,99
36 400	25 225,04	26 018,84	26 506,64	26 994,44	27 482,24
36 500	25 277,29	26 071,09	26 558,89	27 046,69	27 534,49
36 600	25 329,54	26 123,34	26 611,14	27 098,94	27 586,74
36 700	25 381,78	26 175,58	26 663,38	27 151,18	27 638,98

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
36 800	25 434,03	26 227,83	26 715,63	27 203,43	27 691,23
36 900	25 486,28	26 280,08	26 767,88	27 255,68	27 743,48
37 000	25 538,53	26 332,33	26 820,13	27 307,93	27 795,73
37 100	25 590,78	26 384,58	26 872,38	27 360,18	27 847,98
37 200	25 643,03	26 436,83	26 924,63	27 412,43	27 900,23
37 300	25 691,12	26 484,92	26 972,72	27 460,52	27 948,32
37 400	25 738,49	26 532,29	27 020,09	27 507,89	27 995,69
37 500	25 785,85	26 579,65	27 067,45	27 555,25	28 043,05
37 600	25 833,22	26 627,02	27 114,82	27 602,62	28 090,42
37 700	25 880,58	26 674,38	27 162,18	27 649,98	28 137,78
37 800	25 927,94	26 721,74	27 209,54	27 697,34	28 185,14
37 900	25 975,31	26 769,11	27 256,91	27 744,71	28 232,51
38 000	26 022,67	26 816,47	27 304,27	27 792,07	28 279,87
38 100	26 070,03	26 863,83	27 351,63	27 839,43	28 327,23
38 200	26 117,40	26 911,20	27 399,00	27 886,80	28 374,60
38 300	26 166,47	26 960,27	27 448,07	27 935,87	28 423,67
38 400	26 216,54	27 010,34	27 498,14	27 985,94	28 473,74
38 500	26 266,60	27 060,40	27 548,20	28 036,00	28 523,80
38 600	26 316,66	27 110,46	27 598,26	28 086,06	28 573,86
38 700	26 366,73	27 160,53	27 648,33	28 136,13	28 623,93
38 800	26 416,79	27 210,59	27 698,39	28 186,19	28 673,99
38 900	26 466,86	27 260,66	27 748,46	28 236,26	28 724,06
39 000	26 516,92	27 310,72	27 798,52	28 286,32	28 774,12
39 100	26 566,98	27 360,78	27 848,58	28 336,38	28 824,18
39 200	26 617,05	27 410,85	27 898,65	28 386,45	28 874,25
39 300	26 667,11	27 460,91	27 948,71	28 436,51	28 924,31
39 400	26 717,18	27 510,98	27 998,78	28 486,58	28 974,38
39 500	26 767,24	27 561,04	28 048,84	28 536,64	29 024,44
39 600	26 817,30	27 611,10	28 098,90	28 586,70	29 074,50
39 700	26 867,37	27 661,17	28 148,97	28 636,77	29 124,57
39 800	26 917,43	27 711,23	28 199,03	28 686,83	29 174,63
39 900	26 967,49	27 761,29	28 249,09	28 736,89	29 224,69
40 000	27 017,56	27 811,36	28 299,16	28 786,96	29 274,76
40 100	27 068,82	27 862,62	28 350,42	28 838,22	29 326,02
40 200	27 120,08	27 913,88	28 401,68	28 889,48	29 377,28
40 300	27 171,35	27 965,15	28 452,95	28 940,75	29 428,55
40 400	27 222,61	28 016,41	28 504,21	28 992,01	29 479,81
40 500	27 273,87	28 067,67	28 555,47	29 043,27	29 531,07
40 600	27 325,13	28 118,93	28 606,73	29 094,53	29 582,33
40 700	27 376,40	28 170,20	28 658,00	29 145,80	29 633,60
40 800	27 427,66	28 221,46	28 709,26	29 197,06	29 684,86
40 900	27 478,92	28 272,72	28 760,52	29 248,32	29 736,12
41 000	27 530,18	28 323,98	28 811,78	29 299,58	29 787,38
41 100	27 581,45	28 375,25	28 863,05	29 350,85	29 838,65
41 200	27 632,71	28 426,51	28 914,31	29 402,11	29 889,91
41 300	27 683,97	28 477,77	28 965,57	29 453,37	29 941,17
41 400	27 735,24	28 529,04	29 016,84	29 504,64	29 992,44
41 500	27 786,50	28 580,30	29 068,10	29 555,90	30 043,70

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
41 600	27 837,76	28 631,56	29 119,36	29 607,16	30 094,96
41 700	27 889,02	28 682,82	29 170,62	29 658,42	30 146,22
41 800	27 940,29	28 734,09	29 221,89	29 709,69	30 197,49
41 900	27 991,55	28 785,35	29 273,15	29 760,95	30 248,75
42 000	28 042,81	28 836,61	29 324,41	29 812,21	30 300,01
42 100	28 094,07	28 887,87	29 375,67	29 863,47	30 351,27
42 200	28 145,34	28 939,14	29 426,94	29 914,74	30 402,54
42 300	28 196,60	28 990,40	29 478,20	29 966,00	30 453,80
42 400	28 247,86	29 041,66	29 529,46	30 017,26	30 505,06
42 500	28 299,12	29 092,92	29 580,72	30 068,52	30 556,32
42 600	28 350,39	29 144,19	29 631,99	30 119,79	30 607,59
42 700	28 401,65	29 195,45	29 683,25	30 171,05	30 658,85
42 800	28 452,91	29 246,71	29 734,51	30 222,31	30 710,11
42 900	28 504,17	29 297,97	29 785,77	30 273,57	30 761,37
43 000	28 555,44	29 349,24	29 837,04	30 324,84	30 812,64
43 100	28 606,70	29 400,50	29 888,30	30 376,10	30 863,90
43 200	28 657,96	29 451,76	29 939,56	30 427,36	30 915,16
43 300	28 709,23	29 503,03	29 990,83	30 478,63	30 966,43
43 400	28 760,49	29 554,29	30 042,09	30 529,89	31 017,69
43 500	28 811,75	29 605,55	30 093,35	30 581,15	31 068,95
43 600	28 863,01	29 656,81	30 144,61	30 632,41	31 120,21
43 700	28 914,28	29 708,08	30 195,88	30 683,68	31 171,48
43 800	28 969,42	29 763,22	30 251,02	30 738,82	31 226,62
43 900	29 024,56	29 818,36	30 306,16	30 793,96	31 281,76
44 000	29 079,70	29 873,50	30 361,30	30 849,10	31 336,90
44 100	29 134,84	29 928,64	30 416,44	30 904,24	31 392,04
44 200	29 189,98	29 983,78	30 471,58	30 959,38	31 447,18
44 300	29 245,12	30 038,92	30 526,72	31 014,52	31 502,32
44 400	29 300,26	30 094,06	30 581,86	31 069,66	31 557,46
44 500	29 355,40	30 149,20	30 637,00	31 124,80	31 612,60
44 600	29 410,55	30 204,35	30 692,15	31 179,95	31 667,75
44 700	29 465,69	30 259,49	30 747,29	31 235,09	31 722,89
44 800	29 520,83	30 314,63	30 802,43	31 290,23	31 778,03
44 900	29 575,97	30 369,77	30 857,57	31 345,37	31 833,17
45 000	29 631,11	30 424,91	30 912,71	31 400,51	31 888,31
45 100	29 686,25	30 480,05	30 967,85	31 455,65	31 943,45
45 200	29 741,39	30 535,19	31 022,99	31 510,79	31 998,59
45 300	29 796,53	30 590,33	31 078,13	31 565,93	32 053,73
45 400	29 851,67	30 645,47	31 133,27	31 621,07	32 108,87
45 500	29 906,82	30 700,62	31 188,42	31 676,22	32 164,02
45 600	29 961,96	30 755,76	31 243,56	31 731,36	32 219,16
45 700	30 017,10	30 810,90	31 298,70	31 786,50	32 274,30
45 800	30 072,24	30 866,04	31 353,84	31 841,64	32 329,44
45 900	30 127,38	30 921,18	31 408,98	31 896,78	32 384,58
46 000	30 182,52	30 976,32	31 464,12	31 951,92	32 439,72
46 100	30 237,66	31 031,46	31 519,26	32 007,06	32 494,86
46 200	30 292,80	31 086,60	31 574,40	32 062,20	32 550,00
46 300	30 347,94	31 141,74	31 629,54	32 117,34	32 605,14

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
46 400	30 403,08	31 196,88	31 684,68	32 172,48	32 660,28
46 500	30 458,23	31 252,03	31 739,83	32 227,63	32 715,43
46 600	30 513,37	31 307,17	31 794,97	32 282,77	32 770,57
46 700	30 568,51	31 362,31	31 850,11	32 337,91	32 825,71
46 800	30 623,65	31 417,45	31 905,25	32 393,05	32 880,85
46 900	30 678,79	31 472,59	31 960,39	32 448,19	32 935,99
47 000	30 733,93	31 527,73	32 015,53	32 503,33	32 991,13
47 100	30 789,07	31 582,87	32 070,67	32 558,47	33 046,27
47 200	30 844,21	31 638,01	32 125,81	32 613,61	33 101,41
47 300	30 899,35	31 693,15	32 180,95	32 668,75	33 156,55
47 400	30 954,50	31 748,30	32 236,10	32 723,90	33 211,70
47 500	31 009,64	31 803,44	32 291,24	32 779,04	33 266,84
47 600	31 064,78	31 858,58	32 346,38	32 834,18	33 321,98
47 700	31 119,92	31 913,72	32 401,52	32 889,32	33 377,12
47 800	31 175,06	31 968,86	32 456,66	32 944,46	33 432,26
47 900	31 230,20	32 024,00	32 511,80	32 999,60	33 487,40
48 000	31 285,34	32 079,14	32 566,94	33 054,74	33 542,54
48 100	31 340,48	32 134,28	32 622,08	33 109,88	33 597,68
48 200	31 395,62	32 189,42	32 677,22	33 165,02	33 652,82
48 300	31 450,76	32 244,56	32 732,36	33 220,16	33 707,96
48 400	31 505,91	32 299,71	32 787,51	33 275,31	33 763,11
48 500	31 561,05	32 354,85	32 842,65	33 330,45	33 818,25
48 600	31 616,19	32 409,99	32 897,79	33 385,59	33 873,39
48 700	31 671,33	32 465,13	32 952,93	33 440,73	33 928,53
48 800	31 726,47	32 520,27	33 008,07	33 495,87	33 983,67
48 900	31 781,61	32 575,41	33 063,21	33 551,01	34 038,81
49 000	31 836,75	32 630,55	33 118,35	33 606,15	34 093,95
49 100	31 891,89	32 685,69	33 173,49	33 661,29	34 149,09
49 200	31 947,03	32 740,83	33 228,63	33 716,43	34 204,23
49 300	32 002,18	32 795,98	33 283,78	33 771,58	34 259,38
49 400	32 057,32	32 851,12	33 338,92	33 826,72	34 314,52
49 500	32 112,46	32 906,26	33 394,06	33 881,86	34 369,66
49 600	32 167,60	32 961,40	33 449,20	33 937,00	34 424,80
49 700	32 222,74	33 016,54	33 504,34	33 992,14	34 479,94
49 800	32 277,88	33 071,68	33 559,48	34 047,28	34 535,08
49 900	32 333,02	33 126,82	33 614,62	34 102,42	34 590,22
50 000	32 388,16	33 181,96	33 669,76	34 157,56	34 645,36
50 100	32 443,30	33 237,10	33 724,90	34 212,70	34 700,50
50 200	32 498,44	33 292,24	33 780,04	34 267,84	34 755,64
50 300	32 553,59	33 347,39	33 835,19	34 322,99	34 810,79
50 400	32 608,73	33 402,53	33 890,33	34 378,13	34 865,93
50 500	32 663,87	33 457,67	33 945,47	34 433,27	34 921,07
50 600	32 719,01	33 512,81	34 000,61	34 488,41	34 976,21
50 700	32 774,15	33 567,95	34 055,75	34 543,55	35 031,35
50 800	32 829,29	33 623,09	34 110,89	34 598,69	35 086,49
50 900	32 884,43	33 678,23	34 166,03	34 653,83	35 141,63
51 000	32 939,57	33 733,37	34 221,17	34 708,97	35 196,77
51 100	32 994,71	33 788,51	34 276,31	34 764,11	35 251,91

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
51 200	33 049,86	33 843,66	34 331,46	34 819,26	35 307,06
51 300	33 105,00	33 898,80	34 386,60	34 874,40	35 362,20
51 400	33 160,14	33 953,94	34 441,74	34 929,54	35 417,34
51 500	33 215,28	34 009,08	34 496,88	34 984,68	35 472,48
51 600	33 270,42	34 064,22	34 552,02	35 039,82	35 527,62
51 700	33 325,56	34 119,36	34 607,16	35 094,96	35 582,76
51 800	33 380,70	34 174,50	34 662,30	35 150,10	35 637,90
51 900	33 435,84	34 229,64	34 717,44	35 205,24	35 693,04
52 000	33 490,98	34 284,78	34 772,58	35 260,38	35 748,18
52 100	33 546,12	34 339,92	34 827,72	35 315,52	35 803,32
52 200	33 601,27	34 395,07	34 882,87	35 370,67	35 858,47
52 300	33 656,41	34 450,21	34 938,01	35 425,81	35 913,61
52 400	33 711,55	34 505,35	34 993,15	35 480,95	35 968,75
52 500	33 766,69	34 560,49	35 048,29	35 536,09	36 023,89
52 600	33 821,83	34 615,63	35 103,43	35 591,23	36 079,03
52 700	33 876,97	34 670,77	35 158,57	35 646,37	36 134,17
52 800	33 932,11	34 725,91	35 213,71	35 701,51	36 189,31
52 900	33 987,25	34 781,05	35 268,85	35 756,65	36 244,45
53 000	34 042,39	34 836,19	35 323,99	35 811,79	36 299,59
53 100	34 097,54	34 891,34	35 379,14	35 866,94	36 354,74
53 200	34 152,68	34 946,48	35 434,28	35 922,08	36 409,88
53 300	34 207,82	35 001,62	35 489,42	35 977,22	36 465,02
53 400	34 262,96	35 056,76	35 544,56	36 032,36	36 520,16
53 500	34 318,10	35 111,90	35 599,70	36 087,50	36 575,30
53 600	34 373,24	35 167,04	35 654,84	36 142,64	36 630,44
53 700	34 428,38	35 222,18	35 709,98	36 197,78	36 685,58
53 800	34 483,52	35 277,32	35 765,12	36 252,92	36 740,72
53 900	34 538,66	35 332,46	35 820,26	36 308,06	36 795,86
54 000	34 593,80	35 387,60	35 875,40	36 363,20	36 851,00
54 100	34 648,95	35 442,75	35 930,55	36 418,35	36 906,15
54 200	34 704,09	35 497,89	35 985,69	36 473,49	36 961,29
54 300	34 759,23	35 553,03	36 040,83	36 528,63	37 016,43
54 400	34 814,37	35 608,17	36 095,97	36 583,77	37 071,57
54 500	34 869,51	35 663,31	36 151,11	36 638,91	37 126,71
54 600	34 924,65	35 718,45	36 206,25	36 694,05	37 181,85
54 700	34 979,79	35 773,59	36 261,39	36 749,19	37 236,99
54 800	35 034,93	35 828,73	36 316,53	36 804,33	37 292,13
54 900	35 090,07	35 883,87	36 371,67	36 859,47	37 347,27
55 000	35 145,22	35 939,02	36 426,82	36 914,62	37 402,42
55 100	35 200,36	35 994,16	36 481,96	36 969,76	37 457,56
55 200	35 255,50	36 049,30	36 537,10	37 024,90	37 512,70
55 300	35 310,64	36 104,44	36 592,24	37 080,04	37 567,84
55 400	35 365,78	36 159,58	36 647,38	37 135,18	37 622,98
55 500	35 420,92	36 214,72	36 702,52	37 190,32	37 678,12
55 600	35 476,06	36 269,86	36 757,66	37 245,46	37 733,26
55 700	35 531,20	36 325,00	36 812,80	37 300,60	37 788,40
55 800	35 586,34	36 380,14	36 867,94	37 355,74	37 843,54
55 900	35 641,49	36 435,29	36 923,09	37 410,89	37 898,69

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Famille monoparentale Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
56 000	35 696,63	36 490,43	36 978,23	37 466,03	37 953,83
56 100	35 751,77	36 545,57	37 033,37	37 521,17	38 008,97
56 200	35 806,91	36 600,71	37 088,51	37 576,31	38 064,11
56 300	35 862,05	36 655,85	37 143,65	37 631,45	38 119,25
56 400	35 917,19	36 710,99	37 198,79	37 686,59	38 174,39
56 500	35 972,33	36 766,13	37 253,93	37 741,73	38 229,53
56 600	36 027,47	36 821,27	37 309,07	37 796,87	38 284,67
56 700	36 082,61	36 876,41	37 364,21	37 852,01	38 339,81
56 800	36 137,75	36 931,55	37 419,35	37 907,15	38 394,95
56 900	36 192,90	36 986,70	37 474,50	37 962,30	38 450,10
57 000	36 248,04	37 041,84	37 529,64	38 017,44	38 505,24
57 100	36 303,18	37 096,98	37 584,78	38 072,58	38 560,38
57 200	36 358,32	37 152,12	37 639,92	38 127,72	38 615,52
57 300	36 413,46	37 207,26	37 695,06	38 182,86	38 670,66
57 400	36 468,60	37 262,40	37 750,20	38 238,00	38 725,80
57 500	36 523,74	37 317,54	37 805,34	38 293,14	38 780,94
57 600	36 578,88	37 372,68	37 860,48	38 348,28	38 836,08
57 700	36 634,02	37 427,82	37 915,62	38 403,42	38 891,22
57 800	36 689,17	37 482,97	37 970,77	38 458,57	38 946,37
57 900	36 744,31	37 538,11	38 025,91	38 513,71	39 001,51
58 000	36 799,45	37 593,25	38 081,05	38 568,85	39 056,65
58 100	36 854,59	37 648,39	38 136,19	38 623,99	39 111,79
58 200	36 909,73	37 703,53	38 191,33	38 679,13	39 166,93
58 300	36 964,87	37 758,67	38 246,47	38 734,27	39 222,07
58 400	37 020,01	37 813,81	38 301,61	38 789,41	39 277,21
58 500	37 075,15	37 868,95	38 356,75	38 844,55	39 332,35
58 600	37 130,29	37 924,09	38 411,89	38 899,69	39 387,49
58 700	37 185,43	37 979,23	38 467,03	38 954,83	39 442,63
58 800	37 240,58	38 034,38	38 522,18	39 009,98	39 497,78
58 900	37 295,72	38 089,52	38 577,32	39 065,12	39 552,92
59 000	37 350,86	38 144,66	38 632,46	39 120,26	39 608,06

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
100	88,25	88,25	88,25	88,25	88,25
200	176,50	176,50	176,50	176,50	176,50
300	264,75	264,75	264,75	264,75	264,75
400	352,99	352,99	352,99	352,99	352,99
500	441,24	441,24	441,24	441,24	441,24
600	529,49	529,49	529,49	529,49	529,49
700	617,74	617,74	617,74	617,74	617,74
800	705,99	705,99	705,99	705,99	705,99

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
900	794,24	794,24	794,24	794,24	794,24
1 000	882,49	882,49	882,49	882,49	882,49
1 100	970,73	970,73	970,73	970,73	970,73
1 200	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98
1 300	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23
1 400	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48
1 500	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73
1 600	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98
1 700	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23
1 800	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47
1 900	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72
2 000	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97
2 100	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22
2 200	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47
2 300	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72
2 400	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97
2 500	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22
2 600	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46
2 700	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71
2 800	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96
2 900	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21
3 000	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46
3 100	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71
3 200	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96
3 300	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20
3 400	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45
3 500	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70
3 600	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49
3 700	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29
3 800	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08
3 900	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88
4 000	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67
4 100	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46
4 200	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26
4 300	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05
4 400	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84
4 500	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64
4 600	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43
4 700	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22
4 800	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02
4 900	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81
5 000	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61
5 100	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40
5 200	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19
5 300	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99
5 400	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78
5 500	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57
5 600	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
5 700	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16
5 800	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95
5 900	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75
6 000	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54
6 100	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33
6 200	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13
6 300	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92
6 400	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72
6 500	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51
6 600	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30
6 700	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10
6 800	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89
6 900	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68
7 000	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48
7 100	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27
7 200	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06
7 300	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86
7 400	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65
7 500	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45
7 600	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24
7 700	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03
7 800	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83
7 900	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62
8 000	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41
8 100	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21
8 200	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00
8 300	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79
8 400	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59
8 500	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38
8 600	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17
8 700	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97
8 800	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76
8 900	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56
9 000	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35
9 100	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14
9 200	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94
9 300	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73
9 400	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52
9 500	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32
9 600	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11
9 700	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90
9 800	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70
9 900	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49
10 000	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29
10 100	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08
10 200	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87
10 300	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67
10 400	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
10 500	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25	8 954,25
10 600	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05	9 038,05
10 700	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84	9 121,84
10 800	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63	9 205,63
10 900	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43	9 289,43
11 000	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22	9 373,22
11 100	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01	9 457,01
11 200	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81	9 540,81
11 300	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60	9 624,60
11 400	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40	9 708,40
11 500	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19	9 792,19
11 600	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98	9 875,98
11 700	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78	9 959,78
11 800	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57	10 043,57
11 900	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36	10 127,36
12 000	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16	10 211,16
12 100	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95	10 294,95
12 200	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74	10 378,74
12 300	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54	10 462,54
12 400	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33	10 546,33
12 500	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13	10 630,13
12 600	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92	10 713,92
12 700	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71	10 797,71
12 800	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51	10 881,51
12 900	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30	10 965,30
13 000	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09	11 049,09
13 100	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89	11 132,89
13 200	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68	11 216,68
13 300	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47	11 300,47
13 400	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27	11 384,27
13 500	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06	11 468,06
13 600	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85	11 551,85
13 700	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65	11 635,65
13 800	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44	11 719,44
13 900	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24	11 803,24
14 000	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03	11 887,03
14 100	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82	11 970,82
14 200	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62	12 054,62
14 300	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41	12 138,41
14 400	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20	12 222,20
14 500	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00	12 306,00
14 600	12 389,79	12 389,79	12 389,79	12 389,79	12 389,79
14 700	12 473,58	12 473,58	12 473,58	12 473,58	12 473,58
14 800	12 557,38	12 557,38	12 557,38	12 557,38	12 557,38
14 900	12 641,17	12 641,17	12 641,17	12 641,17	12 641,17
15 000	12 724,97	12 724,97	12 724,97	12 724,97	12 724,97
15 100	12 808,76	12 808,76	12 808,76	12 808,76	12 808,76
15 200	12 892,55	12 892,55	12 892,55	12 892,55	12 892,55

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
15 300	12 976,35	12 976,35	12 976,35	12 976,35	12 976,35
15 400	13 060,14	13 060,14	13 060,14	13 060,14	13 060,14
15 500	13 143,93	13 143,93	13 143,93	13 143,93	13 143,93
15 600	13 227,73	13 227,73	13 227,73	13 227,73	13 227,73
15 700	13 311,52	13 311,52	13 311,52	13 311,52	13 311,52
15 800	13 395,31	13 395,31	13 395,31	13 395,31	13 395,31
15 900	13 479,11	13 479,11	13 479,11	13 479,11	13 479,11
16 000	13 562,90	13 562,90	13 562,90	13 562,90	13 562,90
16 100	13 646,69	13 646,69	13 646,69	13 646,69	13 646,69
16 200	13 730,49	13 730,49	13 730,49	13 730,49	13 730,49
16 300	13 814,28	13 814,28	13 814,28	13 814,28	13 814,28
16 400	13 898,08	13 898,08	13 898,08	13 898,08	13 898,08
16 500	13 981,87	13 981,87	13 981,87	13 981,87	13 981,87
16 600	14 065,66	14 065,66	14 065,66	14 065,66	14 065,66
16 700	14 149,46	14 149,46	14 149,46	14 149,46	14 149,46
16 800	14 233,25	14 233,25	14 233,25	14 233,25	14 233,25
16 900	14 317,04	14 317,04	14 317,04	14 317,04	14 317,04
17 000	14 400,84	14 400,84	14 400,84	14 400,84	14 400,84
17 100	14 484,63	14 484,63	14 484,63	14 484,63	14 484,63
17 200	14 568,42	14 568,42	14 568,42	14 568,42	14 568,42
17 300	14 652,22	14 652,22	14 652,22	14 652,22	14 652,22
17 400	14 736,01	14 736,01	14 736,01	14 736,01	14 736,01
17 500	14 819,81	14 819,81	14 819,81	14 819,81	14 819,81
17 600	14 903,60	14 903,60	14 903,60	14 903,60	14 903,60
17 700	14 987,39	14 987,39	14 987,39	14 987,39	14 987,39
17 800	15 071,19	15 071,19	15 071,19	15 071,19	15 071,19
17 900	15 154,98	15 154,98	15 154,98	15 154,98	15 154,98
18 000	15 238,77	15 238,77	15 238,77	15 238,77	15 238,77
18 100	15 322,57	15 322,57	15 322,57	15 322,57	15 322,57
18 200	15 406,36	15 406,36	15 406,36	15 406,36	15 406,36
18 300	15 490,15	15 490,15	15 490,15	15 490,15	15 490,15
18 400	15 573,95	15 573,95	15 573,95	15 573,95	15 573,95
18 500	15 657,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74	15 657,74
18 600	15 741,53	15 741,53	15 741,53	15 741,53	15 741,53
18 700	15 818,72	15 818,72	15 818,72	15 818,72	15 818,72
18 800	15 891,67	15 891,67	15 891,67	15 891,67	15 891,67
18 900	15 964,62	15 964,62	15 964,62	15 964,62	15 964,62
19 000	16 037,57	16 037,57	16 037,57	16 037,57	16 037,57
19 100	16 110,52	16 110,52	16 110,52	16 110,52	16 110,52
19 200	16 183,47	16 183,47	16 183,47	16 183,47	16 183,47
19 300	16 256,42	16 256,42	16 256,42	16 256,42	16 256,42
19 400	16 329,36	16 329,36	16 329,36	16 329,36	16 329,36
19 500	16 402,31	16 402,31	16 402,31	16 402,31	16 402,31
19 600	16 475,26	16 475,26	16 475,26	16 475,26	16 475,26
19 700	16 548,21	16 548,21	16 548,21	16 548,21	16 548,21
19 800	16 621,16	16 621,16	16 621,16	16 621,16	16 621,16
19 900	16 694,11	16 694,11	16 694,11	16 694,11	16 694,11
20 000	16 767,06	16 767,06	16 767,06	16 767,06	16 767,06

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
20 100	16 840,00	16 840,00	16 840,00	16 840,00	16 840,00
20 200	16 912,95	16 912,95	16 912,95	16 912,95	16 912,95
20 300	16 985,90	16 985,90	16 985,90	16 985,90	16 985,90
20 400	17 058,85	17 058,85	17 058,85	17 058,85	17 058,85
20 500	17 131,80	17 131,80	17 131,80	17 131,80	17 131,80
20 600	17 204,75	17 204,75	17 204,75	17 204,75	17 204,75
20 700	17 277,70	17 277,70	17 277,70	17 277,70	17 277,70
20 800	17 350,64	17 350,64	17 350,64	17 350,64	17 350,64
20 900	17 423,59	17 423,59	17 423,59	17 423,59	17 423,59
21 000	17 496,54	17 496,54	17 496,54	17 496,54	17 496,54
21 100	17 569,49	17 569,49	17 569,49	17 569,49	17 569,49
21 200	17 642,44	17 642,44	17 642,44	17 642,44	17 642,44
21 300	17 715,39	17 715,39	17 715,39	17 715,39	17 715,39
21 400	17 788,34	17 788,34	17 788,34	17 788,34	17 788,34
21 500	17 861,29	17 861,29	17 861,29	17 861,29	17 861,29
21 600	17 934,23	17 934,23	17 934,23	17 934,23	17 934,23
21 700	18 007,18	18 007,18	18 007,18	18 007,18	18 007,18
21 800	18 080,13	18 080,13	18 080,13	18 080,13	18 080,13
21 900	18 153,08	18 153,08	18 153,08	18 153,08	18 153,08
22 000	18 226,03	18 226,03	18 226,03	18 226,03	18 226,03
22 100	18 298,98	18 298,98	18 298,98	18 298,98	18 298,98
22 200	18 371,93	18 371,93	18 371,93	18 371,93	18 371,93
22 300	18 444,87	18 444,87	18 444,87	18 444,87	18 444,87
22 400	18 517,82	18 517,82	18 517,82	18 517,82	18 517,82
22 500	18 590,77	18 590,77	18 590,77	18 590,77	18 590,77
22 600	18 663,72	18 663,72	18 663,72	18 663,72	18 663,72
22 700	18 736,67	18 736,67	18 736,67	18 736,67	18 736,67
22 800	18 809,62	18 809,62	18 809,62	18 809,62	18 809,62
22 900	18 882,57	18 882,57	18 882,57	18 882,57	18 882,57
23 000	18 955,51	18 955,51	18 955,51	18 955,51	18 955,51
23 100	19 028,46	19 028,46	19 028,46	19 028,46	19 028,46
23 200	19 101,41	19 101,41	19 101,41	19 101,41	19 101,41
23 300	19 174,36	19 174,36	19 174,36	19 174,36	19 174,36
23 400	19 247,31	19 247,31	19 247,31	19 247,31	19 247,31
23 500	19 320,26	19 320,26	19 320,26	19 320,26	19 320,26
23 600	19 393,21	19 393,21	19 393,21	19 393,21	19 393,21
23 700	19 466,15	19 466,15	19 466,15	19 466,15	19 466,15
23 800	19 539,10	19 539,10	19 539,10	19 539,10	19 539,10
23 900	19 612,05	19 612,05	19 612,05	19 612,05	19 612,05
24 000	19 685,00	19 685,00	19 685,00	19 685,00	19 685,00
24 100	19 757,95	19 757,95	19 757,95	19 757,95	19 757,95
24 200	19 830,90	19 830,90	19 830,90	19 830,90	19 830,90
24 300	19 903,85	19 903,85	19 903,85	19 903,85	19 903,85
24 400	19 976,79	19 976,79	19 976,79	19 976,79	19 976,79
24 500	20 049,74	20 049,74	20 049,74	20 049,74	20 049,74
24 600	20 122,69	20 122,69	20 122,69	20 122,69	20 122,69
24 700	20 195,64	20 195,64	20 195,64	20 195,64	20 195,64
24 800	20 268,59	20 268,59	20 268,59	20 268,59	20 268,59

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
24 900	20 341,54	20 341,54	20 341,54	20 341,54	20 341,54
25 000	20 414,49	20 414,49	20 414,49	20 414,49	20 414,49
25 100	20 487,44	20 487,44	20 487,44	20 487,44	20 487,44
25 200	20 560,38	20 560,38	20 560,38	20 560,38	20 560,38
25 300	20 633,33	20 633,33	20 633,33	20 633,33	20 633,33
25 400	20 706,28	20 706,28	20 706,28	20 706,28	20 706,28
25 500	20 770,23	20 779,23	20 779,23	20 779,23	20 779,23
25 600	20 828,78	20 852,18	20 852,18	20 852,18	20 852,18
25 700	20 887,33	20 925,13	20 925,13	20 925,13	20 925,13
25 800	20 945,88	20 998,08	20 998,08	20 998,08	20 998,08
25 900	21 004,42	21 071,02	21 071,02	21 071,02	21 071,02
26 000	21 062,97	21 143,97	21 143,97	21 143,97	21 143,97
26 100	21 121,52	21 216,92	21 216,92	21 216,92	21 216,92
26 200	21 180,07	21 289,87	21 289,87	21 289,87	21 289,87
26 300	21 238,62	21 362,82	21 362,82	21 362,82	21 362,82
26 400	21 297,17	21 435,77	21 435,77	21 435,77	21 435,77
26 500	21 355,72	21 508,72	21 508,72	21 508,72	21 508,72
26 600	21 414,26	21 581,66	21 581,66	21 581,66	21 581,66
26 700	21 472,81	21 654,61	21 654,61	21 654,61	21 654,61
26 800	21 531,36	21 727,56	21 727,56	21 727,56	21 727,56
26 900	21 589,91	21 800,51	21 800,51	21 800,51	21 800,51
27 000	21 648,46	21 873,46	21 873,46	21 873,46	21 873,46
27 100	21 707,01	21 946,41	21 946,41	21 946,41	21 946,41
27 200	21 765,56	22 019,36	22 019,36	22 019,36	22 019,36
27 300	21 824,10	22 092,30	22 092,30	22 092,30	22 092,30
27 400	21 882,65	22 165,25	22 165,25	22 165,25	22 165,25
27 500	21 941,20	22 238,20	22 238,20	22 238,20	22 238,20
27 600	21 999,75	22 311,15	22 311,15	22 311,15	22 311,15
27 700	22 058,30	22 384,10	22 384,10	22 384,10	22 384,10
27 800	22 116,85	22 457,05	22 457,05	22 457,05	22 457,05
27 900	22 175,40	22 530,00	22 530,00	22 530,00	22 530,00
28 000	22 233,94	22 602,94	22 602,94	22 602,94	22 602,94
28 100	22 292,49	22 675,89	22 675,89	22 675,89	22 675,89
28 200	22 351,04	22 748,84	22 748,84	22 748,84	22 748,84
28 300	22 409,59	22 821,79	22 821,79	22 821,79	22 821,79
28 400	22 468,14	22 894,74	22 894,74	22 894,74	22 894,74
28 500	22 526,69	22 967,69	22 967,69	22 967,69	22 967,69
28 600	22 585,24	23 040,64	23 040,64	23 040,64	23 040,64
28 700	22 643,79	23 113,59	23 113,59	23 113,59	23 113,59
28 800	22 702,33	23 186,53	23 186,53	23 186,53	23 186,53
28 900	22 760,88	23 259,48	23 259,48	23 259,48	23 259,48
29 000	22 819,43	23 332,43	23 332,43	23 332,43	23 332,43
29 100	22 877,98	23 405,38	23 405,38	23 405,38	23 405,38
29 200	22 936,53	23 465,73	23 478,33	23 478,33	23 478,33
29 300	22 995,08	23 524,28	23 551,28	23 551,28	23 551,28
29 400	23 053,63	23 582,83	23 624,23	23 624,23	23 624,23
29 500	23 112,17	23 641,37	23 697,17	23 697,17	23 697,17
29 600	23 170,72	23 699,92	23 770,12	23 770,12	23 770,12

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
29 700	23 229,27	23 758,47	23 843,07	23 843,07	23 843,07
29 800	23 287,82	23 817,02	23 916,02	23 916,02	23 916,02
29 900	23 346,37	23 875,57	23 988,97	23 988,97	23 988,97
30 000	23 404,92	23 934,12	24 061,92	24 061,92	24 061,92
30 100	23 463,47	23 992,67	24 134,87	24 134,87	24 134,87
30 200	23 522,01	24 051,21	24 207,81	24 207,81	24 207,81
30 300	23 580,56	24 109,76	24 280,76	24 280,76	24 280,76
30 400	23 638,03	24 167,23	24 353,71	24 353,71	24 353,71
30 500	23 692,98	24 222,18	24 426,66	24 426,66	24 426,66
30 600	23 747,93	24 277,13	24 499,61	24 499,61	24 499,61
30 700	23 802,88	24 332,08	24 572,56	24 572,56	24 572,56
30 800	23 857,83	24 387,03	24 645,51	24 645,51	24 645,51
30 900	23 912,77	24 441,97	24 718,45	24 718,45	24 718,45
31 000	23 967,72	24 496,92	24 791,40	24 791,40	24 791,40
31 100	24 022,67	24 551,87	24 864,35	24 864,35	24 864,35
31 200	24 077,62	24 606,82	24 937,30	24 937,30	24 937,30
31 300	24 132,57	24 661,77	25 010,25	25 010,25	25 010,25
31 400	24 187,52	24 716,72	25 083,20	25 083,20	25 083,20
31 500	24 242,47	24 771,67	25 156,15	25 156,15	25 156,15
31 600	24 297,41	24 826,61	25 229,09	25 229,09	25 229,09
31 700	24 352,36	24 881,56	25 302,04	25 302,04	25 302,04
31 800	24 407,31	24 936,51	25 374,99	25 374,99	25 374,99
31 900	24 462,26	24 991,46	25 447,94	25 447,94	25 447,94
32 000	24 517,21	25 046,41	25 520,89	25 520,89	25 520,89
32 100	24 572,16	25 101,36	25 589,16	25 593,84	25 593,84
32 200	24 627,11	25 156,31	25 644,11	25 666,79	25 666,79
32 300	24 682,06	25 211,26	25 699,06	25 739,74	25 739,74
32 400	24 737,00	25 266,20	25 754,00	25 812,68	25 812,68
32 500	24 791,95	25 321,15	25 808,95	25 885,63	25 885,63
32 600	24 846,90	25 376,10	25 863,90	25 958,58	25 958,58
32 700	24 901,85	25 431,05	25 918,85	26 031,53	26 031,53
32 800	24 956,80	25 486,00	25 973,80	26 104,48	26 104,48
32 900	25 011,75	25 540,95	26 028,75	26 177,43	26 177,43
33 000	25 066,70	25 595,90	26 083,70	26 250,38	26 250,38
33 100	25 121,64	25 650,84	26 138,64	26 323,32	26 323,32
33 200	25 176,59	25 705,79	26 193,59	26 396,27	26 396,27
33 300	25 231,54	25 760,74	26 248,54	26 469,22	26 469,22
33 400	25 286,49	25 815,69	26 303,49	26 542,17	26 542,17
33 500	25 341,44	25 870,64	26 358,44	26 615,12	26 615,12
33 600	25 396,39	25 925,59	26 413,39	26 688,07	26 688,07
33 700	25 451,34	25 980,54	26 468,34	26 761,02	26 761,02
33 800	25 506,28	26 035,48	26 523,28	26 833,96	26 833,96
33 900	25 561,23	26 090,43	26 578,23	26 906,91	26 906,91
34 000	25 616,18	26 145,38	26 633,18	26 979,86	26 979,86
34 100	25 671,13	26 200,33	26 688,13	27 052,81	27 052,81
34 200	25 726,08	26 255,28	26 743,08	27 125,76	27 125,76
34 300	25 781,03	26 310,23	26 798,03	27 198,71	27 198,71
34 400	25 835,98	26 365,18	26 852,98	27 271,66	27 271,66

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
34 500	25 890,92	26 420,12	26 907,92	27 344,60	27 344,60
34 600	25 945,87	26 475,07	26 962,87	27 417,55	27 417,55
34 700	26 000,82	26 530,02	27 017,82	27 490,50	27 490,50
34 800	26 055,77	26 584,97	27 072,77	27 560,57	27 563,45
34 900	26 110,72	26 639,92	27 127,72	27 615,52	27 636,40
35 000	26 165,67	26 694,87	27 182,67	27 670,47	27 709,35
35 100	26 220,62	26 749,82	27 237,62	27 725,42	27 782,30
35 200	26 275,57	26 804,77	27 292,57	27 780,37	27 855,25
35 300	26 330,51	26 859,71	27 347,51	27 835,31	27 928,19
35 400	26 385,46	26 914,66	27 402,46	27 890,26	28 001,14
35 500	26 440,41	26 969,61	27 457,41	27 945,21	28 074,09
35 600	26 495,36	27 024,56	27 512,36	28 000,16	28 147,04
35 700	26 550,31	27 079,51	27 567,31	28 055,11	28 219,99
35 800	26 605,26	27 134,46	27 622,26	28 110,06	28 292,94
35 900	26 660,21	27 189,41	27 677,21	28 165,01	28 365,89
36 000	26 715,15	27 244,35	27 732,15	28 219,95	28 438,83
36 100	26 770,10	27 299,30	27 787,10	28 274,90	28 511,78
36 200	26 825,05	27 354,25	27 842,05	28 329,85	28 584,73
36 300	26 880,00	27 409,20	27 897,00	28 384,80	28 657,68
36 400	26 934,95	27 464,15	27 951,95	28 439,75	28 730,63
36 500	26 989,90	27 519,10	28 006,90	28 494,70	28 803,58
36 600	27 044,85	27 574,05	28 061,85	28 549,65	28 876,53
36 700	27 099,79	27 628,99	28 116,79	28 604,59	28 949,47
36 800	27 154,74	27 683,94	28 171,74	28 659,54	29 022,42
36 900	27 209,69	27 738,89	28 226,69	28 714,49	29 095,37
37 000	27 264,64	27 793,84	28 281,64	28 769,44	29 168,32
37 100	27 319,59	27 848,79	28 336,59	28 824,39	29 241,27
37 200	27 374,54	27 903,74	28 391,54	28 879,34	29 314,22
37 300	27 425,33	27 954,53	28 442,33	28 930,13	29 383,01
37 400	27 475,40	28 004,60	28 492,40	28 980,20	29 451,08
37 500	27 525,46	28 054,66	28 542,46	29 030,26	29 518,06
37 600	27 575,53	28 104,73	28 592,53	29 080,33	29 568,13
37 700	27 625,59	28 154,79	28 642,59	29 130,39	29 618,19
37 800	27 675,65	28 204,85	28 692,65	29 180,45	29 668,25
37 900	27 725,72	28 254,92	28 742,72	29 230,52	29 718,32
38 000	27 775,78	28 304,98	28 792,78	29 280,58	29 768,38
38 100	27 825,84	28 355,04	28 842,84	29 330,64	29 818,44
38 200	27 875,91	28 405,11	28 892,91	29 380,71	29 868,51
38 300	27 925,97	28 455,17	28 942,97	29 430,77	29 918,57
38 400	27 976,04	28 505,24	28 993,04	29 480,84	29 968,64
38 500	28 026,10	28 555,30	29 043,10	29 530,90	30 018,70
38 600	28 076,16	28 605,36	29 093,16	29 580,96	30 068,76
38 700	28 126,23	28 655,43	29 143,23	29 631,03	30 118,83
38 800	28 176,29	28 705,49	29 193,29	29 681,09	30 168,89
38 900	28 226,36	28 755,56	29 243,36	29 731,16	30 218,96
39 000	28 276,42	28 805,62	29 293,42	29 781,22	30 269,02
39 100	28 326,48	28 855,68	29 343,48	29 831,28	30 319,08
39 200	28 376,55	28 905,75	29 393,55	29 881,35	30 369,15

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
39 300	28 426,61	28 955,81	29 443,61	29 931,41	30 419,21
39 400	28 476,68	29 005,88	29 493,68	29 981,48	30 469,28
39 500	28 526,74	29 055,94	29 543,74	30 031,54	30 519,34
39 600	28 576,80	29 106,00	29 593,80	30 081,60	30 569,40
39 700	28 626,87	29 156,07	29 643,87	30 131,67	30 619,47
39 800	28 676,93	29 206,13	29 693,93	30 181,73	30 669,53
39 900	28 726,99	29 256,19	29 743,99	30 231,79	30 719,59
40 000	28 777,06	29 306,26	29 794,06	30 281,86	30 769,66
40 100	28 828,32	29 357,52	29 845,32	30 333,12	30 820,92
40 200	28 879,58	29 408,78	29 896,58	30 384,38	30 872,18
40 300	28 930,85	29 460,05	29 947,85	30 435,65	30 923,45
40 400	28 982,11	29 511,31	29 999,11	30 486,91	30 974,71
40 500	29 033,37	29 562,57	30 050,37	30 538,17	31 025,97
40 600	29 084,63	29 613,83	30 101,63	30 589,43	31 077,23
40 700	29 135,90	29 665,10	30 152,90	30 640,70	31 128,50
40 800	29 187,16	29 716,36	30 204,16	30 691,96	31 179,76
40 900	29 238,42	29 767,62	30 255,42	30 743,22	31 231,02
41 000	29 289,68	29 818,88	30 306,68	30 794,48	31 282,28
41 100	29 340,95	29 870,15	30 357,95	30 845,75	31 333,55
41 200	29 392,21	29 921,41	30 409,21	30 897,01	31 384,81
41 300	29 443,47	29 972,67	30 460,47	30 948,27	31 436,07
41 400	29 494,74	30 023,94	30 511,74	30 999,54	31 487,34
41 500	29 546,00	30 075,20	30 563,00	31 050,80	31 538,60
41 600	29 597,26	30 126,46	30 614,26	31 102,06	31 589,86
41 700	29 648,52	30 177,72	30 665,52	31 153,32	31 641,12
41 800	29 699,79	30 228,99	30 716,79	31 204,59	31 692,39
41 900	29 751,05	30 280,25	30 768,05	31 255,85	31 743,65
42 000	29 802,31	30 331,51	30 819,31	31 307,11	31 794,91
42 100	29 853,57	30 382,77	30 870,57	31 358,37	31 846,17
42 200	29 904,84	30 434,04	30 921,84	31 409,64	31 897,44
42 300	29 956,10	30 485,30	30 973,10	31 460,90	31 948,70
42 400	30 007,36	30 536,56	31 024,36	31 512,16	31 999,96
42 500	30 058,62	30 587,82	31 075,62	31 563,42	32 051,22
42 600	30 109,89	30 639,09	31 126,89	31 614,69	32 102,49
42 700	30 161,15	30 690,35	31 178,15	31 665,95	32 153,75
42 800	30 212,41	30 741,61	31 229,41	31 717,21	32 205,01
42 900	30 263,67	30 792,87	31 280,67	31 768,47	32 256,27
43 000	30 314,94	30 844,14	31 331,94	31 819,74	32 307,54
43 100	30 366,20	30 895,40	31 383,20	31 871,00	32 358,80
43 200	30 417,46	30 946,66	31 434,46	31 922,26	32 410,06
43 300	30 468,73	30 997,93	31 485,73	31 973,53	32 461,33
43 400	30 519,99	31 049,19	31 536,99	32 024,79	32 512,59
43 500	30 571,25	31 100,45	31 588,25	32 076,05	32 563,85
43 600	30 622,51	31 151,71	31 639,51	32 127,31	32 615,11
43 700	30 673,78	31 202,98	31 690,78	32 178,58	32 666,38
43 800	30 728,92	31 258,12	31 745,92	32 233,72	32 721,52
43 900	30 784,06	31 313,26	31 801,06	32 288,86	32 776,66
44 000	30 839,20	31 368,40	31 856,20	32 344,00	32 831,80

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
44 100	30 894,34	31 423,54	31 911,34	32 399,14	32 886,94
44 200	30 949,48	31 478,68	31 966,48	32 454,28	32 942,08
44 300	31 004,62	31 533,82	32 021,62	32 509,42	32 997,22
44 400	31 059,76	31 588,96	32 076,76	32 564,56	33 052,36
44 500	31 114,90	31 644,10	32 131,90	32 619,70	33 107,50
44 600	31 170,05	31 699,25	32 187,05	32 674,85	33 162,65
44 700	31 225,19	31 754,39	32 242,19	32 729,99	33 217,79
44 800	31 280,33	31 809,53	32 297,33	32 785,13	33 272,93
44 900	31 335,47	31 864,67	32 352,47	32 840,27	33 328,07
45 000	31 390,61	31 919,81	32 407,61	32 895,41	33 383,21
45 100	31 445,75	31 974,95	32 462,75	32 950,55	33 438,35
45 200	31 500,89	32 030,09	32 517,89	33 005,69	33 493,49
45 300	31 556,03	32 085,23	32 573,03	33 060,83	33 548,63
45 400	31 611,17	32 140,37	32 628,17	33 115,97	33 603,77
45 500	31 666,32	32 195,52	32 683,32	33 171,12	33 658,92
45 600	31 721,46	32 250,66	32 738,46	33 226,26	33 714,06
45 700	31 776,60	32 305,80	32 793,60	33 281,40	33 769,20
45 800	31 831,74	32 360,94	32 848,74	33 336,54	33 824,34
45 900	31 886,88	32 416,08	32 903,88	33 391,68	33 879,48
46 000	31 942,02	32 471,22	32 959,02	33 446,82	33 934,62
46 100	31 997,16	32 526,36	33 014,16	33 501,96	33 989,76
46 200	32 052,30	32 581,50	33 069,30	33 557,10	34 044,90
46 300	32 107,44	32 636,64	33 124,44	33 612,24	34 100,04
46 400	32 162,58	32 691,78	33 179,58	33 667,38	34 155,18
46 500	32 217,73	32 746,93	33 234,73	33 722,53	34 210,33
46 600	32 272,87	32 802,07	33 289,87	33 777,67	34 265,47
46 700	32 328,01	32 857,21	33 345,01	33 832,81	34 320,61
46 800	32 383,15	32 912,35	33 400,15	33 887,95	34 375,75
46 900	32 438,29	32 967,49	33 455,29	33 943,09	34 430,89
47 000	32 493,43	33 022,63	33 510,43	33 998,23	34 486,03
47 100	32 548,57	33 077,77	33 565,57	34 053,37	34 541,17
47 200	32 603,71	33 132,91	33 620,71	34 108,51	34 596,31
47 300	32 658,85	33 188,05	33 675,85	34 163,65	34 651,45
47 400	32 714,00	33 243,20	33 731,00	34 218,80	34 706,60
47 500	32 769,14	33 298,34	33 786,14	34 273,94	34 761,74
47 600	32 824,28	33 353,48	33 841,28	34 329,08	34 816,88
47 700	32 879,42	33 408,62	33 896,42	34 384,22	34 872,02
47 800	32 934,56	33 463,76	33 951,56	34 439,36	34 927,16
47 900	32 989,70	33 518,90	34 006,70	34 494,50	34 982,30
48 000	33 044,84	33 574,04	34 061,84	34 549,64	35 037,44
48 100	33 099,98	33 629,18	34 116,98	34 604,78	35 092,58
48 200	33 155,12	33 684,32	34 172,12	34 659,92	35 147,72
48 300	33 210,26	33 739,46	34 227,26	34 715,06	35 202,86
48 400	33 265,41	33 794,61	34 282,41	34 770,21	35 258,01
48 500	33 320,55	33 849,75	34 337,55	34 825,35	35 313,15
48 600	33 375,69	33 904,89	34 392,69	34 880,49	35 368,29
48 700	33 430,83	33 960,03	34 447,83	34 935,63	35 423,43
48 800	33 485,97	34 015,17	34 502,97	34 990,77	35 478,57

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
48 900	33 541,11	34 070,31	34 558,11	35 045,91	35 533,71
49 000	33 596,25	34 125,45	34 613,25	35 101,05	35 588,85
49 100	33 651,39	34 180,59	34 668,39	35 156,19	35 643,99
49 200	33 706,53	34 235,73	34 723,53	35 211,33	35 699,13
49 300	33 761,68	34 290,88	34 778,68	35 266,48	35 754,28
49 400	33 816,82	34 346,02	34 833,82	35 321,62	35 809,42
49 500	33 871,96	34 401,16	34 888,96	35 376,76	35 864,56
49 600	33 927,10	34 456,30	34 944,10	35 431,90	35 919,70
49 700	33 982,24	34 511,44	34 999,24	35 487,04	35 974,84
49 800	34 037,38	34 566,58	35 054,38	35 542,18	36 029,98
49 900	34 092,52	34 621,72	35 109,52	35 597,32	36 085,12
50 000	34 147,66	34 676,86	35 164,66	35 652,46	36 140,26
50 100	34 202,80	34 732,00	35 219,80	35 707,60	36 195,40
50 200	34 257,94	34 787,14	35 274,94	35 762,74	36 250,54
50 300	34 313,09	34 842,29	35 330,09	35 817,89	36 305,69
50 400	34 368,23	34 897,43	35 385,23	35 873,03	36 360,83
50 500	34 423,37	34 952,57	35 440,37	35 928,17	36 415,97
50 600	34 478,51	35 007,71	35 495,51	35 983,31	36 471,11
50 700	34 533,65	35 062,85	35 550,65	36 038,45	36 526,25
50 800	34 588,79	35 117,99	35 605,79	36 093,59	36 581,39
50 900	34 643,93	35 173,13	35 660,93	36 148,73	36 636,53
51 000	34 699,07	35 228,27	35 716,07	36 203,87	36 691,67
51 100	34 754,21	35 283,41	35 771,21	36 259,01	36 746,81
51 200	34 809,36	35 338,56	35 826,36	36 314,16	36 801,96
51 300	34 864,50	35 393,70	35 881,50	36 369,30	36 857,10
51 400	34 919,64	35 448,84	35 936,64	36 424,44	36 912,24
51 500	34 974,78	35 503,98	35 991,78	36 479,58	36 967,38
51 600	35 029,92	35 559,12	36 046,92	36 534,72	37 022,52
51 700	35 085,06	35 614,26	36 102,06	36 589,86	37 077,66
51 800	35 140,20	35 669,40	36 157,20	36 645,00	37 132,80
51 900	35 195,34	35 724,54	36 212,34	36 700,14	37 187,94
52 000	35 250,48	35 779,68	36 267,48	36 755,28	37 243,08
52 100	35 305,62	35 834,82	36 322,62	36 810,42	37 298,22
52 200	35 360,77	35 889,97	36 377,77	36 865,57	37 353,37
52 300	35 415,91	35 945,11	36 432,91	36 920,71	37 408,51
52 400	35 471,05	36 000,25	36 488,05	36 975,85	37 463,65
52 500	35 526,19	36 055,39	36 543,19	37 030,99	37 518,79
52 600	35 581,33	36 110,53	36 598,33	37 086,13	37 573,93
52 700	35 636,47	36 165,67	36 653,47	37 141,27	37 629,07
52 800	35 691,61	36 220,81	36 708,61	37 196,41	37 684,21
52 900	35 746,75	36 275,95	36 763,75	37 251,55	37 739,35
53 000	35 801,89	36 331,09	36 818,89	37 306,69	37 794,49
53 100	35 857,04	36 386,24	36 874,04	37 361,84	37 849,64
53 200	35 912,18	36 441,38	36 929,18	37 416,98	37 904,78
53 300	35 967,32	36 496,52	36 984,32	37 472,12	37 959,92
53 400	36 022,46	36 551,66	37 039,46	37 527,26	38 015,06
53 500	36 077,60	36 606,80	37 094,60	37 582,40	38 070,20
53 600	36 132,74	36 661,94	37 149,74	37 637,54	38 125,34

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
53 700	36 187,88	36 717,08	37 204,88	37 692,68	38 180,48
53 800	36 243,02	36 772,22	37 260,02	37 747,82	38 235,62
53 900	36 298,16	36 827,36	37 315,16	37 802,96	38 290,76
54 000	36 353,30	36 882,50	37 370,30	37 858,10	38 345,90
54 100	36 408,45	36 937,65	37 425,45	37 913,25	38 401,05
54 200	36 463,59	36 992,79	37 480,59	37 968,39	38 456,19
54 300	36 518,73	37 047,93	37 535,73	38 023,53	38 511,33
54 400	36 573,87	37 103,07	37 590,87	38 078,67	38 566,47
54 500	36 629,01	37 158,21	37 646,01	38 133,81	38 621,61
54 600	36 684,15	37 213,35	37 701,15	38 188,95	38 676,75
54 700	36 739,29	37 268,49	37 756,29	38 244,09	38 731,89
54 800	36 794,43	37 323,63	37 811,43	38 299,23	38 787,03
54 900	36 849,57	37 378,77	37 866,57	38 354,37	38 842,17
55 000	36 904,72	37 433,92	37 921,72	38 409,52	38 897,32
55 100	36 959,86	37 489,06	37 976,86	38 464,66	38 952,46
55 200	37 015,00	37 544,20	38 032,00	38 519,80	39 007,60
55 300	37 070,14	37 599,34	38 087,14	38 574,94	39 062,74
55 400	37 125,28	37 654,48	38 142,28	38 630,08	39 117,88
55 500	37 180,42	37 709,62	38 197,42	38 685,22	39 173,02
55 600	37 235,56	37 764,76	38 252,56	38 740,36	39 228,16
55 700	37 290,70	37 819,90	38 307,70	38 795,50	39 283,30
55 800	37 345,84	37 875,04	38 362,84	38 850,64	39 338,44
55 900	37 400,99	37 930,19	38 417,99	38 905,79	39 393,59
56 000	37 456,13	37 985,33	38 473,13	38 960,93	39 448,73
56 100	37 511,27	38 040,47	38 528,27	39 016,07	39 503,87
56 200	37 566,41	38 095,61	38 583,41	39 071,21	39 559,01
56 300	37 621,55	38 150,75	38 638,55	39 126,35	39 614,15
56 400	37 676,69	38 205,89	38 693,69	39 181,49	39 669,29
56 500	37 731,83	38 261,03	38 748,83	39 236,63	39 724,43
56 600	37 786,97	38 316,17	38 803,97	39 291,77	39 779,57
56 700	37 842,11	38 371,31	38 859,11	39 346,91	39 834,71
56 800	37 897,25	38 426,45	38 914,25	39 402,05	39 889,85
56 900	37 952,40	38 481,60	38 969,40	39 457,20	39 945,00
57 000	38 007,54	38 536,74	39 024,54	39 512,34	40 000,14
57 100	38 062,68	38 591,88	39 079,68	39 567,48	40 055,28
57 200	38 117,82	38 647,02	39 134,82	39 622,62	40 110,42
57 300	38 172,96	38 702,16	39 189,96	39 677,76	40 165,56
57 400	38 228,10	38 757,30	39 245,10	39 732,90	40 220,70
57 500	38 283,24	38 812,44	39 300,24	39 788,04	40 275,84
57 600	38 338,38	38 867,58	39 355,38	39 843,18	40 330,98
57 700	38 393,52	38 922,72	39 410,52	39 898,32	40 386,12
57 800	38 448,67	38 977,87	39 465,67	39 953,47	40 441,27
57 900	38 503,81	39 033,01	39 520,81	40 008,61	40 496,41
58 000	38 558,95	39 088,15	39 575,95	40 063,75	40 551,55
58 100	38 614,09	39 143,29	39 631,09	40 118,89	40 606,69
58 200	38 669,23	39 198,43	39 686,23	40 174,03	40 661,83
58 300	38 724,37	39 253,57	39 741,37	40 229,17	40 716,97
58 400	38 779,51	39 308,71	39 796,51	40 284,31	40 772,11

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	1	2	3	4	5 et +
58 500	38 834,65	39 363,85	39 851,65	40 339,45	40 827,25
58 600	38 889,79	39 418,99	39 906,79	40 394,59	40 882,39
58 700	38 944,93	39 474,13	39 961,93	40 449,73	40 937,53
58 800	39 000,08	39 529,28	40 017,08	40 504,88	40 992,68
58 900	39 055,22	39 584,42	40 072,22	40 560,02	41 047,82
59 000	39 110,36	39 639,56	40 127,36	40 615,16	41 102,96

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
100	88,25	88,25	88,25	88,25	88,25
200	176,50	176,50	176,50	176,50	176,50
300	264,75	264,75	264,75	264,75	264,75
400	352,99	352,99	352,99	352,99	352,99
500	441,24	441,24	441,24	441,24	441,24
600	529,49	529,49	529,49	529,49	529,49
700	617,74	617,74	617,74	617,74	617,74
800	705,99	705,99	705,99	705,99	705,99
900	794,24	794,24	794,24	794,24	794,24
1 000	882,49	882,49	882,49	882,49	882,49
1 100	970,73	970,73	970,73	970,73	970,73
1 200	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98	1 058,98
1 300	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23	1 147,23
1 400	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48	1 235,48
1 500	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73	1 323,73
1 600	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98	1 411,98
1 700	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23	1 500,23
1 800	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47	1 588,47
1 900	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72	1 676,72
2 000	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97	1 764,97
2 100	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22	1 853,22
2 200	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47	1 941,47
2 300	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72	2 029,72
2 400	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97	2 117,97
2 500	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22	2 206,22
2 600	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46	2 294,46
2 700	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71	2 382,71
2 800	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96	2 470,96
2 900	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21	2 559,21
3 000	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46	2 647,46
3 100	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71	2 735,71
3 200	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96	2 823,96
3 300	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20	2 912,20

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)					Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge						Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +		0	1	2	3	4 et +
3 400	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	3 000,45	8 200	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00	7 027,00
3 500	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	3 088,70	8 300	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79	7 110,79
3 600	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	3 172,49	8 400	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59	7 194,59
3 700	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	3 256,29	8 500	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38	7 278,38
3 800	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	3 340,08	8 600	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17	7 362,17
3 900	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	3 423,88	8 700	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97	7 445,97
4 000	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	3 507,67	8 800	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76	7 529,76
4 100	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	3 591,46	8 900	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56	7 613,56
4 200	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	3 675,26	9 000	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35	7 697,35
4 300	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	3 759,05	9 100	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14	7 781,14
4 400	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	3 842,84	9 200	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94	7 864,94
4 500	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	3 926,64	9 300	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73	7 948,73
4 600	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	4 010,43	9 400	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52	8 032,52
4 700	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	4 094,22	9 500	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32	8 116,32
4 800	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	4 178,02	9 600	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11	8 200,11
4 900	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	4 261,81	9 700	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90	8 283,90
5 000	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	4 345,61	9 800	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70	8 367,70
5 100	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	4 429,40	9 900	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49	8 451,49
5 200	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	4 513,19	10 000	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29	8 535,29
5 300	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	4 596,99	10 100	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08	8 619,08
5 400	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	4 680,78	10 200	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87	8 702,87
5 500	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57	4 764,57	10 300	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67	8 786,67
5 600	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37	4 848,37	10 400	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46	8 870,46
5 700	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16	4 932,16	10 500	8 952,95	8 952,95	8 952,95	8 952,95	8 952,95
5 800	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95	5 015,95	10 600	9 025,90	9 025,90	9 025,90	9 025,90	9 025,90
5 900	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75	5 099,75	10 700	9 098,85	9 098,85	9 098,85	9 098,85	9 098,85
6 000	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54	5 183,54	10 800	9 171,80	9 171,80	9 171,80	9 171,80	9 171,80
6 100	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33	5 267,33	10 900	9 244,75	9 244,75	9 244,75	9 244,75	9 244,75
6 200	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13	5 351,13	11 000	9 317,69	9 317,69	9 317,69	9 317,69	9 317,69
6 300	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92	5 434,92	11 100	9 390,64	9 390,64	9 390,64	9 390,64	9 390,64
6 400	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	5 518,72	11 200	9 463,59	9 463,59	9 463,59	9 463,59	9 463,59
6 500	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	5 602,51	11 300	9 536,54	9 536,54	9 536,54	9 536,54	9 536,54
6 600	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	5 686,30	11 400	9 609,49	9 609,49	9 609,49	9 609,49	9 609,49
6 700	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	5 770,10	11 500	9 682,44	9 682,44	9 682,44	9 682,44	9 682,44
6 800	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	5 853,89	11 600	9 755,39	9 755,39	9 755,39	9 755,39	9 755,39
6 900	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	5 937,68	11 700	9 828,34	9 828,34	9 828,34	9 828,34	9 828,34
7 000	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	6 021,48	11 800	9 901,28	9 901,28	9 901,28	9 901,28	9 901,28
7 100	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	6 105,27	11 900	9 974,23	9 974,23	9 974,23	9 974,23	9 974,23
7 200	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	6 189,06	12 000	10 047,18	10 047,18	10 047,18	10 047,18	10 047,18
7 300	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	6 272,86	12 100	10 120,13	10 120,13	10 120,13	10 120,13	10 120,13
7 400	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	6 356,65	12 200	10 193,08	10 193,08	10 193,08	10 193,08	10 193,08
7 500	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	6 440,45	12 300	10 266,03	10 266,03	10 266,03	10 266,03	10 266,03
7 600	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	6 524,24	12 400	10 338,98	10 338,98	10 338,98	10 338,98	10 338,98
7 700	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	6 608,03	12 500	10 411,92	10 411,92	10 411,92	10 411,92	10 411,92
7 800	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	6 691,83	12 600	10 484,87	10 484,87	10 484,87	10 484,87	10 484,87
7 900	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	6 775,62	12 700	10 557,82	10 557,82	10 557,82	10 557,82	10 557,82
8 000	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	6 859,41	12 800	10 630,77	10 630,77	10 630,77	10 630,77	10 630,77
8 100	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	6 943,21	12 900	10 703,72	10 703,72	10 703,72	10 703,72	10 703,72

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
13 000	10 776,49	10 776,67	10 776,67	10 776,67	10 776,67
13 100	10 835,90	10 849,62	10 849,62	10 849,62	10 849,62
13 200	10 895,31	10 922,56	10 922,56	10 922,56	10 922,56
13 300	10 954,73	10 995,51	10 995,51	10 995,51	10 995,51
13 400	11 014,14	11 068,46	11 068,46	11 068,46	11 068,46
13 500	11 073,55	11 141,41	11 141,41	11 141,41	11 141,41
13 600	11 132,96	11 214,36	11 214,36	11 214,36	11 214,36
13 700	11 192,38	11 287,31	11 287,31	11 287,31	11 287,31
13 800	11 251,79	11 360,26	11 360,26	11 360,26	11 360,26
13 900	11 311,20	11 433,20	11 433,20	11 433,20	11 433,20
14 000	11 370,61	11 506,15	11 506,15	11 506,15	11 506,15
14 100	11 430,03	11 579,10	11 579,10	11 579,10	11 579,10
14 200	11 489,44	11 652,05	11 652,05	11 652,05	11 652,05
14 300	11 548,85	11 725,00	11 725,00	11 725,00	11 725,00
14 400	11 608,26	11 797,95	11 797,95	11 797,95	11 797,95
14 500	11 667,68	11 870,90	11 870,90	11 870,90	11 870,90
14 600	11 727,09	11 943,85	11 943,85	11 943,85	11 943,85
14 700	11 786,50	12 016,79	12 016,79	12 016,79	12 016,79
14 800	11 845,91	12 089,74	12 089,74	12 089,74	12 089,74
14 900	11 905,33	12 162,69	12 162,69	12 162,69	12 162,69
15 000	11 964,74	12 235,64	12 235,64	12 235,64	12 235,64
15 100	12 024,15	12 308,59	12 308,59	12 308,59	12 308,59
15 200	12 083,56	12 381,54	12 381,54	12 381,54	12 381,54
15 300	12 142,98	12 454,49	12 454,49	12 454,49	12 454,49
15 400	12 202,39	12 527,43	12 527,43	12 527,43	12 527,43
15 500	12 261,80	12 600,38	12 600,38	12 600,38	12 600,38
15 600	12 321,22	12 673,33	12 673,33	12 673,33	12 673,33
15 700	12 380,63	12 746,28	12 746,28	12 746,28	12 746,28
15 800	12 440,04	12 819,23	12 819,23	12 819,23	12 819,23
15 900	12 499,45	12 892,18	12 892,18	12 892,18	12 892,18
16 000	12 558,87	12 965,13	12 965,13	12 965,13	12 965,13
16 100	12 618,28	13 038,07	13 038,07	13 038,07	13 038,07
16 200	12 677,69	13 111,02	13 111,02	13 111,02	13 111,02
16 300	12 737,10	13 183,97	13 183,97	13 183,97	13 183,97
16 400	12 796,52	13 256,92	13 256,92	13 256,92	13 256,92
16 500	12 855,93	13 329,87	13 329,87	13 329,87	13 329,87
16 600	12 915,34	13 402,82	13 402,82	13 402,82	13 402,82
16 700	12 974,47	13 475,77	13 475,77	13 475,77	13 475,77
16 800	13 033,01	13 548,71	13 548,71	13 548,71	13 548,71
16 900	13 091,56	13 620,76	13 621,66	13 621,66	13 621,66
17 000	13 150,11	13 679,31	13 694,61	13 694,61	13 694,61
17 100	13 208,66	13 737,86	13 767,56	13 767,56	13 767,56
17 200	13 267,21	13 796,41	13 840,51	13 840,51	13 840,51
17 300	13 325,76	13 854,96	13 913,46	13 913,46	13 913,46
17 400	13 384,31	13 913,51	13 986,41	13 986,41	13 986,41
17 500	13 442,85	13 972,05	14 059,35	14 059,35	14 059,35
17 600	13 501,40	14 030,60	14 132,30	14 132,30	14 132,30
17 700	13 559,95	14 089,15	14 205,25	14 205,25	14 205,25

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
17 800	13 618,50	14 147,70	14 278,20	14 278,20	14 278,20
17 900	13 677,05	14 206,25	14 351,15	14 351,15	14 351,15
18 000	13 735,60	14 264,80	14 424,10	14 424,10	14 424,10
18 100	13 794,15	14 323,35	14 497,05	14 497,05	14 497,05
18 200	13 852,70	14 381,90	14 570,00	14 570,00	14 570,00
18 300	13 911,24	14 440,44	14 642,94	14 642,94	14 642,94
18 400	13 969,79	14 498,99	14 715,89	14 715,89	14 715,89
18 500	14 028,34	14 557,54	14 788,84	14 788,84	14 788,84
18 600	14 086,89	14 616,09	14 861,79	14 861,79	14 861,79
18 700	14 145,44	14 674,64	14 934,74	14 934,74	14 934,74
18 800	14 203,99	14 733,19	15 007,69	15 007,69	15 007,69
18 900	14 262,54	14 791,74	15 080,64	15 080,64	15 080,64
19 000	14 321,08	14 850,28	15 153,58	15 153,58	15 153,58
19 100	14 379,63	14 908,83	15 226,53	15 226,53	15 226,53
19 200	14 438,18	14 967,38	15 299,48	15 299,48	15 299,48
19 300	14 496,73	15 025,93	15 372,43	15 372,43	15 372,43
19 400	14 555,28	15 084,48	15 445,38	15 445,38	15 445,38
19 500	14 613,83	15 143,03	15 518,33	15 518,33	15 518,33
19 600	14 672,38	15 201,58	15 591,28	15 591,28	15 591,28
19 700	14 730,92	15 260,12	15 664,22	15 664,22	15 664,22
19 800	14 789,47	15 318,67	15 737,17	15 737,17	15 737,17
19 900	14 848,02	15 377,22	15 810,12	15 810,12	15 810,12
20 000	14 906,57	15 435,77	15 883,07	15 883,07	15 883,07
20 100	14 965,12	15 494,32	15 956,02	15 956,02	15 956,02
20 200	15 023,67	15 552,87	16 028,97	16 028,97	16 028,97
20 300	15 082,22	15 611,42	16 099,22	16 101,92	16 101,92
20 400	15 140,76	15 669,96	16 157,76	16 174,86	16 174,86
20 500	15 199,31	15 728,51	16 216,31	16 247,81	16 247,81
20 600	15 257,86	15 787,06	16 274,86	16 320,76	16 320,76
20 700	15 316,41	15 845,61	16 333,41	16 393,71	16 393,71
20 800	15 374,96	15 904,16	16 391,96	16 466,66	16 466,66
20 900	15 433,51	15 962,71	16 450,51	16 539,61	16 539,61
21 000	15 492,06	16 021,26	16 509,06	16 612,56	16 612,56
21 100	15 550,60	16 079,80	16 567,60	16 685,50	16 685,50
21 200	15 609,15	16 138,35	16 626,15	16 758,45	16 758,45
21 300	15 667,70	16 196,90	16 684,70	16 831,40	16 831,40
21 400	15 726,25	16 255,45	16 743,25	16 904,35	16 904,35
21 500	15 784,80	16 314,00	16 801,80	16 977,30	16 977,30
21 600	15 843,35	16 372,55	16 860,35	17 050,25	17 050,25
21 700	15 901,90	16 431,10	16 918,90	17 123,20	17 123,20
21 800	15 960,45	16 489,65	16 977,45	17 196,15	17 196,15
21 900	16 018,99	16 548,19	17 035,99	17 269,09	17 269,09
22 000	16 077,54	16 606,74	17 094,54	17 342,04	17 342,04
22 100	16 136,09	16 665,29	17 153,09	17 414,99	17 414,99
22 200	16 194,64	16 723,84	17 211,64	17 487,94	17 487,94
22 300	16 253,19	16 782,39	17 270,19	17 560,89	17 560,89
22 400	16 311,74	16 840,94	17 328,74	17 633,84	17 633,84
22 500	16 370,29	16 899,49	17 387,29	17 706,79	17 706,79

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
22 600	16 428,83	16 958,03	17 445,83	17 779,73	17 779,73
22 700	16 487,38	17 016,58	17 504,38	17 852,68	17 852,68
22 800	16 545,93	17 075,13	17 562,93	17 925,63	17 925,63
22 900	16 604,48	17 133,68	17 621,48	17 998,58	17 998,58
23 000	16 663,03	17 192,23	17 680,03	18 071,53	18 071,53
23 100	16 721,58	17 250,78	17 738,58	18 144,48	18 144,48
23 200	16 780,13	17 309,33	17 797,13	18 217,43	18 217,43
23 300	16 838,67	17 367,87	17 855,67	18 290,37	18 290,37
23 400	16 897,22	17 426,42	17 914,22	18 363,32	18 363,32
23 500	16 955,77	17 484,97	17 972,77	18 436,27	18 436,27
23 600	17 014,32	17 543,52	18 031,32	18 509,22	18 509,22
23 700	17 072,87	17 602,07	18 089,87	18 577,67	18 582,17
23 800	17 131,42	17 660,62	18 148,42	18 636,22	18 655,12
23 900	17 189,97	17 719,17	18 206,97	18 694,77	18 728,07
24 000	17 248,51	17 777,71	18 265,51	18 753,31	18 801,01
24 100	17 307,06	17 836,26	18 324,06	18 811,86	18 873,96
24 200	17 365,61	17 894,81	18 382,61	18 870,41	18 946,91
24 300	17 424,16	17 953,36	18 441,16	18 928,96	19 019,86
24 400	17 482,71	18 011,91	18 499,71	18 987,51	19 092,81
24 500	17 541,26	18 070,46	18 558,26	19 046,06	19 165,76
24 600	17 599,81	18 129,01	18 616,81	19 104,61	19 238,71
24 700	17 658,35	18 187,55	18 675,35	19 163,15	19 311,65
24 800	17 716,90	18 246,10	18 733,90	19 221,70	19 384,60
24 900	17 775,45	18 304,65	18 792,45	19 280,25	19 457,55
25 000	17 834,00	18 363,20	18 851,00	19 338,80	19 530,50
25 100	17 892,55	18 421,75	18 909,55	19 397,35	19 603,45
25 200	17 951,10	18 480,30	18 968,10	19 455,90	19 676,40
25 300	18 009,65	18 538,85	19 026,65	19 514,45	19 749,35
25 400	18 068,20	18 597,40	19 085,20	19 573,00	19 822,30
25 500	18 126,74	18 655,94	19 143,74	19 631,54	19 895,24
25 600	18 185,29	18 714,49	19 202,29	19 690,09	19 968,19
25 700	18 243,84	18 773,04	19 260,84	19 748,64	20 041,14
25 800	18 302,39	18 831,59	19 319,39	19 807,19	20 114,09
25 900	18 360,94	18 890,14	19 377,94	19 865,74	20 187,04
26 000	18 419,49	18 948,69	19 436,49	19 924,29	20 259,99
26 100	18 478,04	19 007,24	19 495,04	19 982,84	20 332,94
26 200	18 536,58	19 065,78	19 553,58	20 041,38	20 405,88
26 300	18 595,13	19 124,33	19 612,13	20 099,93	20 478,83
26 400	18 653,68	19 182,88	19 670,68	20 158,48	20 551,78
26 500	18 712,23	19 241,43	19 729,23	20 217,03	20 624,73
26 600	18 770,78	19 299,98	19 787,78	20 275,58	20 697,68
26 700	18 829,33	19 358,53	19 846,33	20 334,13	20 770,63
26 800	18 887,88	19 417,08	19 904,88	20 392,68	20 843,58
26 900	18 946,42	19 475,62	19 963,42	20 451,22	20 916,52
27 000	19 004,97	19 534,17	20 021,97	20 509,77	20 989,47
27 100	19 063,52	19 592,72	20 080,52	20 568,32	21 056,12
27 200	19 122,07	19 651,27	20 139,07	20 626,87	21 114,67
27 300	19 180,62	19 709,82	20 197,62	20 685,42	21 173,22

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
27 400	19 239,17	19 768,37	20 256,17	20 743,97	21 231,77
27 500	19 297,72	19 826,92	20 314,72	20 802,52	21 290,32
27 600	19 356,26	19 885,46	20 373,26	20 861,06	21 348,86
27 700	19 414,81	19 944,01	20 431,81	20 919,61	21 407,41
27 800	19 473,36	20 002,56	20 490,36	20 978,16	21 465,96
27 900	19 531,91	20 061,11	20 548,91	21 036,71	21 524,51
28 000	19 590,46	20 119,66	20 607,46	21 095,26	21 583,06
28 100	19 649,01	20 178,21	20 666,01	21 153,81	21 641,61
28 200	19 707,56	20 236,76	20 724,56	21 212,36	21 700,16
28 300	19 766,11	20 295,31	20 783,11	21 270,91	21 758,71
28 400	19 824,65	20 353,85	20 841,65	21 329,45	21 817,25
28 500	19 883,20	20 412,40	20 900,20	21 388,00	21 875,80
28 600	19 941,75	20 470,95	20 958,75	21 446,55	21 934,35
28 700	20 000,30	20 529,50	21 017,30	21 505,10	21 992,90
28 800	20 058,85	20 588,05	21 075,85	21 563,65	22 051,45
28 900	20 117,40	20 646,60	21 134,40	21 622,20	22 110,00
29 000	20 175,95	20 705,15	21 192,95	21 680,75	22 168,55
29 100	20 234,49	20 763,69	21 251,49	21 739,29	22 227,09
29 200	20 293,04	20 822,24	21 310,04	21 797,84	22 285,64
29 300	20 351,59	20 880,79	21 368,59	21 856,39	22 344,19
29 400	20 410,14	20 939,34	21 427,14	21 914,94	22 402,74
29 500	20 468,69	20 997,89	21 485,69	21 973,49	22 461,29
29 600	20 527,24	21 056,44	21 544,24	22 032,04	22 519,84
29 700	20 585,79	21 114,99	21 602,79	22 090,59	22 578,39
29 800	20 644,33	21 173,53	21 661,33	22 149,13	22 636,93
29 900	20 702,88	21 232,08	21 719,88	22 207,68	22 695,48
30 000	20 761,43	21 290,63	21 778,43	22 266,23	22 754,03
30 100	20 819,98	21 349,18	21 836,98	22 324,78	22 812,58
30 200	20 878,53	21 407,73	21 895,53	22 383,33	22 871,13
30 300	20 937,08	21 466,28	21 954,08	22 441,88	22 929,68
30 400	20 994,55	21 523,75	22 011,55	22 499,35	22 987,15
30 500	21 049,49	21 578,69	22 066,49	22 554,29	23 042,09
30 600	21 104,44	21 633,64	22 121,44	22 609,24	23 097,04
30 700	21 159,39	21 688,59	22 176,39	22 664,19	23 151,99
30 800	21 214,34	21 743,54	22 231,34	22 719,14	23 206,94
30 900	21 269,29	21 798,49	22 286,29	22 774,09	23 261,89
31 000	21 324,24	21 853,44	22 341,24	22 829,04	23 316,84
31 100	21 379,19	21 908,39	22 396,19	22 883,99	23 371,79
31 200	21 434,13	21 963,33	22 451,13	22 938,93	23 426,73
31 300	21 489,08	22 018,28	22 506,08	22 993,88	23 481,68
31 400	21 544,03	22 073,23	22 561,03	23 048,83	23 536,63
31 500	21 598,98	22 128,18	22 615,98	23 103,78	23 591,58
31 600	21 653,93	22 183,13	22 670,93	23 158,73	23 646,53
31 700	21 708,88	22 238,08	22 725,88	23 213,68	23 701,48
31 800	21 763,83	22 293,03	22 780,83	23 268,63	23 756,43
31 900	21 818,78	22 347,98	22 835,78	23 323,58	23 811,38
32 000	21 873,72	22 402,92	22 890,72	23 378,52	23 866,32
32 100	21 928,67	22 457,87	22 945,67	23 433,47	23 921,27

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
32 200	21 983,62	22 512,82	23 000,62	23 488,42	23 976,22
32 300	22 038,57	22 567,77	23 055,57	23 543,37	24 031,17
32 400	22 093,52	22 622,72	23 110,52	23 598,32	24 086,12
32 500	22 148,47	22 677,67	23 165,47	23 653,27	24 141,07
32 600	22 203,42	22 732,62	23 220,42	23 708,22	24 196,02
32 700	22 258,36	22 787,56	23 275,36	23 763,16	24 250,96
32 800	22 313,31	22 842,51	23 330,31	23 818,11	24 305,91
32 900	22 368,26	22 897,46	23 385,26	23 873,06	24 360,86
33 000	22 423,21	22 952,41	23 440,21	23 928,01	24 415,81
33 100	22 478,16	23 007,36	23 495,16	23 982,96	24 470,76
33 200	22 533,11	23 062,31	23 550,11	24 037,91	24 525,71
33 300	22 588,06	23 117,26	23 605,06	24 092,86	24 580,66
33 400	22 643,00	23 172,20	23 660,00	24 147,80	24 635,60
33 500	22 697,95	23 227,15	23 714,95	24 202,75	24 690,55
33 600	22 752,90	23 282,10	23 769,90	24 257,70	24 745,50
33 700	22 807,85	23 337,05	23 824,85	24 312,65	24 800,45
33 800	22 862,80	23 392,00	23 879,80	24 367,60	24 855,40
33 900	22 917,75	23 446,95	23 934,75	24 422,55	24 910,35
34 000	22 972,70	23 501,90	23 989,70	24 477,50	24 965,30
34 100	23 027,64	23 556,84	24 044,64	24 532,44	25 020,24
34 200	23 082,59	23 611,79	24 099,59	24 587,39	25 075,19
34 300	23 137,54	23 666,74	24 154,54	24 642,34	25 130,14
34 400	23 192,49	23 721,69	24 209,49	24 697,29	25 185,09
34 500	23 247,44	23 776,64	24 264,44	24 752,24	25 240,04
34 600	23 302,39	23 831,59	24 319,39	24 807,19	25 294,99
34 700	23 357,34	23 886,54	24 374,34	24 862,14	25 349,94
34 800	23 412,28	23 941,48	24 429,28	24 917,08	25 404,88
34 900	23 467,23	23 996,43	24 484,23	24 972,03	25 459,83
35 000	23 522,18	24 051,38	24 539,18	25 026,98	25 514,78
35 100	23 577,13	24 106,33	24 594,13	25 081,93	25 569,73
35 200	23 632,08	24 161,28	24 649,08	25 136,88	25 624,68
35 300	23 687,03	24 216,23	24 704,03	25 191,83	25 679,63
35 400	23 741,98	24 271,18	24 758,98	25 246,78	25 734,58
35 500	23 796,93	24 326,13	24 813,93	25 301,73	25 789,53
35 600	23 851,87	24 381,07	24 868,87	25 356,67	25 844,47
35 700	23 906,82	24 436,02	24 923,82	25 411,62	25 899,42
35 800	23 961,77	24 490,97	24 978,77	25 466,57	25 954,37
35 900	24 016,72	24 545,92	25 033,72	25 521,52	26 009,32
36 000	24 071,67	24 600,87	25 088,67	25 576,47	26 064,27
36 100	24 126,62	24 655,82	25 143,62	25 631,42	26 119,22
36 200	24 181,57	24 710,77	25 198,57	25 686,37	26 174,17
36 300	24 236,51	24 765,71	25 253,51	25 741,31	26 229,11
36 400	24 291,46	24 820,66	25 308,46	25 796,26	26 284,06
36 500	24 346,41	24 875,61	25 363,41	25 851,21	26 339,01
36 600	24 401,36	24 930,56	25 418,36	25 906,16	26 393,96
36 700	24 456,31	24 985,51	25 473,31	25 961,11	26 448,91
36 800	24 511,26	25 040,46	25 528,26	26 016,06	26 503,86
36 900	24 566,21	25 095,41	25 583,21	26 071,01	26 558,81

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
37 000	24 621,15	25 150,35	25 638,15	26 125,95	26 613,75
37 100	24 676,10	25 205,30	25 693,10	26 180,90	26 668,70
37 200	24 731,05	25 260,25	25 748,05	26 235,85	26 723,65
37 300	24 781,85	25 311,05	25 798,85	26 286,65	26 774,45
37 400	24 831,91	25 361,11	25 848,91	26 336,71	26 824,51
37 500	24 881,98	25 411,18	25 898,98	26 386,78	26 874,58
37 600	24 932,04	25 461,24	25 949,04	26 436,84	26 924,64
37 700	24 982,10	25 511,30	25 999,10	26 486,90	26 974,70
37 800	25 032,17	25 561,37	26 049,17	26 536,97	27 024,77
37 900	25 082,23	25 611,43	26 099,23	26 587,03	27 074,83
38 000	25 132,30	25 661,50	26 149,30	26 637,10	27 124,90
38 100	25 182,36	25 711,56	26 199,36	26 687,16	27 174,96
38 200	25 232,42	25 761,62	26 249,42	26 737,22	27 225,02
38 300	25 282,49	25 811,69	26 299,49	26 787,29	27 275,09
38 400	25 332,55	25 861,75	26 349,55	26 837,35	27 325,15
38 500	25 382,61	25 911,81	26 399,61	26 887,41	27 375,21
38 600	25 432,68	25 961,88	26 449,68	26 937,48	27 425,28
38 700	25 482,74	26 011,94	26 499,74	26 987,54	27 475,34
38 800	25 532,81	26 062,01	26 549,81	27 037,61	27 525,41
38 900	25 582,87	26 112,07	26 599,87	27 087,67	27 575,47
39 000	25 632,93	26 162,13	26 649,93	27 137,73	27 625,53
39 100	25 683,00	26 212,20	26 700,00	27 187,80	27 675,60
39 200	25 733,06	26 262,26	26 750,06	27 237,86	27 725,66
39 300	25 783,13	26 312,33	26 800,13	27 287,93	27 775,73
39 400	25 833,19	26 362,39	26 850,19	27 337,99	27 825,79
39 500	25 883,25	26 412,45	26 900,25	27 388,05	27 875,85
39 600	25 933,32	26 462,52	26 950,32	27 438,12	27 925,92
39 700	25 983,38	26 512,58	27 000,38	27 488,18	27 975,98
39 800	26 033,44	26 562,64	27 050,44	27 538,24	28 026,04
39 900	26 083,51	26 612,71	27 100,51	27 588,31	28 076,11
40 000	26 133,57	26 662,77	27 150,57	27 638,37	28 126,17
40 100	26 184,84	26 714,04	27 201,84	27 689,64	28 177,44
40 200	26 236,10	26 765,30	27 253,10	27 740,90	28 228,70
40 300	26 287,36	26 816,56	27 304,36	27 792,16	28 279,96
40 400	26 338,62	26 867,82	27 355,62	27 843,42	28 331,22
40 500	26 389,89	26 919,09	27 406,89	27 894,69	28 382,49
40 600	26 441,15	26 970,35	27 458,15	27 945,95	28 433,75
40 700	26 492,41	27 021,61	27 509,41	27 997,21	28 485,01
40 800	26 543,67	27 072,87	27 560,67	28 048,47	28 536,27
40 900	26 594,94	27 124,14	27 611,94	28 099,74	28 587,54
41 000	26 646,20	27 175,40	27 663,20	28 151,00	28 638,80
41 100	26 697,46	27 226,66	27 714,46	28 202,26	28 690,06
41 200	26 748,72	27 277,92	27 765,72	28 253,52	28 741,32
41 300	26 799,99	27 329,19	27 816,99	28 304,79	28 792,59
41 400	26 851,25	27 380,45	27 868,25	28 356,05	28 843,85
41 500	26 902,51	27 431,71	27 919,51	28 407,31	28 895,11
41 600	26 953,77	27 482,97	27 970,77	28 458,57	28 946,37
41 700	27 005,04	27 534,24	28 022,04	28 509,84	28 997,64

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
41 800	27 056,30	27 585,50	28 073,30	28 561,10	29 048,90
41 900	27 107,56	27 636,76	28 124,56	28 612,36	29 100,16
42 000	27 158,83	27 688,03	28 175,83	28 663,63	29 151,43
42 100	27 210,09	27 739,29	28 227,09	28 714,89	29 202,69
42 200	27 261,35	27 790,55	28 278,35	28 766,15	29 253,95
42 300	27 312,61	27 841,81	28 329,61	28 817,41	29 305,21
42 400	27 363,88	27 893,08	28 380,88	28 868,68	29 356,48
42 500	27 415,14	27 944,34	28 432,14	28 919,94	29 407,74
42 600	27 466,40	27 995,60	28 483,40	28 971,20	29 459,00
42 700	27 517,66	28 046,86	28 534,66	29 022,46	29 510,26
42 800	27 568,93	28 098,13	28 585,93	29 073,73	29 561,53
42 900	27 620,19	28 149,39	28 637,19	29 124,99	29 612,79
43 000	27 671,45	28 200,65	28 688,45	29 176,25	29 664,05
43 100	27 722,71	28 251,91	28 739,71	29 227,51	29 715,31
43 200	27 773,98	28 303,18	28 790,98	29 278,78	29 766,58
43 300	27 825,24	28 354,44	28 842,24	29 330,04	29 817,84
43 400	27 876,50	28 405,70	28 893,50	29 381,30	29 869,10
43 500	27 927,77	28 456,97	28 944,77	29 432,57	29 920,37
43 600	27 979,03	28 508,23	28 996,03	29 483,83	29 971,63
43 700	28 030,29	28 559,49	29 047,29	29 535,09	30 022,89
43 800	28 085,43	28 614,63	29 102,43	29 590,23	30 078,03
43 900	28 140,57	28 669,77	29 157,57	29 645,37	30 133,17
44 000	28 195,71	28 724,91	29 212,71	29 700,51	30 188,31
44 100	28 250,85	28 780,05	29 267,85	29 755,65	30 243,45
44 200	28 306,00	28 835,20	29 323,00	29 810,80	30 298,60
44 300	28 361,14	28 890,34	29 378,14	29 865,94	30 353,74
44 400	28 416,28	28 945,48	29 433,28	29 921,08	30 408,88
44 500	28 471,42	29 000,62	29 488,42	29 976,22	30 464,02
44 600	28 526,56	29 055,76	29 543,56	30 031,36	30 519,16
44 700	28 581,70	29 110,90	29 598,70	30 086,50	30 574,30
44 800	28 636,84	29 166,04	29 653,84	30 141,64	30 629,44
44 900	28 691,98	29 221,18	29 708,98	30 196,78	30 684,58
45 000	28 747,12	29 276,32	29 764,12	30 251,92	30 739,72
45 100	28 802,27	29 331,47	29 819,27	30 307,07	30 794,87
45 200	28 857,41	29 386,61	29 874,41	30 362,21	30 850,01
45 300	28 912,55	29 441,75	29 929,55	30 417,35	30 905,15
45 400	28 967,69	29 496,89	29 984,69	30 472,49	30 960,29
45 500	29 022,83	29 552,03	30 039,83	30 527,63	31 015,43
45 600	29 077,97	29 607,17	30 094,97	30 582,77	31 070,57
45 700	29 133,11	29 662,31	30 150,11	30 637,91	31 125,71
45 800	29 188,25	29 717,45	30 205,25	30 693,05	31 180,85
45 900	29 243,39	29 772,59	30 260,39	30 748,19	31 235,99
46 000	29 298,53	29 827,73	30 315,53	30 803,33	31 291,13
46 100	29 353,68	29 882,88	30 370,68	30 858,48	31 346,28
46 200	29 408,82	29 938,02	30 425,82	30 913,62	31 401,42
46 300	29 463,96	29 993,16	30 480,96	30 968,76	31 456,56
46 400	29 519,10	30 048,30	30 536,10	31 023,90	31 511,70
46 500	29 574,24	30 103,44	30 591,24	31 079,04	31 566,84

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
46 600	29 629,38	30 158,58	30 646,38	31 134,18	31 621,98
46 700	29 684,52	30 213,72	30 701,52	31 189,32	31 677,12
46 800	29 739,66	30 268,86	30 756,66	31 244,46	31 732,26
46 900	29 794,80	30 324,00	30 811,80	31 299,60	31 787,40
47 000	29 849,95	30 379,15	30 866,95	31 354,75	31 842,55
47 100	29 905,09	30 434,29	30 922,09	31 409,89	31 897,69
47 200	29 960,23	30 489,43	30 977,23	31 465,03	31 952,83
47 300	30 015,37	30 544,57	31 032,37	31 520,17	32 007,97
47 400	30 070,51	30 599,71	31 087,51	31 575,31	32 063,11
47 500	30 125,65	30 654,85	31 142,65	31 630,45	32 118,25
47 600	30 180,79	30 709,99	31 197,79	31 685,59	32 173,39
47 700	30 235,93	30 765,13	31 252,93	31 740,73	32 228,53
47 800	30 291,07	30 820,27	31 308,07	31 795,87	32 283,67
47 900	30 346,21	30 875,41	31 363,21	31 851,01	32 338,81
48 000	30 401,36	30 930,56	31 418,36	31 906,16	32 393,96
48 100	30 456,50	30 985,70	31 473,50	31 961,30	32 449,10
48 200	30 511,64	31 040,84	31 528,64	32 016,44	32 504,24
48 300	30 566,78	31 095,98	31 583,78	32 071,58	32 559,38
48 400	30 621,92	31 151,12	31 638,92	32 126,72	32 614,52
48 500	30 677,06	31 206,26	31 694,06	32 181,86	32 669,66
48 600	30 732,20	31 261,40	31 749,20	32 237,00	32 724,80
48 700	30 787,34	31 316,54	31 804,34	32 292,14	32 779,94
48 800	30 842,48	31 371,68	31 859,48	32 347,28	32 835,08
48 900	30 897,63	31 426,83	31 914,63	32 402,43	32 890,23
49 000	30 952,77	31 481,97	31 969,77	32 457,57	32 945,37
49 100	31 007,91	31 537,11	32 024,91	32 512,71	33 000,51
49 200	31 063,05	31 592,25	32 080,05	32 567,85	33 055,65
49 300	31 118,19	31 647,39	32 135,19	32 622,99	33 110,79
49 400	31 173,33	31 702,53	32 190,33	32 678,13	33 165,93
49 500	31 228,47	31 757,67	32 245,47	32 733,27	33 221,07
49 600	31 283,61	31 812,81	32 300,61	32 788,41	33 276,21
49 700	31 338,75	31 867,95	32 355,75	32 843,55	33 331,35
49 800	31 393,89	31 923,09	32 410,89	32 898,69	33 386,49
49 900	31 449,04	31 978,24	32 466,04	32 953,84	33 441,64
50 000	31 504,18	32 033,38	32 521,18	33 008,98	33 496,78
50 100	31 559,32	32 088,52	32 576,32	33 064,12	33 551,92
50 200	31 614,46	32 143,66	32 631,46	33 119,26	33 607,06
50 300	31 669,60	32 198,80	32 686,60	33 174,40	33 662,20
50 400	31 724,74	32 253,94	32 741,74	33 229,54	33 717,34
50 500	31 779,88	32 309,08	32 796,88	33 284,68	33 772,48
50 600	31 835,02	32 364,22	32 852,02	33 339,82	33 827,62
50 700	31 890,16	32 419,36	32 907,16	33 394,96	33 882,76
50 800	31 945,31	32 474,51	32 962,31	33 450,11	33 937,91
50 900	32 000,45	32 529,65	33 017,45	33 505,25	33 993,05
51 000	32 055,59	32 584,79	33 072,59	33 560,39	34 048,19
51 100	32 110,73	32 639,93	33 127,73	33 615,53	34 103,33
51 200	32 165,87	32 695,07	33 182,87	33 670,67	34 158,47
51 300	32 221,01	32 750,21	33 238,01	33 725,81	34 213,61

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
51 400	32 276,15	32 805,35	33 293,15	33 780,95	34 268,75
51 500	32 331,29	32 860,49	33 348,29	33 836,09	34 323,89
51 600	32 386,43	32 915,63	33 403,43	33 891,23	34 379,03
51 700	32 441,57	32 970,77	33 458,57	33 946,37	34 434,17
51 800	32 496,72	33 025,92	33 513,72	34 001,52	34 489,32
51 900	32 551,86	33 081,06	33 568,86	34 056,66	34 544,46
52 000	32 607,00	33 136,20	33 624,00	34 111,80	34 599,60
52 100	32 662,14	33 191,34	33 679,14	34 166,94	34 654,74
52 200	32 717,28	33 246,48	33 734,28	34 222,08	34 709,88
52 300	32 772,42	33 301,62	33 789,42	34 277,22	34 765,02
52 400	32 827,56	33 356,76	33 844,56	34 332,36	34 820,16
52 500	32 882,70	33 411,90	33 899,70	34 387,50	34 875,30
52 600	32 937,84	33 467,04	33 954,84	34 442,64	34 930,44
52 700	32 992,99	33 522,19	34 009,99	34 497,79	34 985,59
52 800	33 048,13	33 577,33	34 065,13	34 552,93	35 040,73
52 900	33 103,27	33 632,47	34 120,27	34 608,07	35 095,87
53 000	33 158,41	33 687,61	34 175,41	34 663,21	35 151,01
53 100	33 213,55	33 742,75	34 230,55	34 718,35	35 206,15
53 200	33 268,69	33 797,89	34 285,69	34 773,49	35 261,29
53 300	33 323,83	33 853,03	34 340,83	34 828,63	35 316,43
53 400	33 378,97	33 908,17	34 395,97	34 883,77	35 371,57
53 500	33 434,11	33 963,31	34 451,11	34 938,91	35 426,71
53 600	33 489,26	34 018,46	34 506,26	34 994,06	35 481,86
53 700	33 544,40	34 073,60	34 561,40	35 049,20	35 537,00
53 800	33 599,54	34 128,74	34 616,54	35 104,34	35 592,14
53 900	33 654,68	34 183,88	34 671,68	35 159,48	35 647,28
54 000	33 709,82	34 239,02	34 726,82	35 214,62	35 702,42
54 100	33 764,96	34 294,16	34 781,96	35 269,76	35 757,56
54 200	33 820,10	34 349,30	34 837,10	35 324,90	35 812,70
54 300	33 875,24	34 404,44	34 892,24	35 380,04	35 867,84
54 400	33 930,38	34 459,58	34 947,38	35 435,18	35 922,98
54 500	33 985,52	34 514,72	35 002,52	35 490,32	35 978,12
54 600	34 040,67	34 569,87	35 057,67	35 545,47	36 033,27
54 700	34 095,81	34 625,01	35 112,81	35 600,61	36 088,41
54 800	34 150,95	34 680,15	35 167,95	35 655,75	36 143,55
54 900	34 206,09	34 735,29	35 223,09	35 710,89	36 198,69
55 000	34 261,23	34 790,43	35 278,23	35 766,03	36 253,83
55 100	34 316,37	34 845,57	35 333,37	35 821,17	36 308,97
55 200	34 371,51	34 900,71	35 388,51	35 876,31	36 364,11
55 300	34 426,65	34 955,85	35 443,65	35 931,45	36 419,25
55 400	34 481,79	35 010,99	35 498,79	35 986,59	36 474,39
55 500	34 536,94	35 066,14	35 553,94	36 041,74	36 529,54
55 600	34 592,08	35 121,28	35 609,08	36 096,88	36 584,68
55 700	34 647,22	35 176,42	35 664,22	36 152,02	36 639,82
55 800	34 702,36	35 231,56	35 719,36	36 207,16	36 694,96
55 900	34 757,50	35 286,70	35 774,50	36 262,30	36 750,10
56 000	34 812,64	35 341,84	35 829,64	36 317,44	36 805,24

Revenu brut annuel	Indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail (90 % du revenu net retenu pour 2007)				
	Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes majeures à charge				
	0	1	2	3	4 et +
56 100	34 867,78	35 396,98	35 884,78	36 372,58	36 860,38
56 200	34 922,92	35 452,12	35 939,92	36 427,72	36 915,52
56 300	34 978,06	35 507,26	35 995,06	36 482,86	36 970,66
56 400	35 033,20	35 562,40	36 050,20	36 538,00	37 025,80
56 500	35 088,35	35 617,55	36 105,35	36 593,15	37 080,95
56 600	35 143,49	35 672,69	36 160,49	36 648,29	37 136,09
56 700	35 198,63	35 727,83	36 215,63	36 703,43	37 191,23
56 800	35 253,77	35 782,97	36 270,77	36 758,57	37 246,37
56 900	35 308,91	35 838,11	36 325,91	36 813,71	37 301,51
57 000	35 364,05	35 893,25	36 381,05	36 868,85	37 356,65
57 100	35 419,19	35 948,39	36 436,19	36 923,99	37 411,79
57 200	35 474,33	36 003,53	36 491,33	36 979,13	37 466,93
57 300	35 529,47	36 058,67	36 546,47	37 034,27	37 522,07
57 400	35 584,62	36 113,82	36 601,62	37 089,42	37 577,22
57 500	35 639,76	36 168,96	36 656,76	37 144,56	37 632,36
57 600	35 694,90	36 224,10	36 711,90	37 199,70	37 687,50
57 700	35 750,04	36 279,24	36 767,04	37 254,84	37 742,64
57 800	35 805,18	36 334,38	36 822,18	37 309,98	37 797,78
57 900	35 860,32	36 389,52	36 877,32	37 365,12	37 852,92
58 000	35 915,46	36 444,66	36 932,46	37 420,26	37 908,06
58 100	35 970,60	36 499,80	36 987,60	37 475,40	37 963,20
58 200	36 025,74	36 554,94	37 042,74	37 530,54	38 018,34
58 300	36 080,88	36 610,08	37 097,88	37 585,68	38 073,48
58 400	36 136,03	36 665,23	37 153,03	37 640,83	38 128,63
58 500	36 191,17	36 720,37	37 208,17	37 695,97	38 183,77
58 600	36 246,31	36 775,51	37 263,31	37 751,11	38 238,91
58 700	36 301,45	36 830,65	37 318,45	37 806,25	38 294,05
58 800	36 356,59	36 885,79	37 373,59	37 861,39	38 349,19
58 900	36 411,73	36 940,93	37 428,73	37 916,53	38 404,33
59 000	36 466,87	36 996,07	37 483,87	37 971,67	38 459,47

46451

Projet de règlement

Loi sur l'aide aux personnes et aux familles
(2005, c. 15)

Aide aux personnes et aux familles

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles », dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à prévoir les diverses règles d'application de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, sanctionnée le 17 juin 2005.

Ce projet prévoit diverses dispositions relatives aux mesures et programmes d'aide à l'emploi et d'aide et d'accompagnement social, notamment quant à la détermination d'un montant minimal d'allocation d'aide à l'emploi et d'allocation de soutien, à la fixation de la portion de l'allocation d'aide à l'emploi qui est insaisissable pour dette alimentaire et à l'application de certaines lois du travail à ces mesures ou programmes.

Ce projet de règlement prévoit aussi des dispositions communes applicables à l'ensemble des mesures et programmes établis en vertu de cette loi, soit aux mesures et programmes d'aide à l'emploi et d'aide et d'accompagnement social, au Programme d'aide sociale, au Programme de solidarité sociale, au Programme alternative jeunesse et aux programmes spécifiques, en énonçant des définitions, des conditions générales d'admissibilité, certaines règles administratives, de même que les conditions à respecter lors de l'administration de l'aide financière par un tiers.

Ce projet de règlement précise en outre les règles d'application du Programme d'aide sociale. Ainsi, il fixe les règles d'admissibilité qui sont liées à la possession d'avoirs liquides. Il détermine les montants des prestations de base, des allocations pour contraintes temporaires, des ajustements pour adultes, des ajustements pour enfants à charge et des prestations spéciales, en précisant dans quels cas et à quelles conditions ces montants sont accordés. Ce projet établit aussi les règles de calcul de l'ensemble des ressources de l'adulte ou de la famille, soit leurs revenus, gains ou autres avantages, de même que leurs biens et avoirs liquides, prévoit les cas où ces ressources sont exclues ainsi que les montants de ces exclusions et détermine les modalités de calcul de la contribution parentale en tenant compte des revenus des parents.

Ce projet de règlement énonce par ailleurs les règles applicables au Programme de solidarité sociale. Ainsi, il prévoit que, sauf disposition contraire, les normes édictées à l'égard du Programme d'aide sociale s'appliquent aux personnes admissibles au Programme de solidarité sociale, à l'exception de certaines règles d'admissibilité liées aux avoirs liquides, des prestations de base et des allocations pour contraintes temporaires, de même que des dispositions relatives à la contribution parentale.

Pour ce programme, il fixe les montants des allocations de solidarité sociale et des exclusions de revenus de travail et prévoit des assouplissements quant à l'admissibilité à certaines prestations spéciales et à la possession de biens et d'avoirs liquides, notamment ceux reçus par succession.

Ce projet de règlement prévoit aussi les règles de calcul d'une prestation d'aide financière de dernier recours pour le mois de la demande et établit certaines normes d'administration.

Ce projet de règlement prévoit finalement les règles de recouvrement d'un montant dû, en précisant notamment les montants des retenues qui peuvent être effectuées à même un montant accordé en vertu de la loi. Le projet prévoit aussi des dispositions transitoires et finales et, sauf exceptions, fixe son entrée en vigueur au 1er janvier 2007.

Ce projet de règlement n'a pas d'impacts financiers sur les entreprises et, en particulier, sur les P.M.E.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Nikolas Ducharme, Direction des politiques de sécurité du revenu, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 425, rue Saint-Amable, 4e étage, Québec (Québec) G1R 4Z1, téléphone : 418 646-7221 ; télécopieur : 418 644-1219.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 90 jours mentionné ci-dessus, à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 425, rue Saint-Amable, 4e étage, Québec (Québec) G1R 4Z1.

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,
MICHELLE COURCHESNE

Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles

Loi sur l'aide aux personnes et aux familles
(2005, c. 15, a. 131 à 136)

TABLE DES MATIÈRES

		Articles
TITRE I	DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES	1 à 5
TITRE II	MESURES, PROGRAMMES ET SERVICES D'AIDE À L'EMPLOI ET D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	6 à 11
TITRE III	DISPOSITIONS COMMUNES	
CHAPITRE I	DÉFINITIONS	12 à 19

CHAPITRE II CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSIBILITÉ 20 à 26

CHAPITRE III RÈGLES ADMINISTRATIVES 27 à 32

CHAPITRE IV AIDE FINANCIÈRE ADMINISTRÉE PAR UN TIERS 33 à 39

TITRE IV PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

CHAPITRE I INTERPRÉTATION 40 à 44

CHAPITRE II ADMISSIBILITÉ 45 à 51

CHAPITRE III PROGRAMME D'AIDE SOCIALE

SECTION I ADMISSIBILITÉ 52 à 55

SECTION II BESOINS RECONNUS

§1. Prestation de base et allocations 56 à 65
§2. Ajustements pour adultes et pour enfants à charge 66 à 80
§3. Prestations spéciales 81 à 110

SECTION III RESSOURCES

§1. Revenus, gains et avantages 111 à 127
§2. Avoirs liquides 128 à 144
§3. Biens 145 à 151
§4. Contribution parentale 152 à 154

CHAPITRE IV PROGRAMME DE SOLIDARITÉ SOCIALE 155 à 165

CHAPITRE V ÉTABLISSEMENT ET VERSEMENT DES PRESTATIONS

SECTION I MOIS DE LA DEMANDE 166 à 173

SECTION II DISPOSITIONS DIVERSES 174 à 177

TITRE V RECOUVREMENT 178 à 194

TITRE VI DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES 195 à 207

ANNEXE I LUNETTES ET LENTILLES

SECTION 1 RÈGLES D'APPLICATION

SECTION 2 TARIFICATION

ANNEXE II CHAUSSURES ORTHOPÉDIQUES ET ORTHÈSES PLANTAIRES

SECTION 1 RÈGLES D'APPLICATION

SECTION 2 TARIFICATION

ANNEXE III PROTHÈSES, ORTHÈSES ET ACCESSOIRES

SECTION 1 RÈGLES D'APPLICATION

SECTION 2 TARIFICATION

TITRE I
DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

1. Pour l'application du présent règlement, toute référence à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi ou à une mesure ou à un programme d'aide et d'accompagnement social vise une telle mesure ou un tel programme établi en application du chapitre I du titre I de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (2005, c. 15).

2. Toute référence à une allocation d'aide à l'emploi, à une allocation de soutien ou à des frais supplémentaires accordés par le ministre vise une telle allocation ou de tels frais accordés en vertu du chapitre I du titre I de la Loi, et toute référence à une allocation d'aide à l'emploi, à une allocation de soutien ou à des frais supplémentaires reconnus par le ministre vise une reconnaissance effectuée en vertu de ce chapitre.

3. Toute référence au Programme d'aide sociale, au Programme de solidarité sociale, au Programme alternative jeunesse ou à un programme spécifique est une référence à un tel programme établi en vertu de la Loi.

4. Un adulte est hébergé dès qu'une contribution peut être exigée à son égard en vertu de l'article 512 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) ou en vertu de l'article 159 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., c. S-5) à titre de bénéficiaire ou d'usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement visé par l'une de ces lois.

Un adulte est également hébergé pendant qu'il est tenu sous garde pour évaluation en vertu de l'article 672.11 du Code criminel (L.R.C. (1985), c. C-46).

5. Les expressions « centre de protection de l'enfance et de la jeunesse », « centre de réadaptation », « centre hospitalier », « centre d'hébergement et de soins de longue durée » ou « centre local de services communautaires » et le mot « établissement », lorsqu'il est utilisé en relation avec l'une des expressions précédentes, de même que les expressions « résidence d'accueil », « famille

d'accueil» ont le sens que leur donne la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Il en est de même de l'expression «ressource intermédiaire».

Les expressions et le mot visés dans la première phrase du premier alinéa comprennent également et signifient, respectivement, selon la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris, un «centre de services sociaux», un «centre d'accueil de la classe des centres de réadaptation», un «centre hospitalier de la classe des centres hospitaliers de soins de courte durée», un «centre d'accueil de la classe des centres d'hébergement» ou un «centre hospitalier de la classe des centres hospitaliers de soins de longue durée», un «centre local de services communautaires», un «établissement», une «famille d'accueil pour adultes» et une «famille d'accueil pour enfants».

TITRE II
MESURES, PROGRAMMES ET SERVICES D'AIDE À L'EMPLOI ET D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

6. Les dispositions du Code de travail (L.R.Q., c. C-27), de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2), de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1) et de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N-1.1) ne s'appliquent pas à une activité de travail qui n'est pas régie par le Code ou la loi visés.

De même, ces dispositions ne s'appliquent pas à une activité de travail exercée dans le cadre des mesures ou programmes d'aide et d'accompagnement social ou dans le cadre de mesures ou programmes d'aide à l'emploi axés sur la formation ou l'acquisition de compétences. Elles ne s'appliquent pas non plus aux activités de travail réalisées dans le cadre de mesures ou programmes d'aide à l'emploi qui prévoient la réalisation de stages d'exploration en milieu de travail visant à préciser l'orientation professionnelle ou à appuyer l'intégration dans un emploi ou la préparation pour l'emploi, pendant les quatre premières semaines de chacun de ces stages.

En outre, ces dispositions ne s'appliquent pas à une activité de travail réalisée dans le cadre de la mesure d'aide à l'emploi «Jeunes volontaires».

7. Le montant de l'allocation d'aide à l'emploi accordé en vertu du deuxième alinéa de l'article 14 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles à une personne qui est prestataire d'un programme d'aide financière prévu au titre II de cette loi ne peut être inférieur à 30 $ par semaine.

8. Le montant de l'allocation de soutien accordé par le ministre en vertu de l'article 16 de la Loi à un prestataire du Programme d'aide sociale ou du Programme de solidarité sociale est de 130 $ par mois par adulte.

9. Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 17 de la Loi, l'aide financière accordée à titre d'allocation d'aide à l'emploi à un autochtone est une aide financière accordée à ce titre en vertu d'une entente conclue avec le Gouvernement du Canada en matière de main-d'œuvre et d'emploi dans le cadre de sa Stratégie de développement des ressources humaines autochtones.

10. Pour l'application de l'article 19 de la Loi, une personne peut se prévaloir simultanément des allocations qui y sont prévues, et ce pour une période maximale de deux mois consécutifs, si la période d'admissibilité à l'une de ces allocations débute au cours du mois où se termine celle pour laquelle une autre de ces allocations lui est accordée.

11. Pour l'application de l'article 20 de la Loi, la portion de l'allocation d'aide à l'emploi qui est insaisissable pour dette alimentaire est fixée à 30 $ par semaine.

TITRE III
DISPOSITIONS COMMUNES

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

12. Est à la charge d'un autre adulte que son père ou sa mère, l'enfant qui est à la charge d'un frère, d'une soeur, d'un oncle, d'une tante, d'un grand-parent ou d'un adulte qui en a la garde en vertu d'un jugement, sauf s'il s'agit d'une famille d'accueil.

13. Lorsque la garde d'un enfant est partagée entre son père et sa mère ou avec un autre adulte, en ce dernier cas en vertu d'un jugement, cet enfant est considéré à la charge de son père, de sa mère ou de cet autre adulte si le temps de garde est d'au moins 40 %.

Le temps de garde est établi sur une base mensuelle en tenant compte du pourcentage annuel du temps de garde de cet enfant établi par le tribunal ou, le cas échéant, celui convenu entre les parties.

14. L'enfant qui est hébergé par un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou pris en charge par une ressource intermédiaire ou une famille d'accueil est un enfant à la charge d'une famille si sa réinsertion progressive dans celle-ci s'effectue dans le cadre d'un plan d'intervention ou de services individualisé établi par un établissement qui exploite un centre local de services communautaires ou un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse.

15. L'enfant qui ne réside pas au Québec, au sens de l'article 20, n'est pas à la charge d'une personne, sauf s'il doit s'absenter pour l'un des motifs et pour la durée prévus aux articles 21 et 22 ou pour poursuivre des études à temps plein, pendant la durée de celles-ci.

16. N'est pas à la charge d'une personne, si cette dernière le demande au ministre, l'enfant dont les revenus de travail ou ceux provenant d'un régime public diminueraient l'aide financière accordée à sa famille en deçà du montant auquel elle aurait droit s'il n'en faisait pas partie.

17. L'adulte mineure forme une famille avec son enfant à charge tant qu'ils sont hébergés dans la même installation maintenue par un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou un centre hospitalier.

18. Cesse de faire partie d'une famille, un adulte hébergé ou pris en charge par une ressource intermédiaire ou une résidence d'accueil, de même qu'un adulte incarcéré dans un pénitencier, dans un établissement de détention ou dans toute autre prison, ou tenu de loger dans un établissement en vue de sa réinsertion sociale.

19. Un adulte ou un enfant à charge devient membre d'une famille ou cesse d'en faire partie à compter de la date de l'événement.

Toutefois, pour l'application d'un programme d'aide financière de dernier recours :

1° un enfant à charge qui s'ajoute à la famille en devient membre à compter du mois précédent ;

2° sous réserve des articles 14 et 17, un enfant à charge hébergé par un établissement qui exploite un centre de réadaptation ou pris en charge par une ressource intermédiaire ou une famille d'accueil cesse de faire partie de la famille à compter du troisième mois qui suit celui de son hébergement ou de sa prise en charge ;

3° un adulte hébergé cesse de faire partie de la famille à compter du troisième mois qui suit celui de son admission en hébergement ; toutefois, si l'adulte a été admis depuis au moins 45 jours dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier au moment de son admission en hébergement, il est réputé hébergé depuis le 45e jour qui précède le jour de cette admission ;

4° l'adulte incarcéré dans un pénitencier, dans un établissement de détention ou dans toute autre prison ou celui tenu de loger dans un établissement en vue de sa réinsertion sociale cesse de faire partie de la famille à compter du troisième mois qui suit celui de son incarcération ou de sa détention ;

5° un adulte ou un enfant à charge qui décède cesse de faire partie de la famille à compter du troisième mois qui suit son décès.

CHAPITRE II
CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSIBILITÉ

20. Pour l'application du premier alinéa de l'article 26 de la Loi, la résidence d'un adulte est le lieu où il demeure de façon habituelle.

Toutefois, un adulte cesse de résider au Québec dès qu'il s'en absente pendant un mois complet de calendrier, soit pour une période s'échelonnant du premier au dernier jour de ce mois.

21. Malgré le deuxième alinéa de l'article 20, l'adulte réside au Québec même s'il doit s'en absenter temporairement pour l'un des motifs suivants :

1° pour recevoir les soins requis par son état physique ou mental, sur recommandation écrite d'un médecin inscrit au tableau de l'Ordre des médecins du Québec et pour la durée que ce dernier indique ;

2° pendant une période d'au plus six mois, pour accompagner la personne qui lui procure des soins constants requis en raison de son état physique ou mental ;

3° pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi ;

4° pour exécuter un travail rémunéré, s'il est membre d'une famille qui réside au Québec.

22. Réside également au Québec, l'adulte qui procure des soins constants à une personne dont l'autonomie est réduite de façon significative en raison de son état physique ou mental et qui doit accompagner celle-ci pendant qu'elle s'absente du Québec pour le motif prévu au paragraphe 1° de l'article 21.

De même, réside au Québec, pendant une période d'au plus six mois, l'adulte qui est retenu à l'extérieur en cas de force majeure.

23. Pour l'application du paragraphe 1° de l'article 27 de la Loi, constitue la fréquentation d'un établissement d'enseignement secondaire en formation professionnelle ou postsecondaire le fait pour l'adulte :

1° de poursuivre des études secondaires en formation professionnelle à temps plein ;

2° de poursuivre des études postsecondaires :

a) à temps plein ;

b) pour plus de deux cours ou pour des cours donnant droit à plus de six crédits ou unités par session ;

c) pour un ou des cours donnant droit à des crédits ou unités comportant au total plus de six périodes ou heures d'enseignement par semaine, incluant les laboratoires et les travaux pratiques dirigés ;

d) s'il est inscrit pour plus de six crédits par session en vue de la rédaction d'un mémoire ou d'une thèse au deuxième ou au troisième cycle de l'ordre d'enseignement universitaire ;

3° d'être réputé y poursuivre à temps plein des études reconnues, au sens de l'article 10 de la Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., c. A-13.3) ou de l'article 46 du Règlement sur l'aide financière aux études édicté par le décret numéro 344-2004 du 7 avril 2004 ;

4° d'être réputé inscrit à cet établissement, au sens de l'article 27 de ce règlement.

24. Malgré l'article 23, l'adulte qui fréquente un établissement d'enseignement secondaire en formation professionnelle ou postsecondaire est admissible à une aide financière si cette fréquentation s'effectue dans le cadre d'une mesure ou d'un programme d'aide à l'emploi ou d'aide et d'accompagnement social.

25. Est admissible à une aide financière, le conjoint d'un étudiant inadmissible en vertu du paragraphe 1° de l'article 27 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles si ce dernier est :

1° admissible à une aide financière en vertu de la Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., c. A-13.3) ;

2° inadmissible à une telle aide en raison de la contribution de ses parents ;

3° inadmissible à une telle aide pour un motif différent de celui prévu au paragraphe 2° et jusqu'à ce que la décision du ministre responsable soit rendue en application de l'article 44 de cette loi.

Pour l'application d'un programme d'aide financière de dernier recours et sauf pour les articles 57, 101, 128, 129, 132 à 151 et 164, le conjoint d'un étudiant cesse de faire partie de la famille à compter du mois où l'étudiant devient inadmissible à une aide financière en vertu de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

26. Est admissible à une aide financière, l'adulte seul tenu de loger dans un établissement en vue de sa réinsertion sociale à compter du mois où il commence à loger dans cet établissement et s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° il est admis en liberté surveillée en vertu de l'article 5 de la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01) ;

2° il est autorisé à s'absenter temporairement d'un établissement de détention en vertu de l'article 22.2 de cette loi et un certificat du directeur général, au sens du paragraphe *b* de l'article 1 de celle-ci, atteste que cette absence sera vraisemblablement renouvelée ;

3° il est admis à la libération conditionnelle en vertu de l'article 21 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1).

Pour l'application du présent article, un établissement vise un centre résidentiel communautaire, un centre d'hébergement communautaire ou un foyer d'accueil lié par un contrat de services conclu avec le ministre de la Sécurité publique pour faciliter la réinsertion sociale des personnes tenues d'y loger.

CHAPITRE III
RÈGLES ADMINISTRATIVES

27. Une demande d'aide financière peut être présentée par une personne responsable au nom de la personne admissible à une telle aide.

28. Une demande d'aide financière ne peut être refusée pour un vice de forme ou une irrégularité de procédure qui n'influe pas sur le droit à cette aide financière ou sur le montant de celle-ci.

29. Tout avis transmis à la personne à qui il s'adresse ou à la personne qui la représente, à l'une des coordonnées fournies par elle, est validement donné.

30. La personne qui bénéficie d'une aide financière accordée en vertu du Programme d'aide sociale ou d'un programme spécifique doit produire à tous les mois une déclaration abrégée sur sa situation. En outre, celle qui bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, ou d'une aide financière accordée en vertu du Programme de solidarité sociale ou du Programme alternative jeunesse doit produire une déclaration abrégée lorsque survient un changement de situation.

Le ministre cesse de verser l'aide financière à la personne qui ne produit pas la déclaration abrégée de la manière qu'il prévoit, sauf si elle a été dans l'impossibilité de le faire.

La personne n'est toutefois tenue de déclarer que sur demande du ministre les montants qu'elle reçoit à titre de paiement de soutien aux enfants en vertu de l'article 1029.8.61.28 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) ou à titre de supplément de prestation nationale pour enfants en vertu de la sous-section *a.1* de la Section E de la Partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C., (1985), c. 1, 5e supp.).

31. Pour l'application de l'article 119 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le ministre est tenu au paiement d'intérêts sur le montant qui aurait dû être accordé à compter de la date de la décision initiale ou à compter de la date de la prise d'effet de cette décision si celle-ci est postérieure. Le taux est celui fixé en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31) et ces intérêts font partie de l'aide financière accordée.

Dans le cas où la décision concerne une prestation spéciale autre que celles prévues aux articles 100, 101 et 108, les intérêts sont payables si la personne atteste par écrit qu'elle s'est procurée, avant la date de la décision en révision ou du Tribunal administratif du Québec, les biens ou les services visés par la prestation spéciale demandée et ces intérêts se calculent à compter de la date à laquelle elle s'est procurée ces biens ou services.

32. Le ministre n'est pas tenu au paiement d'intérêts lorsque :

1° le montant dû est inférieur à 1 $;

2° la décision concerne une prestation spéciale remboursée par la Régie de l'assurance maladie ;

3° l'adulte seul ou la famille a reçu des prestations en vertu des articles 49 et 114 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles ;

4° l'adulte seul ou la famille a reçu des prestations à la suite d'une ordonnance de suspension rendue par le Tribunal administratif du Québec en vertu de l'article 107 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3).

CHAPITRE IV
AIDE FINANCIÈRE ADMINISTRÉE PAR UN TIERS

33. Le ministre verse l'aide financière à une personne ou à un organisme qu'il désigne en vertu de l'article 34 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles si l'adulte ou, le cas échéant, chacun des adultes membres de la famille ou leur représentant y consent.

La personne ou l'organisme désigné doit exercer cette administration à titre gratuit.

34. La personne ou l'organisme désigné par le ministre doit utiliser l'aide financière de façon raisonnable, au seul profit de l'adulte ou de la famille à l'égard de qui ce montant est versé et il ne doit pas en tirer pour lui-même d'avantage direct ou indirect.

Si les sommes s'accumulent, elles doivent être placées de façon raisonnable eu égard au montant qu'elles représentent, les intérêts s'ajoutant au principal.

35. Le personnel d'un établissement qui exploite un centre de réadaptation, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre hospitalier de même que les personnes qui y exercent leur profession ne peuvent agir comme personne désignée à l'égard d'un adulte hébergé dans l'installation de cet établissement à moins qu'il ne s'agisse d'une personne tenue envers cet usager à des aliments en vertu du Code civil. Le ministre peut toutefois désigner l'établissement lui-même pour agir comme organisme désigné.

36. La personne ou l'organisme désigné ne doit pas utiliser l'aide financière accordée par le ministre pour acquitter des dépenses liées aux services que l'établissement, la ressource intermédiaire ou la résidence d'accueil doit rendre dans le cadre de sa mission ou pour payer les dépenses effectuées par une personne au service de cet établissement, de cette ressource ou de cette résidence.

37. La personne ou l'organisme désigné peut acquitter le coût des services personnels que l'établissement, la ressource intermédiaire ou la résidence d'accueil rend, sans être tenu de le faire, à l'adulte dont il administre l'aide financière, dans la mesure où ce coût n'excède pas les frais normalement exigés pour un service équivalent.

38. La personne ou l'organisme désigné doit gérer de façon distincte pour chaque adulte ou, le cas échéant, chaque famille, l'aide financière qu'il administre de manière à l'identifier, à vérifier son existence et à justifier son utilisation. S'il s'agit d'un organisme ou d'un établissement, il doit, à cette fin, tenir un registre comptable et le rendre accessible au ministre.

39. La personne ou l'organisme désigné doit conserver les pièces justificatives des dépenses acquittées sur l'aide financière qu'il administre et produire au ministre, à sa demande, un rapport sur l'administration de cette aide financière.

TITRE IV
PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

CHAPITRE I
INTERPRÉTATION

40. Pour l'application du présent titre, l'adulte seul ou la famille qui bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, n'est pas prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours.

41. Un adulte seul ou une famille habite une même unité de logement qu'une autre personne :

1° s'il l'occupe avec son colocataire ou son copropriétaire ;

2° lorsque moins de trois chambres y sont louées ou offertes en location, s'il l'occupe avec un autre adulte seul ou une autre famille ;

3° lorsque trois chambres et plus y sont louées ou offertes en location, s'il l'occupe avec un prestataire d'un Programme d'aide financière de dernier recours avec qui il ne forme pas une famille et qui est son ascendant ou descendant en ligne directe, son frère ou sa sœur, si ce prestataire ou l'adulte seul ou la famille est propriétaire ou locataire de l'unité de logement ;

4° s'il occupe une chambre avec un autre adulte seul ou une autre famille, sauf s'il s'agit d'une résidence à caractère communautaire offrant, moyennant une contrepartie, le gîte, le couvert et des services d'aide ou de réhabilitation.

Malgré le premier alinéa, le conjoint d'un étudiant inadmissible est réputé habiter la même unité de logement que ce dernier.

42. Malgré l'article 41, le responsable d'une famille d'accueil, d'une résidence d'accueil, d'une ressource intermédiaire, d'une maison d'hébergement pour victimes de violence ou d'un foyer d'accueil lié par un contrat de services avec le ministre de la Sécurité publique est réputé ne pas habiter la même unité de logement que les personnes dont il prend charge.

De même, un adulte seul ou une famille qui est pris en charge par l'une des ressources mentionnées au premier alinéa est réputé ne pas habiter la même unité de logement que les autres personnes ainsi prises en charge.

43. Pour l'application des articles 41 et 42, un local d'habitation constitue une unité de logement lorsqu'il est doté d'une sortie distincte donnant sur l'extérieur ou sur un corridor commun, d'une installation sanitaire indépendante et d'un espace distinct pour la préparation des repas.

44. Sauf disposition contraire, l'expression « revenus de travail » vise toute rémunération accordée pour l'exécution d'un travail. Ainsi, ne constituent pas des revenus de travail des prestations, indemnités ou rentes accordées pour compenser la perte de tels revenus, notamment en raison d'une incapacité ou d'une retraite.

CHAPITRE II
ADMISSIBILITÉ

45. La demande d'admissibilité s'effectue à la date où le formulaire fourni par le ministre, dûment rempli et signé, est reçu par ce dernier.

Cependant, lorsque le ministre a déjà reçu du demandeur un écrit manifestant son intention de formuler une demande, la date de la demande est celle où il reçoit cet écrit, si le formulaire fourni par le ministre est rempli et signé dans un délai raisonnable.

46. La déclaration faite par un adulte hébergé suivant laquelle il entend être dispensé de payer le prix de son hébergement tient lieu de demande d'admissibilité valablement formulée si cette déclaration contient les renseignements relatifs à une telle demande.

47. Est admissible à un programme d'aide financière de dernier recours, l'adulte qui appartient à toute autre catégorie de personnes que celles visées aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa de l'article 26 de la Loi et qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° il demande que l'asile lui soit conféré au Canada par l'autorité canadienne compétente, conformément à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C., 2001, c. 27) ;

2° il s'est vu refuser la demande d'asile, mais sa présence sur le territoire est permise, conformément à cette loi ;

3° il est visé par une demande de résidence permanente fondée sur des motifs d'ordre humanitaire ou d'intérêt public qui est présentée conformément à cette loi, possède un certificat de sélection délivré en vertu de l'article 3.1 de la Loi sur l'immigration au Québec (L.R.Q., c. I-0.2) et son conjoint est une personne visée aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa de l'article 26 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

48. L'adulte seul ou la famille qui cesse d'être admissible à un programme d'aide financière de dernier recours continue de bénéficier des services dentaires et pharmaceutiques visés aux articles 70 et 71.1 de la Loi sur l'assurance maladie (L.R.Q., c. A-29) dans les cas et aux conditions qui suivent :

1° pendant au plus six mois consécutifs, lorsque l'inadmissibilité résulte des revenus de travail gagnés par l'adulte seul ou un adulte membre de la famille ;

2° lorsque l'inadmissibilité résulte de l'allocation d'aide à l'emploi versée par le ministre ou d'une aide financière versée par un tiers et reconnue par le ministre à ce titre, pendant toute la période où une telle allocation ou une telle aide financière est accordée ;

3° pendant au plus 48 mois consécutifs, s'il s'agit d'un adulte seul ou d'une famille composée d'un seul adulte qui devient inadmissible au Programme de solidarité sociale en raison de ses revenus de travail, si ses revenus de travail mensuels bruts ou, dans le cas d'un travail autonome, ses revenus nets établis conformément à l'article 115 n'excèdent pas 1 500 $;

4° pendant au plus six mois consécutifs, s'il s'agit d'un adulte seul ou d'une famille dont la prestation est administrée par le Curateur public, sauf s'il s'agit d'un adulte seul hébergé ou de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, et si l'inadmissibilité résulte d'un excédent d'avoirs liquides.

Sont également accordées à l'adulte seul ou à la famille visée au paragraphe 3° du premier alinéa, les prestations spéciales prévues aux articles 88 à 91, au premier alinéa de l'article 93, aux articles 97 et 98, aux paragraphes 1°, 2° et 4° de l'article 99 et aux paragraphes 2° à 6° de l'article 100.

49. L'article 48 s'applique tant que l'adulte continue, sans interruption, de respecter les conditions d'admissibilité qui y sont prévues et tant que ses ressources et, le cas échéant, celles de sa famille sont inférieures au montant nécessaire pour subvenir à ses besoins, selon le calcul prévu à l'article 55 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, sans tenir compte toutefois du revenu ayant causé l'inadmissibilité.

50. L'adulte seul ou la famille visé au paragraphe 1° ou 3° du premier alinéa de l'article 48 peut continuer de bénéficier des services dentaires et pharmaceutiques si, après le premier mois d'inadmissibilité, les revenus de travail sont remplacés par des prestations de maternité, de paternité, parentales ou d'adoption accordées en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi (L.C., 1996, c. 23) ou de la Loi sur l'assurance parentale (L.R.Q., c. A-29.011) et que, sans tenir compte des revenus de travail et de ces prestations, leurs ressources sont inférieures au montant nécessaire pour subvenir à leurs besoins.

Le paragraphe 3° cesse toutefois de s'appliquer si, après le premier mois d'inadmissibilité et pendant plus de trois mois consécutifs, les revenus de travail mensuels bruts ou, dans le cas d'un travail autonome, les revenus nets établis conformément à l'article 115, de même que le montant brut des prestations accordées en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi, dont les prestations de chômage, ou de la Loi sur l'assurance parentale excèdent 1 500 $.

51. L'adulte seul ou la famille visé à l'un des paragraphes 1° à 3° du premier alinéa de l'article 48 continue de bénéficier des services dentaires et pharmaceutiques si, au cours de la période qui y est prévue, les revenus de travail cessent mais que cet adulte ou cette famille demeure inadmissible à un programme d'aide financière de dernier recours en raison d'une allocation d'aide à l'emploi versée ou reconnue à ce titre par le ministre.

Il en va de même si l'admissibilité à une telle allocation cesse mais que cet adulte ou cette famille demeure inadmissible à un programme d'aide financière de dernier recours en raison de l'admissibilité à une autre de ces allocations ou en raison de revenus de travail.

En ces cas, l'adulte seul ou la famille est admissible aux services dentaires et pharmaceutiques et, le cas échéant, aux prestations spéciales prévues au deuxième alinéa de l'article 48, selon la durée et aux conditions prévues à la nouvelle disposition applicable et sans égard au temps déjà écoulé.

CHAPITRE III
PROGRAMME D'AIDE SOCIALE

SECTION I
ADMISSIBILITÉ

52. Est inadmissible au Programme d'aide sociale, l'adulte seul ou la famille qui, à la date de la demande, possède des avoirs liquides qui excèdent un montant établi de la façon suivante :

Adulte(s)	Enfant(s) à charge	Avoirs liquides
1	0	836 $
1	1	1 195 $
1	2	1 416 $
2	0	1 241 $
2	1	1 480 $
2	2	1 701 $

Ce montant est augmenté de 221 $ pour le troisième enfant à charge et pour chacun des suivants.

Toutefois, les avoirs liquides possédés par la famille du conjoint d'un étudiant inadmissible ne peuvent excéder un montant de 836 $, lequel est augmenté de 239 $ pour le premier enfant à charge et de 221 $ pour chacun des suivants.

Ces montants sont également augmentés de 162 $ pour tout enfant à charge qui reçoit un supplément pour enfant handicapé en vertu de la Loi sur les impôts.

S'il s'agit de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, les avoirs liquides possédés à la date de la demande ne peuvent excéder un montant de 836 $.

53. Malgré l'article 52, est inadmissible au programme, l'adulte seul ou la famille qui bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, ou à qui une aide financière est accordée en vertu du Programme alternative jeunesse ou d'un programme spécifique et qui présente une demande au cours de cette période ou au cours du mois suivant celle-ci, si les avoirs liquides possédés excèdent, à la date de la demande, un montant établi de la façon suivante :

Adulte(s)	Enfant(s) à charge	Avoirs liquides
1	0	2 500 $
1	1	5 359 $
1	2	5 580 $
2	0	5 000 $
2	1	5 239 $
2	2	5 460 $

Ce montant est augmenté d'un montant de 221 $ pour le troisième enfant à charge et pour chacun des suivants.

Toutefois, les avoirs liquides possédés par la famille du conjoint d'un étudiant inadmissible ne peuvent excéder un montant de 2 500 $, lequel est augmenté d'un montant de 239 $ pour le premier enfant à charge et de 221 $ pour chacun des suivants.

Ces montants sont également augmentés d'un montant de 162 $ pour tout enfant à charge qui reçoit un supplément pour enfant handicapé en vertu de la Loi sur les impôts.

S'il s'agit de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, les avoirs liquides possédés à la date de la demande ne peuvent excéder un montant de 2 500 $.

54. Pour l'application des articles 52 et 53, sont également exclus les montants suivants :

1° les avoirs liquides visés aux articles 134 à 136 et 138 à 141 ;

2° les chèques en circulation à la date de la demande et destinés à payer le logement, le chauffage, l'électricité ou toute autre forme d'énergie pourvu qu'ils soient encaissables durant le mois de la demande.

55. Conformément au deuxième alinéa de l'article 48 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, lorsqu'une demande d'admissibilité au programme est refusée à l'adulte seul ou à la famille en raison d'un excédent d'avoirs liquides, en application des articles 52 à 54, aucune prestation ne peut être accordée pour ce mois. Une nouvelle demande d'admissibilité au programme ne peut alors être présentée qu'à compter du premier jour du mois suivant ce refus et ces articles s'appliquent à cette autre demande.

SECTION II
BESOINS RECONNUS

§1. Prestation de base et allocations

56. La prestation de base accordée à un adulte seul ou à une famille composée d'un seul adulte est de 543 $. Celle d'une famille composée de deux adultes est de 841 $.

57. Malgré l'article 56, la prestation de base est de 443 $ ou de 741 $, selon le cas, si l'adulte seul ou un adulte membre de la famille habite la même unité de logement, au sens de l'article 43, que son père ou sa mère, sauf dans les cas suivants :

1° si la cohabitation est dans une unité de logement visée à l'article 42, dans les cas et aux conditions qui y sont prévus ;

2° si le père ou la mère est prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours ;

3° si l'adulte démontre que le père ou la mère reçoit le montant maximum du supplément de revenu mensuel garanti en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), c. O-9) ;

4° si la famille est composée d'un seul adulte et d'au moins un enfant à charge ;

5° si la cohabitation est nécessaire pour permettre à l'adulte seul ou à un membre de la famille de recevoir du père ou de la mère des soins constants requis en raison d'une maladie ou d'une déficience ou de leur procurer de tels soins ;

6° si la cohabitation est nécessaire pour permettre à l'adulte seul ou à un membre de la famille de procurer des soins constants requis en raison d'une maladie ou d'une déficience de son grand-père ou de sa grand-mère, du conjoint de son père ou de sa mère, de son frère ou de sa sœur, ou encore pour permettre à son père ou à sa mère de procurer à cette personne de tels soins et si elle loge avec eux.

58. Si l'adulte seul ou la famille démontre tardivement que le père ou la mère reçoit le montant maximum du supplément de revenu mensuel garanti, la prestation de base accordée pour les mois visés par ce supplément peut, sur demande, être modifiée afin de tenir compte de cette situation, jusqu'à concurrence de 12 mois précédant la date de la demande.

En outre, le parent qui reçoit, pour le mois de juin d'une année, le montant maximum de ce supplément est réputé recevoir ce montant maximum pour le mois suivant.

59. La prestation de base du conjoint d'un étudiant inadmissible est de 149 $ ou, dans les cas et aux conditions prévus à l'article 57, de 99 $.

60. La prestation de base d'un adulte seul hébergé, de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge ou de l'adulte seul tenu de loger dans un établissement est de 173 $.

61. La prestation de base d'un adulte seul hébergé, de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, du conjoint d'un étudiant inadmissible ou d'un adulte seul tenu de loger dans un établissement est ajustée pour le mois où survient un changement de situation qui en augmente le montant.

62. Pour l'application du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 53 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, la prestation de base est augmentée d'une allocation pour contraintes temporaires si un adulte garde un enfant à sa charge et si celui-ci a moins de cinq ans au dernier 30 septembre ou, s'il a cinq ans à cette date, si aucune place en classe maternelle à temps plein n'est disponible pour ce dernier.

63. Pour l'application du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 53 de la Loi, la prestation de base est augmentée d'une allocation pour contraintes temporaires si l'adulte seul ou un membre adulte de la famille est âgé de 55 ans ou plus et en fait la demande.

64. L'allocation pour contraintes temporaires est de 115 $ si l'adulte seul, un seul adulte membre de la famille ou le conjoint d'un étudiant inadmissible présente des contraintes temporaires.

Elle est de 198 $ si les deux adultes membres de la famille présentent des contraintes temporaires, sauf si un adulte ne peut se prévaloir d'une telle allocation en application de l'article 54 de la Loi ou de l'article 65 du présent règlement.

65. L'allocation pour contraintes temporaires ne s'applique pas à l'adulte seul hébergé, à l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, à l'adulte seul tenu de loger dans un établissement, de même qu'à l'adulte visé à l'article 47.

§2. Ajustements pour adultes et pour enfants à charge

66. La prestation de base est ajustée pour tenir lieu de versement anticipé du crédit d'impôt pour taxe de vente du Québec visé à la section II.16 du chapitre III.1 du Titre III du Livre IX de la Partie I de la Loi sur les impôts. Cet ajustement est établi de la façon suivante :

1°	s'il s'agit d'un adulte seul ou d'une famille composée d'un seul adulte :	14,08 $
2°	s'il s'agit d'une famille composée de deux adultes :	28,17 $

Le montant prévu au paragraphe 1° du premier alinéa, sauf s'il s'agit du conjoint d'un étudiant inadmissible, est augmenté de 9,59 $ si l'adulte n'habite pas une même unité de logement qu'un autre adulte seul ou une autre famille.

67. L'ajustement prévu à l'article 66 ne s'applique pas à l'adulte seul hébergé, à l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge et à l'adulte seul tenu de loger dans un établissement.

68. Dans le cas d'une famille composée d'un seul adulte et d'au moins un enfant à charge, la prestation de base est ajustée de 108,33 $.

69. La prestation de base est ajustée de 52,08 $ pour chacun des enfants à charge mineurs de la famille.

70. La prestation de base est ajustée des montants suivants pour tout enfant à charge mineur : 107,75 $ pour le premier enfant, 90,58 $ pour le deuxième et 84,08 $ pour chacun des suivants.

71. Une famille est réputée réaliser le montant annuel du paiement de soutien aux enfants accordé en vertu de l'article 1029.8.61.18 de la Loi sur les impôts et le montant annuel du supplément de prestation nationale pour enfants accordé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, lesquels sont divisés par 12. Il en est de même

lorsqu'un montant est versé à une personne qui n'est pas membre de la famille, mais utilisé par cette personne pour les besoins d'un enfant à charge. En outre, la famille est présumée réaliser, pour le mois de juillet de chaque année, le montant maximum du supplément de prestation nationale pour enfants.

72. La somme des ajustements prévus aux articles 68 et 69, s'il s'agit d'une famille composée d'un seul adulte, ou à l'article 69, s'il s'agit d'une famille composée de deux adultes, est réduite du montant réalisé par la famille à titre de paiement de soutien aux enfants.

En outre, les montants réalisés à titre de supplément de prestation nationale pour enfants sont soustraits des ajustements prévus à l'article 70, sauf si l'enfant à charge est placé en famille d'accueil ou hébergé par un établissement qui exploite un centre de réadaptation.

73. La prestation de base est ajustée de 8,58 $ pour chaque enfant à charge mineur âgé de 12 ans et plus, si cet enfant est le premier ou le deuxième de la famille.

Cet ajustement ne s'applique pas si l'enfant à charge est placé en famille d'accueil ou hébergé par un établissement qui exploite un centre de réadaptation.

74. La prestation de base d'une famille composée d'un seul adulte comprenant au moins un enfant à charge majeur qui fréquente un établissement d'enseignement secondaire en formation professionnelle ou postsecondaire est ajustée de 136,67 $ pour le premier enfant et de 121 $ pour le deuxième.

Si la famille est composée de deux adultes, la prestation de base est ajustée de 121 $ pour le premier enfant et de 96 $ pour le deuxième.

75. La prestation de base est ajustée, pour tout enfant à charge majeur qui fréquente un établissement d'enseignement secondaire en formation générale, de 264,75 $ pour le premier enfant, de 247,58 $ pour le deuxième et de 247,75 $ pour chacun des suivants.

Ces montants sont ajustés de 161,50 $ lorsque l'enfant est handicapé au sens de l'article 1029.8.61.18 de la Loi sur les impôts.

76. Dans le cas d'une famille composée d'un seul adulte et d'au moins trois enfants à charge et dont le troisième enfant à charge et, le cas échéant, chacun des suivants est majeur et fréquente un établissement d'enseignement secondaire en formation professionnelle ou postsecondaire, la prestation de base est ajustée de 8,33 $ pour le premier enfant et de 22,83 $ pour le deuxième.

77. Pour l'application des articles 70 et 73 à 76, le plus jeune enfant à charge est le premier.

78. La prestation de base est ajustée de 100 $ pour tout enfant à charge qui réside avec sa famille, au sens de l'article 20, pendant qu'il fréquente un établissement d'enseignement secondaire en formation professionnelle ou postsecondaire.

79. Les ajustements prévus aux articles 69 à 76 et 78 ne s'appliquent pas à la famille composée d'un seul adulte ou de deux adultes visés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 47. En ce cas, la prestation de base est ajustée d'un montant établi de la façon suivante :

1° si elle est composée d'un seul adulte : 136,67 $ pour le premier enfant à charge et 121,00 $ pour le deuxième ;

2° si elle est composée de deux adultes : 121 $ pour le premier enfant à charge et 96 $ pour le deuxième.

80. Les ajustements pour enfants à charge ne s'appliquent pas à l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge ni au conjoint d'un étudiant inadmissible.

§3. Prestations spéciales

81. La prestation de base est augmentée du montant des prestations spéciales prévues à la présente sous-section, dans les cas et aux conditions qui y sont prévus.

Toutefois, un adulte seul hébergé et la famille de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge cessent d'être admissibles aux prestations spéciales autres que celles prévues pour payer les frais du logement et les frais funéraires à compter du mois qui suit celui de leur admission en hébergement. S'il s'agit d'un adulte seul hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, il est admissible aux prestations spéciales autres que celles visées aux articles 100 et 101.

En outre, est inadmissible aux prestations spéciales, le membre adulte d'une famille qui est hébergé, à compter du troisième mois qui suit celui de son admission en hébergement.

82. Une prestation spéciale est accordée à un adulte seul hébergé ou à l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge pour payer les frais du logement qu'il occupait avant son admission en hébergement et qu'il est tenu d'acquitter, jusqu'à concurrence de 325 $ par mois pendant au plus 12 mois à compter du mois qui suit celui de cette admission.

Le versement de cette prestation spéciale est maintenu, aux mêmes conditions, si l'adulte seul ou la famille est par la suite pris en charge par une ressource intermédiaire ou une résidence d'accueil.

83. Les services dentaires, pharmaceutiques et optométriques visés aux articles 70 et 71.1 de la Loi sur l'assurance maladie, de même que le coût du remplacement d'une prothèse dentaire acrylique fournie par un dentiste ou un denturologiste à la suite d'une perte ou d'un bris irréparable, jusqu'à concurrence de la moitié du taux prévu par la Régie, sont accordés à titre de prestations spéciales.

Est aussi accordée une prestation spéciale pour payer les frais d'un rapport médical produit conformément au paragraphe 1° de l'article 53 et à l'article 70 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

Ces prestations spéciales sont remboursées par la Régie de l'assurance maladie du Québec suivant ses normes et pratiques.

Les conditions prévues à l'article 84 ne s'appliquent pas à l'égard de ces prestations, à l'exception de celle prévue au paragraphe 2° du premier alinéa qui s'applique à l'achat, au remplacement ou au regarnissage d'une prothèse dentaire.

84. Sous réserve de conditions particulières d'admissibilité fixées par le ministre ou d'une entente conclue afin de couvrir autrement le besoin qui nécessite une prestation spéciale, conformément à l'article 58 de la Loi, une prestation spéciale est accordée si les conditions suivantes sont remplies :

1° la nécessité du besoin est constatée par le ministre ;

2° l'autorisation de satisfaire ce besoin est préalablement donnée par le ministre, sauf dans un cas d'urgence ou s'il s'agit de la prestation spéciale pour frais de transport et de séjour pour recevoir des soins ;

3° les frais ou les honoraires correspondent au coût réel des biens acquis ou des services rendus jusqu'à concurrence du coût normalement requis pour y satisfaire mais sans excéder le montant prévu pour cette prestation.

En l'absence d'autorisation préalable, la demande de paiement doit être présentée au plus tard 30 jours après que les biens ou les services ont été fournis ou dès que possible si le demandeur a été dans l'impossibilité d'agir dans ce délai. Si le service rendu est un transport par ambulance, ce délai est porté à 90 jours.

85. Le montant d'une prestation spéciale est réduit de toute indemnité versée par un tiers pour compenser les mêmes frais.

86. Dans le cas des prestations spéciales visées aux articles 88 à 91, 97, 98, aux paragraphes 1° et 2° de l'article 99 et aux articles 100 et 103, la nécessité du besoin doit être attestée par écrit par un médecin, un dentiste ou par une personne désignée par le ministre, selon le cas.

Il en est de même dans le cas de la prestation spéciale pour payer les frais d'un déménagement lorsque celui-ci est requis pour une raison de santé.

S'il s'agit de la prestation spéciale accordée dans le cas de grossesse et de celle pour payer les frais de transport et de séjour pour recevoir des soins, la nécessité du besoin peut être attestée par une sage-femme. Dans le cas de grossesse, l'attestation doit indiquer le nom et la date de naissance de la prestataire, le nombre de semaines de grossesse et la date prévue pour l'accouchement.

87. Aux fins du calcul des mois consécutifs requis pour l'admissibilité à une prestation spéciale, sont considérés les mois au cours desquels un adulte seul ou une famille bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, de même que les six mois qui suivent la date à laquelle une prestation a cessé d'être versée en raison d'un excédent d'avoirs liquides à un adulte seul hébergé ou à l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge.

88. Une prestation spéciale est accordée pour payer les frais de transport et de séjour pour qu'un adulte ou un enfant à charge soit traité par un médecin, un dentiste ou une sage-femme, ou à la demande de l'un d'eux, jusqu'à concurrence de 250 $ lors d'un même déplacement. Toutefois, ce maximum est de 275 $ lorsque le transport s'effectue par ambulance ou de 350 $ lorsque le transport s'effectue par voie aérienne.

Ces frais ne sont payés que jusqu'à concurrence de ceux qui doivent être normalement payés si le traitement est suivi à l'endroit qui offre le même service et qui est le plus rapproché de la résidence de l'adulte ou de l'enfant à charge.

Cette prestation spéciale n'est toutefois pas accordée si le déplacement est visé à la Politique de déplacement des usagers du réseau de la santé et des services sociaux établie par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

89. Le moyen de transport le moins coûteux doit être utilisé compte tenu des circonstances.

Si ce transport s'effectue par un véhicule privé, la prestation spéciale est accordée pour payer les frais de stationnement et les frais d'utilisation jusqu'à concurrence de 0,135 $ le kilomètre parcouru. Toutefois, les frais d'utilisation d'une automobile sont fixés à 0,29 $ le kilomètre si le transport est effectué par un conducteur bénévole oeuvrant sous le contrôle d'un organisme humanitaire reconnu par le ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre de l'un de ses programmes de soutien, lorsque la rémunération totale, pour un tel transport, ne constitue qu'une contribution aux frais d'utilisation de l'automobile et que l'organisme maintient un registre permanent des transports de personnes qu'il a effectués.

90. La nécessité d'un transport par taxi doit être constatée par une attestation signée par le médecin, le dentiste ou la sage-femme, selon le cas, à moins qu'il ne s'agisse du moyen de transport le plus économique. Cette attestation doit alors établir que l'urgence de la situation ou la nature du traitement empêche l'utilisation d'un moyen de transport plus économique.

Dans le cas du transport d'un adulte, la prestation spéciale pour payer les frais de chaque transport par taxi est réduite du moindre d'un montant de 20 $ ou de 20 % du coût du transport. Cette réduction est d'un maximum de 20 $ par mois, sans toutefois excéder 100 $ par année par adulte. Elle se calcule en fonction de la date de la réception de la demande de paiement ou, s'il en est une, de la date de l'autorisation préalable donnée par le ministre.

91. Lorsque le transport d'un adulte s'effectue par ambulance, la prestation spéciale est accordée si la nécessité du transport est constatée par une attestation signée par un médecin ou, le cas échéant, par une sage-femme ou par une personne désignée à cette fin par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux ou par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et qui maintient une installation dans laquelle est conduit l'adulte ou l'enfant à charge. Elle est aussi accordée si ce transport est autorisé par un centre de communication santé mis en place en application de l'article 18 de la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (L.R.Q., c. S-6.2).

La demande de paiement peut être faite par le transporteur. En ce cas, la demande doit être accompagnée d'une preuve que le transport a été effectué indiquant, sauf si le transport a été autorisé par un centre de communication santé, la nécessité ou non du transport par ambulance. Le ministre paie le transporteur et, dans le cas où la nécessité du besoin n'est pas démontrée, l'adulte doit rembourser ce paiement au ministre.

92. Une prestation spéciale est accordée pour payer les frais de transport et de séjour qui doivent être payés par un prestataire pour retourner dans son milieu d'origine.

Cette prestation est accordée jusqu'à concurrence de 250 $ pour toute période de 12 mois.

93. Une prestation spéciale est accordée pour payer les frais d'un déménagement pour une raison de santé ou de salubrité si l'adulte seul ou l'un des membres adultes de la famille est prestataire depuis au moins six mois consécutifs.

Une prestation spéciale est également accordée pour payer les frais d'installation ou de réparation d'un système de chauffage.

Tous les frais prévus au présent article sont payables jusqu'à concurrence d'un montant total de 200 $ pour toute période de 12 mois.

94. Une prestation spéciale est accordée pour payer les frais d'un déménagement occasionné par une séparation entre conjoints jusqu'à concurrence de 200 $.

Le coût d'un seul déménagement est payé pour toute période de 12 mois, sauf lorsque le déménagement est ordonné par le tribunal.

95. Une prestation spéciale est accordée pour payer les frais de transport et de séjour encourus par un adulte pour faire valoir une créance alimentaire à plus de 50 kilomètres de son lieu de résidence, jusqu'à concurrence de 250 $ dans une même cause.

Si le transport s'effectue par véhicule privé, la prestation spéciale est accordée pour payer les frais de stationnement et les frais d'utilisation jusqu'à concurrence de 0,135 $ le kilomètre parcouru.

96. Une prestation spéciale est accordée, conformément à l'annexe I, pour subvenir au coût de lunettes et de lentilles d'un adulte ou d'un enfant à charge si l'adulte seul ou l'un des membres adultes de la famille est prestataire depuis au moins six mois consécutifs.

97. Une prestation spéciale est accordée, conformément à l'annexe II, pour subvenir au coût de chaussures orthopédiques ou d'orthèses plantaires.

98. Une prestation spéciale est accordée, conformément à l'annexe III, pour subvenir au coût de prothèses, d'orthèses et d'accessoires.

99. Une prestation spéciale est accordée pour subvenir au coût :

1° d'accessoires requis en cas d'urostomie, d'iléostomie ou de colostomie temporaire jusqu'à concurrence de 100 $ pour le premier mois où de tels accessoires sont requis ;

2° d'installation à domicile d'un appareil d'hémodialyse jusqu'à concurrence de 300 $;

3° d'un stérilet jusqu'à concurrence de 25 $;

4° de remplacement des piles d'une aide auditive dont le coût est assumé par la Régie de l'assurance maladie du Québec à raison d'un montant forfaitaire de 5 $ par mois par appareil.

100. Une prestation spéciale continue est accordée, à compter du mois de la réception par le ministre de l'attestation requise, dans les cas suivants :

1° 55 $ par mois dans le cas de grossesse ;

2° 100 $ par mois dans le cas d'hémodialyse, si la famille se compose d'un seul membre adulte ;

3° 100 $ par mois dans le cas de paraplégie, si cette prestation a été accordée pour le mois d'août 1992 et l'a été depuis sans interruption ;

4° 20 $ par mois dans le cas de diabète ;

5° 55 $ par mois pour les accessoires requis en cas d'urostomie, d'iléostomie ou de colostomie temporaire, à compter du mois qui suit le premier mois pour lequel de tels accessoires sont requis ;

6° pour subvenir au coût de l'oxygène utilisé à des fins médicales.

101. Une prestation spéciale continue de 55 $ par mois est accordée pour l'allaitement d'un enfant à charge de moins de 12 mois, à compter du mois de la réception par le ministre d'une déclaration écrite, signée par la mère, indiquant la période prévue de l'allaitement.

102. Une prestation spéciale est accordée pour subvenir au coût de préparations lactées de concentré liquide, de préparations de concentré liquide à base de protéine de soja ou de préparations lactées de concentré liquide sans lactose pour un enfant à charge de moins de neuf mois.

103. Une prestation spéciale est accordée pour subvenir au coût de préparations de concentré liquide à base de protéine de soja ou de préparations lactées de concentré liquide sans lactose, pour un enfant à charge de neuf mois et de moins de 12 mois dès la réception par le ministre de l'attestation signée par un médecin.

104. La prestation spéciale prévue à l'article 102 est accordée jusqu'à concurrence de 35 caisses de 12 boîtes de 385 ml pour toute la durée couverte. Celle prévue à l'article 103 est accordée jusqu'à concurrence de neuf caisses de 12 boîtes de 385 ml pour toute la durée couverte.

Ces prestations sont établies de la façon suivante :

1° si l'enfant à charge a moins de sept mois : 32 $ par achat de deux caisses de 12 boîtes de 385 ml jusqu'à concurrence de 48 boîtes par mois ;

2° si l'enfant à charge a sept mois et moins de 12 mois : 16 $ par achat d'une caisse de 12 boîtes de 385 ml jusqu'à concurrence de 36 boîtes par mois.

105. Les prestations spéciales visées aux articles 102 et 103 sont remboursées au pharmacien membre de l'Ordre des pharmaciens du Québec visé par une entente entre le ministre et la personne mandatée par ce dernier pour l'administration du paiement de ces prestations.

Elles sont accordées pour l'achat, auprès de ce pharmacien, de caisses de préparations visées par une entente conclue entre le ministre et les fournisseurs de ces préparations.

106. La prestation spéciale prévue à l'article 101 et celle prévue à l'article 102 ou 103 ne peuvent être accordées simultanément, sauf au cours d'un seul mois afin de permettre le changement de l'alimentation de l'enfant à charge.

107. Une prestation spéciale est accordée à une famille au mois d'août de chaque année dans les cas et aux montants suivants :

1° si un enfant à charge fréquente un établissement d'enseignement primaire, une classe maternelle ou une classe prématernelle, 76 $;

2° si un enfant à charge fréquente, autrement qu'en formation professionnelle à temps plein, un établissement d'enseignement secondaire, 123 $.

108. Une prestation spéciale mensuelle de 100 $ est accordée à un adulte qui se réfugie dans une maison d'hébergement pour victimes de violence.

109. Une prestation spéciale est accordée pour compenser les pertes suivantes subies par un adulte seul ou une famille lors d'un incendie ou d'une catastrophe naturelle, tel un glissement de terrain ou une inondation :

1° le coût de réparation ou de remplacement des meubles et des effets d'usage domestique essentiels, suivant les usages prévalant en assurance, jusqu'à concurrence des montants suivants :

a) 1 000 $ plus 500 $ par personne, avec un maximum de 4 000 $ pour la famille ;

b) 1 500 $ pour l'adulte seul ;

2° le coût des frais de subsistance de l'adulte seul ou de la famille pendant la période de réaménagement ou de relocalisation jusqu'à concurrence de 10 % de la prestation spéciale dont il peut bénéficier en vertu du paragraphe 1°.

Cette prestation spéciale n'est toutefois pas accordée si les pertes résultent d'un sinistre visé à un programme d'aide financière aux sinistrés établi en vertu de l'article 100 ou 101 de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3).

110. Une prestation spéciale est accordée pour payer les frais funéraires d'un adulte ou d'un enfant à charge jusqu'à concurrence d'un montant de 2 500 $ par personne décédée.

Cette prestation est toutefois diminuée des bénéfices payables au décès, des sommes payées à la date du décès en vertu d'un contrat d'arrangement préalable de services funéraires ou d'un contrat d'achat préalable de sépulture et, s'il s'agit d'un adulte seul :

1° de la totalité de ses avoirs liquides ;

2° de la valeur de tous ses biens, soustraction faite des dettes de cet adulte au moment de son décès.

La prestation spéciale n'est pas accordée s'il s'agit d'un cadavre non réclamé au sens de l'article 57 de la Loi sur les laboratoires médicaux, la conservation des organes, des tissus, des gamètes et des embryons et la disposition des cadavres (L.R.Q., c. L-0.2), à moins que la délivrance du cadavre n'ait été autorisée en vertu de cette loi à la famille d'accueil ou à la résidence d'accueil à qui était confiée la personne décédée, à un ministre du culte ou au Curateur public.

SECTION III
RESSOURCES

§1. Revenus, gains et avantages

111. Les revenus, les gains et les avantages suivants sont exclus aux fins du calcul de la prestation :

1° les montants accordés à titre de prestations fiscales pour enfants en vertu de la sous-section *a.1* de la Section E de la Partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C., (1985), c. 1, 5e supp.), sauf ceux réalisés à titre de supplément de prestation nationale pour enfants qui sont considérés aux fins du calcul des ajustements pour enfants accordés en vertu de l'article 70 ;

2° le paiement de soutien aux enfants établi conformément à l'article 71, sauf aux fins du calcul des ajustements pour enfants accordés en vertu des articles 68 et 69 ;

3° les sommes reçues par une résidence d'accueil pour prendre charge d'un adulte ou par une famille d'accueil pour prendre charge d'un enfant ainsi que les sommes reçues par une telle famille d'accueil en vertu du Règlement sur l'aide financière pour favoriser l'adoption d'un enfant édicté par le décret numéro 1178-95 du 30 août 1995 ;

4° les gains qu'un enfant à charge réalise accessoirement à ses études, de même que les prêts et bourses et les sommes retirées d'un régime enregistré d'épargne-études qu'il utilise comme étudiant ;

5° les aliments versés à un adulte seul par son père ou sa mère jusqu'à concurrence du montant de la contribution parentale qu'il est réputé recevoir selon l'article 154, sans tenir compte, le cas échéant, de la déduction prévue au paragraphe 1° de l'article 112 ;

6° la prime qu'un établissement qui exploite un centre de réadaptation verse pour en faciliter la fréquentation ou celle qu'un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre hospitalier verse pour suivre un programme thérapeutique ;

7° les revenus d'une succession, d'une fiducie ou d'une donation ouverte au profit d'un enfant à charge avant que n'existe la faculté d'en disposer pour son entretien ;

8° les revenus qui cessent pendant le mois où le demandeur qui ne reçoit pas déjà de prestation formule une demande, aux fins d'établir la prestation du mois suivant ;

9° les revenus gagnés ou réalisés depuis au moins trois mois ou, s'il s'agit d'un travailleur autonome, les revenus imputés pour une telle période, dans la mesure où ils cessent ; toutefois, cette exclusion ne s'applique pas à l'égard du paiement de soutien aux enfants ni à l'égard du supplément de prestation nationale pour enfants ;

10° les revenus d'intérêts, sauf si ceux-ci sont accordés lors de la réalisation d'un droit d'une personne visée à l'article 90 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, auquel cas ces intérêts sont répartis à parts égales sur chacun des mois au cours desquels la personne était dans l'attente de la réalisation de ce droit ;

11° les revenus de dividendes, sauf s'ils sont versés à titre de rémunération ;

12° les sommes reçues à titre de remboursements ou de crédits d'impôts, notamment le supplément pour enfant handicapé et la prime au travail ;

13° les allocations réalisées en vertu de l'article 3.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) ;

14° les sommes versées par le ministre à titre de frais supplémentaires liés à la participation à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi ou d'aide et d'accompagnement social, de même que les sommes versées par un tiers et reconnues à ce titre par le ministre ;

15° les sommes versées par le ministre à titre de frais supplémentaires liés à la participation au Programme alternative jeunesse ou à un programme spécifique ;

16° les allocations d'aide à l'emploi versées par le ministre, de même que les allocations d'aide à l'emploi et les allocations de soutien versées par un tiers et reconnues à ce titre par le ministre, jusqu'à concurrence de 130 $ par mois par adulte ;

17° les sommes reçues en vertu d'un programme du ministre de la Santé et des Services sociaux pour bénéficier de services d'aide et de soins à domicile ;

18° les sommes reçues à titre de responsable d'un foyer d'accueil lié par un contrat de services conclu avec le ministre de la Sécurité publique pour faciliter la réinsertion sociale des personnes tenues d'y loger ;

19° les revenus de chambre ou de pension d'un adulte seul ou d'une famille qui habite une même unité de logement qu'un autre adulte ou une autre famille ;

20° les revenus gagnés comme membre du personnel électoral lors d'un scrutin ou mandataire d'un candidat si ce dernier est désigné par procuration ;

21° jusqu'à concurrence d'un montant de 100 $ par mois, les versements périodiques de pension alimentaire réalisés par la famille qui compte au moins un enfant à charge ;

22° la partie des versements périodiques de pension alimentaire excédant 305 $ par mois, lorsque ces versements se font sous forme de paiement d'une résidence habitée par le créancier et dont le débiteur de la pension est propriétaire ;

23° la partie des versements périodiques effectués par un tiers jusqu'à concurrence de 305 $ par mois pour permettre à l'adulte seul ou à la famille de se loger dans une installation maintenue par un établissement privé non conventionné qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou dans une résidence privée d'hébergement pour personnes retraitées ou en légère perte d'autonomie ;

24° la partie des remboursements d'une dette hypothécaire grevant la résidence et excédant 305 $ par mois, lorsque ces remboursements sont effectués en vertu d'un contrat d'assurance invalidité ;

25° le remboursement d'une dette, autre que celle visée au paragraphe 24°, effectué par un tiers en vertu d'un contrat d'assurance invalidité ;

26° le supplément au budget familial versé à la famille composée de plus de deux enfants à charge par le Service d'aide aux réfugiés et aux immigrants du Montréal métropolitain.

112. Dans le cas d'un adulte visé à l'article 57, les ressources suivantes sont réduites aux fins du calcul de la prestation, jusqu'à concurrence d'un montant total de 100 $, ou de 50 $ s'il s'agit du conjoint d'un étudiant inadmissible, selon l'ordre suivant :

1° le montant de la contribution parentale que cet adulte est réputé recevoir ;

2° les aliments versés à cet adulte par son père ou sa mère ou, le cas échéant, l'excédent de ces aliments sur le montant qui en est exclu en application du paragraphe 5° de l'article 111 ;

3° les revenus de chambre ou de pension provenant de son père ou sa mère.

113. Les revenus de travail, celui provenant de prestations accordées en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi ou de la Loi sur l'assurance parentale et celui provenant des allocations d'aide à l'emploi accordées par le ministre ou reconnues à ce titre ou à titre d'allocation de soutien sont calculés en déduisant de ces revenus ou, s'il s'agit d'un travail autonome, des revenus nets :

1° le montant qui doit être déduit ou retenu en vertu de l'article 1015 de la Loi sur les impôts ou le montant d'acompte provisionnel versé en vertu des articles 1025 ou 1026 de cette loi pour la période précédente divisée par trois, de même que le montant qui doit être ainsi déduit, retenu ou versé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu ;

2° la cotisation de l'employé prévue à la Loi sur l'assurance-emploi ;

3° la cotisation de l'employé prévue à la Loi sur l'assurance parentale ;

4° la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) ou en vertu de sa participation à un régime de retraite obligatoire ;

5° le montant d'une cotisation syndicale.

114. Est exclu des revenus de travail, un montant établi de la façon suivante :

1° s'il s'agit d'un adulte seul ou d'une famille composée d'un seul adulte : 200 $;

2° s'il s'agit d'une famille composée de deux adultes : 300 $.

Pour l'application du présent article, sont des revenus de travail les montants accordés à titre de prestations de maternité, de paternité, parentales ou d'adoption en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi ou de la Loi sur l'assurance parentale.

115. Les revenus nets provenant d'un travail autonome sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Aux fins du calcul de ces revenus, l'amortissement de biens servant à l'entreprise est exclu et un remboursement de capital n'est pas une dépense d'opération.

116. Dans le cas d'un travail autonome saisonnier, est imputé comme revenus de travail pour la période d'inactivité, l'excédent des revenus nets provenant d'un tel travail et d'autres sources, sur un montant établi de la façon suivante :

Adulte(s)	Enfant(s) à charge	Montant
1	0	836 $
1	1	1 195 $
1	2	1 416 $
2	0	1 241 $
2	1	1 480 $
2	2	1 701 $

Ce montant est augmenté de 221 $ pour le troisième enfant à charge et pour chacun des suivants.

Toutefois, s'il s'agit de la famille du conjoint d'un étudiant inadmissible, ce montant est fixé à 836 $, lequel est augmenté de 239 $ pour le premier enfant à charge et de 221 $ pour chacun des suivants.

Ces montants sont également augmentés de 162 $ pour tout enfant à charge qui reçoit un supplément pour enfant handicapé en vertu de la Loi sur les impôts.

S'il s'agit de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, le montant est fixé à 836 $.

117. Pour l'application de l'article 116 :

1° la période d'activité débute le mois où commence le travail et se termine le mois où cesse ce travail ;

2° la période d'inactivité commence le mois qui suit celui où cesse le travail et se termine 12 mois après le début de la dernière période d'activité ou dès que le travail recommence, selon le premier de ces deux événements.

118. Les revenus provenant d'une charge de maire, de conseiller municipal ou de commissaire d'école sont répartis à parts égales sur la période au cours de laquelle ils ont été gagnés.

Les allocations de dépenses inhérentes à ces charges sont exclues de ces revenus dans la mesure où elles n'excèdent pas la moitié de la rémunération versée.

119. Les revenus de garde d'enfants au domicile de l'adulte seul ou de la famille sont calculés dans la proportion de 40 %.

120. Les revenus de chambre ou de pension sont calculés dans la proportion de 40 %, avec un minimum de 85 $ pour une personne et de 50 $ pour chaque personne additionnelle de la même famille que cette personne.

121. Les versements périodiques réalisés à titre d'arrérages de pension alimentaire s'imputent en priorité selon l'ordre suivant :

1° sur toute période postérieure au 30 novembre 2005 ;

2° sur toute période postérieure au 30 avril 1998.

Une telle imputation d'arrérages de pension alimentaire ne peut avoir pour effet d'interrompre le nombre de mois consécutifs d'admissibilité à un programme d'aide financière de dernier recours.

122. Les revenus provenant d'un immeuble sont calculés conformément au titre III du Livre III de la Partie I de la Loi sur les impôts, avant toute déduction d'amortissement prévue à l'article 130 de cette loi et avant la déduction prévue à l'article 130.1 de celle-ci.

123. La période de temps visée au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° de l'article 55 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles commence à la date de la cessation de travail et se termine à l'une ou l'autre des dates suivantes dans le cas :

1° d'une demande initiale de prestations, à la fin de la quatrième semaine suivant la date du début de la période de ces prestations ;

2° d'une demande renouvelée de ces prestations, à la fin de la troisième semaine suivant la date de la prise d'effet de cette demande ;

3° d'une décision non rendue par la Commission de l'assurance-emploi du Canada, à la fin de la quatrième semaine suivant la date du dépôt de la demande de ces prestations ;

4° d'une demande antidatée de ces prestations, à la fin de la deuxième semaine suivant la date de l'acceptation d'une requête à cet effet ;

5° d'une interruption dans le versement régulier de ces prestations, à la fin de la semaine où le paiement de ces prestations était dû.

Dans le cas d'un adulte qui a droit de recevoir des prestations en vertu de la Loi sur l'assurance parentale, cette période de temps se termine à la fin de la quatrième semaine suivant la date du dépôt de la demande de ces prestations.

124. Les revenus, les gains et les avantages hebdomadaires sont transposés sur une base mensuelle en les multipliant par le facteur 4,333 s'ils s'appliquent à l'ensemble du mois.

125. Lorsque les revenus gagnés ou réalisés depuis au moins trois mois ou, s'il s'agit d'un travailleur autonome, les revenus imputés pour une telle période cessent, la prestation est établie de nouveau pour ce mois en tenant compte des revenus du mois en cours dans la mesure où ces revenus sont inférieurs à ceux du mois qui précède.

126. Lorsqu'un adulte ou un enfant à charge réalise un revenu qui affecte la prestation et que le ministre en est informé trop tard pour que celle du mois suivant soit ajustée, ce revenu affecte la prestation du mois subséquent.

127. Le paragraphe 9° de l'article 111 et l'article 125 s'appliquent dans la mesure où les revenus ont été déclarés avec diligence au ministre.

§2. Avoirs liquides

128. Les avoirs liquides comprennent ce qu'un adulte seul ou une famille possède en espèces ou sous une forme qui en est l'équivalent et la valeur des actifs qu'il peut convertir en espèces à court terme, tels :

1° les sommes dont une institution financière est dépositaire pour lui, à demande ou à terme, ou celles qu'elle détient à son bénéfice s'il peut en disposer librement ;

2° les valeurs mobilières qu'il possède si elles ont cours régulier sur le marché où elles se négocient ;

3° les créances dont il peut obtenir le remboursement immédiat ;

4° tout actif négociable à vue.

Ils comprennent la valeur d'un dépôt à terme effectué au bénéfice de l'adulte seul ou d'un membre de la famille, même s'il ne peut en disposer librement, si ce dépôt est effectué alors que cet adulte ou cette famille est prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours ou de manière à le rendre admissible à un tel programme.

129. Pour l'application de l'article 128, les avoirs liquides possédés par l'adulte seul ou la famille comprennent tout montant qui est exclu des revenus, gains ou avantages pour établir la prestation accordée.

130. Malgré l'article 128, un adulte visé au paragraphe *a, b* ou *c* de l'article 21 du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers, édicté par le décret 409-82 du 24 février 1982, est réputé posséder, pendant une période de 90 jours à compter de celui de son arrivée au Canada, un montant d'avoirs liquides qui ne peut être inférieur au montant prescrit et applicable à la date de la délivrance de son certificat de sélection, conformément au facteur relatif à la capacité d'autonomie financière prévu par l'Annexe A de ce règlement et par les Annexes I, III et IV du Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers pris par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1996.

De même, un adulte visé au paragraphe 1° de l'article 75 du Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés, autre qu'un travailleur qualifié visé à l'article 76(1)(*b*)(*ii*), adopté en application des paragraphes 12(2) et 14(2) de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C., 2001, c. 27), est réputé posséder, pendant une période de 90 jours à compter de celui de son arrivée au Canada, un montant d'avoirs liquides qui ne peut être inférieur au montant prescrit conformément au premier alinéa et applicable à la date de la délivrance de son visa.

Les exclusions d'avoirs liquides prévues aux articles 131, 141, 163 et 164 ne s'appliquent pas au montant d'avoirs liquides qu'un adulte est réputé posséder en application du présent article.

131. Aux fins du calcul de la prestation, les avoirs liquides sont exclus jusqu'à concurrence des montants suivants : s'il s'agit d'un adulte seul, de la famille du conjoint d'un étudiant inadmissible ou de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, 1 500 $, et s'il s'agit d'une autre famille, 2 500 $.

132. Le montant prévu à l'article 131 est augmenté, pour tout enfant à charge mineur, sauf s'il s'agit des avoirs liquides de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge ou de la famille du conjoint d'un étudiant inadmissible, d'un montant établi de la façon suivante :

Adulte(s)	Enfant(s) à charge	Montant
1	1	359 $
1	2	580 $
2	1	239 $
2	2	460 $

Ce montant est augmenté de 221 $ pour le troisième enfant à charge mineur et pour chacun des suivants.

S'il s'agit d'un enfant à charge du conjoint d'un étudiant inadmissible, le montant prévu à l'article 131 est augmenté de 239 $ pour le premier enfant à charge mineur et de 221 $ pour chacun des suivants.

Le montant prévu à l'article 131 est également augmenté de 162 $ pour tout enfant à charge qui reçoit un supplément pour enfant handicapé en vertu de la Loi sur les impôts.

133. Le montant prévu à l'article 131 est augmenté de 147 $ pour tout enfant à charge majeur qui fréquente un établissement d'enseignement secondaire en formation générale.

134. Le montant prévu à l'article 131 est augmenté pour une période de 12 mois consécutifs d'un montant égal au montant d'un ajustement rétroactif de prestations versé à la suite d'une erreur administrative, d'une décision rendue en révision ou par le Tribunal administratif du Québec ou versé en application de l'article 176.

Le montant prévu à l'article 131 est aussi augmenté, pour la même période, d'un montant égal à l'indemnité versée par le ministre à la suite d'une décision rendue par le Tribunal administratif du Québec en application de l'article 114.1 de la Loi sur la justice administrative, de même que du montant versé à un débiteur à la suite d'une remise de dette accordée en application de l'article 104 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

Cette augmentation s'applique à compter de la date du versement et uniquement à l'égard de l'adulte ou de la famille concerné.

135. Le montant prévu à l'article 131 est augmenté d'un montant égal à la valeur totale des sommes versées par le gouvernement du Canada ou du Québec en vertu :

1° de l'Entente de redressement à l'égard des Canadiens japonais conclue entre le gouvernement du Canada et l'Association nationale des Japonais canadiens ;

2° d'une déclaration faite à la Chambre des communes le 14 décembre 1989 par le ministre de la Santé et du Bien-être social du Canada concernant les personnes ayant été infectées par le virus d'immuno-déficience humaine à la suite d'une transfusion sanguine ou par l'absorption de produits dérivés du sang ;

3° d'un fonds d'aide humanitaire créé par le gouvernement du Québec pour les hémophiles et autres personnes infectés par le virus d'immuno-déficience humaine à la suite d'une transfusion sanguine, sauf si ces sommes sont versées pour compenser une perte de revenus ou une perte de soutien ;

4° du régime d'aide extraordinaire créé par le gouvernement du Canada à l'égard des personnes victimes de la thalidomide ;

5° du programme du gouvernement du Canada relatif aux paiements à titre gracieux aux personnes déstructurées à l'institut Allan Memorial au cours des années 1950 et 1965;

6° du programme d'aide financière créé par le gouvernement du Québec pour les personnes infectées par le virus de l'hépatite C à la suite d'une transfusion sanguine ou de l'administration de produits sanguins effectuée au Québec avant le 1er janvier 1986 ou entre le 2 juillet 1990 et le 28 septembre 1998;

7° du règlement relatif à l'hépatite C 1986-1990, du 15 juin 1999, sauf si ces sommes sont versées pour compenser une perte de revenus ou une perte de soutien en vertu des paragraphes 4.02 et 6.01 des régimes d'indemnisation prévus à ce règlement;

8° du Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis créé par le gouvernement du Québec;

9° des jugements rendus par la Cour supérieure, le 6 juillet 2001, entérinant les ententes intervenues avec la Société immobilière du Québec et le Procureur général du Québec à la suite des recours collectifs intentés par les personnes ayant subi des préjudices en raison de la crue des eaux du réservoir Kénogami en juillet 1996;

10° du programme d'aide financière à la relocalisation créé par le gouvernement du Québec à l'intention des résidents de la localité d'Aylmer Sound.

136. Le montant prévu à l'article 131 est augmenté d'un montant égal à la valeur totale des sommes versées à une personne à la suite:

1° du jugement de la Cour suprême du Canada: Curateur public du Québec c. Syndicat national des employés de l'hôpital St-Ferdinand, rendu le 3 octobre 1996;

2° d'une entente intervenue dans le cadre d'un recours collectif intenté en matière d'implants mammaires;

3° des recommandations contenues au rapport rédigé à la suite du mandat confié par le gouvernement du Québec en vertu du décret numéro 931-98 du 8 juillet 1998, modifié par le décret numéro 1281-98 du 30 septembre 1998, relatif au préjudice subi par certaines personnes représentées par le Curateur public;

4° du jugement de la Cour d'appel du Québec: Centre d'accueil Pavillon Saint-Théophile Inc. c. la Commission des droits de la personne, rendu le 21 septembre 1998;

5° du «Memorandum of Understanding regarding Compensation for Survivors of Institutional Abuse» du gouvernement de la Nouvelle-Écosse relatif au préjudice subi par certaines personnes vivant en institution dans cette province;

6° du jugement rendu par la Cour supérieure, le 14 septembre 2001, entérinant l'entente intervenue avec la Société canadienne de la Croix-Rouge à la suite du recours collectif intenté par les personnes qui ont reçu une transfusion de sang contaminé par le virus de l'hépatite C et qui ont été infectées par ce virus avant le 1er janvier 1986 ou entre le 1er juillet 1990 et le 28 septembre 1998;

7° du jugement rendu par la Cour supérieure, le 25 avril 2003, approuvant l'entente intervenue avec Centerpulse Orthopedics Inc. et Centerpulse Ltd à la suite du recours collectif intenté par les personnes qui ont reçu l'implantation d'une prothèse défectueuse de la hanche.

137. Les augmentations prévues aux articles 135 et 136 s'appliquent à compter de la date du versement de ces sommes et uniquement à l'égard de la personne qui y a droit.

138. Aux fins du calcul de la prestation, les avoirs liquides suivants sont exclus:

1° ceux que l'enfant à charge accumule par son travail personnel;

2° ceux dont l'enfant à charge est propriétaire si leur gestion relève d'un tuteur, d'un liquidateur de succession ou d'un fiduciaire avant que la reddition de compte ne soit faite et s'ils ont fait l'objet d'un dépôt à terme qui ne permet pas d'en disposer librement;

3° les sommes provenant d'un régime enregistré d'épargne-études et celles provenant des prêts et bourses que l'adulte ou l'enfant à charge reçoit comme étudiant, si elles sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été obtenues dans les six mois, selon le cas, de leur retrait ou de leur réception;

4° la valeur de rachat en espèces d'une police d'assurance sur la vie;

5° les sommes versées par le ministre à titre de frais supplémentaires liés à la participation à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi ou d'aide et d'accompagnement social, de même que les sommes versées par un tiers et reconnues à ce titre par le ministre, si celles-ci sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été obtenues;

6° les sommes versées par le ministre à titre de frais supplémentaires liés à la participation au Programme alternative jeunesse ou à un programme spécifique, si celles-ci sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été obtenues ;

7° les sommes provenant d'une succession jusqu'à concurrence des dettes et charges auxquelles l'adulte ou l'enfant à charge est tenu ;

8° les sommes retirées d'un régime enregistré d'épargne-retraite dans le cadre du Régime d'accession à la propriété, à la condition qu'elles soient déposées sans délai dans un compte distinct auprès d'une institution financière et utilisées aux fins prévues par ce régime avant le 1er octobre de l'année qui suit ce retrait ;

9° les sommes versées par un établissement ou un organisme à une personne qui reçoit son congé d'un centre hospitalier de soins psychiatriques afin de lui permettre de se procurer certains biens d'utilité courante ;

10° les sommes provenant d'un revenu, gain ou avantage, pour le mois où celles-ci sont prises en compte pour réduire la prestation accordée ;

11° pour le mois de leur réception, les sommes, autres que des indemnités de remplacement du revenu, qui ont été accordées pour compenser une perte d'intégrité physique ou psychique.

139. Aux fins du calcul de la prestation, le montant d'un emprunt obtenu pour la consolidation de dettes ou pour l'achat d'un bien visé aux paragraphes 1° à 3°, 7° et 8° de l'article 146 est exclu lorsque les conditions suivantes se réalisent :

1° il est déposé sans délai dans un compte distinct auprès d'une institution financière ;

2° il est utilisé dans les 30 jours de sa réception aux fins pour lesquelles il a été obtenu.

140. Le montant relatif à la prime au travail qui est versé sur une base trimestrielle en vertu de l'article 1029.8.116.9 de la Loi sur les impôts est exclu à titre d'avoirs liquides en totalité pour le mois de son versement, aux deux tiers pour le mois suivant et au tiers pour le dernier mois visé. De même, le montant relatif au paiement de soutien aux enfants qui est versé en vertu de l'article 1029.8.61.28 de cette loi et qui comprend plus d'un mois d'admissibilité est exclu en totalité pour le mois de son versement et, selon le cas, aux deux tiers pour le mois suivant et au tiers pour le dernier mois visé, ou dans une proportion de 50 % pour le mois suivant celui de son versement.

En outre, le montant d'un versement d'arrérages d'un tel paiement ou d'une telle prime est exclu pour le mois de ce versement jusqu'au dernier jour du mois suivant.

141. Les avoirs liquides suivants sont exclus, jusqu'à concurrence d'une valeur totale de 60 000 $:

1° la valeur des sommes ou des crédits de rente visés au paragraphe 4° de l'article 146 et qui, en vertu du régime ou de l'instrument de retraite visé ou de la loi, peuvent être retournés au participant ;

2° le capital provenant d'une somme ou d'un crédit de rente visé au paragraphe 1°, s'il est utilisé dans les 30 jours de sa réception aux fins d'une contribution à un autre régime de retraite ou instrument d'épargne-retraite ;

3° le capital provenant d'une subvention ou d'un emprunt destiné à la réparation de la résidence s'il est utilisé dans les six mois de sa réception aux fins pour lesquelles il a été obtenu ;

4° le capital provenant d'une subvention ou d'un emprunt destiné à fonder une entreprise ou à créer son propre emploi s'il est utilisé dans les six mois de sa réception aux fins pour lesquelles il a été obtenu ;

5° jusqu'à concurrence d'un montant total de 5 000 $ par adulte, les sommes accumulées dans le cadre d'un plan d'épargne individuel ou d'un plan d'épargne institutionnel reconnu par le ministre ;

6° la valeur des sommes accumulées dans un régime enregistré d'épargne-études.

142. L'exclusion prévue au paragraphe 5° de l'article 141 s'applique si les sommes accumulées sont destinées à permettre à l'adulte ou à un membre de sa famille :

1° de réaliser un projet de formation ;

2° d'acheter des instruments de travail ou des équipements nécessaires pour occuper un emploi ;

3° de créer un emploi autonome ou une entreprise ;

4° d'acheter ou de réparer une résidence ;

5° d'acheter une automobile.

S'il s'agit d'un plan d'épargne individuel, l'épargne doit débuter au cours d'un mois où l'adulte est prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours ou bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48. De plus, l'adulte doit

informer le ministre par écrit de son plan d'épargne avant le dépôt de ces sommes ou au plus tard le dernier jour du mois suivant la date de ce dépôt.

143. Les exclusions prévues aux paragraphes 2° à 5° de l'article 141 s'appliquent si les montants visés sont déposés sans délai dans un compte distinct auprès d'une institution financière. Dans le cas prévu au paragraphe 5°, l'institution financière doit avoir un établissement au Canada.

144. Toute partie du capital visé aux paragraphes 3°, 6°, 7° et 9° de l'article 138, à l'article 139 et aux paragraphes 2° à 5° de l'article 141 constitue des avoirs liquides pendant tout le mois où elle est utilisée contrairement à ces dispositions ou, le cas échéant, n'est pas déposée conformément à celles-ci.

Le premier alinéa ne s'applique pas si, au cours du même mois, les sommes visées au paragraphe 3° de l'article 138 et aux paragraphes 2° et 5° de l'article 141 sont transférées dans l'un des régimes ou plans d'épargne prévus aux paragraphes 1°, 5° et 6° de cet article, aux conditions qui y sont énoncées.

§3. Biens

145. La valeur d'un bien est égale à sa valeur marchande.

La valeur nette d'un bien est égale à sa valeur diminuée de la valeur des droits réels dont il est grevé.

La valeur d'une résidence correspond à celles de la maison et du terrain sur lequel elle est bâtie.

La valeur d'une ferme correspond à celles du fonds de terre, des bâtiments, du cheptel et de l'outillage.

Malgré le premier alinéa, la valeur de tout immeuble inscrit au rôle d'évaluation d'une municipalité est égale à celle qui y est indiquée, multipliée par le facteur comparatif du rôle, conformément aux dispositions de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1).

146. Les biens suivants sont exclus aux fins du calcul de la prestation :

1° les meubles et les effets d'usage domestique en totalité ;

2° la valeur d'une automobile jusqu'à concurrence de 10 000 $;

3° les livres, les instruments et les outils nécessaires à l'exercice d'un emploi ou à la pratique d'un métier ou d'un art ;

4° la valeur des crédits de rente accumulés à la suite de l'adhésion à un régime de retraite autre que le régime instauré par la Loi sur le régime de rentes du Québec ou à un régime équivalent au sens de cette loi ainsi que les sommes accumulées avec intérêts à la suite de la participation du prestataire à un autre instrument d'épargne-retraite qui, en vertu du régime, de l'instrument d'épargne ou de la loi ne peuvent être retournés au participant avant l'âge de la retraite ;

5° les biens dont l'enfant à charge est propriétaire si leur gestion relève d'un tuteur, d'un liquidateur de succession ou d'un fiduciaire avant que la reddition de compte ne soit faite ;

6° les biens que l'enfant à charge acquiert par son travail personnel ;

7° les équipements adaptés aux besoins d'un adulte ou d'un enfant à charge qui présente des limitations fonctionnelles, y compris un véhicule adapté au transport et qui n'est pas utilisé à des fins commerciales ;

8° la valeur d'un contrat d'arrangement préalable de services funéraires et d'un contrat d'achat préalable de sépulture lorsque ces contrats sont en vigueur.

147. La valeur de l'ensemble des biens suivants est exclue aux fins du calcul de la prestation jusqu'à concurrence d'une valeur nette totale de 90 000 $:

1° la valeur d'une résidence ou d'une ferme en exploitation ;

2° la valeur d'une résidence ou d'une ferme appartenant à l'adulte seul qui n'y habite plus ou ne l'exploite plus depuis qu'il est hébergé ou pris en charge par une ressource intermédiaire ou une résidence d'accueil, pendant une période d'au plus deux ans à compter de cet hébergement ou de cette prise en charge ;

3° la valeur d'une résidence appartenant à l'adulte seul ou à la famille qui n'y habite plus pour une raison de santé ou de salubrité, pendant une période d'au plus deux ans à compter de son déménagement ;

4° la valeur de la résidence appartenant à l'adulte qui n'y habite plus en raison d'une séparation, pendant une période d'au plus deux ans à compter de la date où est entrepris un processus de médiation familiale ou une procédure judiciaire jusqu'à la date à laquelle le tribunal décide du droit de propriété ou, le cas échéant, à la date à laquelle le tribunal entérine ou homologue l'entente des parties ;

5° la valeur des biens utilisés dans l'exercice d'un travail autonome ou dans l'exploitation d'une ferme ;

6° le capital d'une indemnité versée en compensation de biens immeubles à la suite d'une expropriation, d'un incendie ou d'un autre sinistre, d'un acte de guerre, d'un attentat ou d'un acte criminel s'il est utilisé dans les deux ans de sa réception pour la réparation ou le remplacement de ces biens ou pour l'exploitation d'une entreprise ;

7° le capital d'une indemnité versée en compensation de biens meubles à la suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, d'un acte de guerre, d'un attentat ou d'un acte criminel, s'il est utilisé dans les 90 jours de sa réception ;

8° le capital provenant de la vente d'une résidence s'il est utilisé pour en acheter ou en faire construire une nouvelle dans les six mois de la vente.

148. Les exclusions prévues aux paragraphes 6° à 8° de l'article 147 ne s'appliquent que si les montants visés sont déposés sans délai dans un compte distinct auprès d'une institution financière ou, dans le cas prévu au paragraphe 6°, s'ils font l'objet d'un placement que le Code civil permet à un fiduciaire.

Toute partie du capital visé à ces paragraphes constitue des avoirs liquides pendant tout le mois où elle est utilisée contrairement à ces dispositions ou pendant tout le mois où elle n'est pas déposée ou placée conformément au premier alinéa.

149. Les biens acquis à même les sommes visées aux articles 135 et 136 sont exclus aux fins du calcul de la prestation.

Cette exclusion s'applique à compter de la date d'acquisition des biens et uniquement à l'égard de la personne qui y a droit.

150. La valeur globale des biens comprend la valeur de tous les biens qui ne sont pas exclus aux fins du calcul de la prestation.

Si la valeur d'un bien est exclue aux fins de ce calcul en partie seulement, l'excédent de cette valeur est inclus dans la valeur globale.

151. Aux fins du calcul de la prestation, le pourcentage applicable à la valeur globale des biens est de 2 %. Sauf pour les biens visés à l'article 147, ce pourcentage s'applique sur la valeur globale des biens qui excède 1 500 $, s'il s'agit d'un adulte seul ou de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, et 2 500 $, s'il s'agit d'une autre famille.

§4. Contribution parentale

152. La contribution parentale que l'adulte est réputé recevoir en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 2° de l'article 55 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles est établie pour une période de référence de 12 mois, à compter du 1er juillet de chaque année, en tenant compte des revenus totaux de ses père et mère pour l'année fiscale qui précède cette période de référence ou de leurs revenus totaux pour l'année fiscale en cours s'ils leur sont inférieurs d'au moins 10 %.

Les revenus des père et mère de l'adulte sont établis en tenant compte de leur revenu total brut, au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), de même que de leur revenu total brut inscrit dans une déclaration de revenus produite dans une autre province ou territoire ou un autre pays.

153. Les revenus nets des père et mère sont établis en tenant compte des revenus obtenus en application de l'article 152, desquels sont déduits les montants suivants :

1°	si les parents cohabitent :	17 100 $ pour les deux ;
2°	si les parents ne cohabitent pas :	12 210 $ pour chacun des parents ;
3°	si un parent est introuvable ou décédé :	12 210 $ pour l'autre parent.

154. Aux fins du calcul de la contribution parentale, les revenus des père et mère s'établissent à 40 % de leurs revenus nets obtenus en application de l'article 153 et la contribution parentale est établie en divisant ce montant par 12. Le montant ainsi obtenu est, le cas échéant, divisé par le nombre d'adultes réputés recevoir une contribution parentale de l'un ou l'autre des parents.

CHAPITRE IV
PROGRAMME DE SOLIDARITÉ SOCIALE

155. À l'exception des dispositions prévues à la section I, à la sous-section 1 de la section II et à la sous-section 4 de la section III du chapitre III du titre IV, et sauf disposition contraire du présent chapitre, les dispositions du présent règlement relatives au Programme d'aide sociale s'appliquent au Programme de solidarité sociale, compte tenu des adaptations nécessaires.

156. L'allocation de solidarité sociale accordée à un adulte seul ou à une famille composée d'un seul adulte est de 812 $.

Celle d'une famille composée de deux adultes est de 1 213 $.

157. L'allocation de solidarité sociale du conjoint d'un étudiant inadmissible est de 411 $.

Celle de l'adulte seul hébergé, de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge et de l'adulte seul tenu de loger dans un établissement est de 173 $.

158. Malgré le deuxième alinéa de l'article 74, l'allocation de solidarité sociale d'une famille composée de deux adultes et comprenant au moins un enfant à charge majeur qui fréquente un établissement d'enseignement secondaire en formation professionnelle ou postsecondaire est ajustée de 130 $ pour le premier enfant et de 102 $ pour le deuxième.

159. L'autorisation préalable pour obtenir une prestation spéciale n'est pas requise, sauf si le ministre a prévu des conditions particulières d'admissibilité en application de l'article 58 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles ou s'il s'agit des prestations spéciales relatives à l'achat, au remplacement ou au regarnissage d'une prothèse dentaire, de celles relatives au coût de lunettes et de lentilles ou aux frais de déménagement pour une raison de santé ou de salubrité.

160. Le deuxième alinéa de l'article 90 relatif à la déduction d'un montant du coût du transport par taxi d'un adulte ne s'applique pas à l'adulte seul ou à la famille admissible au programme.

161. La période consécutive d'admissibilité à un programme d'aide financière de dernier recours qui est requise pour les prestations spéciales portant sur le coût d'achat ou de remplacement de lunettes, de lentilles ou sur le coût d'un déménagement pour une raison de santé ou de salubrité ne s'applique pas à l'adulte seul ou à la famille admissible au programme.

162. Le montant de l'exclusion des revenus de travail ou des prestations accordées à titre de prestations de maternité, de paternité, parentales ou d'adoption en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi ou de la Loi sur l'assurance parentale est de 100 $ pour un adulte seul ou une famille.

163. Pour l'application des dispositions relatives aux avoirs liquides, les montants prévus à l'article 131 sont remplacés par un montant de 2 500 $ s'il s'agit d'un adulte seul, de la famille du conjoint d'un étudiant inadmissible ou de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge et par un montant de 5 000 $ s'il s'agit d'une autre famille.

164. Malgré les articles 141 et 147, les avoirs liquides et les biens suivants sont exclus, jusqu'à concurrence d'une valeur totale de 130 000 $, augmentée, si l'adulte seul ou la famille est propriétaire de sa résidence, de 1 000 $ par année complète d'occupation à ce titre :

1° les avoirs liquides constitués de capitaux ou de sommes visés à l'article 141 ;

2° les biens énumérés à l'article 147 ;

3° tout autre bien immobilier ;

4° la valeur les biens et avoirs liquides reçus par l'adulte seul ou par un membre de la famille à la suite d'une succession et qui excède les dettes et charges auxquelles il est tenu, si ces biens ou avoirs liquides sont reçus au cours d'un mois où l'adulte ou la famille est prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours ou bénéficie de la prestation spéciale pour services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48.

L'exclusion prévue au paragraphe 4° du premier alinéa continue de s'appliquer la première fois que les biens ou avoirs liquides sont transformés, selon le cas, en avoirs liquides ou en biens.

165. Le pourcentage applicable à la valeur globale des biens et des avoirs liquides visés à l'article 164 qui excède le montant de 130 000 $ est de 2 % et les exclusions prévues aux articles 151 et 163 ne s'appliquent pas.

CHAPITRE V
ÉTABLISSEMENT ET VERSEMENT DES PRESTATIONS

SECTION I
MOIS DE LA DEMANDE

166. Pour le mois de la demande, la prestation de base, l'allocation de solidarité sociale, les ajustements pour enfants à charge et l'allocation pour contraintes temporaires sont établis en proportion du nombre de jours qui restent à courir dans le mois à la date de la demande par rapport au nombre de jours de ce mois.

Les revenus reçus ou à recevoir pendant le mois de la demande, sans égard à la période pour laquelle ils sont dus, sont considérés aux fins du calcul de la prestation de ce mois. Toutefois, dans le cas des prestations à recevoir en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi ou de la Loi sur l'assurance parentale, le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° de l'article 55 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles s'applique également pour le mois de la demande.

167. Conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2° de l'article 55 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, un revenu gagné ou réalisé au cours du mois de la demande est considéré pour établir la prestation accordée pour le mois suivant, sans égard à la comptabilisation de ce même revenu pour établir l'aide accordée pour le mois de la demande, à moins qu'il ne soit exclu par ailleurs en vertu du présent règlement.

168. Malgré le deuxième alinéa de l'article 166, les montants reçus à titre de paiement de soutien aux enfants en vertu de la Loi sur les impôts, de même que ceux reçus à titre de supplément de prestation nationale pour enfants en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, sont considérés seulement s'ils sont dus pour ce mois.

169. Le premier alinéa de l'article 166 ne s'applique pas si la demande est présentée au cours d'une période pendant laquelle l'adulte seul ou la famille bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, ou participe au Programme alternative jeunesse ou à un programme spécifique, ou au cours du mois suivant une telle période. En outre, en ces cas, l'aide financière accordée dans le cadre de ces programmes, les allocations d'aide à l'emploi versées ou reconnues à ce titre par le ministre et, le cas échéant, les revenus de travail sont considérés seulement s'ils sont dus pour le mois de la demande.

Il en va de même de l'adulte hébergé et de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, si la demande est présentée au cours des six mois qui suivent la date à laquelle une prestation a cessé de lui être accordée en raison d'un excédent d'avoirs liquides.

170. Les avoirs liquides possédés à la date de la demande sont considérés aux fins du calcul de la prestation pour le mois de la demande.

Sont toutefois soustraits de ces avoirs liquides le montant des chèques en circulation et celui des retraits préautorisés à la date de la demande qui sont destinés à payer le logement, le chauffage, l'électricité ou toute autre forme d'énergie, si ces montants sont encaissables le mois de la demande et s'ils ont fait l'objet d'un dépôt auprès d'une institution financière, de même que les montants prévus aux articles 133 à 140.

171. Si la demande est présentée par une famille ayant au moins un enfant à charge mineur, sauf s'il s'agit de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge ou de la famille du conjoint d'un étudiant inadmissible, un montant établi de la façon suivante est également soustrait des avoirs liquides possédés à la date de la demande :

Adulte(s)	Enfant(s) à charge	Montant
1	1	359 $
1	2	580 $
2	1	239 $
2	2	460 $

Ce montant est augmenté de 221 $ pour le troisième enfant à charge mineur et pour chacun des suivants.

Est soustrait des avoirs liquides possédés par la famille du conjoint d'un étudiant inadmissible, un montant de 239 $ pour le premier enfant à charge mineur et de 221 $ pour chacun des suivants.

Est également soustrait des avoirs liquides un montant de 162 $ pour tout enfant à charge qui reçoit un supplément pour enfant handicapé en vertu de la Loi sur les impôts.

172. Dans le cadre du Programme d'aide sociale, les montants prévus aux articles 131 et 141 sont également soustraits des avoirs liquides possédés à la date de la demande s'il s'agit :

1° d'un adulte seul ou d'une famille qui bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, si la demande est présentée au cours de cette période ou au cours du mois suivant celle-ci ;

2° d'un adulte qui participe au Programme alternative jeunesse ou à un programme spécifique, si la demande est présentée au cours de cette période ou au cours du mois suivant celle-ci ;

3° d'un adulte seul hébergé ou de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, si la demande est présentée au cours des six mois qui suivent la date à laquelle une prestation a cessé de lui être versée en raison d'un excédent d'avoirs liquides.

Malgré le premier alinéa, l'exclusion prévue au paragraphe 5° de l'article 141 ne s'applique que si l'adulte seul ou la famille a été prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours ou a bénéficié des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, au cours des cinq années précédant la date de la demande.

173. Dans le cadre du Programme de solidarité sociale, les montants prévus à l'article 163 sont également soustraits des avoirs liquides possédés à la date de la demande. En outre, si l'adulte seul ou la famille possède des avoirs liquides ou des biens visés à l'article 164, seul l'excédent de la valeur de ceux-ci sur le montant qui en est exclu, calculé conformément à l'article 165, est considéré aux fins du calcul de la prestation pour le mois de la demande.

Malgré le premier alinéa, l'exclusion prévue au paragraphe 4° de l'article 164 ne s'applique que si l'adulte seul ou la famille a été prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours ou a bénéficié des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, au cours des six mois précédant la date de la demande.

SECTION II
DISPOSITIONS DIVERSES

174. Pour l'application de l'article 64 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le créancier d'une obligation alimentaire informe le ministre en transmettant à l'adresse suivante, et dans les délais fixés, copie de l'entente ou de la procédure judiciaire :

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Centre de recouvrement
Service des pensions alimentaires
425, rue du Pont
2e étage
Québec (Québec)
G1K 9K5

175. Le ministre, lorsqu'il y a violation de l'article 65 de la Loi, réduit, refuse ou cesse de verser une prestation en incluant dans le calcul de celle-ci la valeur des droits, des biens ou des avoirs liquides à la date de la renonciation, de l'aliénation ou de la dilapidation, après avoir soustrait la juste considération reçue et, pour chaque mois écoulé depuis cette date et pendant une période d'au plus deux ans, un montant de 1 500 $.

176. Lorsque la demande de prestation a été refusée ou lorsque la prestation de l'adulte seul ou de la famille a été réduite ou a cessé d'être versée en raison de sommes accordées en vertu d'une autre loi et que le ministre ou l'organisme qui a versé ces sommes les réclame, en tout ou en partie, le montant de la prestation accordé ou qui aurait pu être accordé pour les mois visés par cette réclamation est, sur demande produite dans les 30 jours de la réception de la réclamation, calculé de nouveau lorsque les sommes réclamées ont été versées :

1° en raison d'une erreur administrative du ministre ou de l'organisme concerné ;

2° à titre de paiement de soutien aux enfants ou à titre de supplément de prestation nationale pour enfants ; toutefois, ce nouveau calcul ne s'effectue que pour les six mois précédant la date de la réclamation.

Pour l'application du présent article et lorsqu'elles sont requises, de nouvelles déclarations relatives aux mois visés par la réclamation doivent être produites.

177. Les prestations sont versées le premier jour du mois, à moins de circonstances exceptionnelles. Les prestations spéciales continues sont versées au même moment. Toutefois, les autres prestations spéciales sont versées au fur et à mesure des demandes.

TITRE V
RECOUVREMENT

178. Pour l'application du paragraphe 1° de l'article 134 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, dans le cas d'un programme d'aide financière établi en application du titre II, si un montant est recouvrable en raison de la possession d'avoirs liquides qui excèdent ceux exclus aux fins du calcul de cette aide financière, la réclamation est établie jusqu'à concurrence du montant le plus élevé suivant lequel ces avoirs liquides sont ainsi excédentaires pendant un mois compris dans une période au cours de laquelle l'adulte seul ou la famille a bénéficié de ce programme.

Une période est constituée des mois consécutifs au cours desquels des avoirs liquides sont ainsi excédentaires et chacune d'elle est considérée de façon distincte pour établir le montant recouvrable. Toutefois, n'est pas considérée comme une interruption, toute période d'inadmissibilité à ce programme qui est inférieure à trois mois, ou toute période pendant laquelle un adulte seul ou une famille bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques en application de l'article 48. De plus, les avoirs liquides possédés pendant une période d'inadmissibilité sont exclus du calcul des avoirs liquides excédentaires.

179. Une personne n'est pas tenue de rembourser le montant de l'ajustement qui lui a été accordé pour tenir lieu de versement anticipé du crédit d'impôt pour taxe de vente du Québec lorsque cette réclamation vise une période pour laquelle le ministre a déjà avisé le ministre du Revenu du montant qui lui a été accordé à ce titre dans une déclaration de renseignements qu'il a produite en vertu de l'article 1086R8.9 du Règlement sur les impôts (R.R.Q., 1981, c. I-3, r.1).

180. Une personne n'est pas tenue de rembourser le montant de la prestation qui lui a été accordée pour un mois en vertu du Programme d'aide sociale en tenant compte du fait qu'elle habitait avec son père ou sa mère qui était prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours, lorsque les prestations de ceux-ci sont par la suite réclamées en totalité pour ce mois. Il en est de même lorsque le montant de cette prestation a été établi à la suite d'une déclaration erronée du parent quant au montant du revenu reçu en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse.

181. Une personne n'est pas tenue de rembourser le montant accordé dans le cadre d'un programme d'aide financière de dernier recours lorsque le droit réalisé provient d'une indemnité, autre qu'une indemnité de remplacement du revenu, qui lui a été versée en compensation d'un préjudice subi à la suite d'une expropriation, d'une éviction, d'un incendie ou d'un autre sinistre, d'un acte de guerre, d'un attentat ou d'un acte criminel, sauf, le cas échéant, le montant de la prestation spéciale qui lui a été accordée pour compenser ce même préjudice, dans les cas et aux conditions prévues pour cette prestation spéciale.

182. L'adulte seul hébergé, l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge ou l'adulte seul ou la famille dont la prestation est administrée par le Curateur public n'est pas tenu de rembourser un montant recouvrable en raison d'un excédent d'avoirs liquides. Toutefois, il est tenu de rembourser le montant recouvrable en raison d'un excédent d'avoirs liquides possédés au cours d'une période comprise entre la date de la demande du ministre de produire une déclaration sur les avoirs liquides et la date de production d'une telle déclaration.

183. Pour l'application de l'article 87 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, lorsque cesse un empêchement légal à l'aliénation d'un bien et que ce bien n'est pas aliéné, la personne doit rembourser les montants accordés en vertu d'un programme d'aide financière de dernier recours, jusqu'à concurrence de la valeur nette de ce bien au moment où cesse cet empêchement.

184. Le montant recouvrable en vertu de l'article 91 de la Loi est établi en tenant compte du montant des prestations d'aide financière de dernier recours accordé aux personnes visées par cet engagement pendant la durée de celui-ci.

Ce montant se calcule selon les conditions et les règles suivantes :

1° s'il s'agit d'un adulte seul ou d'une famille dont tous les membres sont visés par l'engagement d'une seule personne ou de personnes tenues solidairement, le montant recouvrable est celui des prestations accordées pendant la durée de cet engagement, duquel est toutefois soustrait le montant des ajustements pour enfants à charge prévus aux articles 68 et 195 et celui des prestations spéciales autres que celles prévues aux annexes I à III ;

2° s'il s'agit d'un adulte seul ou d'une famille dont tous les membres sont visés par des engagements souscrits par plusieurs personnes qui ne sont pas tenues solidairement, le montant recouvrable de chacune d'elles est celui des prestations accordées pendant la durée de chacun des engagements, calculé conformément au paragraphe 1°, lequel est ensuite réparti en tenant compte du montant des prestations, des ajustements, des allocations, des prestations spéciales, des ressources et des remboursements attribuables aux personnes visées par chacun des engagements ;

3° s'il s'agit d'une famille dont certains membres sont visés par l'engagement d'une seule personne ou de personnes tenues solidairement, le montant recouvrable est celui des prestations accordées pendant la durée de cet engagement, calculé conformément au paragraphe 1°, duquel est soustrait le montant des prestations, des ajustements, des allocations et des prestations spéciales attribuables aux personnes qui ne sont pas visées par l'engagement et du montant des ressources et des remboursements attribuables aux personnes visées par l'engagement ;

4° s'il s'agit d'une famille dont certains membres sont visés par des engagements souscrits par plusieurs personnes qui ne sont pas tenues solidairement, le montant recouvrable est celui des prestations accordées pendant la durée de chacun des engagements, calculé conformément au paragraphe 1°, duquel est soustrait le montant des prestations, des ajustements, des allocations et des prestations spéciales attribuables aux personnes qui ne sont pas visées par ces engagements ; le montant obtenu est ensuite réparti en tenant compte du montant des prestations, des ajustements, des allocations, des prestations spéciales, des ressources et des remboursements attribuables aux personnes visées par chacun des engagements.

Aux fins du calcul du montant prévu au premier alinéa, celui des prestations spéciales accordées à une personne visée par un engagement n'est considéré que si celui-ci a été signé après le 31 octobre 1994.

Pour l'application des paragraphes 2° à 4° du deuxième alinéa, lorsqu'un montant ne peut être attribué à un membre donné de la famille, il est, selon le cas, attribué au seul membre adulte de la famille, réparti à parts égales entre ses deux membres adultes ou entre chacun des enfants à charge.

185. Sous réserve d'une entente conclue ou d'une retenue effectuée en application des articles 98 et 101 de la Loi, le débiteur d'un montant recouvrable doit rembourser au ministre chaque mois, à compter de la date de la délivrance du certificat prévu à l'article 100 de cette loi, un montant suffisant pour permettre le remboursement de sa dette dans un délai maximum de 36 mois.

Le montant du remboursement effectué ne peut être inférieur à 56 $ par mois, sauf s'il s'agit de l'adulte seul hébergé, de l'adulte pris en charge par une ressource

intermédiaire ou une résidence d'accueil ou de l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, auquel cas ce montant ne peut être inférieur à 22 $ par mois.

Toutefois, si le montant recouvrable est dû à la suite d'une fausse déclaration, le montant du remboursement ne peut être inférieur à 112 $ par mois ou, s'il est dû à la suite d'une fausse déclaration et que le débiteur a déjà eu un montant dû à ce titre en application de cette loi, à 224 $.

186. Le montant recouvrable doit être remboursé en totalité, sans délai et sans autre formalité ni avis, dès que le débiteur fait défaut de se conformer à l'article 185 ou à l'entente convenue avec le ministre en application de l'article 98 de la Loi.

187. Pour l'application de l'article 101 de la Loi, si une aide financière, autre que des frais supplémentaires, est accordée sur une base mensuelle au débiteur, le ministre retient une partie de cette aide, jusqu'à concurrence de 56 $ par mois, sauf dans les cas suivants :

1° 112 $ par mois lorsque le montant recouvrable est dû à la suite d'une fausse déclaration ;

2° 224 $ par mois lorsque le montant recouvrable est dû à la suite d'une fausse déclaration et que le débiteur a déjà eu un montant dû à ce titre en application de cette loi.

Malgré le premier alinéa, si le débiteur est un adulte seul hébergé, un adulte pris en charge par une ressource intermédiaire ou une résidence d'accueil, l'adulte mineure hébergée avec son enfant à charge, le conjoint d'un étudiant inadmissible ou l'adulte seul tenu de loger dans un établissement, le montant de la retenue ne peut excéder 22 $ par mois.

188. Le montant de la retenue effectuée en application d'un programme d'aide financière établi en application du titre II de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles ne peut réduire de plus de 50 % le montant de l'aide financière qu'aurait autrement reçue l'adulte seul ou la famille, auquel cas le montant de la retenue est diminué jusqu'à concurrence de ce 50 %.

189. Pour l'application de l'article 101 de la Loi, le ministre retient une partie de l'aide financière accordée sur une base hebdomadaire, autre que des frais supplémentaires, jusqu'à concurrence de 13 $ par semaine, sauf dans les cas suivants :

1° 26 $ par semaine lorsque le montant recouvrable est dû à la suite d'une fausse déclaration ;

2° 52 $ par semaine lorsque le montant recouvrable est dû à la suite d'une fausse déclaration et que le débiteur a déjà eu un montant dû à ce titre en application de cette loi.

190. Lorsque l'article 101 de la Loi s'applique à l'égard d'un montant dû en vertu d'une mesure ou d'un programme établi par le ministre en application de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001), conformément à l'article 195 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, le ministre retient les montants fixés à l'article 186 ou à l'article 188, aux conditions qui y sont prévues et selon les modalités de versement hebdomadaire ou mensuel applicables à la mesure ou au programme visé.

191. Une seule des retenues visées aux articles 187, 189 et 190 peut s'appliquer pour un même mois à l'égard d'un débiteur. En ce cas, la retenue s'effectue dans l'ordre suivant :

1° la retenue prévue à l'article 187 et applicable à un programme d'aide financière de dernier recours ;

2° la retenue prévue à l'article 189 et applicable au Programme alternative jeunesse ;

3° la retenue prévue à l'article 187 et applicable à un programme spécifique ;

4° la retenue prévue à l'article 189 et applicable à un programme spécifique ;

5° la retenue prévue à l'article 190 ;

6° la retenue prévue à l'article 189 et applicable à une allocation d'aide à l'emploi.

192. Sous réserve de l'article 116 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles et à compter du 98e jour de la date à laquelle le ministre a mis en demeure le débiteur en vertu de l'article 97 de cette loi, le débiteur d'un montant recouvrable est tenu au paiement d'intérêts au taux fixé en vertu du premier alinéa de l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu.

193. Sauf si le montant recouvrable est dû à la suite d'une fausse déclaration, le débiteur n'est pas tenu au paiement d'intérêts lorsqu'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° il respecte l'entente convenue avec le ministre en application de l'article 98 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles ;

2° il effectue le remboursement prévu à l'article 185 ;

3° le montant qui lui est accordé fait l'objet d'une retenue visée à l'article 187, 189 ou 190 ;

4° il fréquente à temps plein un établissement d'enseignement secondaire en formation professionnelle ou postsecondaire, au sens de l'article 23.

194. Le débiteur d'un montant recouvrable est tenu au paiement des frais de recouvrement suivants :

1° 100 $ pour toute mise en demeure effectuée conformément à l'article 97 de la Loi, si le montant recouvrable est d'au moins 100 $ et s'il est dû à la suite d'une fausse déclaration ;

2° 50 $ pour le certificat déposé en application de l'article 103 de cette loi ;

3° 175 $ pour chaque mesure visant à garantir une créance prise en vertu du Titre III du Livre VI du Code civil et pour chaque mesure d'exécution prise en vertu du Titre II du Livre IV du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

Ces frais font partie du montant recouvrable.

TITRE VI
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

195. Jusqu'au 31 décembre 2007, les dispositions du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2), de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1) et de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N-1.1) ne s'appliquent pas à une activité de travail exercée dans le cadre de la mesure d'aide à l'emploi « Insertion sociale ».

196. La famille composée d'un seul adulte et d'au plus deux enfants à charge qui, en décembre 2006, bénéficie de la majoration prévue à l'article 200 du Règlement sur le soutien du revenu continue, à compter du 1er janvier 2007, de bénéficier d'un ajustement de la prestation de base prévue à l'article 56 ou 57, ou de l'allocation de solidarité sociale prévue à l'article 156 d'un montant de 8,33 $ pour le premier enfant à charge et de 22,83 $ pour le deuxième.

En ce cas, elle conserve le droit à cet ajustement tant qu'elle a le droit de recevoir, sans interruption, une prestation d'aide financière de dernier recours, ou la prestation spéciale pour services dentaires et pharmaceutiques prévue à l'article 48, et tant qu'elle demeure composée d'un seul adulte et d'au plus deux enfants à charge.

Pour l'application du présent article, le plus jeune enfant à charge est réputé le premier.

197. Pour l'application du présent règlement, toute prestation accordée en vertu du Programme d'assistance-emploi établi en vertu de la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale est une prestation accordée en vertu d'un programme d'aide financière de dernier recours institué par la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

198. Pour l'application de l'article 184, le montant recouvrable est établi en tenant compte des règles applicables au calcul d'une prestation d'aide de dernier recours pour la période visée par la réclamation, compte tenu des adaptations nécessaires.

199. À compter du 1er janvier 2007, les paragraphes 1° à 3° du premier alinéa de l'article 12 du Règlement sur le soutien du revenu et le deuxième alinéa de cet article, en tant qu'il concerne l'un de ces paragraphes, continuent de s'appliquer, tels qu'ils se lisaient au 31 décembre 2006 et dans les cas, aux conditions et selon la période qui y étaient prévus, et toute référence au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 48 du présent règlement est une référence à l'un des paragraphes 1° à 3° du premier alinéa de l'article 12 du Règlement sur le soutien du revenu.

À compter du 1er avril 2007, le premier alinéa continue de s'appliquer à l'adulte seul ou à la famille qui, au 31 mars 2007, bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques en application de celui-ci.

200. À compter du 1er janvier 2007, les paragraphes 4° à 6° du premier alinéa de l'article 12 du Règlement sur le soutien du revenu et le deuxième alinéa de cet article, en tant qu'il concerne l'un de ces paragraphes, continuent de s'appliquer, tels qu'ils se lisaient au 31 décembre 2006 et dans les cas, aux conditions et selon la période qui y étaient prévus, à l'adulte seul ou à la famille qui, à cette date, bénéficiait des services dentaires et pharmaceutiques en application de l'un de ces paragraphes.

Au cours de cette période, toute référence au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 48 du présent règlement est une référence aux paragraphes 4° et 4.1° du premier alinéa de l'article 12 du Règlement sur le soutien du revenu et toute référence au paragraphe 3° ou 4° du premier alinéa de l'article 48 du présent règlement est, respectivement, une référence au paragraphe 5° ou 6° de l'article 12 du Règlement sur le soutien du revenu.

201. Dans le présent règlement, toute référence à un adulte seul ou à une famille qui bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques en application de l'article 48 est aussi une référence à un adulte seul ou à une famille qui bénéficie de tels services en application des articles 199 et 200.

202. Jusqu'au 1er juillet 2007, les règles relatives à la contribution parentale prévues aux articles 127 à 130 et à l'article 205 du Règlement sur le soutien du revenu, tels qu'ils se lisaient au 31 décembre 2006, s'appliquent à un adulte qui est réputé recevoir une contribution parentale en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 2° de l'article 55 de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, compte tenu des adaptations nécessaires.

203. Le présent règlement remplace le Règlement sur le soutien du revenu édicté par le décret numéro 1011-99 du 1er septembre 1999.

204. À compter du 1er juillet 2007, pour l'application du Programme d'aide sociale et du Programme de solidarité sociale, est à la charge d'un adulte un enfant dont la garde est partagée en vertu, selon le cas, d'un jugement ou d'une entente qui fixe le pourcentage annuel du temps de garde à moins de 40 % si, le 30 juin 2007, cet adulte était prestataire de l'un de ces programmes ou bénéficiait des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48 du présent règlement, et avait à sa charge un enfant dont le pourcentage annuel du temps de garde était inférieur à 40 %.

Toutefois, au 1er juillet 2007, si le pourcentage annuel du temps de garde de l'enfant est inférieur à 20 %, le montant des ajustements pour enfants prévus au présent règlement et applicables pour cet enfant est établi en multipliant ce montant par le pourcentage du temps de garde.

Le présent article continue de s'appliquer tant que l'adulte, sans interruption, est prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours ou bénéficie des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, et tant que cet adulte a la garde partagée d'un enfant en vertu, selon le cas, d'un jugement ou d'une entente qui fixe le pourcentage annuel du temps de garde à moins de 40 %.

205. À compter du 1er juillet 2007, pour l'application d'une mesure ou d'un programme d'aide à l'emploi, est à la charge d'un adulte un enfant dont la garde est partagée en vertu, selon le cas, d'un jugement ou d'une entente qui fixe le pourcentage annuel du temps de garde à moins de 40 % si, en juin 2007, cet adulte participait à une telle mesure ou à un tel programme et si l'enfant était considéré à sa charge conformément à l'entente conclue avec le ministre à cet égard.

Le présent article continue de s'appliquer tant que l'adulte continue, sans interruption, de participer à la mesure ou au programme d'aide à l'emploi visé par cette entente et tant qu'il a la garde de cet enfant.

206. Jusqu'au 1er octobre 2007, lorsqu'il y a violation de l'article 65 de la Loi, le ministre réduit, refuse ou cesse de verser une prestation d'aide financière de dernier recours en appliquant les règles prévues à l'article 150 du Règlement sur le soutien du revenu, tel qu'il se lisait au 31 décembre 2006.

207. Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2007, à l'exception de l'article 13 et du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 48, qui entreront en vigueur le 1er avril 2007, des articles 152 à 154, qui entreront en vigueur le 1er juillet 2007, et des paragraphes 8°, 10° et 11° de l'article 138 et de l'article 175, qui entreront en vigueur le 1er octobre 2007.

Toutefois, les dispositions applicables au Programme alternative jeunesse ou à un programme spécifique n'ont effet qu'à compter du 1er avril 2007. En outre, l'article 13 n'a effet à l'égard d'une mesure ou d'un programme d'aide à l'emploi, du Programme d'aide sociale et du Programme de solidarité sociale qu'à compter du 1er juillet 2007. Jusqu'à cette date, l'article 44 du Règlement sur le soutien du revenu, tel qu'il se lisait au 31 décembre 2006, continue de s'appliquer à l'égard d'une famille admissible au Programme d'aide sociale ou au Programme de solidarité sociale, compte tenu des adaptations nécessaires..

ANNEXE I
(a. 96)

LUNETTES ET LENTILLES

SECTION 1
RÈGLES D'APPLICATION

***§1.1** Lentilles et suppléments*

1.1.1 La prestation spéciale subvient au coût de lentilles et des suppléments énumérés à la sous-section 2.3 de la section 2 selon la tarification qui y est prévue.

1.1.2 Les deux lentilles sont remboursées lorsque l'œil le plus affecté doit nécessiter une correction d'au moins 0,50 dioptrie ou le recours à un prisme prévu comme supplément. Le prisme lui-même doit pourvoir, dans l'œil le plus affecté, à une correction d'au moins 1,00 dioptrie.

1.1.3 Une lentille n'est remboursée que si elle a été prescrite par un optométriste ou un médecin, sauf lorsqu'il s'agit du remplacement d'une lentille brisée.

1.1.4 Le coût du remplacement des lentilles est payé si la vision du prestataire nécessite une correction d'au moins 0,50 dioptrie et, dans le cas d'un enfant à charge, lorsque sa croissance l'exige.

Toutefois, en cas de bris accidentel, de détérioration ou de perte, la prestation spéciale ne peut excéder 75 % des montants prévus à la sous-section 2.2 de la section 2.

1.1.5 Le prestataire qui a besoin de lentilles à double foyer et dont un optométriste ou un médecin constate l'inaptitude à les porter a droit à deux paires de lunettes.

La prestation spéciale ne peut toutefois subvenir, pour l'achat de ces lunettes, qu'au coût de la paire de lentilles à double foyer pour laquelle le prestataire est inapte, ainsi qu'au coût d'une seule monture selon la tarification prévue à la section 2.

§1.2 Lentilles cornéennes

1.2.1 La prestation spéciale subvient, selon la tarification prévue à la sous-section 2.4 de la section 2, au coût de lentilles cornéennes dures simple foyer, dures double foyer, dures toriques ou molles fournies sur ordonnance, aux conditions suivantes :

a) sur prescription médicale ou optométrique, lorsque la correction obtenue autrement n'est pas adéquate et dans l'un des cas suivants :

i. myopie d'au moins 5 dioptries ;
ii. hypermétropie d'au moins 5 dioptries ;
iii. astigmatisme d'au moins 3 dioptries ;
iv. anisométropie d'au moins 2 dioptries ;
v. kératocône ;
vi. aphakie ;

b) sur prescription médicale, pour traitement de toute pathologie aiguë ou chronique du globe oculaire comme la perforation oculaire, l'ulcération de la cornée ou la kératite sèche.

1.2.2 La prestation spéciale subvient au coût du remplacement de lentilles cornéennes selon la tarification prévue à la sous-section 2.4 de la section 2 :

a) lorsque la vision du prestataire nécessite une correction d'au moins 0,50 dioptrie ;

b) en cas de bris accidentel, de détérioration ou de perte.

§1.3 Montures

1.3.1 La prestation spéciale subvient au coût d'achat d'une monture selon la tarification prévue à la sous-section 2.5 de la section 2, une seule fois par période de 24 mois pour un adulte et chaque fois que cela est nécessaire pour un enfant à charge.

1.3.2 Lorsque la monture d'un adulte a été brisée accidentellement ou perdue, la prestation spéciale subvient au coût du remplacement de cette monture selon la tarification prévue à la sous-section 2.5 de la section 2 ; dans un tel cas, le coût d'une autre monture ne peut être payé que dans un délai de 24 mois à compter de la date de son remplacement.

SECTION 2
TARIFICATION

§2.1 Dispositions générales

2.1.1 La notion de « remplacement » utilisée à la présente annexe vise les situations où une prestation spéciale a déjà été accordée pour défrayer le coût, selon le cas, d'une monture, de lentilles ou de lentilles cornéennes.

2.1.2 Les tarifs prévus à la présente section s'appliquent pour une lentille sauf dans le cas de remplacement de deux lentilles cornéennes.

2.1.4 Les tarifs prévus à la présente section pour une lentille à double foyer s'appliquent à une lentille à double foyer rond.

2.1.5 Le cylindre doit toujours être calculé en moins (-) pour déterminer à quelle catégorie appartient une lentille sphérique ou sphéro-cylindrique.

§2.2 Lentilles

Puissance sphérique	Puissance cylindrique	Simple foyer	Double foyer
Plano à 4.00		14,50 $	29 $
Plano à 4.00	-0.25 à -3.00	19,00 $	35,50 $
Plano à 4.00	-3.25 à -6.00	26,00 $	42 $
4.25 à 10.00		19,50 $	34 $
4.25 à 10.00	-0.25 à -3.00	27,50 $	46 $
4.25 à 10.00	-3.25 à -6.00	34,50 $	53 $
10.25 à 12,00		30,50 $	71,50 $
10.25 à .12,00	-0.25 à -3.00	37,50 $	77,50 $
10.25 à .12,00	-3.25 à -6.00	41,00 $	83,50 $

§2.3 Suppléments

Prisme 1,00 à 7,00 dioptries	6 $
Prisme 7,25 à 10,00 dioptries	9 $
Prisme compensateur	25 $
Sphérique au-dessus de 12,00 dioptries	14 $
Cylindrique au-dessus de 6,00 dioptries	11 $
Addition au-dessus 4,00 dioptries	9 $
Lentille Fresnel	14 $
Lentille minérale de sécurité (enfant à charge seulement)	4 $
Traitement antirayure pour lentille organique (enfant à charge seulement)	4 $
Lentille simple foyer à haut indice (1,6 ou plus) s'il y a correction d'au moins 8,00 dioptries	22 $

§2.4 Lentilles cornéennes

Achat ou remplacement lorsque la correction est d'au moins, 0,50 dioptrie	
Lentille sphérique	62,50 $ chacune
Lentille torique	65 $ chacune
Remplacement en cas de bris accidentel, de détérioration ou de perte	
1 lentille	50 $
2 lentilles	95 $

§2.5 Montures

Achat	50 $
Remplacement en cas de bris accidentel ou de perte (adulte)	40 $

ANNEXE II
(a. 97)

CHAUSSURES ORTHOPÉDIQUES ET ORTHÈSES PLANTAIRES

SECTION 1
RÈGLES D'APPLICATION

1.1 La prestation spéciale subvient au coût de chaussures orthopédiques et d'orthèses plantaires faites sur mesure, jusqu'à concurrence du montant maximum indiqué à la tarification prévue à la section 2; toutefois, dans le cas d'une chaussure orthopédique visée au paragraphe 1.2, cette prestation subvient au coût d'une seule paire de chaussures par adulte au plus une fois pour toute période de 12 mois et uniquement pour le coût excédant 50,00 $.

Dans le cas d'une orthèse plantaire, cette prestation subvient au coût d'une seule paire durant la première année de l'appareillage initial.

1.2 Le tarif prévu pour une chaussure correctrice vise la chaussure correctrice de série à bout ouvert, à bout fermé ou droite.

1.3 Le tarif prévu pour le biseau et l'élévation s'applique à chacune des chaussures et celui prévu pour le talon Thomas s'applique à la paire de chaussures.

1.4 La prestation spéciale ne subvient au coût du remplacement d'une orthèse plantaire qu'une fois par période de deux ans, sauf si ce remplacement est requis pour un enfant à charge en raison de sa croissance.

SECTION 2
TARIFICATION

2.1 Chaussure fabriquée à partir d'un moule en plâtre, en bois ou en plastique, individuel ou universel	500 $ la paire
2.2 Chaussure correctrice de série à bout ouvert, à bout fermé ou droite	
• Enfant	30 $ la paire
2.3 Orthèse plantaire (orthèse du pied ou orthèse podiatrique)	180 $ la paire
2.4 Biseau (interne ou externe)	
• semelle	15 $
• talon	20 $
2.5 Talon Thomas (enfant)	15 $ la paire
2.6 Élévation de la semelle et du talon	
• hauteur de moins de 15 mm	25 $
• hauteur de 15 à 30 mm	50 $
• hauteur de plus de 30 mm	75 $

ANNEXE III
(a. 98)

PROTHÈSES, ORTHÈSES ET ACCESSOIRES

SECTION 1
RÈGLES D'APPLICATION

1.1 La prestation spéciale subvient au coût de prothèses, d'orthèses et d'accessoires jusqu'à concurrence du montant maximum indiqué à la tarification prévue à la section 2, dans la mesure où ce coût n'est pas assumé par la Régie de l'assurance maladie du Québec.

1.2 La prestation spéciale subvient au coût de la location jusqu'à concurrence du montant maximum indiqué à la tarification prévue à la section 2, dans la mesure où ce coût, compte tenu de la durée du besoin, n'excède pas celui de l'achat.

1.3 Le coût des articles énumérés sous le titre « système d'élimination » n'est pas payé si le prestataire reçoit déjà la prestation spéciale versée en cas d'urostomie, d'iléostomie ou de colostomie temporaire ou celle versée en cas de paraplégie.

Il n'est pas payé non plus si le prestataire bénéficie d'un programme de gratuité des appareils aux stomisés.

SECTION 2
TARIFICATION

1.	BANDE HERNIAIRE	
1.1	Bande herniaire, toute grandeur (incluant les coussinets)	
	• modèle simple	40 $
	• modèle double	68 $
2.	CORSET ORTHOPÉDIQUE	
2.1	Corset sacro-iliaque, toute grandeur	75 $
2.2	Corset sacro-lombaire, toute grandeur (incluant deux tiges d'acier)	
	• homme	75 $
	• femme	85 $
2.3	Corset dorso-lombaire (incluant jarretelles, courroie périnéale et tiges d'acier)	
	• homme	150 $
	• femme	155 $
3.	BANDE (EN COTON)	
3.1	Bande (ceinture post-opératoire) toute grandeur	37 $
3.2	Bande thoracique, toute grandeur	18 $
3.3	Bande abdominale, toute grandeur	37 $
3.4	Bande (support) pour bras, toute grandeur	8 $
3.5	Bande (support) pour épaule, toute grandeur	40 $
4.	BAS ÉLASTIQUES	
4.1	20 mm de compression	
	• genou	59 $
	• mi-cuisse	77 $
	• collant	91 $
	• maternité	97 $
4.2	30 à 70 mm de compression	
	• genou	59 $
	• mi-cuisse	77 $
	• aine	89 $
	• demi-collant	65 $
	• collant	104 $
5.	ORTHÈSE CERVICALE	
5.1	Collet cervical, souple et rigide	20 $
5.2	Ensemble de traction cervicale complet, avec sac et mentonnière	40 $
6.	ORTHÈSE, MEMBRES SUPÉRIEURS	
6.1	Support pour le coude (en élastique)	25 $
6.2	Orthèse pour le coude (en élastique)	35 $
7.	ORTHÈSE, MEMBRES INFÉRIEURS	
7.1	Support pour cheville	25 $
7.2	Orthèse pour cheville, toute grandeur	40 $
7.3	Support pour genou	47 $
7.4	Genouillère en élastique	60 $
7.5	Genouillère avec joints métalliques	92 $
7.6	Genouillère (articulation libre)	64 $
8.	SYSTÈME D'ÉLIMINATION	
8.1	Cathéters	
	• Courte durée (l'unité)	3,50 $
	• Longue durée (l'unité)	15 $
8.2	Bandes, adapteurs, colle et courroies	
	• Bande uri-hésive (l'unité)	1,30 $
	• Bande auto-collante élastique (l'unité)	0,15 $
	• Adapteur (l'unité)	1,50 $
	• Colle pour cathéter (l'unité 118 ml)	9,50 $
	• Courroie pour sac à jambe (l'unité)	6,50 $
8.3	Tubes et seringues	
	• Tube de latex	0,75 $
	• Tube de rallonge	1,75 $
	• Serre-tube en plastique (l'unité)	1,50 $
	• Clampe en plastique pour tube (l'unité)	1 $
	• Seringue à usage unique (l'unité)	0,05 $
	• Tube stomacal, toute grandeur	8 $
8.4	Sacs à drainage (la caisse)	125 $
8.5	Urinoir	
	• Complet, réutilisables, sac en sus (type DAVOL)	135 $
8.6	Cabaret	
	• Cabaret à irrigation (l'unité)	4,20 $
	• Cabaret à cathétérisme (l'unité)	5,25 $

8.7	Culottes pour incontinence (la caisse)	60 $
8.8	Couches pour incontinence (la caisse)	55 $
8.9	Piqués	
	• Piqué jetable (l'unité)	0,30 $
	• Piqué lavable (le paquet)	30 $

9. ACCESSOIRES DIVERS

9.1	Chaise d'aisance	
	• fixe	150 $
	• ajustable	312 $
9.2	Siège de toilette, ajustable	80 $
9.3	Appui sécuritaire pour toilette, ajustable	
	• à l'unité	36 $
	• la paire	63 $
9.4	Banc de bain	
	• avec dossier	60 $
	• sans dossier	45 $
9.5	Barre de soutien pour baignoire ou pour toilette, toute longueur	
	• droite	21 $
	• en « L »	53 $
9.6	Pansements et compresses	
	• Pansement (l'unité)	2,50 $
	• Compresse stérile (l'unité)	0,35 $
	• Compresse non stérile (l'unité)	0,15 $
	• Tampon antiseptique ou aseptique (l'unité)	0,05 $
9.7	Lubrifiant, dissolvant et solution	
	• Lubrifiant (sachet)	0,10 $
	• Lubrifiant (tube)	4 $
	• Dissolvant (sachet)	0,10 $
	• Solution antiseptique (100 ml)	0,15 $
9.8	Gants et serviettes	
	• Gant stérile (l'unité)	0,25 $
	• Gant non stérile (l'unité)	0,15 $
	• Serviette antiseptique ou aseptique (l'unité)	0,15 $
9.9	Matelas coquille d'oeuf (l'unité)	30 $

10. AIDES À LA MOBILITÉ

10.1	Cannes	
	• bois	16 $
	• aluminium (ajustable)	30 $
10.2	Béquilles	
	• bois	20 $
	• aluminium	46 $
	• canadiennes	103 $
10.3	Marchettes ou déambulateurs (ajustables)	89 $
10.4	Fauteuil roulant	518 $

11. LITS D'HÔPITAUX

11.1	Lit d'hôpital	435 $
11.2	Matelas	109 $
11.3	Côtés de lit (la paire)	130 $

12. APPAREILS RESPIRATOIRES

12.1	Modèle convenant pour un usage à domicile	258 $
12.2	Compresseur aérosol	250 $

13. LOCATION

13.1	Fauteuils roulants	35 $/mois
13.2	Aides à la mobilité	6 $/mois
13.3	Lits d'hôpitaux	69 $/mois
13.4	Appareils respiratoires	
	• tous types incluant : ventilateurs mécaniques, enrichisseurs d'air, aspirateurs de sécrétion	500 $/mois
	• concentrateur d'oxygène	250 $/mois

46432

Conseil du trésor

Gouvernement du Québec

C.T. 203812, 6 juin 2006

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10)

— Modifications aux annexes I et II.1

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1)

— Modification à l'annexe II

CONCERNANT des modifications aux annexes I et II.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et à l'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10), le régime de retraite s'applique aux employés et personnes désignés à l'annexe I, et aux employés et personnes désignés à l'annexe II qui ne participaient pas à un régime de retraite le 30 juin 1973 ou qui sont nommés ou embauchés après le 30 juin 1973 ;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3° de l'article 2 de cette loi, le régime s'applique à un employé qui a été libéré sans traitement par son employeur pour activités syndicales et qui est à l'emploi d'un organisme désigné à l'annexe II.1 si, le cas échéant, il fait partie de la catégorie d'employés mentionnée à cette annexe à l'égard de cet organisme ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 16.1 de cette loi, le traitement admissible de tout employé libéré avec traitement pour activités syndicales est celui qui lui est versé par son employeur et celui qui, le cas échéant, lui est versé par un organisme désigné à l'annexe II.1 et que cet organisme doit payer sa contribution à titre d'employeur et retenir les cotisations sur le traitement admissible qu'il verse à un tel employé ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 220 de cette loi, le gouvernement peut, par décret, modifier les annexes I, II, II.1, II.2, III, III.1, VI et VII et que lorsqu'il modifie l'annexe I ou II, il doit également apporter des modifications au même effet à l'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1) et que tel décret peut avoir effet au plus 12 mois avant son adoption ;

ATTENDU QUE le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, édicté par le décret numéro 1845-88 du 14 décembre 1988, établit conformément au paragraphe 25° de l'article 134 de cette loi les conditions qui permettent à un organisme, selon la catégorie que détermine le règlement, d'être désigné par décret à l'annexe I ou à l'annexe II.1 de cette loi ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 1 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, le Régime de retraite du personnel d'encadrement s'applique, dans la mesure prévue par le chapitre I de cette loi, aux employés et personnes qui sont nommés ou embauchés le 1er janvier 2001 ou après cette date pour occuper, avec le classement correspondant, une fonction de niveau non syndicable désignée à l'annexe I et qui sont visés à l'annexe II ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 207 de cette loi, le gouvernement peut, par décret, modifier l'annexe II, mais seulement dans la mesure prévue à l'article 220 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et que tel décret peut avoir effet au plus 12 mois avant son adoption ;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 40 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), le Conseil du trésor exerce, après consultation du ministre des Finances, les pouvoirs conférés au gouvernement en vertu d'une loi qui institue un régime de retraite applicable à du personnel des secteurs public et parapublic, à l'exception des pouvoirs mentionnés aux paragraphes 1° à 6° de cette disposition ;

ATTENDU QUE le ministre des Finances a été consulté ;

ATTENDU QUE le Syndicat des infirmières et infirmiers du Centre hospitalier Le Gardeur (S.I.I.C.H.L.G.) satisfait aux conditions prévues par le Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics afin d'être désigné à l'annexe II.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ;

ATTENDU QUE l'Association des établissements de réadaptation en déficience physique du Québec et le Syndicat des infirmières et infirmiers du Nord-Est Québécois (SIINEQ) satisfont aux conditions prévues par ce règlement afin d'être désignés à l'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et à l'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement ;

LE CONSEIL DU TRÉSOR DÉCIDE :

QUE les modifications aux annexes I et II.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et à l'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, annexées à la présente décision, soient édictées.

Le greffier du Conseil du trésor,
SERGE MARTINEAU

Modifications aux annexes I et II.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics * et à l'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement **

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
(L.R.Q., c. R-10, a. 220, 1er al.)

Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement
(L.R.Q., c. R-12.1, a. 207, 1er al.)

1. L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10) est modifiée par l'insertion, au paragraphe 1 et suivant l'ordre alphabétique, des organismes suivants :

1° l'Association des établissements de réadaptation en déficience physique du Québec ;

2° le Syndicat des infirmières et infirmiers du Nord-Est Québécois (SIINEQ).

2. L'annexe II.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics est modifiée par l'insertion, suivant l'ordre alphabétique, des mots : « le Syndicat des infirmières et infirmiers du Centre hospitalier Le Gardeur (S.I.I.C.H.L.G.). ».

* L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10) a été modifiée, depuis la dernière mise à jour des Lois refondues du Québec, au 1er mars 2005, par les C.T. numéros 203155 du 13 décembre 2005 (2006, *G.O.* 2, 279), 203156 du 13 décembre 2005 (2006, *G.O.* 2, 280) et 203185 du 19 décembre 2005 (2006, *G.O.* 2, 365) et par l'article 57 du chapitre 32 des lois de 2004.

L'annexe II.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics a été modifiée, depuis la dernière mise à jour des Lois refondues du Québec, au 1er mars 2005, par le C.T. numéro 203185 du 19 décembre 2005 (2006, *G.O.* 2, 365).

** L'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1) a été modifiée, depuis la dernière mise à jour des Lois refondues du Québec, au 1er mars 2005, par les C.T. numéros 203155 du 13 décembre 2005 (2006, *G.O.* 2, 279), 203156 du 13 décembre 2005 (2006, *G.O.* 2, 280) et 203185 du 19 décembre 2005 (2006, *G.O.* 2, 365) et par l'article 58 du chapitre 32 des lois de 2004.

3. L'annexe II de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1) est modifiée par l'insertion, au paragraphe 1 et suivant l'ordre alphabétique, des organismes suivants :

1° l'Association des établissements de réadaptation en déficience physique du Québec ;

2° le Syndicat des infirmières et infirmiers du Nord-Est Québécois (SIINEQ).

4. Les modifications prévues aux articles 1 à 3 ont effet à la date indiquée en regard de chacun des organismes suivants :

1°	Association des établissements de réadaptation en déficience physique du Québec	1er janvier 2006 ;
2°	Syndicat des infirmières et infirmiers du Nord-Est Québécois (SIINEQ)	12 mois avant la date d'édiction de la présente décision ;
3°	Syndicat des infirmières et infirmiers du Centre hospitalier Le Gardeur (S.I.I.C.H.L.G.)	12 mois avant la date d'édiction de la présente décision.

46455

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 425-2006, 24 mai 2006

CONCERNANT la nomination de membres de l'Ordre national du Québec

ATTENDU QUE l'Ordre national du Québec a été créé par la Loi sur l'Ordre national du Québec (L.R.Q., c. 0-7.01) ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 de cette loi, le gouvernement peut, sur la recommandation du premier ministre, nommer toute personne qui est née au Québec ou qui y réside, grand officier, officier ou chevalier de l'Ordre national du Québec ;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à la nomination de membres de l'Ordre national du Québec ;

ATTENDU QU'avant de recommander au gouvernement ces nominations, le premier ministre a demandé et obtenu l'avis du Conseil de l'Ordre, conformément à l'article 5 de la loi et que cet avis est annexé ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre, ce qui suit :

— M. Jean Davignon
— M. Gérard Desrosiers
— M. Claude Ryan (à titre posthume)

sont nommés grands officiers de l'Ordre national du Québec ;

— M. Marcel Aubut
— Mme Nicole Beaudoin
— M. Jules Bélanger
— M. Jean Béliveau
— M. Guy Cogeval
— M. Bernard Derome
— M. Jean-Marie Dufour
— M. Louis-Gilles Durand
— M. L. Yves Fortier
— M. Jean Lapointe
— Mme Élise Paré-Tousignant

sont nommés officiers de l'Ordre national du Québec ;

— M. Johnny Ned Adams
— Mme Colette Boky
— M. Jacques Bourbeau
— M. Georges Brossard
— M. Michel Cailloux
— Mme Édith Cloutier
— Mme Monique Duval
— M. L. Jean Fournier
— Mme Nicole Fournier
— M. Louis Grenier
— M. Pierre-André Julien
— M. Bernard Labadie
— Mme Louise Lambert-Lagacé
— M. Pierre Lavoie
— Mme Constance V. Pathy
— M. Paul-Hubert Poirier
— M. Robert Savoie

sont nommés chevaliers de l'Ordre national du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

Québec, le 17 mai 2006

Monsieur Jean Charest
Premier ministre du Québec
Édifice Honoré-Mercier
835, boulevard René-Lévesque Est, 3e étage
Québec (Québec) G1A 1B4

Monsieur le Premier Ministre,

Le président du Conseil de l'Ordre national du Québec, M. Bernard Voyer, me prie de vous transmettre l'avis favorable du Conseil de l'Ordre à la nomination de 31 personnalités à l'Ordre national du Québec.

Conformément à l'article 5 de la Loi sur l'Ordre national du Québec, le Conseil de l'Ordre recommande les personnalités suivantes :

M. Jean Davignon, M. Gérard Desrosiers et M. Claude Ryan (à titre posthume) à titre de grand officier ;

M. Marcel Aubut, Mme Nicole Beaudoin, M. Jules Bélanger, M. Jean Béliveau, M. Guy Cogeval, M. Bernard Derome, M. Jean-Marie Dufour, M. Louis-Gilles Durand, M. L. Yves Fortier, M. Jean Lapointe et Mme Élise Paré-Tousignant à titre d'officier ;

M. Johnny Ned Adams, Mme Colette Boky, M. Jacques Bourbeau, M. Georges Brossard, M. Michel Cailloux, Mme Édith Cloutier, Mme Monique Duval, M. L. Jean

Fournier, Mme Nicole Fournier, M. Louis Grenier, M. Pierre-André Julien, M. Bernard Labadie, Mme Louise Lambert-Lagacé, M. Pierre Lavoie, Mme Constance V. Pathy, M. Paul-Hubert Poirier et M. Robert Savoie à titre de chevalier.

Veuillez accepter, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

La directrice,
SUZANNE MOFFET

46328

Gouvernement du Québec

Décret 450-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la nomination de madame Jocelyne Dagenais comme sous-ministre du ministère des Services gouvernementaux

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE madame Jocelyne Dagenais, sous-ministre adjointe au ministère de la Santé et des Services sociaux, administratrice d'État II, soit nommée sous-ministre du ministère des Services gouvernementaux, administratrice d'État I, au salaire annuel de 149 903 $, à compter du 12 juin 2006 ;

QUE le décret numéro 800-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État I et des sous-ministres engagés à contrat s'applique à madame Jocelyne Dagenais, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46370

Gouvernement du Québec

Décret 451-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'engagement à contrat de madame Louise Montreuil comme sous-ministre adjointe au ministère de la Santé et des Services sociaux

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE madame Louise Montreuil, directrice générale adjointe aux ententes de gestion au ministère de la Santé et des Services sociaux, soit engagée à contrat pour agir à titre de sous-ministre adjointe à ce ministère, aux conditions annexées.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

Contrat d'engagement de madame Louise Montreuil comme sous-ministre adjointe au ministère de la Santé et des Services sociaux

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de l'engagement fait en vertu de l'article 57 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1)

1. OBJET

Conformément à l'article 57 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), le gouvernement du Québec engage à contrat madame Louise Montreuil, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme sous-ministre adjointe au ministère de la Santé et des Services sociaux, ci-après appelé le ministère.

Sous l'autorité du sous-ministre du ministère et en conformité avec les lois et les règlements qui s'appliquent, elle exerce tout mandat que lui confie le sous-ministre.

Madame Montreuil exerce ses fonctions au bureau du ministère à Québec.

2. DURÉE

Le présent engagement commence le 3 juillet 2006 pour se terminer le 2 juillet 2008, sous réserve des dispositions de l'article 5.

3. RÉMUNÉRATION

La rémunération de madame Montreuil comprend le salaire et la contribution de l'employeur aux régimes de retraite et d'assurances.

3.1 Salaire

À compter de la date de son engagement, madame Montreuil reçoit un salaire versé sur la base annuelle de 140 201 $.

Ce salaire sera révisé selon la politique applicable aux sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat du niveau 2 et arrêtée par le gouvernement.

3.2 Régime de retraite

Madame Montreuil participe au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) adopté par le décret numéro 960-2003 du 17 septembre 2003 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. Madame Montreuil participe également au régime de prestations supplémentaires adopté par le décret numéro 961-2003 du 17 septembre 2003 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, en tant qu'employée qui n'est pas visée par l'annexe I de ce décret.

4. AUTRES DISPOSITIONS

4.1 Vacances

À compter de la date de son entrée en fonction, madame Montreuil a droit à des vacances annuelles payées de vingt jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'elle a été en fonction au cours de l'année financière.

Le report de vacances annuelles en tout ou en partie, lorsqu'il est impossible de les prendre au cours de l'année, doit être autorisé par le sous-ministre du ministère.

4.2 Statut d'emploi

En aucun temps, le présent contrat ne pourra être invoqué à titre de travail temporaire dans la fonction publique du Québec en vue d'y acquérir le statut d'employé permanent.

4.3 Droits d'auteur

Le gouvernement est propriétaire des droits d'auteur sur les rapports à être éventuellement fournis et sur les documents produits. Madame Montreuil renonce en faveur du gouvernement à tous les droits d'auteur sur les résultats de son travail.

4.4 Autres conditions de travail

Le décret numéro 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat s'applique à madame Montreuil, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. Dans le cas où les dispositions du décret numéro 801-91 du 12 juin 1991 sont inconciliables avec les dispositions contenues au présent décret, ces dernières s'appliqueront.

5. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent :

5.1 Démission

Madame Montreuil peut démissionner de son poste de sous-ministre adjointe au ministère, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux Emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif.

5.2 Suspension

Le sous-ministre du ministère peut, pour cause, suspendre de ses fonctions madame Montreuil.

5.3 Destitution

Madame Montreuil consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

5.4 Résiliation

Le présent engagement peut être résilié en tout temps par le gouvernement sous réserve d'un préavis de trois mois. En ce cas, le gouvernement versera à madame Montreuil les montants qui lui sont dus pour la période au cours de laquelle elle a travaillé et, le cas échéant, une allocation de départ aux conditions et suivant les modalités déterminées à l'article 10 des Politiques relatives à la gestion des titulaires d'un emploi supérieur nommés à la prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

6. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de madame Montreuil se termine le 2 juillet 2008. Dans le cas où le premier ministre a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de sous-ministre adjointe au ministère, il l'en avisera au plus tard quatre mois avant l'échéance du présent mandat.

7. ALLOCATION DE TRANSITION

À la fin de son mandat de sous-ministre adjointe au ministère, madame Montreuil recevra, le cas échéant, une allocation de transition aux conditions et suivant les modalités déterminées à l'article 13 des Politiques relatives à la gestion des titulaires d'un emploi supérieur nommés à la prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

8. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

9. SIGNATURES

LOUISE MONTREUIL	MARC LACROIX, *secrétaire général associé*

46371

Gouvernement du Québec

Décret 452-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'approbation d'un Protocole de coopération entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Québec

ATTENDU QU'il existe entre le Québec et l'Ontario une importante relation historique en matière de coopération ;

ATTENDU QUE le Québec et l'Ontario reconnaissent qu'une nouvelle ère de coopération peut contribuer à l'amélioration de la fédération ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario souhaitent renforcer leur coopération à l'égard de plusieurs questions importantes, dans des domaines économiques, sociaux et culturels, en vue d'améliorer les services offerts à leurs citoyens ;

ATTENDU QUE les deux gouvernements se proposent, à cette fin, de conclure un protocole de coopération qui portera sur diverses matières et qui donnera lieu à la signature de plusieurs ententes particulières relativement à des questions d'intérêt commun dans une vaste gamme de domaines ;

ATTENDU QUE ce protocole de coopération constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE le Protocole de coopération entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Québec, lequel sera substantiellement conforme au projet de protocole joint à la recommandation ministérielle, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46372

Gouvernement du Québec

Décret 453-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la nomination de monsieur Guy Lafortune comme membre du conseil d'administration et directeur général par intérim de l'École nationale des pompiers du Québec

ATTENDU QUE l'article 49 de la Loi sur la sécurité incendie (L.R.Q., c. S-3.4) institue une École nationale des pompiers du Québec ;

ATTENDU QUE l'article 62 de cette loi prévoit que le conseil d'administration de l'École est formé de quinze membres dont le directeur général de l'École ;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 67 de cette loi prévoit notamment que le gouvernement nomme, un directeur général et qu'à la fin de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau ;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 67 de cette loi prévoit notamment que le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du directeur général ;

ATTENDU QUE monsieur Yves Desjardins à été nommé membre du conseil d'administration et directeur général de l'École nationale des pompiers du Québec par le

décret numéro 1093-2000 du 13 septembre 2000, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE monsieur Guy Lafortune, ex-directeur aux opérations de l'École nationale des pompiers du Québec, soit nommé membre du conseil d'administration et directeur général par intérim de cette École à compter du 31 mai 2006, en remplacement de monsieur Yves Desjardins ;

QU'à titre de membre du conseil d'administration et directeur général par intérim de l'École nationale des pompiers du Québec, monsieur Guy Lafortune reçoive des honoraires de 512 $ par jour qui ont été majorés pour compenser l'absence d'avantages sociaux, ces honoraires correspondant à ceux devant lui être octroyés à ce titre, desquels a été déduit l'équivalent de la moitié de la rente de retraite qu'il reçoit actuellement pour ses années de service dans le secteur public québécois ;

QU'à ce titre, l'École rembourse à monsieur Lafortune, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un montant mensuel de 200 $ conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 1308-80 du 28 avril 1980 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées ;

QUE monsieur Guy Lafortune soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46373

Gouvernement du Québec

Décret 454-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la nomination de coroners à temps partiel

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 5 de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., c. R-0.2) prévoit que, sur recommandation du ministre de la Sécurité publique, le gouvernement peut nommer des coroners à temps partiel ;

ATTENDU QUE l'article 6 de cette loi prévoit que les personnes appelées à devenir coroners sont sélectionnées conformément aux règlements ;

ATTENDU QUE le Règlement sur les critères et procédures de sélection des personnes aptes à être nommées coroners a été édicté par le décret numéro 2110-85 du 9 octobre 1985 ;

ATTENDU QUE l'aptitude de mesdames Dominique Gouriou Berrou et Natalie Vachon ainsi que de monsieur Éric Bigelow à être nommés coroners a été évaluée conformément aux dispositions du Règlement sur les critères et procédures de sélection des personnes aptes à être nommées coroners ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE les personnes suivantes soient nommées coroners à temps partiel, pour un mandat de cinq ans à compter des présentes :

— monsieur Éric Bigelow, médecin à Gatineau ;

— madame Dominique Gouriou Berrou, médecin à Gatineau ;

— madame Natalie Vachon, médecin psychiatre à Pontiac.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46374

Gouvernement du Québec

Décret 455-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'approbation de l'entente de coopération en matière de sécurité civile entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario souhaitent renforcer leur coopération à l'égard de plusieurs questions importantes, dans des domaines économiques et sociaux, en vue d'améliorer les services offerts à leurs citoyens ;

ATTENDU QUE les deux gouvernements se proposent, à cette fin, de conclure un protocole de coopération qui portera sur diverses matières et qui donnera lieu à la signature de plusieurs ententes spécifiques, dont une entente en matière de sécurité civile ;

ATTENDU QUE le ministre de la Sécurité publique a établi un projet d'entente de coopération en matière de sécurité civile avec le ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministre des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario ;

ATTENDU QUE cette entente de coopération en matière de sécurité civile vise à développer des modalités de collaboration facilitant l'échange d'information, d'expertises et de pratiques en matière de sécurité civile ;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 9° de l'article 67 de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3), le ministre de la Sécurité publique peut participer, avec les ministres et les dirigeants d'organismes gouvernementaux dont les ressources sont mises à contribution dans le plan national de sécurité civile, à l'élaboration et à la mise en œuvre de mesures de coopération en matière de sécurité civile avec l'extérieur du Québec ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 74 de cette loi, le ministre de la Sécurité publique, dans l'exécution de ses fonctions, peut conclure, conformément à la loi, une entente avec un gouvernement au Canada ou à l'étranger, l'un de ses ministères ou organismes, une organisation internationale ou un organisme de cette organisation ;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'Entente de coopération en matière de sécurité civile entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario, dont le texte est substantiellement conforme à celui joint à la recommandation ministérielle, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46375

Gouvernement du Québec

Décret 456-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la liquidation de La Vigilance, société de secours mutuels

ATTENDU QUE La Vigilance, société de secours mutuels (ci-après « La Vigilance ») a été fondée en 1876 sous le nom de l'Union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport et incorporée en 1878 par une loi privée au Québec ;

ATTENDU QUE La Vigilance détient un permis en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) (ci-après la « Loi ») l'autorisant à pratiquer au Québec des activités à titre d'assureur dans les catégories « assurance sur la vie » et « assurance contre la maladie et les accidents » ;

ATTENDU QUE le paragraphe *c* de l'article 378 de la Loi prévoit que l'Autorité des marchés financiers (ci-après « l'Autorité ») peut, à la suite d'une inspection, assumer provisoirement l'administration d'un assureur pour une période de sept jours si elle a des raisons de croire que l'actif ne suffit pas à couvrir les prestations actuellement exigibles ou ne suffira pas, compte tenu des réserves obligatoires, à couvrir les prestations éventuellement exigibles, déduction faite dans tous les cas des créances de l'assureur sur les contrats ;

ATTENDU QUE par la décision 2005-PDG-0369 du 26 novembre 2005, l'Autorité a assumé l'administration provisoire de La Vigilance pour une période de sept jours ;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 379 de la Loi, le ministre des Finances a prolongé l'administration provisoire jusqu'au 31 mai 2006 ;

ATTENDU QUE l'article 386 de la Loi prévoit que lorsque l'administration provisoire a été assumée, l'administrateur provisoire doit rendre compte au ministre dès qu'il constate que la situation prévue à l'article 378 a été ou ne peut être corrigée ;

ATTENDU QUE l'administrateur provisoire a déposé, le 22 décembre 2005, son rapport au ministre des Finances dans lequel il recommande la liquidation de La Vigilance puisque la valeur de son actif net démontre clairement que celle-ci n'est pas financièrement viable et que cette situation ne peut être corrigée ;

ATTENDU QUE La Vigilance a eu l'opportunité de présenter ses observations au ministre des Finances sur le rapport de l'administrateur provisoire ;

ATTENDU QUE l'article 388 de la Loi prévoit que, suite à la réception du rapport de l'administrateur provisoire, le gouvernement peut ordonner, aux conditions qu'il détermine, la liquidation de l'assureur ou, le cas échéant, de son fonds d'assurance et nommer un liquidateur ;

ATTENDU QUE, sur la base des recommandations de l'administrateur provisoire, il est opportun d'ordonner la liquidation de La Vigilance et de nommer un liquidateur ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE La Vigilance, société de secours mutuels soit liquidée ;

QUE monsieur Michel Landry, comptable agréé de la firme Samson, Bélair, Deloitte & Touche, soit nommé liquidateur de La Vigilance, société de secours mutuels ;

QUE les honoraires et débours relatifs à l'exécution du mandat de liquidation respectent les modalités prévues au document intitulé « Conditions d'honoraires et débours » joint à la recommandation ministérielle produite à l'appui du présent décret ;

QUE le liquidateur produise à l'Autorité des marchés financiers, dans les trente jours de la publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec*, un rapport provisoire faisant état de la situation et des étapes à venir.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46376

Gouvernement du Québec

Décret 460-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT un accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relativement à l'échange de renseignements statistiques de l'état civil

ATTENDU QUE dans le cadre du mandat qui leur est respectivement confié par leur loi constitutive, Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec (l'« Institut ») ont besoin de renseignements précis pour produire des statistiques à jour sur la population ;

ATTENDU QUE les premier et deuxième alinéas de l'article 3 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) prévoient que l'Institut établit et tient à jour le bilan démographique du Québec et qu'à cette fin, il recueille et compile les données notamment sur les naissances, les mariages, les décès, l'immigration et l'émigration ;

ATTENDU QUE l'échange de renseignements statistiques entre les parties évitera le dédoublement d'enquêtes, allégera le fardeau de déclaration des intéressés, diminuera les coûts de collecte et de traitement des renseignements et permettra de produire des statistiques actuelles de haute qualité ;

ATTENDU QUE l'article 17 de la Loi sur la statistique (L.R.C. (1985), c. S-19) et l'article 25 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec permettent d'assurer le caractère confidentiel des renseignements nominatifs communiqués en vertu de ces lois ;

ATTENDU QUE l'article 7 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec prévoit que le ministre des Finances peut, conformément à la loi, conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec ou un organisme de ce gouvernement pour l'application de cette loi ;

ATTENDU QUE l'accord proposé, intitulé « Accord concernant les statistiques de l'État civil » constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE l'article 3.8 de cette loi prévoit que les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation conjointe du ministre des Finances et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relativement à l'échange de renseignements statistiques de l'état civil, intitulé « Accord concernant les statistiques de l'État civil », dont le texte sera substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46379

Gouvernement du Québec

Décret 461-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'entérinement de l'Entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et le ministère de la Science et de la Technologie de la République populaire de Chine, signée à Beijing, le 22 septembre 2005

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le ministère de la Science et de la Technologie de la République populaire de Chine ont développé depuis plusieurs années des liens étroits de coopération en matière de science et de technologie, notamment par la conclusion de l'Entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et la Commission pour la science et la technologie de la République populaire de Chine, signée à Beijing, le 20 juin 1995, approuvée par le décret numéro 788-95 du 14 juin 1995 ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le ministère de la Science et de la Technologie de la République populaire de Chine ont remplacé cette entente par l'Entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et le ministère de la Science et de la Technologie de la République populaire de Chine, signée à Beijing, le 22 septembre 2005 ;

ATTENDU QUE cette entente a été signée uniquement par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 4° de l'article 6 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (L.R.Q., c. M-30.01), dans l'exercice de ses responsabilités, le ministre peut conclure, conformément à la loi, des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec ou l'un de ses ministères ou organismes, ou avec une organisation internationale ou un de ses organismes ;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente internationale au sens de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1) ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 20 de cette loi, les ententes internationales doivent, pour être valides, être signées par le ministre et entérinées par le gouvernement ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 21 de cette même loi, lorsqu'une personne autre que le ministre des Relations internationales peut, d'après la loi, conclure des ententes internationales, la signature de cette personne continue d'être requise pour donner effet aux ententes, à moins que le gouvernement n'en ordonne autrement ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie et du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation :

QUE l'Entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et le ministère de la Science et de la Technologie de la République populaire de Chine, signée à Beijing, le 22 septembre 2005, jointe à la recommandation ministérielle du présent décret, soit entérinée ;

QUE la signature de cette Entente par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ne soit pas requise pour lui donner effet.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46380

Gouvernement du Québec

Décret 462-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'acquisition, par expropriation, de certains immeubles requis pour la modernisation d'une installation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal

ATTENDU QUE le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) est un établissement public constitué en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) ;

ATTENDU QUE le Centre hospitalier de l'Université de Montréal a notamment pour mission d'offrir à la population québécoise des soins spécialisés et ultraspécialisés en lien avec sa mission suprarégionale et d'assurer le maintien et le développement de cette expertise ;

ATTENDU QUE le projet de modernisation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal sur le site de son installation sise au 1058, rue Saint-Denis, à Montréal, connue comme étant l'Hôpital Saint-Luc a reçu un accord de principe ;

ATTENDU QUE le choix du site de l'Hôpital Saint-Luc pour la réalisation du projet de modernisation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal commande que le CHUM se porte acquéreur, par négociation ou expropriation, d'immeubles situés dans le périmètre désigné ;

ATTENDU QUE le décret numéro 610-2004 du 23 juin 2004 a autorisé le CHUM à imposer des réserves pour fins publiques sur certains immeubles situés dans le quadrilatère délimité par les rues Saint-Denis, Viger, Sanguinet et de La Gauchetière, identifiés comme devant permettre la construction ou l'aménagement des installations nécessaires à la réalisation du projet de modernisation de l'Hôpital Saint-Luc ;

ATTENDU QUE, le 7 juillet 2004, des avis de réserve pour fins publiques ont été signifiés par le CHUM à toutes les parties visées, ces avis de réserve prohibant, pour une période de deux ans, toute construction, amélioration ou addition sur les immeubles qui en font l'objet ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 266 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, un établissement public peut acquérir, par expropriation, tout immeuble nécessaire à ses fins ;

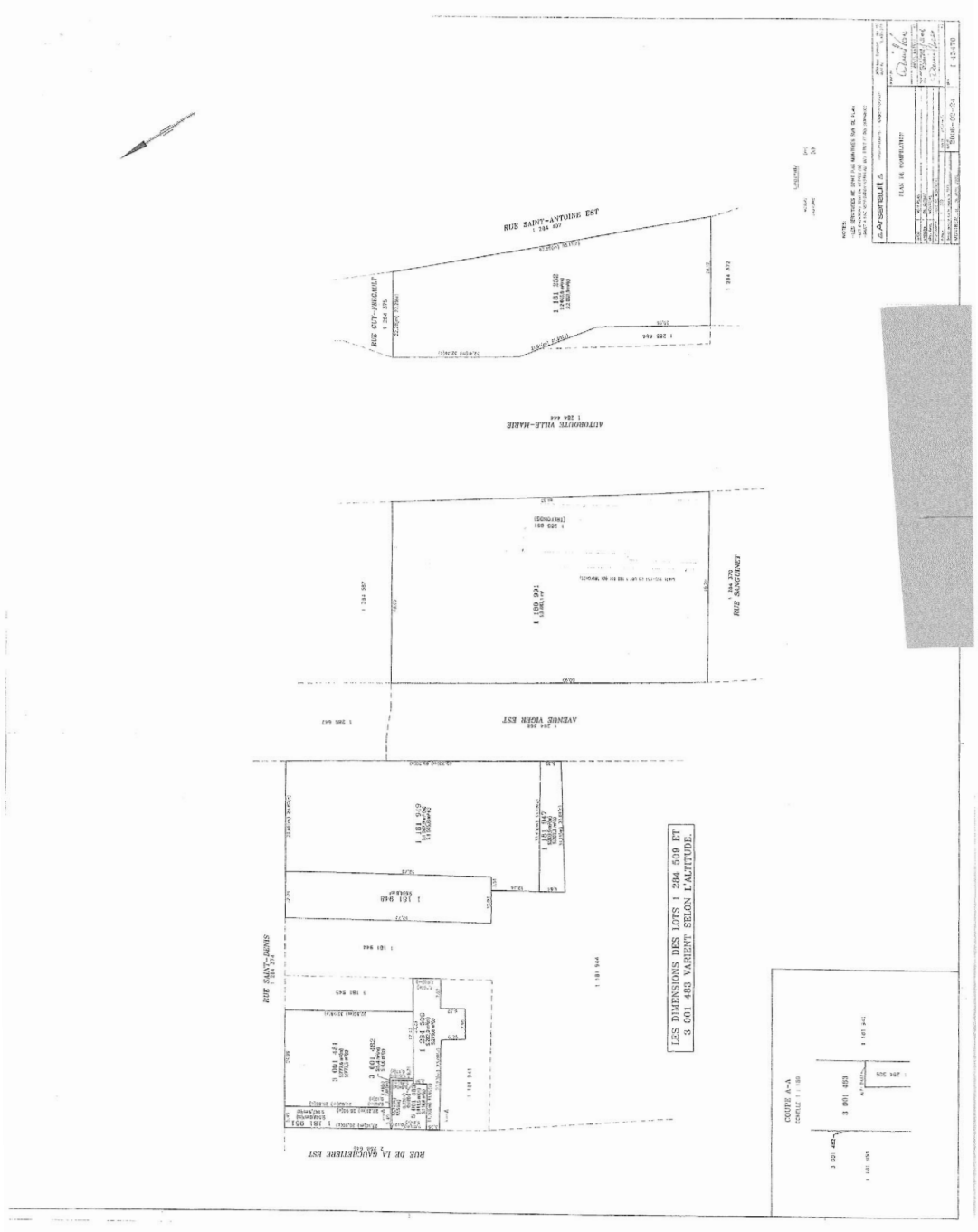
ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE le Centre hospitalier de l'Université de Montréal soit autorisé à acquérir par expropriation, dans la mesure permise par la loi, les immeubles requis pour la réalisation du projet de modernisation de son installation sise au 1058, rue Saint-Denis, à Montréal, ces immeubles étant situés dans la Ville de Montréal, dans la circonscription électorale de Sainte-Marie–Saint-Jacques, comportant les lots identifiés au plan préparé par monsieur Daniel Lacroix, arpenteur-géomètre, en date du 26 avril 2006, sous le numéro 8945 de ses minutes, annexé au présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

ANNEXE



46381

Gouvernement du Québec

Décret 463-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la réalisation des projets de modernisation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, du Centre universitaire de santé McGill et du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine

ATTENDU QUE, le 15 juin 2005, le gouvernement du Québec nommait monsieur Clermont Gignac directeur exécutif pour la réalisation des projets de modernisation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, du Centre universitaire de santé McGill et du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine pour un mandat de cinq ans à compter du 25 juillet 2005 ;

ATTENDU QUE le directeur exécutif a proposé une structure de gestion et de gouvernance des modes de réalisation devant lui permettre d'atteindre les objectifs fixés ;

ATTENDU QUE les dispositions du Règlement sur les constructions d'immeubles des établissements, des conseils régionaux et de la Corporation d'hébergement du Québec, approuvé par la décision du Conseil du trésor numéro CT 148183 du 10 janvier 1984, ne permettent pas aux trois établissements concernés de réaliser les projets selon les modalités établies par le directeur exécutif ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 487 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2), le gouvernement peut, s'il estime que des circonstances exceptionnelles le justifient, notamment lorsqu'il y a des répercussions significatives d'ordre financier, scientifique ou technologique sur les activités d'un établissement, permettre au ministre de la Santé et des Services sociaux de soustraire un projet de construction d'immeuble à l'application de tout ou partie des dispositions d'un règlement pris en vertu de l'article 485 de cette loi ;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 487 de cette loi, le gouvernement peut établir d'autres modalités précises de réalisation du projet visé ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux soit autorisé à soustraire les projets de modernisation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, du Centre universitaire de santé McGill et du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine, en tout ou en partie, de l'application des dispositions suivantes du Règlement sur les constructions d'immeubles des établissements, des conseils régionaux et de la Corporation d'hébergement du Québec :

— l'article 6 ;

— l'article 12 ;

— le paragraphe 6° de l'article 13 ;

— l'article 14 ;

— le paragraphe 4° de l'article 15 ;

— les articles 16, 18, 22 à 25 ;

— les deuxième et troisième alinéas de l'article 28 ;

— la partie de l'article 31 qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa, lorsque celle-ci réfère au montant maximal qu'un soumissionnaire doit payer pour l'obtention des documents, ainsi que le deuxième alinéa de cet article ;

— les articles 29 et 33 ;

QUE ces projets de modernisation soient soumis aux modalités apparaissant à l'annexe jointe au présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

ANNEXE

MODALITÉS DE RÉALISATION DES PROJETS DE MODERNISATION DU CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, DU CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL ET DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE

1. Les établissements peuvent choisir, conjointement avec le directeur exécutif, les fournisseurs de services professionnels liés à la gestion de projet ainsi que ceux nécessaires pour la préparation des études, esquisses ou plans et devis reliés à la réalisation de leurs projets respectifs. Toutefois, ils ne peuvent procéder à l'engagement des fournisseurs retenus sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du ministre.

2. Un contrat de services professionnels ne peut être octroyé qu'à une firme ayant son siège au Québec.

Toutefois, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, le contrat peut également être octroyé à une firme ayant son siège dans une province ou un territoire visé par cet accord.

L'avis d'appel d'offres public pour un tel contrat doit mentionner que seules les offres de firmes admissibles seront considérées.

3. Un avis de tout appel d'offres public doit être diffusé via le système électronique d'appel d'offres déterminé par le gouvernement. Cet avis peut également être diffusé par tout autre moyen de communication.

4. Tout appel d'offres sur invitation doit être adressé à au moins trois fournisseurs.

5. Tout appel d'offres concernant un contrat assujetti à un accord intergouvernemental doit prévoir un délai de réception des offres d'au moins quinze jours.

De plus, si un tel appel d'offres fait l'objet d'un ajout susceptible d'influer sur le prix de l'offre de services, le délai de réception des offres doit être augmenté d'au moins sept jours.

6. Le comité de sélection chargé de l'étude et de l'évaluation d'une offre de services doit être composé de cinq ou de sept membres. Trois de ces membres, ou quatre selon le cas, sont désignés par l'établissement concerné et deux, ou trois selon le cas, le sont par le directeur exécutif. Ce dernier désigne également une autre personne pour agir à titre de secrétaire.

Au moins un des membres désignés par l'établissement et un des membres désignés par le directeur exécutif doivent posséder une expertise en construction de projets de grande envergure et provenir d'un ministère ou d'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1). Ils ne peuvent toutefois provenir du personnel du directeur exécutif, de l'établissement concerné ou du ministère de la Santé et des Services sociaux.

7. L'évaluation des services d'une firme de gestion de projet doit établir le rapport qualité-prix de ces services selon les paramètres suivants :

1. L'évaluation de la qualité des offres est faite sur une échelle de 0 à 100 points. Seules les offres dont la note pour le volet qualité est égale ou supérieure à la note de passage de 70 sont retenues et considérées acceptables.

2. Le rapport qualité-prix d'une offre acceptable est établi en calculant un prix ajusté de la manière suivante :

$$\text{Prix ajusté} = \frac{\text{Prix soumis}}{\text{Coefficient d'ajustement pour la qualité}}$$

Le prix soumis tient compte, le cas échéant, des modalités de calcul prévues dans les documents d'appel d'offres.

Le coefficient d'ajustement pour la qualité se calcule comme suit, en considérant que la lettre Q représente la note finale obtenue lors de l'évaluation de la qualité de l'offre :

$$\text{Coefficient d'ajustement pour la qualité} = 1 + \frac{Q-70}{100}$$

8. Les contrats de services professionnels ne peuvent être accordés qu'aux firmes qui ont reçu la meilleure note ou le meilleur rapport qualité-prix selon le cas, lors de l'évaluation du comité de sélection. Toutefois, le ministre de la Santé et des Services sociaux peut autoriser l'octroi d'un contrat à une autre firme ayant fait l'objet de l'évaluation du comité si l'établissement concerné ainsi que le directeur exécutif justifient ce choix par écrit.

9. Les contrats de services professionnels ne peuvent prévoir une rémunération supérieure à celle prévue au Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement (R.R.Q., 1981, c. A-6, r.30), au Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes adopté par le décret numéro 2402-84 du 31 octobre 1984 et au Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs adopté par le décret numéro 1235-87 du 12 août 1987. Toutefois, si un tel contrat concerne la gestion de projet, la rémunération peut être calculée sur une base horaire, au tarif présenté au bordereau de soumission accepté par l'établissement concerné et le directeur exécutif.

46382

Gouvernement du Québec

Décret 464-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'octroi d'une subvention à l'Institut de recherches cliniques de Montréal pour pourvoir au paiement en capital et intérêts d'un emprunt de 11 305 420 $ auprès de Financement-Québec

ATTENDU QUE l'Institut de recherches cliniques de Montréal doit emprunter à long terme afin de procéder au refinancement du solde en capital d'un emprunt initial au montant de 16 150 600 $ contracté auprès de Financement-Québec pour financer des dépenses d'investissement prévues par les décrets nos 1551-88 du 12 octobre 1988, 325-92 du 4 mars 1992 et 218-97 du 19 février 1997 et qui viendra à échéance le 1er juin 2006 (l'« emprunt initial ») ;

ATTENDU QUE l'Institut a été désigné « organisme public » pour les seules fins de l'application de la Loi sur Financement-Québec aux termes du décret n° 1253-2000 du 25 octobre 2000 ;

ATTENDU QUE l'Institut désire emprunter une somme de 11 305 420 $ (l'« emprunt ») auprès de Financement-Québec afin de procéder au refinancement du solde en capital de l'emprunt initial ;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder à l'Institut une subvention pour pourvoir, sur les sommes votées annuellement à cette fin par le Parlement, au paiement en capital et en intérêts de l'emprunt ;

ATTENDU QUE le capital et les intérêts de l'emprunt, incluant les frais d'émission et les frais de gestion, totalisent la somme de 14 664 587,04 $;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r.22), tout octroi et toute promesse d'une subvention égale ou supérieure à 1 000 000 $ doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux soit autorisé à accorder à l'Institut, pour et au nom du gouvernement du Québec, une subvention de 14 664 587,04 $ payable sur les sommes votées annuellement à cette fin par le Parlement afin de pourvoir au paiement du capital et des intérêts payables sur l'emprunt ;

QUE cette subvention puisse être affectée par l'Institut d'une hypothèque mobilière en faveur de Financement-Québec et que le ministre de la Santé et des Services sociaux soit par ailleurs autorisé à transmettre directement à Financement-Québec, pour et à l'acquit de l'Institut, tout versement payable au titre de la subvention ;

QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux soit autorisé, pour et au nom du gouvernement du Québec, à intervenir à la convention de prêt à être conclue entre Financement-Québec et l'Institut pour constater l'emprunt et à y consentir à toute disposition qu'il estimera nécessaire et souhaitable.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46383

Gouvernement du Québec

Décret 465-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la détermination de places dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral pour les étudiants de l'extérieur du Québec pour 2006-2007

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 504 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2), le gouvernement peut déterminer chaque année, dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral, un nombre de places pour des étudiants de l'extérieur du Québec, à la condition que ces étudiants acceptent de signer, avant le début de leur formation, un engagement, assorti d'une clause pénale, le cas échéant, à pratiquer, pour une période maximale de quatre ans, dans la région ou pour l'établissement déterminé par le ministre de la Santé et des Services sociaux, s'ils exercent la médecine au Québec après l'obtention de leur permis d'exercice ;

ATTENDU QUE le Conseil médical du Québec a formulé un avis concernant cette politique en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur le Conseil médical du Québec (L.R.Q., c. C-59.0001) ;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter la Politique de détermination de places dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral pour les étudiants de l'extérieur du Québec pour 2006-2007, annexée au présent décret ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

QUE soit adoptée la Politique de détermination de places dans les programmes de formation médicale de niveau doctoral pour les étudiants de l'extérieur du Québec pour 2006-2007, annexée au présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

LA POLITIQUE DE DÉTERMINATION DE PLACES DANS LES PROGRAMMES DE FORMATION MÉDICALE DE NIVEAU DOCTORAL POUR LES ÉTUDIANTS DE L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC POUR 2006-2007

La politique 2006-2007 est :

D'autoriser un maximum de 36 nouvelles inscriptions réservées à des étudiantes et des étudiants canadiens provenant de l'extérieur du Québec ou de nationalité étrangère munis d'un permis de séjour pour études, à la condition que ces personnes s'engagent par écrit à pratiquer pendant quatre années consécutives en établissement désigné par le ministre de la Santé et des Services sociaux s'ils s'installent au Québec au terme de leur formation. Une pénalité de 300 000 $ est prévue en cas de non-respect du contrat. Cet engagement doit être pris par la personne au moment de sa première inscription.

46384

Gouvernement du Québec

Décret 466-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT une entente de coopération en matière de santé entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario ont convenu de renforcer leur coopération à l'égard de plusieurs questions importantes de nature économique et sociale en vue d'améliorer les services offerts à leurs citoyens ;

ATTENDU QUE les deux gouvernements se proposent, à cette fin, de conclure un protocole de coopération qui portera sur diverses matières et qui donnera lieu à la signature de plusieurs ententes spécifiques, dont une entente en matière de santé ;

ATTENDU QUE des systèmes de soins de santé de qualité et viables constituent des valeurs fondamentales tant pour les Ontariens que pour les Québécois ;

ATTENDU QU'une coopération accrue en matière de santé entre le Québec et l'Ontario peut contribuer à améliorer la planification et la prestation des soins de santé dans les deux provinces ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., c. M-19.2), le ministre de la Santé et des Services sociaux peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec un autre gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes, en vue de l'application de cette loi ou d'une loi qui relève de sa compétence ;

ATTENDU QUE le Québec et l'Ontario souhaitent conclure une entente de coopération en matière de santé ;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'entente de coopération en matière de santé entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario, dont le texte sera substantiellement conforme à celui joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46385

Gouvernement du Québec

Décret 467-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la nomination de monsieur Richard Marleau comme juge à la Cour du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE monsieur Richard Marleau de Candiac, avocat et membre du Barreau du Québec, soit nommé en vertu de l'article 86 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge à la Cour du Québec, pour exercer la compétence prévue par les articles 81, 82 et 83 de la Loi sur les tribunaux judiciaires dans tout le territoire du Québec, avec effet à compter du 31 mai 2006 ;

QUE le lieu de résidence de monsieur Richard Marleau soit fixé dans la Ville de Longueuil ou dans le voisinage immédiat.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46386

Gouvernement du Québec

Décret 468-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la nomination de monsieur Jean-Pierre Archambault comme juge à la Cour du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE monsieur Jean-Pierre Archambault de Laval, avocat et membre du Barreau du Québec, soit nommé en vertu de l'article 86 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge à la Cour du Québec, pour exercer la compétence prévue par les articles 81, 82 et 83 de la Loi sur les tribunaux judiciaires dans tout le territoire du Québec, avec effet à compter du 31 mai 2006 ;

QUE le lieu de résidence de monsieur Jean-Pierre Archambault soit fixé dans la Ville de Laval ou dans le voisinage immédiat.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46387

Gouvernement du Québec

Décret 469-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'exercice de fonctions judiciaires par madame Micheline Corbeil-Laramée et messieurs Jean Alarie, Jules Barrière, Paul J. Bélanger, Denis Charette, Bernard Dagenais, Henri-Rosaire Desbiens, Gérald-E. Desmarais, Michel Desmarais, Jean Dionne, Marc Dufour, Gérard Girouard, Pierre Laberge, Bertrand Laforest, Yvon Mercier, Jean-Claude Paquin, Claude Pinard, Louis Rémillard, Yvon Roberge, Hugues St-Germain, Michel St-Hilaire, Bernard Tellier, Clermont Vermette, juges retraités de la Cour du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 93 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), le gouvernement peut, à la demande du juge en chef, pour le temps qu'il détermine et s'il l'estime conforme aux intérêts de la justice, autoriser un juge à la retraite à exercer les fonctions judiciaires que le juge en chef lui assigne ;

ATTENDU QUE le juge en chef a demandé que ces juges à la retraite soient autorisés à exercer des fonctions judiciaires conformément à l'article 93 de la Loi sur les tribunaux judiciaires ;

ATTENDU QU'il est conforme aux intérêts de la justice d'autoriser les personnes ci-dessus mentionnées à exercer des fonctions judiciaires du 1er juin 2006 au 31 mai 2007 ;

ATTENDU QU'un juge à la retraite autorisé par le gouvernement à exercer les fonctions judiciaires que le juge en chef lui assigne a droit de recevoir pour chaque journée de travail un traitement égal au traitement annuel d'un juge de la Cour du Québec, divisé par le nombre de jours ouvrables dans une année, conformément à l'article 118 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16) ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QU'en vertu de l'article 93 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), les personnes ci-après désignées, juges retraités de la Cour du Québec, soient autorisées, pour la période s'échelonnant du 1er juin 2006 au 31 mai 2007, à exercer les fonctions judiciaires que leur assignera le juge en chef de la Cour du Québec :

1. Jean Alarie
2. Jules Barrière
3. Paul J. Bélanger
4. Denis Charette

5. Micheline Corbeil-Laramée
6. Bernard Dagenais
7. Henri-Rosaire Desbiens
8. Gérald-E. Desmarais
9. Michel Desmarais
10. Jean Dionne
11. Marc Dufour
12. Gérard Girouard
13. Pierre Laberge
14. Bertrand Laforest
15. Yvon Mercier
16. Jean-Claude Paquin
17. Claude Pinard
18. Louis Rémillard
19. Yvon Roberge
20. Hugues St-Germain
21. Michel St-Hilaire
22. Bernard Tellier
23. Clermont Vermette

QU'en vertu de l'article 118 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), ces juges reçoivent pour chaque journée de travail un traitement égal au traitement annuel d'un juge de la Cour du Québec, divisé par le nombre de jours ouvrables dans une année.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46388

Gouvernement du Québec

Décret 473-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de Groupe Alcan Métal Primaire, division d'Alcan inc., pour le projet de construction d'une usine de traitement de la brasque usée sur le territoire de la Ville de Saguenay

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour certains projets de construction, certains ouvrages, certaines activités, certaines exploitations, certains travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas prévus par règlement du gouvernement ;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.9) et ses modifications subséquentes ;

ATTENDU QUE le paragraphe *w* du premier alinéa de l'article 2 de ce règlement assujettit à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement l'installation ou l'utilisation d'équipements servant, en tout ou en partie, au traitement, hors du lieu de leur production, de matières dangereuses résiduelles, au sens de l'article 5 du Règlement sur les matières dangereuses, édicté par le décret numéro 1310-97 du 8 octobre 1997, à des fins d'élimination par dépôt définitif ou par incinération ;

ATTENDU QUE Groupe Alcan Métal Primaire, division d'Alcan inc. a déposé auprès du ministre de l'Environnement, le 16 novembre 2000, un avis de projet, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement ;

ATTENDU QUE Groupe Alcan Métal Primaire, division d'Alcan inc. a déposé auprès du ministre de l'Environnement, le 4 septembre 2001, une étude d'impact sur l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement ;

ATTENDU QUE cette étude d'impact a été rendue publique par le ministre de l'Environnement, le 28 octobre 2003, conformément aux dispositions de l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement ;

ATTENDU QUE ce projet a franchi l'étape d'information et de consultation publiques prévue par le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement ;

ATTENDU QUE, durant la période d'information et de consultation publiques prévue à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, qui s'est tenue du 28 octobre au 12 décembre 2003, cinq demandes d'audience publique ont été adressées au ministre de l'Environnement relativement à ce projet ;

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement a confié au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement un mandat d'audience publique, qui s'est déroulé du 19 janvier 2004 au 19 mai 2004 et que ce dernier a déposé son rapport le 19 mai ;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement a produit, le 25 août 2004, un rapport d'analyse environnementale relativement au projet et qu'un addenda a été produit, le 14 mars 2006, par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs ;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit que le gouvernement peut, à l'égard d'un projet soumis à la

section IV.1 du chapitre I de cette loi, délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation d'un projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine ou refuser de délivrer le certificat d'autorisation ;

ATTENDU QU'il y a lieu de délivrer un certificat d'autorisation en faveur de Groupe Alcan Métal Primaire, division d'Alcan inc. relativement au projet de construction d'une usine de traitement de la brasque usée ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QU'un certificat d'autorisation soit délivré en faveur de Groupe Alcan Métal Primaire, division d'Alcan inc. relativement au projet de construction d'une usine de traitement de la brasque usée aux conditions suivantes :

CONDITION 1
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Réserve faite des conditions prévues au présent certificat, le projet de construction d'une usine de traitement de la brasque usée doit être conforme aux modalités et mesures prévues dans les documents suivants :

— ALCAN. Projet d'implantation d'une usine de traitement de la brasque usée à Jonquière – Étude d'impact sur l'environnement déposée au ministre de l'Environnement – Rapport principal, préparé par Tecsult, août 2001, 176 p. ;

— ALCAN. Projet d'implantation d'une usine de traitement de la brasque usée à Jonquière – Étude d'impact sur l'environnement déposée au ministre de l'Environnement – Annexes, préparées par Tecsult, août 2001 et 9 annexes ;

— ALCAN. Projet d'implantation d'une usine de traitement de la brasque usée à Jonquière – Étude d'impact sur l'environnement déposée au ministre de l'Environnement – Réponses aux questions et commentaires du ministère de l'Environnement, préparées par Tecsult, novembre 2001, 34 p. et 6 annexes ;

— ALCAN. Projet d'implantation d'une usine de traitement de la brasque usée à Jonquière – Étude d'impact sur l'environnement déposée au ministre de l'Environnement – Réponses aux questions et commentaires additionnels du ministère de l'Environnement, préparées par Tecsult, mars 2002, 19 p. et 3 annexes ;

— ALCAN. Projet d'implantation d'une usine de traitement de la brasque usée à Jonquière – Étude d'impact sur l'environnement déposée au ministre de l'Environnement – Réponses à la troisième série de questions et commentaires du ministère de l'Environnement, préparées par Tecsult, décembre 2002, 11 p., et 2 annexes ;

— Lettre de M. Mathieu Bouchard d'Alcan, datée du 16 décembre 2003, à M. Robert Joly, du ministère de l'Environnement, concernant la modification du site d'entreposage temporaire du résidu de carbone et d'inertes, 2 p. et 1 annexe ;

— Lettre de M. Mathieu Bouchard, d'Alcan, datée du 22 juin 2004, à M. Robert Joly, du ministère de l'Environnement, concernant les réponses aux questions d'acceptabilité et la valorisation des sous-produits, 2 p. et 2 annexes ;

— Lettre de M. Mathieu Bouchard, d'Alcan, datée du 4 août 2004, à M. Robert Joly, du ministère de l'Environnement, concernant la valorisation du résidu de carbones et inertes et la périodicité des rapports d'avancement, la diminution des inventaires, le suivi des eaux souterraines, l'alimentation en eau usée, le traitement de sols contaminés par la brasque usée et le comité externe de suivi environnemental, 4 p.

— Lettre de M. Marc Balthazar, de Groupe Alcan Métal Primaire, datée du 24 janvier 2006, à M. Gaétan Lefebvre, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs concernant des modification au projet relatives à l'alimentation initiale en vapeur du procédé au moyen d'une chaudière électrique existante pour 85 % des besoins, l'installation d'une unité de caustification de la liqueur propre à l'usine, l'ajout d'une troisième unité de destruction des cyanures, l'abandon du 40 % de transport par train de la brasque usée et d'autres ajustements mineurs, 2 p. ;

— Lettre de M. Jean Simon, président d'Alcan Métal Primaire Québec et États-Unis, datée du 30 mars 2006, au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, concernant l'engagement de poursuivre les versements à la fiducie environnementale au-delà de la date du décret autorisant le projet, soit jusqu'à l'annonce publique du début des travaux.

Dans le cas de conflit entre les dispositions des documents ci-dessus mentionnés, les dispositions les plus récentes prévalent ;

CONDITION 2
PLAN D'URGENCE

Groupe Alcan Métal Primaire, division d'Alcan inc. doit compléter son plan d'urgence en consultation avec la Ville de Saguenay, le ministère de la Sécurité publique et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Ce plan devra être déposé au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs avant la mise en exploitation de l'usine.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46389

Gouvernement du Québec

Décret 474-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la requête de la Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud relativement à l'approbation des plans et devis du projet de modification de structure d'un ouvrage de retenue situé sur la rivière Morigeau, dans la Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, dans la municipalité régionale de comté de Montmagny

ATTENDU QUE la requérante, la Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, soumet pour approbation les plans et devis d'un projet de modification de structure d'un ouvrage de retenue situé sur la rivière Morigeau, dans la Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, dans la municipalité régionale de comté de Montmagny ;

ATTENDU QUE les travaux consistent à remplacer les poutrelles en bois du déversoir (3 pertuis) par des vannes basculantes autonomes, à stabiliser le déversoir par l'ajout d'un massif de béton à son pied aval et à rehausser localement les digues aux extrémités de l'écran de béton afin de maintenir le plan d'eau destiné à l'alimentation en eau potable ;

ATTENDU QUE le barrage et le réservoir sont situés sur une partie des lots 424, 425, 426, 427 et 428 du cadastre de la Paroisse de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, dans la circonscription foncière de Montmagny ;

ATTENDU QUE les terrains affectés par le barrage sont du domaine privé pour lesquels la requérante possède les droits pour le maintien et l'exploitation du barrage ;

ATTENDU QU'un certificat d'autorisation a été émis par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 24 février 2006 en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

ATTENDU QUE l'approbation des plans et devis des travaux est requise en vertu des articles 56 et suivants de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) ;

ATTENDU QUE les documents faisant l'objet de la présente demande d'approbation sont les suivants :

1. Un devis intitulé « Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud et Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud – Mise aux normes des installations de production d'eau potable – Clauses techniques particulières – Mécanique de procédé – Déversoir basculant – Section 11480 », daté de février 2005, signé et scellé le 28 juin 2005 par M. Michel Cossette, ingénieur, BPR Groupe-conseils ;

2. Un devis intitulé « Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud et Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud – Mise aux normes des installations de production d'eau potable – Béton coulé en place – Structure – Section 03300 », daté de février 2005, signé et scellé en septembre 2005 par Mme Marie-Claude Blais, ingénieure, BPR Groupe-conseils ;

3. Un devis intitulé « Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud et Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud – Mise aux normes des installations de production d'eau potable – Armature pour béton – Structure – Section 03200 », daté de février 2005, signé et scellé en septembre 2005 par Mme Marie-Claude Blais, ingénieure, BPR Groupe-conseils ;

4. Un devis intitulé « Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud et Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud – Mise aux normes des installations de production d'eau potable – Coffrage pour béton – Structure – Section 03100 », daté de février 2005, signé et scellé en septembre 2005 par Mme Marie-Claude Blais, ingénieure, BPR Groupe-conseils ;

5. Un plan émis pour construction intitulé « Alimentation et traitement de l'eau potable – Structure et procédé – barrage rivière Morigeau – Déversoirs pivotants – Vue en plan et élévation », daté du 16 mars 2005, signé et scellé le 29 septembre 2005 par M. Michel Cossette et Mme Marie-Claude Blais, ingénieurs, BPR Groupe-conseils.

ATTENDU QUE les plans et devis susmentionnés ont été examinés par trois ingénieurs du Centre d'expertise hydrique du Québec du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et qu'ils ont été jugés acceptables ;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE, conformément aux articles 56 et suivants de la Loi sur le régime des eaux, l'approbation des plans et devis du projet de modification de structure d'un ouvrage de retenue situé sur la rivière Morigeau, dans la Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, dans la municipalité régionale de comté de Montmagny, soit accordée aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'Arrêté en conseil numéro 682 du 26 avril 1963.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46390

Gouvernement du Québec

Décret 475-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la requête de la Société Hydro-Québec relativement à l'approbation des plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique de la Chute-Allard situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque

ATTENDU QUE la requérante, la Société Hydro-Québec, soumet pour approbation les plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique de la Chute-Allard situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque ;

ATTENDU QUE les travaux consistent en la construction de l'évacuateur de crues du bras sud de l'aménagement de la Chute-Allard ;

ATTENDU QU'il s'agit d'un ouvrage destiné à assurer l'alimentation en eau de la future centrale hydroélectrique de la Chute-Allard ;

ATTENDU QUE l'aménagement hydroélectrique de la Chute-Allard est situé dans les cantons Lavallée et Weymontachingue, dans la circonscription foncière de La Tuque ;

ATTENDU QUE le gouvernement a autorisé la réalisation du projet par l'adoption du décret numéro 378-2005 du 20 avril 2005 en vertu des articles 31.1 et suivants de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), modifié par le décret numéro 955-2005 du 19 octobre 2005 ;

ATTENDU QUE le gouvernement a autorisé la requérante à construire les aménagements hydroélectriques de la Chute-Allard et des Rapides-des-Cœurs ainsi que les infrastructures et les équipements connexes par l'adoption du décret numéro 379-2005 du 20 avril 2005 en vertu du septième alinéa de l'article 29 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) ;

ATTENDU QUE les terrains affectés par le barrage et son refoulement des eaux sont du domaine de l'État et du domaine privé ;

ATTENDU QUE le gouvernement a approuvé les plans et devis de la phase 1 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique de la Chute-Allard par le décret numéro 365-2006 du 2 mai 2006 en vertu des articles 56 et suivants de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) ;

ATTENDU QU'une autorisation de construction a été émise par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 30 mars 2006, conformément à l'article 5 de la Loi sur la sécurité des barrages (L.R.Q., c. S-3.1.01) ;

ATTENDU QUE l'approbation des plans et devis des travaux est requise en vertu des articles 56 et suivants de la Loi sur le régime des eaux ;

ATTENDU QUE les documents faisant l'objet de la présente demande d'approbation sont les suivants :

1. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Conditions hydrauliques – Débits caractéristiques », portant le numéro 6562-70132-001-01-0-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 10 février 2005 par MM. André Trudel et Srang Kiet, ingénieurs, Tecsult inc. ;

2. Un devis intitulé « Centrale Chute-Allard – Clauses techniques particulières – Lot C-06 – Bétonnage des ouvrages de contrôle, et travaux connexes – Section 1 », signé et scellé le 15 juillet 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe, André Trudel, Mario Sirois, ingénieurs, et Giovanni Osellame, géologue, Tecsult inc. ;

3. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Conditions hydrauliques – Courbes de tarage et d'emmagasinement », portant le numéro 6562-

70132-002-01-A-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 15 juillet 2005 par M. Gaétan Thibault, ingénieur, Tecsult inc. ;

4. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Plan général de l'aménagement », portant le numéro 6562-70309-005-01-F-CB-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 26 septembre 2005 par MM. André Trudel, ingénieur Tecsult inc. et Numérormand Beauséjour, ingénieur, RSW inc. ;

5. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Superstructure – Bétonnage – Évacuateur de crues – Bras sud – Pertuis 1 – Radier – Piliers 1 et 2 – Plan – Coupes – Élévations », portant le numéro 6562-70903-003-01-A-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 26 septembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

6. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Superstructure – Bétonnage – Évacuateur de crues – Bras sud – Piliers 1, 2 et 3 – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 6562-70903-004-01-A-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 26 septembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

7. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Superstructure – Ferraillage – Évacuateur de crues – Bras sud – Radiers – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 6562-70903-019-01-A-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 26 septembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

8. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Superstructure – Ferraillage – Évacuateurs de crues – Bras sud – Piliers – Plan – Coupes – Élévations », portant le numéro 6562-70903-020-01-A-TU-0-T710W-01-HQ, signé et scellé le 26 septembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

9. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Superstructure – Pièces métalliques diverses – Évacuateur de crues – Bras sud – Pièces encastrées – Échelles – Garde-corps – Élévations – Plans – Coupes – Détails », portant le numéro 6562-70903-034-01-A-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 26 septembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

10. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Superstructure – Bétonnage – Évacuateur de crues – Bras sud – Pertuis 2 – Radier – Pilier 3 – Plan – Coupes – Élévations », portant le numéro 6562-70903-035-01-A-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 26 septembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

11. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Agencement général – Évacuateur de crues – Bras sud – Plan – Coupe – Élévations », portant le numéro 6562-70909-001-01-A-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 26 septembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

12. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Terrassement – Étendue du contrat – Vue en plan », portant le numéro 6562-70300-009-01-B-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 21 décembre 2005 par M. André Trudel, ingénieur, Tecsult inc. ;

13. Un plan intitulé « Centrale de la Chute-Allard (Wemotaci) – Traitement des fondations – Bras sud – Évacuateur de crues – Vanne gonflable – Injection – Vue en plan et coupes », portant le numéro 6562-70901-003-01-B-TU-0-T710W-01-SM, signé et scellé le 21 décembre 2005 par M. André Trudel, ingénieur, Tecsult inc. ;

ATTENDU QUE les plans et devis susmentionnés ont été examinés par trois ingénieurs du Centre d'expertise hydrique du Québec du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et qu'ils ont été jugés acceptables ;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE, conformément aux articles 56 et suivants de la Loi sur le régime des eaux, l'approbation des plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique de la Chute-Allard situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque, soit accordée aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'arrêté en conseil numéro 682 du 26 avril 1963 et à la condition particulière suivante :

La requérante devra terminer le processus de vérification et de régularisation des droits fonciers dans les meilleurs délais et établir ensuite la preuve qu'elle détient tous les droits fonciers requis avant la mise en eau des ouvrages de retenue de l'aménagement.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46391

Gouvernement du Québec

Décret 476-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la requête de la Société Hydro-Québec relativement à l'approbation des plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique des Rapides-des-Cœurs situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque

ATTENDU QUE la requérante, la Société Hydro-Québec, soumet pour approbation les plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique des Rapides-des-Cœurs situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque ;

ATTENDU QUE les travaux consistent en la construction des sections barrage-poids droit et évacuateur de crues du barrage des Rapides-des-Cœurs ;

ATTENDU QU'il s'agit d'ouvrages destinés à assurer l'alimentation en eau de la future centrale hydroélectrique des Rapides-des-Coeurs ;

ATTENDU QUE le barrage des Rapides-des-Coeurs est situé dans le Canton Rhéaume, dans la circonscription foncière de La Tuque ;

ATTENDU QUE le gouvernement a autorisé la réalisation du projet par l'adoption du décret numéro 378-2005 du 20 avril 2005 en vertu des articles 31.1 et suivants de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), modifié par le décret numéro 955-2005 du 19 octobre 2005 ;

ATTENDU QUE le gouvernement a autorisé la requérante à construire les aménagements hydroélectriques de la Chute-Allard et des Rapides-des-Cœurs ainsi que les infrastructures et les équipements connexes par l'adoption du décret numéro 379-2005 du 20 avril 2005 en vertu du septième alinéa de l'article 29 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) ;

ATTENDU QUE les terrains affectés par le barrage et son refoulement des eaux sont du domaine de l'État et du domaine privé ;

ATTENDU QUE le gouvernement a approuvé les plans et devis de la phase 1 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique des Rapides-des-Coeurs par le décret numéro 366-2006 du 2 mai 2006 en vertu des articles 56 et suivants de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) ;

ATTENDU QU'une autorisation de construction a été émise par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 30 mars 2006, conformément à l'article 5 de la Loi sur la sécurité des barrages (L.R.Q., c. S-3.1.01) ;

ATTENDU QUE l'approbation des plans et devis des travaux est requise en vertu des articles 56 et suivants de la Loi sur le régime des eaux ;

ATTENDU QUE les documents faisant l'objet de la présente demande d'approbation sont les suivants :

1. Un devis intitulé « Centrale Rapides-des-Coeurs – Clauses techniques particulières – Lot R–06 – Bétonnage de l'évacuateur de crues, du régulateur, du barrage-poids droit et travaux connexes – Section 1 », signé et scellé le 30 juin 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe, André Trudel, ingénieurs, et Giovanni Osellame, géologue, Tecsult inc. ;

2. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Centrale et ouvrages connexes – Agencement général – Vue en plan », portant le numéro 1427-70309-011-01-D-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 12 septembre 2005 par MM. André Beaudet, ingénieur RSW inc. et André Trudel, ingénieur Tecsult inc. ;

3. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Traitement des fondations – Évacuateur de crues – Ouvrage régulateur et barrage-poids droit - Injection – Vue en plan et coupes », portant le numéro 1427-70901-003-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 12 septembre 2005 par MM. Redha Kara, ingénieur, et Jean-Yves Daoust, géologue, Tecsult inc. ;

4. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Évacuateur – Mur bajoyer aval rive gauche – Plan – Élévations – Coupes – Détail », portant le numéro 1427-70903-015-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 12 septembre 2005 par M. Louis-Georges Lacombe et Mme Isabelle D'Aoust, ingénieurs, Tecsult inc. ;

5. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Terrassement – Mur bajoyer aval rive gauche – Remblayage – Plan et coupes », portant le numéro 1427-70907-006-01-0-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 12 septembre 2005 par MM. Mario Sirois et André Trudel, ingénieurs, Tecsult inc. ;

6. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateur de crues – Services mécaniques de production – Agencement général », portant le numéro 1427-70905-026-01-0-IY-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 21 novembre 2005 par M. François Lanciault, ingénieur, Dessau-Soprin inc. ;

7. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateur de crues – Services mécaniques de production – Vanne de l'évacuateur – Coupes et détails », portant le numéro 1427-70905-027-01-0-IY-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 21 novembre 2005 par M. François Lanciault, ingénieur, Dessau-Soprin inc. ;

8. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateur de crues – Services mécaniques de production – Poutrelles de l'évacuateur – Coupes et détails », portant le numéro 1427-70905-028-01-0-IY-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 21 novembre 2005 par M. François Lanciault, ingénieur, Dessau-Soprin inc. ;

9. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateur de crues – Services mécaniques de production – Pièces encastrées – Vannes de l'évacuateur – Coupes et détails », portant le numéro 1427-70905-029-01-0-IY-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 21 novembre 2005 par M. François Lanciault, ingénieur, Dessau-Soprin inc. ;

10. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateur de crues – Services mécaniques de production – Pièces encastrées – Poutrelles de l'évacuateur – Coupes et détails », portant le numéro 1427-70905-030-01-0-IY-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 21 novembre 2005 par M. François Lanciault, ingénieur, Dessau-Soprin inc. ;

11. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateur de crues – Services mécaniques de production – Vanne du régulateur – Coupes et détails », portant le numéro 1427-70905-031-01-0-IY-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 21 novembre 2005 par M. François Lanciault, ingénieur, Dessau-Soprin inc. ;

12. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateur de crues – Services mécaniques de production – Poutrelles du régulateur – Coupes et détails », portant le numéro 14271427-70905-032-01-0-IY-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 21 novembre 2005 par M. François Lanciault, ingénieur, Dessau-Soprin inc. ;

13. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateur de crues – Services mécaniques de production – Pièces encastrées – Vanne du régulateur – Coupes et détails », portant le numéro 1427-70905-033-01-0-IY-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 21 novembre 2005 par M. François Lanciault, ingénieur, Dessau-Soprin inc. ;

14. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateur de crues – Services mécaniques de production – Pièces encastrées – Poutrelles du régulateur – Coupes et détails », portant le numéro 1427-70905-034-01-0-IY-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 21 novembre 2005 par M. François Lanciault, ingénieur, Dessau-Soprin inc. ;

15. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Barrage-poids droit – Plan – Coupes – Détail », portant le numéro 1427-70903-016-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 16 décembre 2005 par M. Saeid Sabati et le 22 décembre 2005 par M. Louis-Georges Lacombe, ingénieurs, Tecsult inc. ;

16. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Barrage-poids droit – Dalle – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-018-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 16 décembre 2005 par M. Saeid Sabati et le 22 décembre 2005 par M. Louis-Georges Lacombe, ingénieurs, Tecsult inc. ;

17. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Structure métallique – Plate-forme – Barrage-poids droit – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-024-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 16 décembre 2005 par M. Saeid Sabati et le 22 décembre 2005 par M. Louis-Georges Lacombe, ingénieurs, Tecsult inc. ;

18. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Structure métallique – Plate-forme – Barrage-poids droit – Coupes », portant le numéro 1427-70903-025-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 16 décembre 2005 par M. Saeid Sabati et le 22 décembre 2005 par M. Louis-Georges Lacombe, ingénieurs, Tecsult inc. ;

19. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Évacuateur de crues et régulateur – Définitions géométriques – Plans – Coupes – Tableaux », portant le numéro 1427-70903-004-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

20. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Évacuateur de crues – Régulateur – Radier – Coursier – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-005-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

21. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Régulateur – Coursier – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-006-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

22. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Évacuateur de crues – Piliers intermédiaires – Pilier gauche – Radier – Coupes », portant le numéro 1427-70903-007-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

23. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Évacuateur de crues – Pilier intermédiaire gauche – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-008-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

24. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Régulateur – Pilier droit et Pilier intermédiaire droit – Plans – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-009-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

25. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Régulateur – Pilier droit et Pilier intermédiaire gauche – Coupes », portant le numéro 1427-70903-010-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

26. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Évacuateur de crues – Pilier gauche – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-011-01-B-TU-0-T709 W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

27. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Régulateur – Mur de soutènement amont rive droite – Plan – Élévation – Détails », portant le numéro 1427-70903-012-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

28. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Régulateur – Mur de soutènement amont rive droite – Coupes – Feuille 1 de 2 », portant le numéro 1427-70903-013-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Huu Phuc Nguyen, ingénieurs, Tecsult inc. ;

29. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Mur bajoyer aval rive droite – Plan – Coupes », portant le numéro 1427-70903-014-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

30. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Barrage-poids droit – Élévations », portant le numéro 1427-70903-017-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

31. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Localisation des boulons d'ancrage – Barrage-poids droit – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-019-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

32. Un plan intitulé « Centrale Rapide des Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Évacuateur de crues – Pont de service – Tablier – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-026-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

33. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Ferraillage – Évacuateur de crues – Pont de service – Tablier – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-027-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

34. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Structure d'acier – Évacuateur de crues – Pont de service – Plan et coupes », portant le numéro 1427-70903-028-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

35. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Localisation des boulons d'ancrage – Pièces métalliques diverses – Évacuateur de crues – Pont de service – Plan – Coupes – Détails », portant le numéro 1427-70903-029-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

36. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Ferraillage – Régulateur – Mur de soutènement amont rive droite – Plan – Élévations », portant le numéro 1427-70903-037-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Huu Phuc Ngyuen, ingénieurs, Tecsult inc. ;

37. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Ferraillage – Régulateur – Mur de soutènement amont rive droite – Coupes », portant le numéro 1427-70903-038-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Huu Phuc Ngyuen, ingénieurs, Tecsult inc. ;

38. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Structure d'acier – Localisation boulons d'ancrages – Régulateur – Pont de service – Plans – Coupes », portant le numéro 1427-70903-045-01-0-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

39. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage – Régulateur – Mur bajoyer aval rive droite – Élévations », portant le numéro 1427-70903-053-01-A-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

40. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Superstructure – Bétonnage de scellement – Évacuateur de crues – Régulateur – Rainures des vannes et des poutrelles – Plans – Coupes », portant le numéro 1427-70903-054-01-0-TU-0-T709 W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

41. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Évacuateurs de crues – Services électriques – Mise à la terre enfouie – Coupes et détails », portant le numéro 1427-70906-008-01-B-IM-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par M. Martin Giguère ingénieur, IMS Experts-conseils ;

42. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Agencement général – Évacuateur de crues et régulateur – Coupes », portant le numéro 1427-70909-003-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

43. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Agencement général – Évacuateur de crues et régulateur – Élévations », portant le numéro 1427-70909-004-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc. ;

44. Un plan intitulé « Centrale des Rapides-des-Cœurs – Agencement général – Localisation des ouvrages – Plan », portant le numéro 1427-70909-007-01-B-TU-0-T709W-01-SM, signé et scellé le 22 décembre 2005 par MM. Louis-Georges Lacombe et Ronald Julien, ingénieurs, Tecsult inc.

ATTENDU QUE les plans et devis susmentionnés ont été examinés par trois ingénieurs du Centre d'expertise hydrique du Québec du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et qu'ils ont été jugés acceptables ;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE, conformément aux articles 56 et suivants de la Loi sur le régime des eaux, l'approbation des plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique des Rapides-des-Coeurs situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque, soit accordée aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'arrêté en conseil numéro 682 du 26 avril 1963 et à la condition particulière suivante :

La requérante devra terminer le processus de vérification et de régularisation des droits fonciers dans les meilleurs délais et établir ensuite la preuve qu'elle détient tous les droits fonciers requis avant la mise en eau des ouvrages de retenue de l'aménagement.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46392

Gouvernement du Québec

Décret 477-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'approbation de l'Entente Ontario-Québec pour la promotion du développement durable du territoire public et des ressources naturelles

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario souhaitent renforcer leur coopération à l'égard de plusieurs questions importantes, dans des domaines économiques et sociaux, en vue d'améliorer les services offerts à leurs citoyens ;

ATTENDU QUE les deux gouvernements se proposent, à cette fin, de conclure un protocole de coopération qui portera sur diverses matières et qui donnera lieu à la signature de plusieurs ententes, dont une pour la promotion du développement durable du territoire public et des ressources naturelles ;

ATTENDU QUE le ministre des Ressources naturelles et de la Faune a établi un projet d'entente pour la promotion du développement durable du territoire public et des ressources naturelles avec le ministre des Richesses naturelles de l'Ontario ;

ATTENDU QUE cette entente vise à promouvoir le développement durable du territoire public et des ressources naturelles dans des domaines d'intérêt commun par l'échange d'information et le partage de connaissances ainsi qu'en favorisant une communication efficace ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 16 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), modifiée par le chapitre 3 des lois de 2006, le ministre peut, conformément à la loi, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme conformément aux intérêts et aux droits du Québec pour faciliter l'exécution de cette loi ou d'une loi dont l'application relève de lui ;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles et de la Faune, du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'Entente Ontario-Québec pour la promotion du développement durable du territoire public et des ressources naturelles, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46393

Gouvernement du Québec

Décret 478-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'approbation de l'Entente de collaboration en matière de protection des forêts entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario souhaitent renforcer leur coopération à l'égard de plusieurs questions importantes, dans des domaines économiques et sociaux, en vue d'améliorer les services offerts à leurs citoyens ;

ATTENDU QUE les deux gouvernements se proposent, à cette fin, de conclure notamment une entente pour la promotion du développement durable du territoire public et des ressources naturelles qui donnera lieu à la signature de plusieurs ententes de collaboration, dont une en matière de protection des forêts ;

ATTENDU QUE le ministre des Ressources naturelles et de la Faune a établi un projet d'entente de collaboration en matière de protection des forêts avec le ministre des Richesses naturelles de l'Ontario ;

ATTENDU QUE cette entente de collaboration vise l'échange d'information, le partage de connaissances et la collaboration dans la planification, la prévention et la lutte contre les incendies, les insectes et les maladies des arbres afin de minimiser les impacts négatifs causés par ces agents perturbateurs ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 16 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), modifiée par le chapitre 3 des lois de 2006, le ministre peut, conformément à la loi, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme conformément aux intérêts et aux droits du Québec pour faciliter l'exécution de cette loi ou d'une loi dont l'application relève de lui ;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles et de la Faune et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'Entente de collaboration en matière de protection des forêts entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46394

Gouvernement du Québec

Décret 479-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'approbation de l'Entente de coopération en matière de transport entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario

ATTENDU QUE, le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario ont convenu de renforcer leur coopération à l'égard de plusieurs questions importantes de nature économique et sociale en vue d'améliorer les services offerts à leurs citoyens ;

ATTENDU QUE les deux gouvernements se proposent, à cette fin, de conclure un protocole de coopération qui portera sur diverses matières et qui donnera lieu à la signature de plusieurs ententes spécifiques, dont une entente en matière de transport ;

ATTENDU QUE des réseaux de transport efficaces jouent un rôle essentiel contribuant à favoriser le développement économique et la concurrence sur le marché nord-américain ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario reconnaissent l'importance que revêtent le commerce des marchandises et le tourisme interprovinciaux et internationaux pour leurs économies qui, réunis, représentent environ 63 % du produit intérieur brut du Canada ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario ont en commun l'intérêt d'améliorer l'état et la performance des réseaux de transport et de leurs infrastructures et souhaitent conclure, à cette fin, une entente de coopération en matière de transport ;

ATTENDU QUE l'article 10 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., c. M-28) prévoit que le ministre des Transports peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure toute entente avec tout gouvernement conformément aux intérêts et aux droits du Québec pour faciliter l'exécution de cette loi ;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, une entente intergouvernementale canadienne doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'Entente de coopération en matière de transport entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle, soit approuvée ;

QUE cette entente soit signée par le ministre des Transports et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale conjointement avec le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46395

Gouvernement du Québec

Décret 480-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT la nomination de quatre membres du comité de réexamen constitué en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 72 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3) prévoit qu'un comité de réexamen est constitué au sein de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances pour décider des demandes de réexamen formulées en vertu de l'article 71 de cette loi ;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 72 de cette loi prévoit que le comité de réexamen se compose de quatre membres nommés par le gouvernement que désigne le Comité de retraite du régime de retraite des élus municipaux pour représenter le ministère des Affaires municipales et des Régions, la Commission, l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM) ;

ATTENDU QUE le paragraphe 8° de l'article 70.2 de cette loi prévoit que le Comité de retraite a pour fonction de désigner les membres du comité de réexamen prévu à l'article 72 ;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 914-2003 du 3 septembre 2003, mesdames Marie-Claire Martineau et Marie Chatigny et messieurs Jean Gérin et Jean-Pierre Lessard étaient nommés membres de ce comité de réexamen pour un mandat de deux ans et qu'il y a lieu de pourvoir ces postes ;

ATTENDU QUE le Comité de retraite du régime de retraite des élus municipaux a, lors de sa séance du 16 mars 2006, désigné comme membres du comité de réexamen de ce régime les personnes suivantes :

— madame Joëlle Brière-Desputeau, à titre de représentante du ministère des Affaires municipales et des Régions ;

— madame Claire Gamache, à titre de représentante de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ;

— madame Aline Laliberté, à titre de représentante de l'Union des municipalités du Québec ;

— monsieur Jean-Pierre Lessard, à titre de représentant de la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM) ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions :

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du comité de réexamen constitué en vertu de l'article 72 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux et ce, pour un mandat de quatre ans à compter des présentes :

— madame Joëlle Brière-Desputeau, actuaire au ministère des Affaires municipales et des Régions, à titre de représentante de ce ministère en remplacement de madame Marie-Claire Martineau ;

— madame Claire Gamache, agente de recherche et de planification socioéconomique à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, à titre de représentante de cette Commission en remplacement de madame Marie Chatigny ;

— madame Aline Laliberté, conseillère aux politiques à l'Union des municipalités du Québec, à titre de représentante de cette Union en remplacement de monsieur Jean Gérin ;

— monsieur Jean-Pierre Lessard, économiste à la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM), à titre de représentant de cette Fédération pour un nouveau mandat ;

QUE le remboursement des frais engagés par madame Joëlle Brière-Desputeau et madame Claire Gamache dans l'exercice de leurs fonctions au sein de ce comité soit assumé par leur employeur respectif aux taux et règles édictés par le Conseil du trésor et applicables aux professionnels à l'emploi du gouvernement ;

QUE le remboursement des frais engagés par madame Aline Laliberté et monsieur Jean-Pierre Lessard dans l'exercice de leurs fonctions au sein de ce comité soit

assumé, dans le cas de madame Laliberté, par l'Union des municipalités du Québec et, dans le cas de monsieur Lessard, par la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM) et ce, conformément aux règles qui leur sont applicables pour le remboursement de telles dépenses.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46396

Gouvernement du Québec

Décret 481-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT une autorisation à Éco-Quartier Sainte-Marie de conclure une entente avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Écoaction

ATTENDU QUE Éco-Quartier Sainte-Marie a l'intention de conclure avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada) une entente prévoyant le versement à cet organisme d'une subvention maximale de 2 190 $ pour la réalisation d'une campagne de promotion et de sensibilisation au compostage et vermicompostage domestique ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ou un organisme scolaire ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral ;

ATTENDU QUE Éco-Quartier Sainte-Marie est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi ;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à Éco-Quartier Sainte-Marie de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE Éco-Quartier Sainte-Marie soit autorisé à conclure une entente avec le gouvernement du Canada prévoyant le versement à cet organisme d'une subvention maximale de 2 190 $ pour la réalisation d'une campagne de promotion et de sensibilisation au compostage et au vermicompostage domestique, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46397

Gouvernement du Québec

Décret 482-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT une entente de coopération en matière de culture entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario souhaitent renforcer leur coopération à l'égard de plusieurs questions importantes, dans des domaines économiques, sociaux et culturels, en vue d'améliorer les services offerts à leurs citoyens ;

ATTENDU QUE les deux gouvernements se proposent, à cette fin, de conclure un protocole de coopération qui portera sur diverses matières et qui donnera lieu à la signature de plusieurs ententes spécifiques, dont une entente en matière de culture ;

ATTENDU QUE la ministre de la Culture et des Communications a établi un projet d'entente de coopération en matière de culture avec la ministre de la Culture de l'Ontario ;

ATTENDU QUE cette entente de coopération en matière de culture vise à assurer l'échange régulier d'informations, de données et de résultats de recherche, le partage d'expériences et de connaissances concernant les programmes et les politiques culturels ainsi qu'à identifier et mettre en œuvre des initiatives en matière de coopération telles que la mise en place d'échanges culturels et le soutien stratégique à des projets axés sur la culture, y compris le patrimoine ;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 6° de l'article 14 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (L.R.Q., c. M-17.1), aux fins de l'exercice de ses fonctions, la ministre de la Culture et des Communications peut notamment conclure, conformément à la loi, une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation ;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'Entente de coopération en matière de culture entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario, dont le texte sera substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46408

Gouvernement du Québec

Décret 483-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT un Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario en matière d'affaires francophones

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec désire favoriser le développement d'activités de coopération et d'échanges avec les provinces et territoires du Canada, notamment dans le domaine de la promotion et du développement du fait français ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario souhaitent renforcer leur coopération à l'égard de plusieurs enjeux importants dans les domaines économiques, sociaux et culturels en vue d'améliorer les services offerts à leurs citoyens et ont convenu d'un Protocole de coopération qui prévoit la signature de plusieurs ententes spécifiques, dont un accord de coopération et d'échanges en matière d'affaires francophones ;

ATTENDU QUE le Québec, seule société majoritairement francophone au Canada, et l'Ontario, lieu de résidence de la population francophone la plus nombreuse à l'extérieur du Québec, désirent créer des liens de coopération en vue de favoriser le maintien, le développement et le rayonnement de la langue et de la culture françaises ;

ATTENDU QUE le Québec et l'Ontario sont déterminés à ce que la consolidation de leur coopération bilatérale en francophonie se traduise par des actions concrètes au bénéfice de leur population dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la petite enfance, de la santé et dans tout autre domaine jugé pertinent par les parties ;

ATTENDU QUE cet accord constitue une entente intergouvernementale au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE l'article 3.8 de cette même loi prévoit qu'une entente intergouvernementale canadienne doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario en matière d'affaires francophones, dont le texte sera substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46398

Gouvernement du Québec

Décret 484-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT le plan d'action annuel 2006-2007 d'Emploi-Québec en matière de main-d'œuvre et d'emploi

ATTENDU QUE le paragraphe 8° du premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des parte-

naires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001) prévoit que la Commission des partenaires du marché du travail prépare annuellement avec le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le plan d'action en matière de main-d'œuvre et d'emploi visé à l'article 32 de cette loi ;

ATTENDU QUE l'article 32 de cette loi prévoit que le plan d'action annuel en matière de main-d'œuvre et d'emploi qui complète l'entente de gestion relative à Emploi-Québec est soumis à l'approbation du gouvernement ;

ATTENDU QU'il y a lieu de soumettre au gouvernement, pour approbation, le plan d'action annuel 2006-2007 d'Emploi-Québec en matière de main-d'œuvre et d'emploi ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE soit approuvé le plan d'action annuel 2006-2007 d'Emploi-Québec en matière de main-d'œuvre et d'emploi dont le texte sera substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46399

Gouvernement du Québec

Décret 485-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT le financement de la Société du Palais des congrès de Montréal pour l'exercice financier 2006-2007

ATTENDU QUE l'article 30 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., c. S-14.1), modifiée par le chapitre 37 des lois de 2005, stipule que le ministre du Tourisme est chargé de l'application de cette loi ;

ATTENDU QUE, pour l'exercice financier 2006-2007, le montant des crédits prévus au programme 01 « Promotion et développement du tourisme », élément 03 « Société du Palais des congrès de Montréal » du portefeuille « Tourisme » a été établi à 38 959 400 $;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r.22) et ses modifications subséquentes, réputé pris en vertu de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 $;

ATTENDU QUE, en vertu du décret n° 720-2005 du 3 août 2005, une avance sur la subvention totale à être autorisée à la Société pour l'exercice financier 2006-2007, d'un montant de 9 899 850 $, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2005-2006, a déjà été versée à la Société ;

ATTENDU QU'il y a lieu d'octroyer à la Société une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2006-2007, d'un montant de 29 059 550 $, portant ainsi la subvention de fonctionnement totale pour cet exercice financier à 38 959 400 $;

ATTENDU QUE, pour pourvoir à ses obligations, il est nécessaire que la Société dispose, dès le début de l'exercice financier 2007-2008, d'une avance sur la subvention à lui être octroyée pour cet exercice financier correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2006-2007 ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE la ministre du Tourisme soit autorisée à verser à la Société du Palais des congrès de Montréal, à même les crédits prévus au programme 01, élément 03 du portefeuille « Tourisme », une seconde tranche de la subvention à lui être octroyée pour l'exercice financier 2006-2007, d'un montant de 29 059 550 $, portant ainsi la subvention de fonctionnement totale pour cet exercice financier à 38 959 400 $;

QUE cette seconde tranche de la subvention soit versée à la Société à la date ou aux dates convenues entre la ministre et cette dernière ;

QUE la ministre du Tourisme soit autorisée à verser, dès le début de l'exercice financier 2007-2008, à la Société du Palais des congrès de Montréal, une avance sur la subvention à lui être octroyée pour cet exercice financier correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2006-2007, sous réserve de l'allocation, conformément à la Loi, des crédits de l'exercice financier 2007-2008.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46400

Gouvernement du Québec

Décret 486-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT le financement de la Société du Centre des congrès de Québec pour l'exercice financier 2006-2007

ATTENDU QUE l'article 33 de la Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec (L.R.Q., c. S-14.001) stipule que le ministre désigné par le gouvernement est responsable de l'application de cette loi ;

ATTENDU QUE, en vertu du décret n° 130-2005 du 18 février 2005, la ministre du Tourisme est responsable de l'application de cette loi ;

ATTENDU QUE, pour l'exercice financier 2006-2007, le montant des crédits prévus au programme 01 « Promotion et développement du tourisme », élément 02 « Société du Centre des congrès de Québec » du portefeuille « Tourisme » a été établi à 15 980 000 $;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r.22) et de ses modifications subséquentes, réputé pris en vertu de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 $;

ATTENDU QUE, en vertu du décret n° 590-2005 du 15 juin 2005, une avance sur la subvention totale à être autorisée à la Société pour l'exercice financier 2006-2007, d'un montant de 3 685 000 $, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2005-2006, a déjà été versée à la Société ;

ATTENDU QU'il y a lieu d'octroyer à la Société une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2006-2007, d'un montant de 12 295 000 $, portant ainsi la subvention de fonctionnement totale pour cet exercice financier à 15 980 000 $;

ATTENDU QUE, pour pourvoir à ses obligations, il est nécessaire que la Société dispose, dès le début de l'exercice financier 2007-2008, d'une avance de fonds sur la subvention à lui être octroyée pour cet exercice financier correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2006-2007 ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE la ministre du Tourisme soit autorisée à verser à la Société du Centre des congrès de Québec, à même les crédits prévus au programme 01, élément 02 du portefeuille « Tourisme », une seconde tranche de la subvention à lui être octroyée pour l'exercice financier 2006-2007, d'un montant de 12 295 000 $, portant ainsi la subvention d'équilibre totale pour cet exercice financier à 15 980 000 $;

QUE cette seconde tranche de subvention soit versée à la Société à la date ou aux dates convenues entre la ministre et cette dernière ;

QUE la ministre du Tourisme soit autorisée à verser, dès le début de l'exercice financier 2007-2008, à la Société du Centre des congrès de Québec, une avance de fonds sur la subvention à lui être octroyée pour cet exercice financier correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'exercice financier 2006-2007, sous réserve de l'allocation, conformément à la Loi, des crédits de l'exercice financier 2007-2008.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46401

Gouvernement du Québec

Décret 487-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'approbation d'une entente de coopération en matière de tourisme entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario souhaitent renforcer leur coopération à l'égard de plusieurs questions importantes, dans des domaines économiques et sociaux, en vue d'améliorer les services offerts à leurs citoyens ;

ATTENDU QUE les deux gouvernements se proposent, à cette fin, de conclure un protocole de coopération qui portera sur diverses matières et qui donnera lieu à la signature de plusieurs ententes spécifiques, dont une entente en matière de tourisme ;

ATTENDU QUE la ministre du Tourisme a établi un projet d'entente de coopération en matière de tourisme avec le ministre du Tourisme de l'Ontario ;

ATTENDU QUE cette entente de coopération en matière de tourisme vise à mener conjointement des études, développer des produits complémentaires, promouvoir le tourisme de chaque province et institutionnaliser des

pratiques d'échanges d'information et d'expertise notamment en matière d'accueil et de renseignements touristiques ;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3° de l'article 5 de la Loi sur le ministère du Tourisme (2005, c. 37), dans l'exercice de ses responsabilités, la ministre du Tourisme peut notamment conclure, conformément à la loi, des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec ou l'un de ses ministères ou organismes, ou avec une organisation internationale ou un de ses organismes ;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'Entente de coopération en matière de tourisme entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46402

Gouvernement du Québec

Décret 488-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT les prévisions budgétaires 2006-2007 de la Commission des relations du travail et la détermination des sommes à verser au fonds qui pourvoit à son financement

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 137.59 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), la présidente de la Commission des relations du travail soumet chaque année au ministre du Travail les prévisions budgétaires de la Commission pour l'exercice financier suivant et que ces prévisions sont soumises à l'approbation du gouvernement ;

ATTENDU QUE l'article 137.62 de ce code, modifié par l'article 19 du chapitre 42 des lois de 2005, prévoit que les sommes requises pour l'application de son chapitre VI du titre I sont prises sur le fonds de la Commission des relations du travail qui est constitué des sommes versées par le ministre du Travail sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement, des sommes versées par la Commission des normes du travail et des sommes versées par la Commission de la construction du Québec ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 28.1 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N-1.1), la Commission des normes du travail contribue au fonds de la Commission des relations du travail pour pourvoir aux dépenses encourues par celle-ci relativement aux recours instruits devant elle en vertu des sections II et III du chapitre V de la Loi sur les normes du travail ;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa du même article, le montant et les modalités de versement de la contribution de la Commission des normes du travail sont déterminés par le gouvernement, après consultation de cette commission par le ministre du Travail ;

ATTENDU QUE cette consultation a été faite ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 8.1 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20), introduit par l'article 1 du chapitre 42 des lois de 2005, la Commission de la construction du Québec contribue au fonds de la Commission des relations du travail pour pourvoir aux dépenses engagées par cette commission relativement aux plaintes qui lui sont soumises en vertu de l'article 105 de cette loi ;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa du même article, le montant et les modalités de versement de la contribution de la Commission de la construction du Québec sont déterminés par le gouvernement ;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver les prévisions budgétaires soumises par la présidente de la Commission des relations du travail pour l'exercice financier débutant le 1er avril 2006 ;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer les sommes que le ministre du Travail, la Commission des normes du travail et la Commission de la construction du Québec versent au fonds de la Commission des relations du travail ainsi que les modalités de ces versements ;

ATTENDU QUE la Commission des relations du travail requiert une avance correspondant à 25 % des montants versés au cours de l'exercice financier 2006-2007, à être versée par le ministre du Travail pour un montant maximal de 1 974 525 $ et par la Commission des normes du travail pour un montant maximal de 1 726 725 $, dès le début de l'exercice financier 2007-2008, afin de couvrir ses dépenses de fonctionnement ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail :

QUE les prévisions budgétaires de la Commission des relations du travail pour l'exercice financier débutant le 1er avril 2006 soient approuvées pour un montant de 15 215 000 $, soit un budget de dépenses de 15 015 000 $ et un budget d'investissement de 200 000 $;

QUE les sommes versées au fonds de la Commission des relations du travail soient de 7 898 100 $ pour le ministre du Travail, de 6 906 900 $ pour la Commission des normes du travail et de 210 000 $ pour la Commission de la construction du Québec ;

QUE ces sommes soient versées durant l'exercice financier 2006-2007 en quatre versements égaux aux dates suivantes, soit à la date de la prise d'effet du décret et les 1er juillet 2006, 1er octobre 2006 et le 1er janvier 2007 ;

QUE le ministre du Travail soit autorisé à effectuer le versement des sommes qui lui incombent ;

QU'un montant représentant au maximum 25 % des montants accordés en 2006-2007, sous réserve de l'allocation, conformément à la loi, des crédits appropriés pour l'exercice financier 2007-2008, soit versé au fonds de la Commission des relations du travail par le ministre du Travail pour un montant maximal de 1 974 525 $ et par la Commission des normes du travail pour un montant maximal de 1 726 725 $, au début de l'exercice financier 2007-2008, à titre d'avance sur les prévisions budgétaires 2007-2008.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46403

Gouvernement du Québec

Décret 489-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT le renouvellement du mandat de trois commissaires de la Commission des lésions professionnelles

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 394 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001) prévoit notamment que le mandat d'un commissaire de la Commission des lésions professionnelles est renouvelé pour cinq ans ;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 394 de cette loi énonce notamment qu'une dérogation à la durée du mandat ne peut valoir que pour une durée fixe de moins de cinq ans déterminée par l'acte de renouvellement et, hormis le cas où le commissaire en fait la demande pour des motifs sérieux, que lorsque des circonstances particulières indiquées dans l'acte de renouvellement l'exigent ;

ATTENDU QUE l'article 395 de cette loi énonce que le renouvellement du mandat d'un commissaire est examiné suivant la procédure établie par règlement du gouvernement et qu'un tel règlement peut notamment fixer la composition des comités et le mode de nomination de leurs membres, lesquels ne doivent pas faire partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), ni la représenter ;

ATTENDU QUE l'article 403 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles précise que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 726-98 du 27 mai 1998 modifié par le décret numéro 1195-2002 du 2 octobre 2002 en application de l'article 402 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des commissaires de cette commission ;

ATTENDU QUE l'article 406 de cette loi énonce que le fonctionnaire nommé membre de la Commission cesse d'être assujetti à la Loi sur la fonction publique pour tout ce qui concerne sa fonction de membre et qu'il est, pour la durée de son mandat et dans le but d'accomplir les devoirs de sa fonction, en congé sans solde total ;

ATTENDU QUE Me Diane Lajoie a été nommée commissaire de la Commission des lésions professionnelles par le décret numéro 1345-2001 du 7 novembre 2001 et que ce mandat viendra à échéance le 25 novembre 2006 ;

ATTENDU QUE Me Jean-François Clément a été nommé commissaire de la Commission des lésions professionnelles par le décret numéro 1344-2001 du 7 novembre 2001 et que ce mandat viendra à échéance le 25 novembre 2006 ;

ATTENDU QUE le mandat de Me Louise Turcotte comme commissaire de la Commission des lésions professionnelles a été renouvelé pour deux ans par le décret numéro 527-2004 du 2 juin 2004 et que ce mandat viendra à échéance le 4 septembre 2006 ;

ATTENDU QUE conformément à l'article 26 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées commissaires à la Commission des lésions professionnelles et sur celle de renouvellement du mandat de ces commissaires, édicté par le décret numéro 566-98 du 22 avril 1998 modifié par le décret numéro 1194-2002 du 2 octobre 2002, le secrétaire général associé responsable des Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité composé de membres qui ne font pas partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique ni ne la représentent, dont il a désigné le président, pour examiner le renouvellement du mandat de Me Diane Lajoie, de Me Louise Turcotte et de Me Jean-François Clément comme commissaires de la Commission des lésions professionnelles ;

ATTENDU QUE ce comité a transmis sa recommandation au secrétaire général associé et au ministre du Travail ;

ATTENDU QUE ce comité n'a pu rencontrer Me Louise Turcotte en raison d'une absence motivée et qu'il suggère que le gouvernement renouvelle son mandat pour une période d'au plus un an en raison de ces circonstances particulières ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail :

QUE le mandat de Me Diane Lajoie et Me Jean-François Clément comme commissaires de la Commission des lésions professionnelles soit renouvelé pour cinq ans à compter du 26 novembre 2006, au même salaire annuel ;

QUE le mandat de Me Louise Turcotte comme commissaire de la Commission des lésions professionnelles soit renouvelé pour un an à compter du 5 septembre 2006, au même salaire annuel ;

QUE Me Diane Lajoie, Me Louise Turcotte et Me Jean-François Clément bénéficient des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des commissaires de la Commission des lésions professionnelles édicté par le décret numéro 726-98 du 27 mai 1998, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées ;

QUE Me Diane Lajoie, Me Louise Turcotte et Me Jean-François Clément continuent de participer au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ;

QUE pour la durée de son mandat, Me Diane Lajoie soit en congé sans solde total du ministère du Travail au classement d'avocate.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46404

Gouvernement du Québec

Décret 490-2006, 30 mai 2006

CONCERNANT l'approbation de l'Entente entre l'Ontario et le Québec sur la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (2006)

ATTENDU QUE l'Ontario et le Québec reconnaissent que la province de résidence d'une personne ne doit pas constituer une condition préalable à l'attribution d'un emploi ou un obstacle à l'accès à la formation en apprentissage ou à la reconnaissance des compétences professionnelles dans l'autre province ;

ATTENDU QUE les différences dans les systèmes de réglementation qui régissent la formation et la reconnaissance de la qualification professionnelle dans l'industrie de la construction en Ontario et au Québec ne doivent pas avoir pour effet d'empêcher la pleine reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et de l'expérience des entrepreneurs et des travailleurs ;

ATTENDU QUE des négociations entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Québec ont conduit à l'élaboration d'une entente bilatérale en ce domaine ;

ATTENDU QUE cette entente remplace toute autre entente bilatérale entre l'Ontario et le Québec en matière de mobilité de la main-d'œuvre et de reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 13 de la Loi sur le ministère du Travail (L.R.Q., c. M-32.2), le ministre du Travail peut, aux fins de l'exercice de ses fonctions et de

l'application des lois qui relèvent de lui, conclure, conformément à la loi, des ententes avec tout gouvernement ;

ATTENDU QU'une telle entente constitue une entente intergouvernementale canadienne selon l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3.8 de cette loi, une entente intergouvernementale canadienne doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE l'Entente entre l'Ontario et le Québec sur la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (2006), laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

46405

Arrêtés ministériels

A.M., 2006

Arrêté numéro AM 0027-2006 du ministre de la Sécurité publique en date du 7 juin 2006

CONCERNANT l'élargissement du territoire d'application du Programme général d'aide financière lors de sinistres qui a été mis en œuvre relativement aux inondations survenues le 20 mai 2006, dans des municipalités du Québec

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU l'arrêté du 21 mai 2006 par lequel le ministre de la Sécurité publique a mis en œuvre le Programme général d'aide financière lors de sinistres afin d'aider les particuliers, les entreprises, les organismes et les municipalités qui ont subi des préjudices en raison des inondations survenues le 20 mai 2006, dans des municipalités du Québec ;

VU l'annexe jointe à cet arrêté qui énumère les municipalités pouvant bénéficier de ce programme ;

VU l'article 109 de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3) qui permet au ministre responsable de l'application d'un programme d'élargir au besoin le territoire concerné ;

CONSIDÉRANT que des municipalités qui n'ont pas été désignées à l'arrêté précité ont dû engager des dépenses pour la mise en place de mesures préventives temporaires, d'intervention et de rétablissement ou ont relevé des dommages causés par les inondations survenues le 20 mai 2006 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à ces municipalités ainsi qu'à leurs citoyens de bénéficier du Programme général d'aide financière lors de sinistres ;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Est élargi le territoire d'application du Programme général d'aide financière lors de sinistres, qui a été mis en œuvre le 21 mai 2006 relativement aux inondations survenues le 20 mai 2006, dans des municipalités du Québec, afin de comprendre les municipalités énumérées à l'annexe jointe au présent arrêté.

Québec, le 7 juin 2006

Le ministre de la Sécurité publique,
JACQUES P. DUPUIS

ANNEXE

Municipalité	Désignation	Circonscription électorale
Région 04		
Yamachiche	Municipalité	Maskinongé
Région 07		
Denholm	Municipalité	Gatineau
Région 11		
Percé	Ville	Gaspé
Région 16		
Dunham	Ville	Brome-Missisquoi
Frelighsburg	Municipalité	Brome-Missisquoi
Les Coteaux	Municipalité	Soulanges
Stanbridge East	Municipalité	Brome-Missisquoi
Sutton	Ville	Brome-Missisquoi

46431

A.M., 2006

Arrêté numéro AM 0026-2006 du ministre de la Sécurité publique en date du 25 mai 2006

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol au bénéfice de la propriétaire de la résidence principale sise au 3513, rue de Jean-Talon, dans la Ville de Mascouche

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le décret n° 1383-2003 du 17 décembre 2003 par lequel le gouvernement a établi, en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3), le

Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol pour aider les particuliers dont la résidence principale est menacée par ce type de sinistre mettant la vie des occupants en danger ;

VU que ce décret prévoit que le ministre de la Sécurité publique est responsable de l'application de ce programme ;

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100 relève du ministre responsable de l'application du programme ;

CONSIDÉRANT que, le 6 avril 2006, un glissement de terrain s'est produit dans le talus situé derrière la résidence principale sise au 3513, rue de Jean-Talon, dans la Ville de Mascouche ;

CONSIDÉRANT qu'une expertise géotechnique a conclu que la sécurité de cette résidence principale et de ses occupants est menacée de façon imminente par d'autres glissements de terrain ;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle apparaît constituer un sinistre imminent au sens de la loi ;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Est mis en œuvre le Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol, établi par le décret n° 1383-2003 du 17 décembre 2003, au bénéfice de la propriétaire de la résidence principale sise au 3513, rue de Jean-Talon, dans la Ville de Mascouche, située dans la circonscription électorale de Masson.

Québec, le 25 mai 2006

Le ministre de la Sécurité publique,
JACQUES P. DUPUIS

46429

Avis

Avis

Loi sur les élections scolaires
(L.R.Q., c. E-2.3)

Commission scolaire des Îles
— Nombre de circonscriptions électorales

CONCERNANT le nombre de circonscriptions électorales que la Commission scolaire des Îles est autorisée à établir

En vertu de l'article 7 de la Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., c. E-2.3), le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport donne l'avis qu'il autorise la Commission scolaire des Îles à établir onze circonscriptions électorales, soit deux circonscriptions électorales de moins que ce qui est prévu par la Loi sur les élections scolaires.

Québec, le 6 juin 2006

Le ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport,
JEAN-MARC FOURNIER

46430

Avis

Loi sur la conservation du patrimoine naturel
(L.R.Q., c. C-61.01)

Réserve naturelle de l'Estuaire-de-la-Rivière-York
— Reconnaissance

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 58 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., c. C-61.01), que le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a reconnu comme réserve naturelle une propriété privée, située sur le territoire de la Municipalité de Gaspé, municipalité régionale de comté de La Côte-de-Gaspé, connue et désignée comme étant l'île D subdivision un (île D-1), îles de la rivière York, du cadastre révisé du Canton de York, circonscription foncière de Gaspé. Cette propriété est d'une superficie de neuf hectares et neuf centièmes (9,09 ha).

Cette reconnaissance prend effet à compter de la date de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec.*

Le directeur par intérim du patrimoine
écologique et des parcs,
PATRICK BEAUCHESNE

46462

Avis

Loi sur la conservation du patrimoine naturel
(L.R.Q., c. C-61.01)

Réserve naturelle de l'Île-Longue
— Reconnaissance

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 58 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., c. C-61.01), que le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a reconnu comme réserve naturelle une propriété privée, située sur le territoire de la Municipalité de Stanstead, municipalité régionale de comté de Memphrémagog, une île du lac Memphrémagog connue et désignée comme étant le lot mille cent soixante-douze (1172) du cadastre officiel du Canton de Stanstead, circonscription foncière de Stanstead. Cette propriété couvre une superficie de onze hectares et trente-trois centièmes (11,33 ha).

Cette reconnaissance prend effet à compter de la date de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Le directeur par intérim du patrimoine
écologique et des parcs,
PATRICK BEAUCHESNE

46463

Avis

Loi sur la conservation du patrimoine naturel
(L.R.Q., c. C-61.01)

**Réserve naturelle du Mont-Foster
— Reconnaissance**

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 58 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., c. C-61.01), que le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a reconnu comme réserve naturelle une propriété privée, située sur le territoire de la Municipalité de Bolton-Ouest, municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi, connue et désignée comme étant une partie du lot 318 et la subdivision 19 du lot 320 du cadastre officiel du Canton de Bolton, circonscription foncière de Brome. Cette propriété, d'une superficie de 4,7 hectares, est plus amplement décrite au plan et à la description foncière préparés et signés par l'arpenteur-géomètre, M. Robert Fournier, le 4 août 2005, sous le numéro 492 de ses minutes.

Cette reconnaissance prend effet à compter de la date de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Le directeur par intérim
du patrimoine écologique et des parcs,
PATRICK BEAUCHESNE

46460

Avis

Loi sur la conservation du patrimoine naturel
(L.R.Q., c. C-61.01)

**Réserve naturelle William-R.-J.-Oliver
— Reconnaissance**

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 58 de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (L.R.Q., c. C-61.01), que le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a reconnu comme réserve naturelle une propriété privée, située sur le territoire de la Municipalité de Sainte-Agathe-des-Monts, municipalité régionale de comté des Laurentides, connue et désignée comme étant les lots 16B-9 et 17-7 et une partie du lot 18 du rang 6 du cadastre officiel de la Paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, circonscription foncière de Terrebonne. Cette propriété, d'une superficie de 62 hectares, est plus amplement décrite au plan et à la description foncière préparés et signés par l'arpenteur-géomètre, M. Robert Fournier, le 4 août 2005, sous le numéro 491 de ses minutes.

Cette reconnaissance prend effet à compter de la date de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Le directeur par intérim du patrimoine
écologique et des parcs,
PATRICK BEAUCHESNE

46461

Index

Abréviations : **A** : Abrogé, **N** : Nouveau, **M** : Modifié

	Page	Commentaires
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2007 (L.R.Q., c. A-3.001)	2525	Projet
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2007 (L.R.Q., c. A-3.001)	2550	Projet
Accidents du travail, Loi sur les... — Table des indemnités payables pour l'année 2007 (L.R.Q., c. A-3)	2551	Projet
Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario en matière d'affaires francophones	2645	N
Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relativement à l'échange de renseignements statistiques de l'état civil	2623	N
Aide aux personnes et aux familles (Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, 2000, c. 15)	2577	Projet
Aide aux personnes et aux familles, Loi sur l'... — Aide aux personnes et aux familles (2000, c. 15)	2577	Projet
Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'..., modifiée (2006, P.L. 13)	2499	
Assurance parentale, Loi sur l'..., modifiée (2006, P.L. 5)	2491	
Bâtiment, Loi sur le... — Entrée en vigueur de certaines dispositions (1985, c. 34)	2517	
Centre hospitalier de l'Université de Montréal — Acquisition, par expropriation, de certains immeubles requis pour la modernisation d'une installation	2624	N
Centre hospitalier de l'Université de Montréal, Centre universitaire de santé McGill et Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine — Réalisation des projets de modernisation	2627	N
Commission des lésions professionnelles — Renouvellement du mandat de trois commissaires	2649	N
Commission des relations du travail — Prévisions budgétaires 2006-2007 et détermination des sommes à verser au fonds qui pourvoit à son financement	2648	N
Commission scolaire des îles — Nombre de circonscriptions électorales autorisées (Loi sur les élections scolaires, L.R.Q., c. E-2.3)	2655	Avis
Conservation du patrimoine naturel, Loi sur la... — Réserve naturelle de l'Estuaire-de-la-Rivière-York — Reconnaissance (L.R.Q., c. C-61.01)	2655	Avis

Conservation du patrimoine naturel, Loi sur la... — Réserve naturelle de L'Île-Longue — Reconnaissance (L.R.Q., c. C-61.01)	2655	Avis
Conservation du patrimoine naturel, Loi sur la... — Réserve naturelle du Mont-Foster — Reconnaissance (L.R.Q., c. C-61.01)	2656	Avis
Conservation du patrimoine naturel, Loi sur la... — Réserve naturelle William-R.-J.-Oliver — Reconnaissance (L.R.Q., c. C-61.01)	2656	Avis
Coroners à temps partiel — Nomination	2621	N
Cour du Québec — Exercice de fonctions judiciaires par Micheline Corbeil-Laramée, Jean Alarie, Jules Barrière, Paul J. Bélanger, Denis Charette, Bernard Dagenais, Henri-Rosaire Desbiens, Gérald-E. Desmarais, Michel Desmarais, Jean Dionne, Marc Dufour, Gérard Girouard, Pierre Laberge, Bertrand Laforest, Yvon Mercier, Jean-Claude Paquin, Claude Pinard, Louis Rémillard, Yvon Roberge, Hugues St-Germain, Michel St-Hilaire, Bernard Tellier et Clermont Vermette, juges retraités	2631	N
Cour du Québec — Nomination de Jean-Pierre Archambault comme juge	2631	N
Cour du Québec — Nomination de Richard Marleau comme juge	2631	N
Diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, Loi modifiant... (2006, P.L. 5)	2491	
École nationale des pompiers du Québec — Nomination de Guy Lafortune comme membre du conseil d'administration et directeur général par intérim	2620	N
Élections scolaires, Loi sur les... — Commission scolaire des îles — Nombre de circonscriptions électorales autorisées (L.R.Q., c. E-2.3)	2655	Avis
Emploi-Québec — Plan d'action annuel 2006-2007 en matière de main-d'œuvre et d'emploi	2645	N
Entente de collaboration en matière de protection des forêts entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario — Approbation	2641	N
Entente de coopération dans les domaines de la science et de la technologie entre le gouvernement du Québec et le ministère de la Science et de la Technologie de la République populaire de Chine, signée à Beijing, le 22 septembre 2005 — Entérinement	2624	N
Entente de coopération en matière de culture entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario	2644	N
Entente de coopération en matière de santé entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario	2630	N
Entente de coopération en matière de sécurité civile entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario — Approbation	2621	N
Entente de coopération en matière de tourisme entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario — Approbation	2647	N
Entente de coopération en matière de transport entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario — Approbation	2642	N
Entente entre l'Ontario et le Québec sur la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industire de la construction (2006) — Approbation	2650	N

Entente Ontario-Québec pour la promotion du développement durable du territoire public et des ressources naturelles — Approbation	2640	N
Groupe Alcan Métal Primaire, division d'Alcan inc. — Délivrance d'un certificat d'autorisation en sa faveur pour le projet de construction d'une usine de traitement de la brasque usée sur le territoire de la Ville de Saguenay	2632	N
Hydro-Québec — Requête de la Société relativement à l'approbation des plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique de la Chute-Allard situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque	2635	N
Hydro-Québec — Requête de la Société relativement à l'approbation des plans et devis de la phase 2 du projet de construction des ouvrages de retenue de l'aménagement hydroélectrique des Rapides-des-Cœurs situé sur la rivière Saint-Maurice, dans la Ville de La Tuque	2637	N
Impôt sur le tabac, Loi concernant l'..., modifiée (2006, P.L. 5)	2491	
Institut de recherches cliniques de Montréal — Octroi d'une subvention pour pourvoir au paiement en capital et intérêts d'un emprunt auprès de Financement-Québec	2629	N
Instruction publique, Loi sur l'... — Taxe scolaire — Calcul du produit maximal pour l'année scolaire 2006-2007 (L.R.Q., c. I-13.3)	2519	N
La Vigilance, société de secours mutuels — Liquidation	2622	N
Liste des projets de loi sanctionnés (8 juin 2006)	2489	
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail, Loi sur le..., modifiée (2006, P.L. 13)	2499	
Ministère de la Santé et des Services sociaux — Engagement à contrat de Louise Montreuil comme sous-ministre adjointe	2618	N
Ministère des Affaires municipales et des Régions, Loi sur le..., modifiée (2006, P.L. 13)	2499	
Ministère des Services gouvernementaux — Nomination de Jocelyne Dagenais comme sous-ministre	2618	N
Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche et d'autres dispositions législatives, Loi modifiant la Loi sur le... (2006, P.L. 13)	2499	
Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, Loi sur le..., modifiée (2006, P.L. 13)	2499	
Ministère du Revenu, Loi sur le..., modifiée (2006, P.L. 5)	2491	
Ordre national du Québec — Nomination de membres	2617	N
Programme d'aide financière relatif à l'imminence de mouvements de sol — Mise en œuvre au bénéfice de la propriétaire de la résidence principale sise au 3513, rue de Jean-Talon, dans la Ville de Mascouche	2653	N

Programme Écoaction — Autorisation à Éco-Quartier Sainte-Marie de conclure une entente avec le gouvernement du Canada dans le cadre de ce programme	2644	N
Programme général d'aide financière lors de sinistres — Élargissement du territoire d'application du programme qui a été mis en œuvre relativement aux inondations survenues le 20 mai 2006, dans des municipalités du Québec	2653	N
Programmes de formation médicale de niveau doctoral — Détermination de places pour les étudiants de l'extérieur du Québec pour 2006-2007	2629	N
Protection du territoire et des activités agricoles, Loi sur la..., modifiée (2006, P.L. 13)	2499	
Protocole de coopération entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Québec — Approbation	2620	N
Régime de retraite des élus municipaux — Nomination de quatre membres du comité de réexamen constitué en vertu de la loi	2643	N
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, Loi sur le... — Modifications aux annexes I et II.1 (L.R.Q., c. R-10)	2613	M
Régime de retraite du personnel d'encadrement, Loi sur le... — Modification à l'annexe II (L.R.Q., c. R-12.1)	2613	M
Requête de la Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud relativement à l'approbation des plans et devis du projet de modification de structure d'un ouvrage de retenue situé sur la rivière Morigeau, dans la Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, dans la municipalité régionale de comté de Montmagny	2634	N
Réserve naturelle de l'Estuaire-de-la-Rivière-York — Reconnaissance (Loi sur la conservation du patrimoine naturel, L.R.Q., c. C-61.01)	2655	Avis
Réserve naturelle de L'Île-Longue — Reconnaissance (Loi sur la conservation du patrimoine naturel, L.R.Q., c. C-61.01)	2655	Avis
Réserve naturelle du Mont-Foster — Reconnaissance (Loi sur la conservation du patrimoine naturel, L.R.Q., c. C-61.01)	2656	Avis
Réserve naturelle William-R.-J.-Oliver — Reconnaissance (Loi sur la conservation du patrimoine naturel, L.R.Q., c. C-61.01)	2656	Avis
Services de santé et les services sociaux, Loi sur les..., modifiée (2006, P.L. 13)	2499	
Société des alcools du Québec, Loi sur la..., modifiée (2006, P.L. 13)	2499	
Société du Centre des congrès de Québec — Financement pour l'exercice financier 2006-2007	2647	N
Société du Palais des congrès de Montréal — Financement pour l'exercice financier 2006-2007	2646	N
Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2007 (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)	2525	Projet
Table des indemnités payables pour l'année 2007 (Loi sur les accidents du travail, L.R.Q., c. A-3)	2551	Projet

Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2007 .... (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)	2550	Projet
Taxe de vente du Québec, Loi sur la..., modifiée ..... (2006, P.L. 5)	2491	
Taxe scolaire — Calcul du produit maximal pour l'année scolaire 2006-2007 ... (Loi sur l'instruction publique, L.R.Q., c. I-13.3)	2519	N
Taxe sur les carburants, Loi concernant la..., modifiée ..... (2006, P.L. 5)	2491	